



Université Toulouse - Jean Jaurès

**Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques
à Toulouse (IPEAT)**

**Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés
Parcours : ESCAM**

***Defund The Police comme révolution de la sécurité publique aux États-Unis ?
Étude de cas sur la ville de Albuquerque au Nouveau-Mexique***

Mémoire de deuxième année présenté par :

Victor PELLET

Sous la direction de :

Françoise Coste et Hilary Sanders, CAS

Année Universitaire 2023-2024

Abréviations :

APD = Albuquerque Police Department

BLM = Black Lives Matter

DOJ = Department of Justice

DTP = Defund the Police

M4BL = Movement for Black Lives

MPD = Minneapolis Police Department

NAACP = National Association for the Advancement of Colored People

TSA = Travailleur social abolitionniste

TSPP = Travailleur social pro-police

TSR = Travailleur social réformiste

NYPD = New York Police Department

UNM = University of New Mexico

Remerciements :

Je tiens à remercier mes directrices de mémoire Françoise COSTE et Hilary SANDERS pour leurs conseils et la liberté qu'elles m'ont donnée durant la confection de ce mémoire. Je suis également reconnaissant envers Franck GAUDICHAUD pour avoir accepté de faire partie de mon jury de soutenance.

J'aimerais exprimer ma gratitude envers mes parents, ma tante et ma soeur pour leur soutien et leur relecture.

Je remercie mes amis de Nice et du Stade Vauban, en particulier Firas et Guillaume. Sans le savoir, c'est là-bas que j'ai constitué ma conscience politique et antiraciste.

Je remercie également mes amis de l'IPEAT, Chloé, Juliette, Léa, Naïma, Estelle et Antoine.

Enfin, une pensée pour mes amis de l'Université du Nouveau-Mexique, Alyssa, Sophia et Emilio qui m'ont fait découvrir la vie étatsunienne (et mexicaine).

Sommaire

Introduction	8
Partie 1 : Contexte des débats autour de la police aux États-Unis : Black Lives Matter, Defund The Police et backlash	18
1.1 Cinquante ans d'idéologie punitive	18
1.2. Black Lives Matter et la réponse au tout-punitif	40
1.3. Defund The Police et de nouveaux débats sur la sécurité publique	67
Partie 2 : Étude de cas Albuquerque et Albuquerque Community Safety	100
2.1. Contexte Albuquerque, Nouveau-Mexique	100
2.2. Police et contestation au Nouveau-Mexique et à Albuquerque	109
2.3. Albuquerque Community Safety	118
Partie 3 : Perception des travailleurs sociaux et des militants abolitionnistes à Albuquerque	124
3.1. Typologie des travailleurs sociaux	126
3.2. Les perceptions des travailleurs sociaux de DTP et de l'ACS	133
3.3. Discussion	139
Conclusion	144
Bibliographie	147
Annexes	184
Table des matières	221

Table des figures

Figure n°1 : Évolutions des dépenses de sécurité et des dépenses sociales en pourcentage du PIB.....	29
Figure n°2 : Soutien de la population aux réformes policières, par type de réforme et par race (Juin-Juillet 2020).....	51
Figure n°3 : Affectations réelles des appels d’urgence du 911.....	79
Figure n°4 : Hausses et baisses de budget des départements des plus grandes villes.....	85
Figure n°5 : Évolution du nombre de personnes sans-abri à Albuquerque.....	103
Figure n°6 : Répartition du crime à Albuquerque.....	100

Introduction

Le 1er mai 2023, Jordan Neely, un jeune homme noir de 30 ans, a été tué dans le métro de New York après avoir été étranglé pendant 15 minutes par Daniel Penny, un Marine de 24 ans¹. Les médias ont immédiatement légitimé cet acte dépeignant Neely comme un individu hostile, mentalement déséquilibré, soulignant ses antécédents judiciaires pour justifier sa mort, tout en protégeant et en minimisant le rôle de Penny. Face à ce discours médiatique, les militants Black Lives Matter² new-yorkais ont cherché à humaniser Jordan en racontant son histoire et en décrivant sa personnalité. La vie de Jordan a basculé à l'âge de 14 ans lorsque sa mère fut tuée par son petit ami³. Le traumatisme de cet événement a eu un impact terrible sur sa vie, il a par la suite enchaîné les allers-retours dans des foyers d'accueil et a commencé à avoir des difficultés scolaires. Cet événement l'a également amené à développer des maladies mentales telles que la dépression, la schizophrénie et le syndrome de stress post-traumatique, pour lesquelles il n'a jamais été traité. À 18 ans, il est devenu sans-abri dans les rues de New York où il a survécu en tant que danseur, en particulier imitateur de Michael Jackson. C'est également dans ces rues qu'il avait commencé à se droguer pour atténuer les symptômes de ses troubles psychologiques. Juste avant d'être tué, il avait crié dans le métro : « Je n'ai pas à manger, je n'ai pas à boire, j'en ai marre. Ça ne me dérange pas d'aller en prison et de prendre la perpétuité. Je suis prêt à mourir »⁴.

Si ce cas n'est pas à proprement parler une violence policière, il illustre parfaitement les thèmes et problématiques abordés dans ce mémoire. Le mouvement Black Lives Matter a démontré comment la vie des noirs avait moins de valeur auprès des policiers et au sein de la société étatsunienne que celle des blancs. Le cas de Jordan Neely démontre que d'autres vies sont également dévalorisées : celles des sans-abri, des personnes souffrant de maladies mentales ou souffrant d'addictions. Le nombre de personnes concernées par ces problèmes aux États-Unis augmente avec la conjonction d'une crise du logement, de la crise des opioïdes et d'une crise de santé mentale. Cette situation ne cesse de s'empirer en raison de

¹ Maria Cramer, Hurubie Meko et Amelia Nierenberg, "What We Know About Jordan Neely's Killing", *The New York Times*, 13 Mai 2023.

² BLM.

³ Lisa Miller, "Finding Jordan Neely", *New York : Intelligencer*, 29 Dec 2023.

⁴ Traduit par moi-même : "I don't have food, I don't have a drink, I'm fed up, I don't mind going to jail and getting life in prison. I'm ready to die".

Roxane Gay, "Making People Uncomfortable Can Now Get You Killed", *The New York Times*, 4 Mai 2023.

politiques économiques et sociales qui, depuis 40 ans, ne font qu'accroître la précarité et les inégalités tout en réduisant les services publics. Face à cette situation, les États-Unis ont choisi la solution de la répression et de l'autorité en renforçant leur système pénitentiaire et en durcissant leur police. Dans un contexte de racisme systémique, les minorités raciales, en particulier les personnes noires, sont les premières victimes à la fois de ces politiques anti-sociales et des politiques punitives. En réaction à cette injustice, le mouvement BLM a vu le jour pour dénoncer les violences policières et s'est progressivement orienté vers une critique plus large du racisme systémique. Lors des mobilisations de l'été 2020, déclenchées par le meurtre de George Floyd et marquant le pic du mouvement BLM, la revendication Defund The Police a été mise sur le devant de la scène. Cette demande vise à transférer une partie des fonds accordés à la police vers les services sociaux. Elle constitue le point de départ de mon mémoire et m'a amené à explorer sa signification, ses enjeux et les possibilités qu'elle présente.

Une des raisons pour lesquelles le cas de Jordan Neely m'a autant touché est que son meurtre a eu lieu lors du premier jour de mon étude de terrain à Minneapolis. J'avais justement décidé de me rendre dans cette ville pour être présent pour le 3ème anniversaire du meurtre de George Floyd⁵. Trois années plus tard, ce drame continue de rassembler la communauté et d'attirer l'attention médiatique. Il est fréquemment mentionné dans les discussions que j'ai eues avec les locaux et se reflète dans le street art très présent dans la ville. Une très grande émotion s'est dégagée de l'événement durant lequel se sont succédées les prises de parole des proches de George Floyd et des chefs de communautés. La parole fut également accordée à des proches de victimes, présents dans le public et venus de tout le pays, qui ont clamé les noms de leurs proches disparus et raconté leur histoire. À la suite de ces témoignages, des performances plus artistiques ont été réalisées : danse, musique, slam, rap et orchestre⁶. L'hommage s'est terminé par une veillée à la bougie allant du mémorial érigé en l'honneur de George Floyd, à l'intersection où s'est passé le drame, jusqu'à un cimetière commémorant les victimes de violences policières du pays. Ce terrain de recherche à Minneapolis était également l'occasion de me rendre dans la ville qui a été l'épicentre des mouvements sociaux de 2020 et où la revendication de Defund The Police⁷ a émergé. En

⁵ MPR News Staff, "Candlelight vigil in Minneapolis marks third anniversary of police killing of George Floyd", *MPR News*, 26 Mai 2023.

⁶ *Ibid.*

⁷ DTP.

m'intéressant aux acteurs de Minneapolis, je me suis aperçu que ces événements avaient été rendus possibles par le travail militant de longue haleine des organisations abolitionnistes locales. Ce travail sur Minneapolis m'a ainsi permis de me familiariser avec la littérature abolitionniste, tant les ouvrages actuels que les textes fondateurs. Lors de ce terrain, j'ai ainsi pu interviewer quelques militants abolitionnistes locaux afin de recueillir leurs perspectives. De plus, les débats autour de DTP et la proposition soutenue par la campagne Yes 4 Minneapolis de remplacer la police locale par un département de sécurité publique m'ont conduit à m'interroger sur le rôle des travailleurs sociaux⁸. J'ai ainsi pu m'entretenir avec différents travailleurs sociaux pour recueillir leurs perspectives sur le mouvement DTP, leurs relations avec la police et savoir quels rôles ils pourraient avoir dans la sécurité publique.

À la suite de ce terrain exploratoire, ma recherche s'est poursuivie dans le cadre de mon échange avec l'université du Nouveau-Mexique à Albuquerque⁹. Ce changement d'aire géographique a été compliqué en raison des dynamiques raciales du Nouveau-Mexique qui diffèrent considérablement de celles de Minneapolis¹⁰. Le Nouveau-Mexique est l'un des États qui concentre, en proportion de sa population, à la fois le plus d'Hispaniques et le plus de Natifs Américains. Les discriminations policières dans cet État frappent bien entendu les Africains-Américains, mais aussi fortement ces autres minorités¹¹. Le problème des violences policières au Nouveau-Mexique a une composante de classe centrale en touchant plus qu'ailleurs les personnes sans-abri et celles souffrant de problèmes de santé mentale¹². Pour adapter mon analyse à ce nouveau concept, j'ai ainsi dû me concentrer davantage sur ces racismes spécifiques et sur les liens entre la police et la classe. Durant mon année scolaire à Albuquerque, j'ai pu prendre différents cours sur le système pénal et judiciaire des États-Unis, le système du travail social, sur les débats entre réforme et abolition de la police ou encore sur le contexte néomexicain. J'ai également profité de cette expérience pour réaliser mon principal travail de terrain avec des entretiens plus longs. J'ai obtenu une

⁸ Jon Collins, "The Yes 4 Minneapolis charter amendment, explained", *MPR News*, 31 Aout 2021.

⁹ UNM.

¹⁰ Anne Fairbrother, "Mexicans in New Mexico: Deconstructing the Tri-Cultural Trope", *Perspectives in Mexican American Studies*, n°7, 2000, p. 111-130.

Casandra D. Salgado, "Latinxs and Racial Frames : The Evolution of Settler Colonial Ideologies in New Mexico", *Social Problems*, 2023.

¹¹ Frank Edwards, Michael H. Esposito et Hedwig Lee, "Risk of police-involved death by race/ethnicity and place, United States, 2012–2018", *American journal of public health*, vol. 108, n°9, 2018, p. 1241-1248.

¹² U.S. Department of Justice, "Albuquerque Police Department. Findings Letter", U.S. Department of Justice, 10 Avril 2014.

Rick Rojas et Joseph J. Kolb, "Albuquerque Officers Are Charged With Murder in Death of Homeless Man", *The New York Times*, 12 Jan. 2015.

quinzaine d'entretiens avec des militants abolitionnistes et des travailleurs sociaux locaux. Ces professionnels intervenaient dans des secteurs variés, notamment le sans-abrisme, la santé mentale, les lignes d'urgence ou les violences domestiques. Pour répondre à la colère suscitée par les événements de 2020 et les manifestations qui ont également eu lieu à Albuquerque, le maire de la ville Tim Keller a mis en place l'Abuquerque Community Safety¹³. Cette agence est chargée de répondre aux urgences non-violentes en envoyant des travailleurs sociaux. Cette initiative, peu mentionnée dans la littérature sur DTP, m'a intriguée et est au cœur de ma recherche.

Une constante dans mes différentes expériences dans les villes étatsuniennes où j'ai résidé ou celles que j'ai visitées est l'abandon social. Celle-ci se caractérise en particulier par la conjonction d'une crise du sans-abrisme, de la crise des opioïdes et d'une crise de santé mentale. Ces crises sont choquantes non seulement par le nombre de personnes touchées, mais aussi par l'état psychologique des personnes ainsi que l'usage répandu de drogues, souvent en pleine rue, à la vue de tous et qui semble complètement abrutir les personnes. Ces phénomènes, que j'ai par la suite étudiés lors de mes recherches, sautent aux yeux dès que l'on sort dans la rue en particulier dans les centres-villes. C'était le cas aux abords de l'Université du Nouveau-Mexique, sur Central, une des principales rues commerçantes d'Albuquerque amenant vers le centre-ville. Durant tous mes séjours et mes voyages à travers le pays, autour des gares de Minneapolis et de Chicago ou sur les étoiles d'Hollywood Boulevard à Los Angeles, se retrouvaient des personnes dans des états de détresse et d'abandon similaires. Même si les recherches ne montrent pas de dangerosité particulière de la part des SDF et des personnes atteintes psychologiquement, cette situation contribue indéniablement à un fort sentiment d'insécurité dans les grandes villes.

La (in)sécurité était aussi un sujet récurrent de la vie étatsunienne. Cela a commencé dès mon inscription administrative à l'UNM, le premier mail reçu sur ma messagerie étant : « alerte fusillade aux abords de l'université, le suspect est un homme noir, 1m78, portant un jean bleu ... une récompense de 1 000\$ sera accordée à toute personne ayant des informations ». Des messages de ce type étaient récurrents tout au long de l'année. Cette ambiance avait été rappelée lors de la réunion de rentrée où il nous a été conseillé de faire très attention, surtout le soir. Les SDF autour et dans le campus avaient toutefois été décrits

¹³ Marissa Armas, "Amid movement to 'defund police,' ABQ mayor creates new public safety department to address social issues", *KOAT*, 15 Juin 2020.

comme « inoffensifs », « si vous êtes gentil avec eux, il ne vous arrivera rien ». Par la suite, la mention ironique de « ghetto Smith », le supermarché le plus proche surnommé ainsi à cause des nombreux toxicomanes qui y errent et des différentes fusillades qui s'y sont produites, montre le sentiment d'insécurité qui pouvait régner chez les étudiants du campus. Sur celui-ci, la police était assez discrète. Le seul problème que j'ai pu constater avec la police lors de mon séjour à l'UNM est la répression des manifestations et du campement installé en soutien à la Palestine. Ce campement, inspiré par celui de Columbia qui a été repris dans de nombreuses autres universités à travers le pays, réunissait militants palestiniens, activistes décoloniaux, souvent des indigènes du Nouveau-Mexique qui se reconnaissaient dans la lutte palestinienne, et des personnes sans-abri qui profitaient du lieu pour y installer leurs tentes. Il y avait des discussions, des dons de nourritures et le but premier était d'occuper au maximum l'endroit afin de sensibiliser à cette cause. Cela a donné lieu à des altercations quotidiennes avec la police qui harcelait les militants et surtout les SDF présents sur le campement. Les forces de l'ordre intervenaient plusieurs fois par jour et toutes les deux heures le soir afin de trouver une opportunité pour démonter le campement. Les affrontements se sont encore plus accentués avec l'occupation du bâtiment de la vie étudiante.

Cette situation sociale, ainsi que la réponse policière qui lui est apportée, sont alarmantes. C'est dans ce contexte que DTP a particulièrement attiré mon attention, car cette mesure semble répondre simultanément à ces deux problématiques. Mon intérêt pour DTP m'a très vite dirigé vers des réflexions sur la santé et la sécurité publique, sur le rôle des travailleurs sociaux et sur celui des agences de sécurité publique non-policières. Ces réflexions m'ont amené à la question de départ de ma recherche : Sommes-nous, avec DTP, face à une révolution en termes de sécurité publique aux États-Unis ? De cette question initiale découle plusieurs problématiques relatives à mon focus sur les travailleurs sociaux et au contexte du Nouveau-Mexique : Quels ont été les effets de DTP dans les débats sur les violences policières et sur les politiques publiques ? Quelle place pour les travailleurs sociaux dans les débats sur les violences policières ? Que signifie la création de l'ACS dans le contexte néomexicain ?

Afin de répondre à ces interrogations, j'ai tout d'abord utilisé de nombreuses références universitaires qui m'ont permis d'établir un cadre théorique autour des sujets que j'aborde dans ce mémoire. Celui-ci s'inscrit au croisement des recherches en criminologie,

sociologie et sciences politiques. Ces trois champs d'étude ont produit énormément d'écrits et de réflexions sur le racisme, le mouvement BLM et précisément sur DTP avec les travaux de Amna Akbar, Jennifer Cobbina-Dungy, Elizabeth Hinton, Cynthia Lum, Khalil Gibran Muhammad, Rick O'Rourke ou Rick Su. J'utilise également les travaux de sociologue et de sciences politiques étudiant le « punitif », l'incarcération de masse et le rôle de la police dans cette montée autoritaire, en particulier les ouvrages d'Alexander Michelle, Franck Vindevogel et Loïc Wacquant. La sociologie de la police, à travers les ouvrages de Paul Rocher et Radley Balko, les études de sociologie sur les travailleurs sociaux et sur leur collaboration avec la police¹⁴ ainsi que la sociologie des mouvements sociaux, à travers les travaux de Keeanga-Yamahtta Taylor et Elizabeth Hinton, m'ont également permis de me familiariser avec les acteurs en jeu. L'étude de la littérature abolitionniste militante et de la criminologie critique, avec les apports de David Correa, Angela Davis, Ruth Gilmore, Mariame Kaba, Ruth Morris, Gwenola Ricordeau ou Alex Vitale, permettent de comprendre les théories et arguments qui soutiennent les idées d'abolition et de définancement de la police. Je fais également dialoguer ces critiques avec les idées d'auteurs réformistes comme Michael Hardy, Tom Tyler ou Samuel Walker qui sont bien plus développées dans la criminologie dominante.

Ces travaux ayant cadré mon étude, j'ai par la suite mis en place un plan de recherche afin de répondre à mes différentes interrogations. J'ai tout d'abord formulé différentes hypothèses afin de me guider durant cette recherche :

Hypothèse 1 : le mouvement DTP a entraîné de nombreuses réformes (plus ou moins radicales, allant vers moins de pouvoir pour la police) et a remis en cause les rôles de la police et des travailleurs sociaux dans la sécurité publique.

¹⁴ Eli Buchbinder et Zvi Eisikovits, "Collaborative Discourse: The Case of Police and Social Work Relationships in Intimate Violence Intervention in Israel", *Journal of Social Service Research*, vol. 34, n°4, 2008.

Lamin Sylvester. A. et Consoler Teboh, "Police social work and community policing", *Cogent Social Sciences*, vol. 2, n°1, 2016.

George T. Patterson et Philip G. Swan, "Police social work and social service collaboration strategies one hundred years after Vollmer. A systematic review", *Policing: An International Journal*, vol. 42, n°5, 27 Sep. 2019, p. 863–886.

Mitchell Rosenwald, "Exploring the Political Diversity of Social Workers", *Social Work Research*, vol. 30, n°2, 2006, p. 121–26.

Hypothèse 2 : Il est maintenant majoritairement partagé par les travailleurs sociaux que les policiers ne doivent pas être en charge des problèmes sociaux de la ville (sans-abris, problèmes de santé mentale, addictions, violences domestiques).

Hypothèse 3 : les travailleurs sociaux ont, depuis l'été 2020, un rôle plus élargi, plus de pouvoir, plus de liberté, notamment la possibilité de mettre en place des méthodes alternatives.

Hypothèse 4 : il existe de fortes dissensions politiques et idéologiques au sein du travail social entre les différentes organisations et au sein des organisations.

Hypothèse 5 : l'ACS est une mesure plus radicale réconciliant réformistes et abolitionnistes qui a le potentiel de changer radicalement la sécurité publique.

Pour tester ces hypothèses, j'ai privilégié une étude qualitative avec des « entretiens structurés »¹⁵. J'ai préparé deux grilles d'entretien thématique pour interroger de manière différente des profils « travailleurs sociaux » et des profils « militants abolitionnistes » (Voir Annexe n°1). Dans les deux cas, j'ai cherché une « diversité maximale de profils du problème étudié » afin d'obtenir le maximum de « modes de réactions différents »¹⁶. J'ai ainsi ciblé des travailleurs sociaux aux profils variés que ce soit en termes de position (agent de terrain, manager ou directeur) ou de domaine d'activité (sans-abrisme, santé mentale, toxicomanie ou violences domestiques). La grille d'entretien pour les travailleurs sociaux comporte une douzaine de questions réparties en quatre thèmes. J'y aborde leur perception des événements 2020 et de DTP, leurs expériences et perspectives sur la collaboration avec la police, leur avis sur le débat réforme-abolition de la police et enfin sur l'ACS. Étant donné la diversité des personnes interrogées (poste, secteur d'intervention...), j'ai souvent dû adapter mes questions à mes interlocuteurs. De même, pour les militants abolitionnistes, ma grille d'entretien était classée en trois thèmes : l'histoire récente du mouvement à Albuquerque, le rôle qu'ils donnent aux travailleurs sociaux dans leur projet politique et les perspectives du mouvement pour la suite.

¹⁵ Amire Marvasti, *Qualitative Research in Sociology*. Newbury Park, SAGE Publications, 2004.

¹⁶ Luc Van Campenhout, Jacques Marquet et Raymond Quivy, *Manuel de recherche en sciences sociales*. Malakoff, Dunod, 2017.

Mon premier terrain est une recherche exploratoire effectuée à Minneapolis lors du mois de mai 2023. Il m'a permis de m'entretenir avec 3 travailleurs sociaux de la ville (un travaillant dans les violences domestiques, un sur la santé mentale et un dans une organisation LGBT) et un militant abolitionniste. Cette première expérience m'a donné un aperçu des opinions et des arguments des acteurs de Minneapolis. Mon second terrain, plus poussé, a eu lieu en mars, avril et mai 2024 à Albuquerque au Nouveau-Mexique. Il m'a permis de m'entretenir avec 8 travailleurs sociaux de la ville (2 travaillant dans les violences domestiques, 2 sur la santé mentale et 4 dans une organisation venant en aide aux SDF). J'ai également pu m'entretenir avec 3 militants abolitionnistes de la ville et un chercheur de l'institut VERA. Les personnes interrogées ont été contactées par mail et les entretiens se sont déroulés soit en personne, soit par visio. Ces entretiens ont duré entre 15 min et 1 heure 20 min et ont par la suite été retranscrits à l'aide d'un logiciel de transcription audio.

Afin d'analyser les entretiens (Voir Annexe n°2 : exemple d'un entretien), j'ai procédé à une analyse thématique¹⁷. J'ai principalement interviewé deux types d'acteurs : les travailleurs sociaux et les abolitionnistes que j'ai séparés lors de mon analyse. J'ai identifié des thèmes récurrents qui traversent les différents entretiens pour chaque groupe d'acteurs à l'aide d'un code couleur. J'ai enfin retranscrit les résultats des différentes opinions sur un même thème dans la partie suivante afin de pouvoir identifier des similitudes et des divergences dans les perspectives des divers acteurs.

Huit thèmes (cinq pour les travailleurs et trois pour les abolitionnistes) semblent ressortir des entretiens. Pour les travailleurs sociaux, je relève spécialement : les interrogations amenées par les événements 2020, l'importance de l'affaire James Boyd et le rôle des travailleurs sociaux dans les réformes policières, leur opinion sur l'abolitionnisme, sur DTP, sur l'ACS et sur la collaboration avec la police ainsi qu'une certaine dépolitisation chez quelques travailleurs sociaux. Les abolitionnistes ont donné leur perspective sur l'ACS, le rôle des travailleurs sociaux dans leur projet politique et le futur du mouvement abolitionniste.

L'objectif de ce mémoire est d'avoir un retour sur l'actualité récente des débats sur les violences policières aux États-Unis et d'éclaircir cette revendication de DTP, peu étudiée dans la littérature française. A travers cette recherche, je vise à explorer le rôle que pourraient tenir les travailleurs sociaux et les agences de sécurité publique dans ces discussions.

¹⁷ Pierre Paillé et Alex Mucchielli, « Chapitre 11. L'analyse thématique », *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. sous la direction de Paillé Pierre, Mucchielli Alex. Armand Colin, 2016, p. 235-312.

J'examinerai, tout d'abord, le contexte politique et social du pays marqué par l'hégémonie de l'idéologie punitive et l'abandon des services publics au cours des 40 dernières années. Cette partie abordera également les réactions politiques face à cette situation, notamment l'émergence de BLM et de DTP.

La deuxième partie présentera le contexte social et politique du Nouveau-Mexique et plus précisément Albuquerque. J'évoquerai également la problématique des violences policières dans cette région et je présenterai l'ACS, l'agence censée y répondre.

Enfin, la dernière partie analysera les entretiens réalisés, présentant les points de vue des militants abolitionnistes et des travailleurs sociaux. Cette partie visera ainsi à répondre aux interrogations formulées dans cette introduction et discuter ces résultats à la lumière de la littérature existante.

Partie 1 : Contexte des débats autour de la police aux États-Unis : Black Lives Matter, Defund The Police et backlash

1.1 Cinquante ans d'idéologie punitive

1.1.1. Idéologie punitive et incarcération de masse

1.1.1.1. Une explosion du nombre de prisonniers

Dans les années 1960, il existait un consensus parmi les chercheurs étatsuniens sur l'idée que la prison allait bientôt disparaître¹⁸. Ils ne pouvaient pas se tromper davantage. Au cours des décennies qui ont suivi, les États-Unis ont atteint des taux d'incarcération sans précédent dans l'histoire des sociétés humaines. Le pays représente aujourd'hui environ 5% de la population du monde mais presque 25% de sa population carcérale¹⁹. En 2011, on dénombrait ainsi 2,3 millions de détenus dans l'ensemble des prisons étatsuniennes²⁰. Ces détenus se divisent entre les prisons fédérales et les centres de détentions des États qui détiennent 1 489 000 personnes et les maisons d'arrêt des comtés qui en comptent 745 000²¹. En incluant les individus en liberté conditionnelle ou en probation, on obtient plus de sept millions de personnes sous contrôle judiciaire. Cette situation est le résultat d'une explosion du nombre de détenus à partir des années 1970. En 40 ans, le nombre de personnes incarcérées suite à une condamnation a progressé de 600%²² (Voir Annexe n°3). Le terme d'incarcération de masse a été inventé en 2000 par le sociologue David Garland pour décrire ce phénomène en insistant sur la généralisation et la normalisation de l'emprisonnement²³. Ce phénomène présente également une dimension raciale très importante, l'emprisonnement

¹⁸ Jeremy Travis, Bruce Western et Steve Redburn, *The growth of incarceration in the United States. Exploring causes and consequence*, Washington, National Research, 2014.

¹⁹ Franck Vindevoegel, *L'Amérique des prisons. Origines et bilan d'une incarcération de masse*, Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 11 Juin 2020.

²⁰ Nicolas Duvoux, « Prison : le contre-exemple américain », *Le Monde*, 29 juin 2014.

²¹ Franck Vindevoegel, *cit. op.*

²² *Ibid.*

²³ David Garland, *The Culture of Control. Crime and Social Order in Contemporary Society*, Oxford, Oxford University Press, 1 Sep. 2002.

affectant très disproportionnellement les minorités et en particulier des populations noires²⁴. Le concept d'incarcération de masse fait aujourd'hui consensus dans la recherche scientifique et a depuis été largement développé.

Le développement de la punition de masse est intervenu grâce à un consensus politique entre démocrates et républicains qui s'est mis en place à partir des années 60, autour de l'idée qu'il fallait être « dur avec le crime »²⁵. Avant cela, il existait encore des débats sur la manière de répondre au crime, entre réhabilitation et punition. C'est ce dernier qui l'a largement emporté. Pendant 50 ans, un investissement massif a été accordé aux dispositifs punitifs alors que les systèmes de réhabilitation ont été largement négligés²⁶. Cet élan punitif a d'abord été impulsé par des politiques fédérales, à commencer par la guerre contre le crime lancée par Lyndon Johnson en 1964, qui marque le début du virage punitif de la justice pénale²⁷. Cette initiative a entraîné des politiques de répression plus sévères, une augmentation des arrestations et des peines de prison. Elle fut empirée par la guerre contre la drogue, déclarée par Richard Nixon en 1971 et intensifiée par Ronald Reagan dans les années 80, qui ont introduit des politiques de tolérance zéro et des peines encore plus sévères, en particulier pour la consommation et le trafic de drogue²⁸. Ces politiques ont été une nouvelle fois prolongées dans les années 90 par le président démocrate Bill Clinton avec les Crime Bill. Cette série de lois visait à mettre en place un grand plan de construction de prison, des financements accrus pour les forces de l'ordre et de peines minimales obligatoires strictes. Enfin George W. Bush a aussi alimenté le renforcement de l'État carcéral avec la guerre contre le terrorisme, lancée après les attentats du 11 septembre 2001. Cette politique a, encore une fois, élargi les pouvoirs des forces de l'ordre²⁹ et durci les lois, augmentant ainsi les sanctions pour les délits.

²⁴ Wendy Sawyer et Peter Wagner, "Mass Incarceration: The Whole Pie 2024", Prison Policy Initiative [en ligne], 14 Mars 2024. [<https://www.prisonpolicy.org/reports/pie2024.html>] (consulté le 23/07/2024)

Loïc Wacquant, "From slavery to mass incarceration: Rethinking the "race question" in the US", *Race, law and society*, 2017, p. 277-296.

²⁵ Tough on crime.

²⁶ Cameron Rasmussen, "The politics of accountability: violence, mass punishment and restorative justice", *Contemporary Justice Review*, n°26, n°323, Fev. 2024, p. 1-19.

²⁷ Todd R. Clear et Natacha Frost, *The punishment imperative. The rise and failure of mass incarceration in America*, New York City, New York University Press, 2015.

Elizabeth Hinton, *From the War on Poverty to the War on Crime. The Making of Mass Incarceration in America*, Boston, Harvard University Press, 2016.

²⁸ Cameron Rasmussen, "The politics of accountability", *art. cit.*

Franck Vindeogel, *cit. op.*

²⁹ avec le USA PATRIOT ACT.

Il serait toutefois erroné d'imputer la montée de l'incarcération de masse aux seules politiques fédérales. Les États ont joué un rôle prépondérant dans l'accroissement du système carcéral. Ils ont une grande influence sur la justice, étant responsables de la rédaction du code pénal et de l'administration des centres de détention³⁰. Les comtés ont également eu un rôle fondamental dans l'expansion de l'incarcération de masse, car ce sont les prisons locales qui ont enregistré les taux d'expansion et de croissance les plus importants³¹. Le problème s'est aussi joué au niveau de la justice avec le rôle décisif des juges et des magistrats qui se sont montrés plus durs et intransigeants³². Ils ont notamment participé à la généralisation des peines automatiques ou des accords pour plaider coupable. Finalement, ce sont toutes les structures de l'État et ces acteurs qui se sont embourbés dans le tout-punitif.

Beaucoup de chercheurs se sont concentrés à trouver les raisons d'émergence de cet emballement punitif de l'État. Pour certains responsables politiques et criminologues comme Alfred Blumstein, les taux d'incarcération du pays avaient simplement suivi l'évolution de la criminalité qui a fortement augmenté entre les années 1970 et 2000³³. Le criminologue français Franck Vindevogel privilégie lui une explication multifactorielle pour interpréter cet emballement de la mécanique pénale et cette hégémonie du tout répressif³⁴. L'augmentation fulgurante de l'emprisonnement serait ainsi due à la propagation d'une culture de la punition qui a accompagné la vague conservatrice des années 1970³⁵. Cela peut s'expliquer par la montée du crime à partir des années 60 et l'incapacité de la justice à y répondre ce qui a attisé les colères et inquiétudes de la population. La couverture médiatique et les opportunités politiques sur le sujet insistant sur les crimes les plus sordides ont amplifié ces sentiments d'insécurité. Une diabolisation et une déshumanisation des criminels violents et des « quartiers difficiles » au dépend de considérations sociales a encouragé cette tendance vers le tout punitif³⁶. Les responsables politiques et judiciaires se sont ainsi saisis des paniques de la population en augmentant le nombre d'arrestations et de condamnations, la durée des peines ou en supprimant les possibilités de conditionnel ce qui a mécaniquement fait monter le nombre de détenus. L'incarcération de masse serait ainsi le résultat de l'action spontanée de

³⁰ Franck Vindevogel, *cit. op.*

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*

³³ Alfred Blumstein et Allen J Beck, "Population growth in US prisons, 1980-1996", *Crime and Justice*, vol. 26, 1 Jan. 1999, p. 17-61.

³⁴ Franck Vindevogel, *cit. op.*

³⁵ Roger Lancaster, "How to End Mass Incarceration", *Jacobin*, 18 Aout 2017.

³⁶ Franck Vindevogel, *cit. op.*

tout un tas d'acteurs : médias, opinion public, policiers, associations, magistrats, responsables politiques et autres.

D'autres recherches voient l'origine de l'incarcération de masse comme une réponse aux crises du capitalisme. Pour John Clegg et Adaner Usmani, l'expansion de la prison et de la répression visait à répondre à la criminalité causée par le chômage de masse et l'augmentation des inégalités caractéristiques du moment de crise économique de la période³⁷. Cette théorie est également formulée par la géographe marxiste et militante abolitionniste Ruth Wilson Gilmore qui corrèle l'essor fulgurant des prisons en Californie non pas par la montée de la criminalité, mais dans les crises du capitalisme³⁸. L'État aurait investi dans les prisons afin d'absorber « la main-d'œuvre et les terres rendues excédentaires par la désindustrialisation et la mondialisation du capital » plutôt que dans des réformes sociales pourtant nécessaires³⁹.

1.1.1.2. Une manifestation flagrante du racisme

Une autre explication qui est fortement répandue chez les chercheurs et militants antiracistes est celle de l'incarcération de masse comme un système de contrôle social racialisé⁴⁰. Elle serait une contre-offensive du camp conservateur face aux soulèvements et à la politisation des communautés noires durant les années 70⁴¹. Les forces réactionnaires auraient ainsi utilisé la guerre contre la drogue pour neutraliser ces puissances révolutionnaires. C'est par exemple la théorie de l'avocate et militante pour les droits civiques Michelle Alexander⁴² dont l'ouvrage *La couleur de la justice. Incarcération de masse et nouvelle ségrégation raciale aux États-Unis* a eu une très grande importance au sein du mouvement BLM. Sa théorie a été validée par deux éminents sociologues, David Jacobs et

³⁷ John Clegg et Adaner Usmani, "The economic origins of mass incarceration", *Catalyst*, vol 3, n°3, Automne 2019.

³⁸ Ruth W. Gilmore, *Golden Gulag. Prisons, Surplus, Crisis, and Opposition in Globalizing California*, Berkeley, University of California Press, 2007.

³⁹ *Ibid*, p. 54-55.

Traduit par moi-même : "The labor and land rendered surplus by deindustrialization and globalization of capital".

Amna A. Akbar, "An Abolitionist Horizon for (Police) Reform", *California Law Review*, vol. 108, n°6, 10 Août 2020, p. 1781-1846.

⁴⁰ Jennifer. E. Cobbina-Dungy et Jones-Brown, D., "Too much policing. *art. cit.*

⁴¹ Notamment avec le mouvement pour les droits civiques, le Black Power et les nombreux soulèvements urbains de la période.

⁴² Michelle Alexander, *La couleur de la justice. Incarcération de masse et nouvelle ségrégation raciale aux États-Unis*, Paris, Syllepse, coll. « Radical America », 2017.

Aubrey L. Jackson, dans un article recensant les principaux apports de la sociologie et des sciences politiques sur les causes de l’incarcération de masse⁴³. Ils concluent :

Les appels de campagne en faveur de la loi et de l'ordre, combinés à une insistance dissimulée sur les liens entre la race et la criminalité de rue, utilisés pour surmonter les désavantages électoraux des républicains, semblent fournir les explications les plus plausibles de l'augmentation rapide des taux d'emprisonnement aux États-Unis dans cette société divisée sur le plan racial. »⁴⁴.

La manipulation des stéréotypes liant la race et le crime dans des buts électoraux aurait ainsi été déterminante dans la montée fulgurante de l’emprisonnement aux États-Unis.

La composante raciale est en effet un élément fondamental de l’incarcération de masse. Les cibles principales de ce phénomène sont originaires des grands centres urbains, plus précisément des : « inner-cities, ces territoires relégués au cœur des grandes villes, les plus durement frappés par les problèmes de pauvreté, de chômage, de toxicomanie, de désintégration de la cellule familiale, d’échec scolaire, de délabrement et de criminalité »⁴⁵. Vivant dans ces zones géographiques, les cibles principales de l’incarcération sont les minorités raciales. En 2015, 35% des détenus américains purgeant des peines d’un an et plus étaient noirs et 21% étaient Hispaniques alors qu’ils ne représentent respectivement que 13% et 17% de la population⁴⁶. Les conséquences psychologiques, physiques, médicales, professionnelles et familiales de ces emprisonnements sont terribles pour les individus⁴⁷. Ils viennent également déstabiliser des communautés notamment Noires et Hispaniques toutes entières autant d’un point de vue social (pauvreté accrue, développement menacé des enfants) que dans leur capacité de mobilisation⁴⁸.

De nombreuses analyses mettent en évidence une continuité historique entre le système esclavagiste et le système carcéral actuel⁴⁹. Dans son ouvrage, Michelle Alexander

⁴³ David Jacobs and Aubrey L. Jackson, “On the Politics of Imprisonments: A Review of Systematic Findings”, *Annual Review of Law and Social Science*, vol. 6, n°1, 2010, p. 129.

⁴⁴ Traduit par moi-même : “Law-and-order campaign appeals combined with a covert emphasis on the links between race and street crime used to overcome Republican electoral disadvantages seem to provide the most plausible explanations for the rapid increase in U.S. imprisonment rates in this racially divided society.”

⁴⁵ Franck Vindevogel, *cit. op.*

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Ibid.*

Kim M. Blankenship et al, "Mass incarceration, race inequality, and health: Expanding concepts and assessing impacts on well-being", *Social Science & Medicine*, vol. 215, 2018, p. 45-52.

Christopher Wildeman et Emily A. Wang, "Mass incarceration, public health, and widening inequality in the USA", *The Lancet*, vol. 389, n°10077, 2017, p. 1464-1474.

⁴⁸ Andrew J. Diamond, Nicolas Duvoux et Jérôme Minonzio, « Incarcération de masse et démobilitation politique chez les Afro-Américains », *Informations sociales*, vol. 177, n°3, 2013, p. 86-94.

⁴⁹ Thorsten Sellin, *Slavery and the Penal System*. Amsterdam, Elsevier, 1 Jan. 1976.

expose comment le système pénal contemporain reproduit une société de caste raciale comparable à celle de Jim Crow⁵⁰. Dans cette critique radicale du système judiciaire, elle montre comment la prison puis la marque de la prison ou l'étiquette de « criminel » sur de très nombreux Africains-Américains, excluent légalement une très large partie de la population⁵¹. On recense « près de 5 millions d'individus soumis à des contrôles judiciaires de plus en plus restrictifs, qui remplacent ou prolongent leur incarcération »⁵² en plus des 2,4 millions incarcérés. Le système judiciaire aurait ainsi remplacé la race noire par la catégorie de criminel pour reproduire les systèmes de domination et de contrôle social du passé. Cet étiquetage rend ainsi légal de discriminer, à l'emploi, au logement, à certaines aides sociales ou au droit de vote⁵³. D'autres théories expliquent que l'esclavage n'aurait pas été totalement aboli car le XIII Amendement interdisait l'esclavage sauf « comme punition d'un crime pour lequel l'auteur a été dûment condamné »⁵⁴. Or, c'est à partir de cette époque qu'a commencé une intense campagne de propagande visant à associer les personnes noires à la figure du criminel⁵⁵. Directement après l'abolition de l'esclavage, les hommes et femmes noirs ont été très largement criminalisés puis condamnés à du travail forcé dans des situations souvent même pires que l'esclavage⁵⁶. Cette association entre noirceur et crime a indéniablement influé toute l'histoire pénale du XIX et XX siècle et encore aujourd'hui⁵⁷. La prison s'est aujourd'hui extrêmement normalisée dans la vie des communautés noires, la prison devenue une case presque obligée pour les jeunes hommes noirs de certains quartiers⁵⁸.

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, l'idéologie punitive est ainsi devenue hégémonique. La prison, ancrée dans la culture, est devenue la seule réponse considérée efficace et moralement acceptable face aux violences interpersonnelles⁵⁹. À partir des années 2000, la situation dramatique causée par ces politiques va entraîner une réévaluation de la

⁵⁰ Michelle Alexander, *cit. op.*

⁵¹ *Ibid.*, pp 133-137.

⁵² *Ibid.*

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ Constitution Annotated, "Thirteen Amendment", Analysis and Interpretation of the U.S Constitution, s.d.

⁵⁵ Khalil Gibran Muhammad, *The Condemnation of Blackness. Race, Crime, and the Making of Modern Urban America*, Boston, Harvard University Press, 22 Juin. 2019.

⁵⁶ Caroline Rolland-Diamond, *Black America. Une histoire des luttes pour l'égalité et la justice (XIXe-XXIe siècle)*, Paris : La découverte, 2016.

⁵⁷ Khalil Gibran Muhammad, *cit. op.*

⁵⁸ Victor M. Rios, *Punished : Policing the lives of Black and Latino boys*. New York City, New York University Press, 2011.

Victor M. Rios, "The Hyper-Criminalization of Black and Latino Male Youth in the Era of Mass Incarceration", *Souls*, vol. 8, n°2, 2006, p. 40-54.

⁵⁹ Cameron Rasmussen, "The politics of accountability", *art. cit.*

Hamish Stewart, "The Wrong of Mass Punishment", *Criminal Law, Philosophy* vol. 12, 2018, p. 45-57.

façon dont est appréhendé le crime. Des appels pour des réformes ont entraîné des baisses de peine pour certains délits ainsi qu'un mouvement de décriminalisation de la drogue dans certains États. En 2011, le système pénitentiaire dans son ensemble a atteint son pic avec 2,3 millions de prisonniers. Ce chiffre est en constante diminution depuis. La situation reste toutefois alarmante, il reste aujourd'hui 1,9 millions de personnes incarcérées dans le pays. On semble aujourd'hui face à une remise en question du tout punitif⁶⁰. Il est décrit comme un désastre par certains experts autant à cause de son inefficacité que par son coût humain et financier⁶¹. Depuis 2008, des réformes ont été mises en place comme le Second Chance Act suivi du Fair Sentencing Act en 2010 pour endiguer la situation. Ce changement de cap dans la politique pénale du pays a été confirmé par le First Step Act proposé par Donald Trump en 2018 et qui a obtenu le soutien camp démocrate et de certaines organisations libérales réformistes comme le ACLU, Just Leadership USA ou la Leadership Conference on Civil and Human Rights⁶². Cette loi visait à assouplir le Code pénal fédéral en matière de stupéfiant et à améliorer les conditions en prison. Ces assouplissements ne concernent toutefois que les crimes non-violents. Le First Step Act ne serait ainsi pour certains qu'une réaffirmation de la doctrine de la loi et de l'ordre⁶³. Un mouvement d'assouplissement est toutefois bien en marche, suivi par les États qui mettent en place des réformes et par les tribunaux qui se remettent en question⁶⁴.

1.1.2. Les évolutions récentes de la police

1.1.2.1. Le durcissement de la police

⁶⁰ Cameron Rasmussen, "The politics of accountability", *art. cit.*

⁶¹ Cameron Rasmussen, "The politics of accountability", *art. cit.*

David Cloud, "On Life Support: Public Health in the Age of Mass Incarceration", Vera Institute [en ligne], 2014.

[<https://www.vera.org/downloads/publications/on-life-support-public-health-mass-incarceration-overview.pdf> (consulté le 23/07/2024)]

⁶² Franck Vindevogel, *cit. op.*

Federal Bureau of Prisons, "An Overview of the First Step Act", Federal Bureau of Prisons, s.d.

Nellis, Ashley et Liz Komar, "The First Step Act: Ending Mass Incarceration in Federal Prisons", The sentencing project [en ligne], 22 Aout 2023.

[<https://www.sentencingproject.org/policy-brief/the-first-step-act-ending-mass-incarceration-in-federal-prisons/> (consulté le 23/07/2024)]

⁶³ Cameron Rasmussen, "The politics of accountability", *art. cit.*

⁶⁴ Jennifer. E. Cobbina-Dungy et Dolores Jones-Brown, "Too much policing. Why calls are made to defund the police", *Punishment & Society*, vol. 25, n° 1, 22 Oct. 2022, p. 3-20.

Si l'incarcération de masse est une des caractéristiques principales de cet élan punitif, on constate également un durcissement des pratiques policières. De très nombreux travaux ont été réalisés pour analyser le fonctionnement de la police et son évolution sur les dernières décennies. Une partie des chercheurs s'est concentrée sur les nouvelles politiques et philosophies implantées au sein de la police. La théorie de la vitre brisée, tout d'abord, a énormément influencé les pratiques de la police à partir des années 1980. Cette doctrine a été conceptualisée par deux criminologues James Q. Wilson et George Kelling et soutenait que les signes visibles de désordre et de négligence dans la rue, telle que la vitre brisée d'une voiture abandonnée, encourageraient à davantage de criminalité⁶⁵. Les implications de cette idée et le besoin d'une police proactive, ne laissant passer aucune petite incivilité (fraude du métro, graffiti, alcool sur voie publique...) afin de montrer que la loi et l'ordre sont respectés. Elle fut mise en application pour la première fois à New York, par le maire de l'époque Rudy Giuliani et le chef de la NYPD William Joseph Bratton, avant d'être généralisée aux autres grandes villes du pays. Elle a résulté dans la mise en place de politiques de tolérance zéro avec une police omniprésente dans l'espace public, plus agressive et multipliant les contrôles. Selon de nombreux experts, l'apparition de cette police proactive aurait permis une meilleure prévention du crime, participant à la baisse de la criminalité depuis les années 1990⁶⁶. Son développement a entraîné une augmentation des contacts avec le public et la généralisation des stratégies de *stop and frisk*, c'est-à-dire des contrôles au faciès, et de *hot spot policing*, concentrant les forces de l'ordre dans les zones à forte criminalité. Ces pratiques ont eu de lourdes conséquences et visaient très majoritairement les communautés Noires et Hispaniques.

L'état d'esprit de « guerrier », inculqué par les policiers durant leur formation, constitue un autre élément clé dans l'évolution récente de la police⁶⁷. Cette mentalité, où les policiers patrouillent comme s'ils étaient en guerre, peut expliquer le grand nombre de violences policières. Les formations policières insistent énormément sur la dangerosité du métier et sur la nécessité d'une hypervigilance constante. On y apprend aux policiers à

⁶⁵ Wilson James Q. et George L. Kelling, "Broken Windows The police and neighborhood safety", *The Atlantic*, Mars 1982.

⁶⁶ Patrick Sharkey, *Uneasy Peace. The Great Crime Decline, the Renewal of City Life, and the Next War on Violence*, New York City, W. W. Norton & Company, 16 Jan. 2018.

David Weisburd et Malay Majmundar, *Proactive policing. Effects on crime and communities*, Washington, National Academy of Sciences Press, 2018.

⁶⁷ Seth Stoughton, "Law Enforcement's 'Warrior' Problem," *Harvard Law Review*, vol. 128, Avr. 2015.

prendre des décisions, notamment celles d'ouvrir le feu, « en une fraction de seconde »⁶⁸. Cet élément, démontrant la complexité du travail policier, est souvent utilisé comme justification lors des cas de violences policières. Les policiers sont également entraînés à voir les membres de la population qu'ils sont censés servir comme des ennemis, ce qui a un effet dévastateur sur la relation police/population⁶⁹. Ces « ennemis » sont dès l'Académie désignés comme étant les hommes racisés. Les travaux étudiant cette mentalité fortement ancrée dans la culture policière, amènent des doutes sur le rôle de gardien de la paix que sont censé tenir les policiers⁷⁰.

Cette mentalité guerrière va de pair avec une militarisation croissante de la police. Ce concept désigne comment les polices locales ont commencé à partir des années 1960 à adopter des équipements, des tactiques et cette mentalité guerrière de plus en plus militaire. Les polices étatsuniennes sont aujourd'hui suréquipées avec grenades, armes à feu, tanks, avions, hélicoptères, jumelles à vision nocturne, etc...⁷¹. Ce phénomène est notamment dû au Programme 1033 qui a facilité le don de surplus d'armes du Pentagon vers la police⁷². Cette convergence vers le modèle militaire se voit également par le développement des équipes paramilitaires SWAT⁷³. Ces équipes disposent de réglementations légales plus souples et peuvent utiliser des mandats autorisant aux membres SWAT de s'introduire chez les gens sans s'annoncer au préalable. Ces *no-knock warrant* ont été extrêmement normalisés et se sont très vite étendus à des crimes assez courants et non-violents. La banalisation de ces pratiques a eu des conséquences graves notamment en termes de meurtre policier comme par exemple le cas de Breonna Taylor, tuée par la police après une perquisition éronnée à son domicile. Le modèle militaire ne se limite pas seulement aux équipes SWAT mais a bien imprégné toute la police qui engage souvent des vétérans⁷⁴ et suit des formations proposées par les NAVY Seals ou les Army Rangers⁷⁵.

⁶⁸ Split second decision.

⁶⁹ Seth W. Stoughton, "Principled Policing: Warrior Cops and Guardian Officers", *WAKE FOREST L. REV.*, vol. 611, n°51, 2016.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ Radley Balko, *Rise of the Warrior Cop. The Militarization of America's Police Forces*, New York City, PublicAffairs, 26 Août 2014.

Michelle Alexander, *cit. op.*, p. 108-113.

⁷² Casey Delehanty, "Militarization and police violence: The case of the 1033 program", *Research & Politics*, vol. 4, n°2, 2017.

⁷³ Radley Balko, *op. cit.*

⁷⁴ Simone Weichselbaum et Beth Schwartzapfel, "When veterans become cops, some bring war home", *USA Today*, 30 Mars 2017.

⁷⁵ Radley Balko, *op. cit.*

1.1.2.2. Une police omniprésente

En parallèle des changements d'organisation au sein de la police étasunienne, on observe aussi une augmentation de son champ d'action. La police et ses logiques sont aujourd'hui présentes dans toutes les sphères de la société. Cette omniprésence de la police s'est manifestée, par exemple, par le développement d'une surveillance de masse. Celle-ci s'est généralisée en particulier à partir des années qui ont suivi l'attaque du 11 Septembre 2001. Ce développement est passé par un ensemble de lois « démantelant plusieurs garanties traditionnelles en matière de protection de la vie privée et de perquisition afin de permettre à la police d'être plus efficace dans la lutte contre la criminalité, la drogue et le terrorisme »⁷⁶. Cette surveillance de masse est également rendue possible par l'essor de technologies de contrôle, en particulier les caméras de surveillance, les drones, les logiciels de reconnaissance faciale ou les systèmes de surveillance en ligne⁷⁷. La surveillance généralisée pose de sérieuses questions quant au respect des États-Unis concernant le droit à la vie privée des individus.

Dans les écoles, également, la police joue aujourd'hui un rôle prépondérant. Ce phénomène s'explique tout d'abord par la peur des parents face au danger des tueries de masse dans les écoles qui ont commencé à attirer l'attention à partir des années 80 et en particulier depuis la fusillade de Columbine qui avait profondément marqué le pays. Ces inquiétudes se sont mêlées à la philosophie punitive de l'époque et ont entraîné une demande accrue de surveillance, de sécurité et de sévérité au sein des écoles. Ce mouvement a ainsi été largement soutenu par un ensemble de loi comme le Gun-Free School Act, No Child Left Behind Act permettant la mise en place de politiques de tolérance zéro dans les écoles. Celles-ci ont cependant très vite dévié, menant à des situations absurdes où des élèves se faisaient exclure et arrêter pour un retard, une violation du code vestimentaire ou pour avoir amené de l'alcool, des ciseaux, un coupe-ongle ou des médicaments sans ordonnance à l'école⁷⁸. D'autres lois comme le COPs in School Act ou le Safe Schools/Healthy Students program ont permis le déblocage de fonds pour financer la présence policière. On a ainsi pu

⁷⁶ William Bloss, "Escalating U.S. Police Surveillance after 9/11 : an Examination of Causes and Effects", *Surveillance & Society*, vol. 4, n° 3, Sep. 2002.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ Keeanga-Yamahtta, Taylor, *Black Lives Matter: Le renouveau de la révolte noir américaine*. Marseille, Contre-feux, 2017.

observer une forte augmentation de la présence des agents de police affectés aux écoles, les SRO (School Resource Officers) dont le nombre est passé de 100 à 20 000 entre 1970 à 2007. La discipline dans ces établissements a été complètement reléguée des administrations scolaires aux systèmes judiciaires.

Les conséquences de ces nouvelles politiques ont été terribles avec une multiplication du nombre de suspensions, d'exclusions et d'arrestations des élèves. Ces élèves considérés perturbateurs courent un risque élevé de quitter le système scolaire, de se retrouver livrés à eux-mêmes et sont ainsi plus enclins à se diriger vers la criminalité. Une arrestation à l'adolescence peut ainsi entraîner des conséquences très lourdes sur la vie adulte empêchant l'accès à des bourses, des places à l'université, des prêts, des emplois ou des logements. Cette sévérité exacerbée serait de plus racialement tronquée en défaveur des élèves racisés et en particulier des élèves noirs⁷⁹. Cela s'explique en partie par les biais et les stéréotypes raciaux des enseignants qui seraient ainsi plus sévères avec les élèves noirs⁸⁰. Les chercheurs et militants antiracistes ont développé le concept de *school-to-prison pipeline* pour décrire comment l'école est devenue une porte d'entrée vers la prison pour de nombreux enfants et adolescents en particuliers les racisés et précaires.

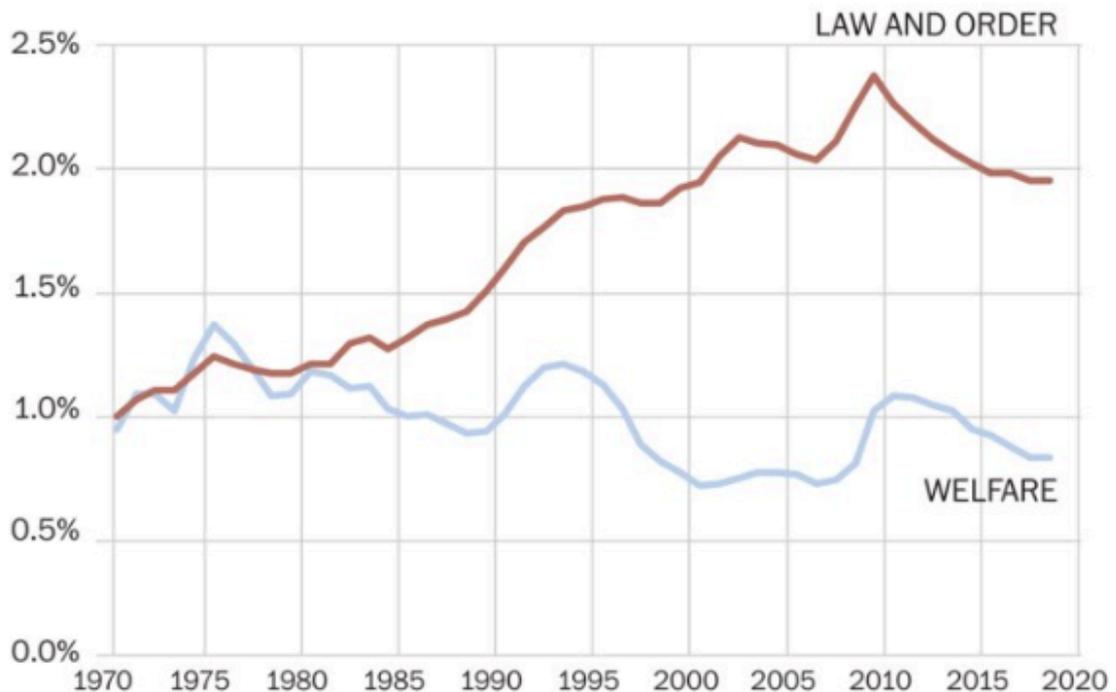
Figure n°1 : Évolutions des dépenses de sécurité et des dépenses sociales en pourcentage du PIB

⁷⁹ James C. Barnes et Ryan Motz, "Reducing Racial Inequalities in Adulthood Arrest by Reducing Inequalities in School Discipline: Evidence from the School-to-Prison Pipeline", *Developmental Psychology*, vol. 54 n°12, Dec. 2018, p. 2328-2340.

⁸⁰ *Ibid.*

Law and order versus social welfare

Public spending on law and order (police, prison and courts) versus welfare (TANF, food stamps, supplemental social security) as share of national income



Source: *The Triumph of Injustice* by Saez and Zucman

THE WASHINGTON POST

Note: Includes federal, state and local government spending

Source : Christopher Ingraham, “U.S. spends twice as much on law and order as it does on cash welfare, data show”, *The Washington Post*, 4 Juin 2020.

De même la police est aujourd’hui omniprésente dans les interventions sociales et dans le système de réponse d’urgence. En 1967, le président Lyndon Johnson a mis en place le 911, un système d’appel d’urgence centralisant tout type d’appel d’urgence. Cette décision a entraîné une forte augmentation du nombre de types d’urgences géré par la police⁸¹. Cela s’explique par les politiques qui ont suivi, caractérisées par de larges coupes dans les budgets des services sociaux couplées à un financement de la police en constante augmentation⁸². Si

⁸¹ Rebecca Neusteter, Maris Mapolski, Mawia Khogali et Megan O’Toolee, “The 911 Call Processing System: A Review of the Literature as it Relates to Policing”, Vera Institute [en ligne], Juil. 2019. [<https://www.vera.org/downloads/publications/911-call-processing-system-review-of-policing-literature.pdf>] (consulté le 23/07/2024)]

⁸² Christopher Ingraham, “U.S. spends twice as much on law and order as it does on cash welfare, data show”, *The Washington Post*, 4 Juin 2020.

les budgets de la police et des services sociaux étaient jusqu'à la fin des années 70 comparables, ceux de la police sont aujourd'hui deux fois supérieurs (Voir figure n°1 ci-dessus)⁸³. En conséquence de ces changements budgétaires, la police s'est retrouvée à gérer tous les problèmes sociaux⁸⁴. Cette situation est subie à la fois par les personnes les plus vulnérables, les travailleurs sociaux sans ressource pour leur venir en aide convenablement et les officiers de police eux-mêmes qui se retrouvent à faire du travail social sans les compétences pour gérer des situations extrêmement complexes. La très grande majorité de ces appels ne concerne pas des crimes sérieux, principalement des vols, des accidents de la route ou des disputes de voisinage. Les interventions policières dans ces cas précis donnent souvent lieu à des escalades des conflits et peuvent facilement dégénérer vers des violences policières⁸⁵.

Un exemple de cela souvent cité est le domaine des interventions d'urgence pour les crises de santé mentale. Aujourd'hui, les policiers sont fréquemment les premiers répondants à ces crises et se retrouvent très souvent en contact avec les personnes souffrant de maladies mentales. Cette situation résulte en partie de l'évolution du système psychiatrique aux États-Unis qui est marquée par la désinstitutionnalisation. Il s'agit d'un grand mouvement de fermeture des hôpitaux psychiatriques aux profits des soins communautaires. De nombreuses personnes souffrant de troubles psychologiques ont ainsi dû quitter les hôpitaux pour retourner dans leur communauté. La désinstitutionnalisation n'a toutefois pas été accompagnée par l'investissement massif qu'elle aurait nécessité et de très nombreuses personnes se sont retrouvées sans service d'aide adéquat⁸⁶. Beaucoup d'entre elles ont fini dans la rue, à survivre par toutes sortes d'activités et une part importante a été absorbé dans le système de justice pénale⁸⁷. Elles sont aujourd'hui largement surreprésentées parmi les personnes incarcérées⁸⁸.

⁸³ *Ibid.*

Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, *The Triumph of Injustice. How the Rich Dodge Taxes and How to Make Them Pay*, New York City, WW Norton & Co, 12 Nov. 2019.

⁸⁴ Cynthia Lum et Christopher S. Koper et Xiaoyun Wu, "Can We Really Defund the Police? A Nine-Agency Study of Police Response to Calls for Service", *Police Quarterly*, vol. 25, n°3, 22 Jul 2022, p. 255-280.

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ Paul Starr, *The Social Transformation of American Medicine*. New York City, Basic Books, 1982.

⁸⁷ Linda A. Teplin, "The criminalization of the mentally ill: Speculation in search of data", *Psychological Bulletin*, vol. 94, 1983, p. 54-67.

⁸⁸ Edward P. Mulvey et Carol A. Schubert, "Mentally Ill Individuals in Jails and Prisons", *Crime and Justice*, vol. 46, 2017, p. 231-277.

1.1.2.3. Le problème des violences policières

Ces récentes évolutions idéologiques et politiques qui ont transformé l'institution policière ont mis le problème des violences policières sur le devant de la scène. Cette forte médiatisation du problème a été rendue possible par la diffusion des smartphones avec la possibilité de filmer et par l'essor de BLM⁸⁹. Il est difficile de déterminer si le nombre des violences policières a augmenté, car la collecte de ces données est complexe⁹⁰ et qu'aucun chiffrage officiel sérieux n'a jamais été réalisé. Cela s'explique en partie par le manque d'investissement dans les dispositifs de contrôle et par le manque de coopération des policiers. Les violences policières sont toutefois un problème ancien et enraciné aux États-Unis, remontant même aux origines de la police. Face à ce manque de données, des initiatives comme Mapping Police Violence ont émergé pour combler ce vide en documentant les cas de violences policières⁹¹. Ce site web, créé par quatre militants BLM DeRay Mckesson, Jonhetta Elzie, Samuel Sinyangwe et Brittany Packnett, a permis de répertorier l'ensemble des cas de violences policières sur le territoire. Par la suite, le Guardian⁹² et le Washington Post⁹³ se sont inspirés de cette plateforme en créant leur propre base de données. Ces nouvelles données montrent qu'une moyenne de 1000 personnes meurent chaque année à cause de la police⁹⁴. Ce chiffre fait des forces de l'ordre américaines, la police la plus meurtrière du monde⁹⁵. Les États-Unis détiennent le triste record du nombre de personnes tuées par la police, avec un taux de 33,25 personnes tuées pour 10 millions d'habitants par an. Ce chiffre est bien supérieur à ceux des autres pays occidentaux, tels que l'Allemagne, qui enregistre 1,3 décès pour 10 millions, et le Royaume-Uni, avec un taux de 0,5 décès pour 10 millions.

⁸⁹ Adams, Kimberly, "Smartphones play crucial role for Black Lives Matter", Marketplace [en ligne], 11 Juil. 2016.

[<https://www.marketplace.org/2016/07/11/smartphones-play-crucial-role-black-lives-matter/>] (consulté le 23/07/2024)]

⁹⁰ Reuben Fischer-Baum, "Nobody knows how many Americans the police kill each year", *FiveThirtyEightPolitics*, 19 août, 2014.

⁹¹ Mapping Police Violence [en ligne]. [<https://mappingpoliceviolence.org/>] (consulté le 23/07/2023)]

⁹² The Guardian, "The Counted : people killed by the police in the United States", The Guardian [en ligne], s.d. [<https://www.theguardian.com/us-news/ng-interactive/2015/jun/01/the-counted-police-killings-us-database>] (consulté le 23/07/2024)]

⁹³ The Washington Post, "Police shooting database", The Washington Post [en ligne], s.d. [<https://www.washingtonpost.com/graphics/investigations/police-shootings-database/>] (consulté le 23/07/2024)]

⁹⁴ Mapping Police Violence [en ligne]. [<https://mappingpoliceviolence.org/>] (consulté le 23/07/2023)]

⁹⁵ Alexi Jones et Wendi Sawyer, "Not just "a few bad apples": U.S. police kill civilians at much higher rates than other countries", *Prison Police Initiative*, 5 Juin 2020.

Les violences policières affectent de façon disproportionnée les minorités raciales du pays, en particulier les personnes Noires, Hispaniques et Autochtones (Voir Annexe n°4)⁹⁶. Les hommes Noirs sont environ 2,5 fois plus susceptibles d'être tués par la police au cours de leur vie que les hommes Blancs, tandis que les femmes noires sont environ 1,4 fois plus susceptibles d'être tuées par la police que les femmes Blanches⁹⁷. Les hommes Amérindiens ont entre 1,2 et 1,7 fois plus de risques d'être tués par la police que les hommes Blancs, et les femmes Amérindiennes ont entre 1,1 et 2,1 fois plus de risques d'être tuées par la police que les femmes Blanches. Les hommes Latinos sont entre 1,3 et 1,4 fois plus susceptibles d'être tués par la police que les hommes Blancs, mais les femmes Latinos sont entre 12% et 23% moins susceptibles d'être tuées par la police que les femmes Blanches. Ce sont encore plus précisément les jeunes hommes noirs sont largement surreprésentés. Entre 2015 et 2016, ils représentaient 15% des victimes tuées par la police alors qu'ils ne représentent que 1,6% de la population ⁹⁸. Les injustices ne s'arrêtent pas aux violences policières, on retrouve des discriminations dans les contrôles d'identité, les contrôles routiers, l'usage de la force puis tout au long de la chaîne judiciaire avec une sévérité accrue au niveau des décisions autour de la caution et des condamnations⁹⁹. D'autres minorités sont également plus fortement susceptibles de subir des violences policières. Les militants et recherches récentes ont mis en avant les femmes Noires victimes de ces violences en particulier à travers la campagne SayHerName¹⁰⁰. Les personnes souffrant de handicaps notamment mentaux sont également surreprésentées parmi les victimes de crimes policiers¹⁰¹. « Le risque d'être tué lors d'un

⁹⁶ Frank Edwards, Hedwig Leeb et Michael Esposito, "Risk of being killed by police use of force in the United States by age, race-ethnicity, and sex", *Proc Natl Acad Sci U S A*, vol. 116, n°34, 20 Août 2019, p. 16793-16798.

⁹⁷ Frank Edwards, Hedwig Leeb et Michael Esposito, "Risk of being killed by police use of force in the United States by age, race-ethnicity, and sex", *Proc Natl Acad Sci U S A*, vol. 116, n°34, 20 Août 2019, p. 16793-16798.

⁹⁸ Jon Swaine, Oliver Laughland, Jamiles Lartey et Ciara McCarthy, "Young black men killed by US police at highest rate in year of 1,134 deaths", *The Guardian*, 31 Décembre 2015.

⁹⁹ Keeanga-Yamahatta, Taylor, *Black Lives Matter. Le renouveau de la révolte noir américaine*. Marseille, Contre-feux, 2017.

¹⁰⁰ Andrea J. Ritchie, *Invisible No More. Police Violence Against Black Women and Women of Color*, Boston, Beacon Press, 1 Août 2017.

Stephanie Hong, "Say Her Name : The Black Woman and Incarceration", *GeorgetownJournal of Gender and the Law*, vol. 19, n°3, Printemps 2018.

¹⁰¹ Megan Welsh Carroll, Shawn. T. Flanigan et Nicolas Gutierrez, "Black Lives Experiencing Homelessness Matter: A Critical Conceptual Framework for Understanding How Policing Drives System Avoidance among Vulnerable Populations", *Public Integrity*, vol. 25, n°3, 2022, p. 285-300.

Melissa S. Morabito et Kelli M. Socia, "Is dangerousness a myth? Injuries and police encounters with people with mental illnesses", *Criminology & Public Policy*, vol. 14, n°2, 2015, p.253-276.

Hyun-Jin Jun et al, "Police Violence among Adults Diagnosed with Mental Disorders", *Health & Social Work*, vol. 45, n° 2, Mai 2020, p. 81-89.

incident policier est 16 fois plus élevé pour les personnes souffrant de troubles mentaux non traités que pour les autres civils approchés ou interpellés par des policiers »¹⁰². Les personnes LGBT en particulier les femmes transgenres sont également plus susceptibles de subir des violences de la part de la police¹⁰³.

Le problème des violences policières s'étend bien au-delà du nombre de décès causés par la police. Chaque année, un nombre incalculable de personnes sont harcelées, blessées et traumatisées, sans être incluses dans les statistiques disponibles¹⁰⁴. Des estimations prudentes établissent qu'environ 75 000 personnes sont admises aux urgences chaque année à la suite d'une interaction avec les forces de l'ordre¹⁰⁵. Les effets sur la santé mentale sont également très lourds pour les victimes, les proches ou les témoins des violences policières¹⁰⁶. Ces traumatismes peuvent amener à des effets en chaîne dévastateurs : dépressions, échecs scolaires, pertes d'emplois. Le harcèlement policier, dû à des contrôles à répétition, des insultes et des abus quotidiens, contribue également à ces problèmes psychologiques. Les coûts financiers des violences policières sont souvent accablants pour les victimes ou leur famille¹⁰⁷. Ils le sont également pour les villes qui paient pour les violences policières de leur département¹⁰⁸. Les frais médicaux sont souvent exorbitants, en raison du système de santé étatsunien, et

Oren M. Gur, "Persons with Mental Illness in the Criminal Justice System: Police Interventions to Prevent Violence and Criminalization", *Journal of Police Crisis Negotiations*, vol. 10, 2010, p. 220-240.

¹⁰² Doris A. Fuller et al, "Overlooked in the Undercounted : The role of mental illness in fatal law enforcement", *Office of research & Public Affairs*, Dec. 2015.

¹⁰³ Naomi G. Goldberg, "Police and the criminalization of LGBT people" in Lave, Tamara R. et Eric J. Miller, *The cambridge handbook of policing in the united state*, Cambridge, Cambridge University Press
Mark Ungar, "State Violence and Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender (LGBT) Rights", *New Political Science*, vol. 22, n°1, 2000, p. 61-75.

¹⁰⁴ Bryant-Davis, Thema, et al, "The trauma lens of police violence against racial and ethnic minorities", *Journal of Social Issues*, vol. 73, n°4, 2017, p. 852-871.

Kristin N. Dukes et Kimberly B. Kahn, "What social science research says about police violence against racial and ethnic minorities: Understanding the antecedents and consequences—An introduction", *Journal of Social Issues*, vol. 73, n°4, 2017, p. 690-700.

Derecka Purnell, "Police violence is a disability justice issue. Imagining a more just society", *Boston Review* [en ligne], 29 Sep. 2021. [<https://www.bostonreview.net/articles/police-violence-is-a-disability-justice-issue/> (consulté le 23/07/2024)]

¹⁰⁵ Law Enforcement Epidemiology Project, "Facts and figures on injuries causes by law enforcement", University of Illinois Chicago, [en ligne]. [<https://policeepi.uic.edu/data-civilian-injuries-law-enforcement/facts-figures-injuries-caused-law-enforcement/> (consulté le 23/07/2024)]

¹⁰⁶ Jordan DeVlyder, Lisa Fedina et Bruce Link, "Impact of police violence on mental health: A theoretical framework", *American journal of public health*, vol. 110, n°11, Nov. 2020, p. 1704-1710.

Rahwa Haile et al, "'We (still) charge genocide': A systematic review and synthesis of the direct and indirect health consequences of police violence in the United States", *Social science & medicine*, vol. 322, Avr. 2023.

¹⁰⁷ Vicki L. Bogan, Lisa A. Kramer, Chi Liao et Alexandra Niessen-Ruenzi, "Race, Police Violence, and Financial Decision-Making", *AEA Papers and Proceedings*, vol. 114, 2024, p. 163-68.

¹⁰⁸ Brentin Mock, "How Cities Offload the Cost of Police Brutality", *Bloomberg*, 4 Juin 2020.

plongent souvent les familles dans l'endettement. De même, les frais de justice liés aux procès pour demander réparation, sont souvent prohibitifs, et dans la majorité des cas ne mènent à rien. Le coût est également très lourd pour la société dans son ensemble. Le racisme, vécu par une grande partie de la population, rompt avec le contrat social et l'idéal démocratique américain¹⁰⁹. Les minorités vivent avec le sentiment que « leur vie ne compte pas » et avec la peur d'une confrontation avec la police.

1.1.3. Police, classe et race

1.1.3.1. Une guerre contre les pauvres

De nombreuses analyses expliquent le développement de l'État carcéral et les évolutions de la police par un besoin accru de contrôle social rendu nécessaire par des politiques économiques et sociales plus strictes. Depuis les années 70, un consensus bipartisan a mis en place des politiques visant à décimer le filet de sécurité sociale de millions de familles américaines pauvres, notamment par la baisse des aides sociales et la privatisation des services publics¹¹⁰. Les conséquences sociales de ces mesures ont été terribles. Elles s'expriment de manière la plus choquante avec le taux de pauvreté infantile de 23% en 2013, soit le deuxième le plus élevé parmi les pays du Nord¹¹¹. La pauvreté apparaît également par une très forte augmentation du sans-abrisme qui est devenu un problème social et de santé publique majeur. Aujourd'hui, on compte chaque jour plus de 350 000 personnes, dont un tiers d'enfants, qui n'ont pas de logement fixe. Cette direction prise s'est accompagnée de discours politiques et médiatiques individualisant et accusateurs envers les pauvres, tout en négligeant les structures ayant conduit à leur situation¹¹². Cela a conduit au développement d'une idéologie du manque de mérite accusant les aides sociales d'être à l'origine de la pauvreté et voulant les conditionner aux comportements des individus.

Les aides sociales et autres mécanismes de lutte contre la précarité n'étant plus acceptables, les responsables politiques ont opté pour une criminalisation de la pauvreté pour gérer les conséquences de ces politiques. Certains auteurs dénoncent une véritable « guerre contre les pauvres » menant une grande part de cette nouvelle population SDF vers

¹⁰⁹ Taylor Keeanga-Yamahtta, *cit. op.*

¹¹⁰ Anna Maria Santiago, "Fifty Years Later: From a War on Poverty to a War on the Poor." *Social Problems*, vol. 62, n°1, 2015, p. 2–14.

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² *Ibid.*

l'incarcération de masse¹¹³. La criminalisation, en particulier celle du sans-abrisme, a été alimentée par des lois sur la qualité de vie mises en place dans de nombreuses villes¹¹⁴. Ces lois ont pour but de chasser, d'invisibiliser et de criminaliser les personnes SDF dans l'espace public, en particulier des zones commerçantes¹¹⁵. Elles interdisent de très nombreuses activités que les SDF ne peuvent accomplir que dans la rue comme déambuler, se reposer, dormir (même dans sa voiture), camper, faire la manche ou encore partager de la nourriture¹¹⁶. Ces ordonnances contrôlant la vie des SDF sont appliquées par les policiers, ce qui les amènent à avoir des contacts très récurrents et tendus avec les personnes sans-abri. Les cas de harcèlement envers ces populations marginalisées sont extrêmement courants¹¹⁷. Ces contacts ne finissent généralement pas en arrestation mais ont des effets très délétères sur les personnes affectées : perturbation du sommeil, déplacement constant, perte d'effets personnels ou encore la réception d'amendes qui peuvent se transformer en mandats d'arrêt en cas de non-paiement¹¹⁸. Ces rencontres entre policiers et SDF laissent également place à des violences policières. Les risques pour une personne sans-abri de subir des violences ou de mourir sous les coups de la police sont plus élevés que la moyenne¹¹⁹.

Les situations que doivent gérer les policiers avec les SDF sont extrêmement complexes, mélangeant très souvent conditions précaires, santé mentale fragile et utilisation de drogue. Ces deux derniers problèmes se sont aussi fortement amplifiés durant les années précédentes. Les États-Unis connaissent aujourd'hui une crise de santé mentale majeure. En 2015, 43,4 millions d'Américains souffraient de maladies mentales¹²⁰. Cela représente 17,9%

¹¹³ Anna Maria Santiago, "Fifty Years Later: From a War on Poverty to a War on the Poor." *Social Problems*, vol. 62, n°1, 2015, p. 2–14.

Loïc Wacquant, *Punishing the Poor. The Neoliberal Government of Social Insecurity*, Durham, Duke University Press, 2009.

¹¹⁴ Marina Fisher, Nathaniel Miller, Lindsay Walter et Jeffrey Selbin, "California's New Vagrancy Laws : The Growing Enactment and Enforcement of Anti-Homeless Laws in the Golden State", *SSRN*, 12 Fév. 2015.

¹¹⁵ Chris Herring et al, "Pervasive Penalty: How the Criminalization of Poverty Perpetuates Homelessness", *Social Problems*, vol. 67, n°1, 2020, p. 131–49.

Marina Fisher, Nathaniel Miller, Lindsay Walter et Jeffrey Selbin, "California's New Vagrancy Laws: The Growing Enactment and Enforcement of Anti-Homeless Laws in the Golden State", *SSRN*, 12 Fév. 2015.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ Jennie Simpson, "Police and Homeless Outreach Worker Partnerships: Policing of Homeless Individuals with Mental Illness in Washington, D.C.", *Human Organization*, vol. 74, n°2, 1 Mai 2015, p. 125–134.

¹¹⁸ Megan W. Carroll, Shawn T. Flanigan et Nicolas Gutierrez III, "Black Lives Experiencing Homelessness Matter. A Critical Conceptual Framework for Understanding How Policing Drives System Avoidance among Vulnerable Populations", *Public Integrity*, vol. 25, n°3, 29 Juin 2022, p. 285-300.

¹¹⁹ Naeh, "Police Violence, Homelessness, and Black Lives", National Alliance to End Homelessness [en ligne], 1 Oct. 2020. [<https://endhomelessness.org/blog/police-violence-homelessness-and-black-lives/>] (consulté le 23/07/2024)

¹²⁰ Substance Abuse and Mental Health Services Administration, Reports and detailed tables from 2015 national survey on drug use and health", 8 Sep. 2016.

de la population totale, certaines études allant même jusqu'à 32%¹²¹. Les SDF ne peuvent souvent pas traiter ces problèmes en raison de leurs coûts trop élevés. De même, les États-Unis sont touchés par la crise des opioïdes qui est considérée comme la crise de santé publique la plus importante du XXI^e siècle¹²². Chaque jour, 78 personnes meurent suite à une surconsommation de ces antidouleurs comme le fentanyl, l'oxyContin ou le vicodin qui ont été largement prescrits dans le pays au début des années 2000 malgré les risques d'addiction et sur la santé¹²³. Les personnes sans domicile sont une nouvelle fois touchées de manière disproportionnée par cette épidémie et par le risque d'overdose¹²⁴. Les personnes souffrant de maladie mentale et d'addiction sont particulièrement vulnérables aux violences policières. Selon une étude, les personnes présentant des troubles psychologiques auraient 25% plus de risque de se faire arrêter au cours de leur vie¹²⁵. Elles constitueraient 25% des personnes tuées par la police et 20% des personnes emprisonnées selon des estimations très prudentes¹²⁶. Les toxicomanes sont souvent confrontés à des réponses inappropriées de la part de la police. Ils sont sans cesse criminalisés ce qui les marginalise et les force à adopter des comportements dangereux. De plus, les overdoses sont souvent mal prises en charge par les policiers¹²⁷. Les problèmes de sans-abrisme, de santé mentale, de toxicomanie et d'autres s'aggravent mutuellement, formant des cercles vicieux redoutables qui réduisent drastiquement les chances pour les personnes de surmonter leur situation¹²⁸. Pour finir, les

¹²¹ Erin Bagalman et Angela Napili, "Prevalence of Mental Illness in the United States: Data Sources and Estimates", Avr. 24, 2013.

¹²² Ivana Obradovic, « La crise de opioïdes aux Etats Unis : origines, failles réglementaires et gestion. L'exemple de l'oxycontin », Patomac Papers, vol. 33, Ifri, Dec 2018.

Dominique Vodovar, J. Langrand, N. Tournier et B. Mégarbane, « La crise des overdoses américaines : une menace pour la France ? », *La Revue de Médecine Interne*, vol. 40, 2019, p. 389-394.

¹²³ Elizabeth A Segal et al, *Empowerment Series - An Introduction to the Profession of Social Work*. 6th ed, Cengage Learning, 2018.

¹²⁴ Yamamoto, Ayae, et al, "Association between homelessness and opioid overdose and opioid-related hospital admissions/emergency department visits", *Social science & medicine*, vol. 242, 2019.

¹²⁵ Saleh, Amam et al, "Deaths of people with mental illness during interactions with law enforcement", *International Journal of Law and Psychiatry*, vol. 58, Mai-Juin 2018, p. 110-116.

¹²⁶ James D. LIVINGSTON, "Contact Between Police and People With Mental Disorders: A Review of Rates", *Psychiatric Services*, vol. 67, n°8, Aout 2016, p. 850-57.

Doris A. Fuller, "Overlooked in the Undercounted :The role of mental illness in fatal law enforcement encounters", *Office of research & Public affairs*, Dec. 2015.

¹²⁷ Jennifer J. Carroll et al, "The police paradox: A qualitative study of post-overdose outreach program implementation through public health-public safety partnerships in Massachusetts", *International Journal of Drug Policy*, vol. 120, Oct.2023.

¹²⁸ Rachel. L. Rayburn, "Understanding homelessness, mental health and substance abuse through a mixed-methods longitudinal approach", *Health Sociology Review*, vol. 22, n°4, p. 389-399.

Sarah Carter Narendorf, "Intersection of Homelessness and Mental Health: A Mixed Methods Study of Young Adults Who Accessed Psychiatric Emergency Services", *Children and Youth Services Review*, vol. 81, Oct. 2017, p. 54-62.

oppressions raciales et de genre s'entremêlent à ces problèmes, les déterminant ou les exacerbant. Ce sont ces situations sociales que les policiers sont censés gérer sans forcément de formation préalable ni d'équipement adéquat, ce qui ne semble pouvoir entraîner que des problèmes, des mauvais traitements et des violences.

1.1.3.2. Une guerre contre les noirs

En raison du racisme structurel de la société étatsunienne, les communautés et individus appartenant à des minorités raciales sont bien plus sujettes à la précarité, aux problèmes sociaux vus préalablement et au contrôle social. Les discriminations sont présentes à tous les étages de la société, que ce soit dans l'emploi, le logement, l'éducation ou l'accès au soin, empêchant une réelle émancipation et égalité. Les enfants Africains-Américains et Hispaniques sont deux fois plus susceptibles (respectivement 65% et 62% de risque) de grandir dans des ménages à faibles revenus que les enfants Blancs et Asiatiques (30% et 32%)¹²⁹. De même, les individus de couleur ont bien plus de risque de finir à la rue. Ainsi, les populations Africaines-Américaines, Hispaniques, Native Américaine et Pacifique Islanders constitue respectivement 39,8%, 22%, 3,2% et 1,6% de la population sans-abri alors qu'ils représente 13,4%, 22%, 1,3 et 0,6% de la population totale (Voir Annexe n°5)¹³⁰. Les Blancs représentent eux 47,7% des SDF mais 76,6% de la population totale. De plus, les lois anti-SDF évoquées précédemment sont particulièrement subies par les minorités raciales car elles sont présentes de manière disproportionnée parmi les SDF et que les personnes à l'intersection de ces identités reçoivent très souvent des traitements plus sévères de la part de

Tessa Parkes et al, "Provision of Peer Support at the Intersection of Homelessness and Problem Substance Use Services. A Systematic 'State of the Art' Review", *BMC Public Health*, vol. 20, Mai 2020.

Cathy Humphreys et al, "Beyond Co-occurrence: Addressing the Intersections of Domestic Violence, Mental Health and Substance Misuse", *Child & Family Social Work*, vol. 27, n°2, Dec. 2021, p. 299–310.

Jasmine Isobe et al, "A Critical Interpretive Synthesis of the Intersection of Domestic Violence With Parental Issues of Mental Health and Substance Misuse", *Health & Social Care in the Community*, vol. 28, n°5, Mars 2020, p. 1394–407.

Anna M. Leddy et al, "Intersections of Food Insecurity, Violence, Poor Mental Health and Substance Use Among US Women Living With and at Risk for HIV. Evidence of a Syndemic in Need of Attention", *PLOS ONE*, vol. 16, n°5, Mai 2021.

¹²⁹ Anna Maria Santiago, "Fifty Years Later: From a War on Poverty to a War on the Poor", *Social Problems*, vol. 62, n°1, 2015, p. 2–14.

¹³⁰ Matthew Z. Fowle, "Racialized Homelessness : A Review of Historical and Contemporary Causes of Racial Disparities in Homelessness", *Housing Policy Debate*, vol. 32, n°6, 2022, p. 940–967.

la police¹³¹. Ces lois rappellent curieusement les lois interdisant le vagabondage mis en place à la suite de la guerre de Secession pour criminaliser les Africains-Américains et les remettre en esclavage, dans des conditions souvent pires qu'avant son abolition¹³².

Plus généralement, les policiers jouent un rôle fondamental dans l'appauvrissement des Noirs aux États-Unis avec le développement de « la police au service du profit »¹³³. Ce phénomène décrit la tendance des polices municipales à devenir des services rentables pour les villes poursuivant un but lucratif qui se manifeste par une augmentation significative du nombre d'amendes, de pénalités et autres frais de justice. Cette situation frappe de manière disproportionnée les minorités raciales et en particulier les communautés noires. À Ferguson, une ville emblématique de ce phénomène, les Africains-Américains qui représentent 67% de la population de la ville, constituaient en 2014, 93% des arrestations, 85% des contrôles routiers, 90% des PV et contraventions, 90% des usages de la force et 100% des personnes mordues par des chiens policiers¹³⁴. Au-delà de peser très lourd sur les ménages, cette évolution a rendu les municipalités extrêmement dépendantes de leur police financièrement¹³⁵. Une ville comme Ferguson voit ainsi ces apports financiers devenir la seconde plus haute ressource financière de la ville. Une dépendance également due au contexte général de baisse des impôts qui met de nombreuses villes dans des difficultés financières. Cette situation a abouti à une police très puissante dans son rapport de force avec les gouvernements locaux.

¹³¹ Megan Welsh Carroll, Shawn. T. Flanigan et Nicolas Gutierrez, "Black Lives Experiencing Homelessness Matter: A Critical Conceptual Framework for Understanding How Policing Drives System Avoidance among Vulnerable Populations", *Public Integrity*, vol. 25, n°3, 2022, p. 285–300.

¹³² Caroline Rolland-Diamond, *cit. op.*

¹³³ Policing for profit.

Anna Harvey et Murat Mungan, "Policing For Profit: The Political Economy of Law Enforcement", 12 Juin 2019.

Samuel L. Rubinstein, "Dismantling Policing for Profit: How to Build on Missouri's Post-Ferguson Court Reforms", *U. MICH. J. L. REFORM* 953, vol. 54, 29 Nov. 2021.

Robert A. McBride, "Policing for Profit : How Urban Municipalities Focus on Revenues has Undermined Law Enforcement Legitimacy", *Faulkner Law Review*, vol. 9, n°2, Printemps 2018, p. 329+.

¹³⁴

United States Department of Justice Civil Rights Division, "Investigation of the Ferguson Police Department", U.S. Department of Justice, 4 Mars 2015.

Keeanga-Yamahtta, Taylor, *cit. op.*

¹³⁵ Kelsey Shoub et al, "Fines, fees, forfeitures, and disparities: A link between municipal reliance on fines and racial disparities in policing", *Policy Studies Journal*, vol. 49, n°3, 2021, p. 835-859.

Les communautés pauvres et de couleurs entretiennent des relations très ambivalentes avec la police. Ces communautés sont sur-policées¹³⁶ avec un ciblage, un harcèlement et une criminalisation disproportionnée, en particulier des adolescents noirs et latinos, comme vu précédemment¹³⁷. Dans le même temps, la forte criminalité et insécurité présente dans ces quartiers rend le besoin de police d'autant plus nécessaire parmi ces habitants. Un grand nombre d'entre eux continue à appeler la police en cas de problème et est favorable à plus de présence policière¹³⁸. Toutefois, ces communautés sont aussi sous-policées, et les besoins de ces populations ne sont pas adéquatement pris en charge par la police. Hunter et al décrivent parfaitement les différentes composantes de ce paradoxe :

L'insuffisance du maintien de l'ordre est en grande partie due à la négligence de la police à l'égard des minorités et de leurs besoins. Ainsi, les plaintes pour harcèlement racial et les attaques contre les minorités par des groupes racistes peuvent être ignorées ou ne pas être prises au sérieux. Plus courante est l'absence de la police dans les quartiers minoritaires considérés comme « sans espoir » et les tentatives de contenir la criminalité dans le quartier plutôt que d'en faire un lieu sûr pour ceux qui y vivent. Ainsi, les communautés urbaines pauvres souffrent d'un manque de réactivité de la police et de taux de criminalité élevés. Enfin, la sous-police est apparente en ce qui concerne la violence domestique qualifiée de « culturelle » et ignorée par la police parce qu'elle pense que de tels crimes sont normaux dans ces communautés. La dualité de l'excès et de l'insuffisance de police implique que dans les quartiers minoritaires, la présence policière est limitée ou totalement absente, ou que la police s'engage dans des tentatives violentes et agressives de contrôle de la criminalité. Les groupes minoritaires sont donc déchirés entre leur crainte de la police en raison d'abus historiques et leur désir de protection policière contre les éléments criminels qui sont présents de manière disproportionnée dans leurs communautés¹³⁹

¹³⁶ Over-policing.

¹³⁷ Victor M. Rios, *Punished : Policing the lives of Black and Latino boys*. New York City, New York University Press, 2011.

Victor M. Rios, "The Hyper-Criminalization of Black and Latino Male Youth in the Era of Mass Incarceration", *Souls*, vol. 8, n°2, 2006, p. 40-54.

Hunter M. Boehme, Deanna Cann. et Deena. A. Isom, "Citizens' Perceptions of Over- and Under-Policing: A Look at Race, Ethnicity, and Community Characteristics", *Crime & Delinquency*, vol. 68, n°1, 2022, p. 123-154.

¹³⁸ Jennifer Cobbina-Dungy et Soma Chaudhuri, Ashleigh LaCourse et Christina DeJong, "Defund the police", *art. cit.*

¹³⁹ Guy Ben-Porat, "Policing Multicultural States: Lessons from the Canadian Model", *Policing and Society*, vol. 18, n°4, 1 Dec. 2008, p. 411-425.

Traduit par moi-même : "Under-policing is largely about police neglect of minorities and their needs. Thus, complaints of racial harassment and attacks against minorities by racist groups can be ignored or not taken seriously. More common is the absence of police from minority neighborhoods regarded as "hopeless" and the attempts to contain crime within the neighborhood rather than make it a safe place for those who live in it. Thus, poor urban communities suffer from unresponsive policing and high crime rates. Finally, under-policing is apparent with respect to domestic violence characterized as "cultural" and ignored by the police because they believe that such crimes are normative in these communities (Brunson and Miller, 2006). The duality of over and under-policing implies that in minority neighborhoods, there is limited or a complete lack of police presence or the police engage in violent and aggressive attempts to control crime."

Cette combinaison de communautés sur-policées et sous-policées entraîne une insatisfaction profonde et une grande méfiance des Africains-Américains et des Hispaniques à l'égard de la police. Ils sont plus enclins à trouver la police indigne de confiance et de légitimité¹⁴⁰. De plus, 57% des Africains-Américains et 28% des Hispaniques déclarent que la police ne leur procure pas un sentiment de sécurité¹⁴¹.

1.2. Black Lives Matter et la réponse au tout-punitif

1.2.1 Black Lives Matter et l'Été 2020

1.2.1.1 Le mouvement Black Lives Matter

Le mouvement BLM est né en 2013, à la suite du meurtre de Trayvon Martin et de l'acquittement de George Zimmerman, le « voisin vigilant », à l'origine de sa mort¹⁴². Il est, tout d'abord, apparu sur les réseaux sociaux grâce aux initiatives d'Alicia Garza, Patrice Cullors et Opal Tometi¹⁴³. Le #BlackLivesMatter est très vite devenu un espace de témoignage et de partage des expériences des Africains-Américains, notamment leur relation avec la police¹⁴⁴. La fréquence et l'intensité de ces histoires ont fait surgir l'ampleur et l'injustice du racisme dans le débat public. Les trois activistes ont ensuite canalisé l'engouement autour de BLM en créant un site internet et une organisation dédiée à la défense des droits des immigrants afrodescendants. BLM est, dans le même temps, devenu un slogan pour les manifestations qui ont suivi la mort de Trayvon Martin. Son meurtre a amené beaucoup d'Africains-Américains à rompre avec l'idéal de société post-raciale qui était annoncé avec l'arrivée d'Obama. Ce dernier, qui prônait une politique indifférente aux couleurs¹⁴⁵, fut alors contraint de reconnaître le problème des violences policières. Le 29 Juillet 2013, il déclara qu'il « aurait pu être Trayvon, il y a 35 ans »¹⁴⁶. Pour l'historien des

¹⁴⁰ Jennifer Cobbina-Dungy et Soma Chaudhuri, Ashleigh LaCourse et Christina DeJong, ““Defund the police””, *art. cit.*

¹⁴¹ Alan J. Borsuk, “Defund the Police? Abolish prisons? The case for careful but big change”, *Marquette Lawyer* [en ligne], Automne 2020.

[<https://law.marquette.edu/assets/marquette-lawyers/pdf/marquette-lawyer/2020-fall/2020-fall-p06.pdf> (consulté le 23/07/2024)]

¹⁴² Black Lives Matter[en ligne]. [<https://blacklivesmatter.com/> (consulté le 23/07/2023)]

¹⁴³ Michael Muller, “Black Lives Matter”, *La Pensée*, vol. 4, n°388, 2016, p. 37-45.

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ Taylor Keeanga-Yamahtta, *cit. op.*

¹⁴⁶ *Ibid.*

mouvements sociaux Ransby, l'avènement de BLM était une réponse à cette idée que le racisme aux États-Unis était une histoire ancienne.

Cette phrase puissante a résonné comme un défi moral et une gifle au langage déformant et trompeur du colorblindness et du postracialisme qui ont gagné du terrain aux États-Unis après que les électeurs ont élu le premier président afro-américain du pays en novembre 2008.¹⁴⁷

L'une des grandes victoires du mouvement est ainsi d'avoir remis sur le devant de la scène l'idée de racisme systémique. Le mouvement BLM se place dans la longue histoire des mouvements noirs contre les violences d'État. Cette histoire passe par les combats d'Ida B. Wells et du NAACP (National Association for the Advancement of Colored People's) contre les lynchages, ainsi que les luttes dénonçant la police comme responsable de cette violence d'État avec le MFDP (Mississippi Freedom Democratic Party)¹⁴⁸. Les chercheurs ont également lié BLM aux soulèvements urbains depuis les années 60, qui répondaient à l'échec des promesses en matière de droits civiques et aux violences policières¹⁴⁹.

C'est à partir de 2014 que le mouvement a pris un véritable essor et s'est matérialisé dans les rues de Ferguson, lors des manifestations en réponse au meurtre de Mike Brown¹⁵⁰. Ce cas a particulièrement cristallisé les colères. Il faisait partie d'une série d'autres violences policières qui ont été particulièrement médiatisées dont celle d'Eric Garner. L'atrocité du cas a provoqué une profonde rupture dans la société américaine au sujet du racisme et des violences policières. La police avait tiré 6 balles, dont deux à la tête, sur le jeune homme et puis laissé son corps « pourrir dans la chaleur estivale »¹⁵¹. Un tel cas s'inscrit dans la mémoire collective des Africains-Américains et renvoie aux corps des esclaves fugitifs qu'on exposait dans les rues, aux lynchages ou à d'autres cas célèbres de violences policières comme Rodney King, Abner Louima, Amadou Diallo¹⁵². La mort de Mike Brown a ainsi marqué la continuité du problème des violences policières. Les provocations de la police,

¹⁴⁷ Barbara Ransby, *Making All Black Lives Matter: Reimagining Freedom in the Twenty-First Century*, Oakland, University California Press, 2018, p. 21–22.

Traduit par moi-même : “The powerful phrase has resonated as a moral challenge, and as a slap in the face, to the distorting and deceptive language of colorblindness and postracialism that gained traction in the United States after voters elected the country’s first African American president in November 2008.”

¹⁴⁸ Megan Ming Francis et Leah Wright-Rigueur, “Black Lives Matter in Historical Perspective”, *Annual Review of Law and Social Science*, vol. 17, Oct. 2021, p. 441-458.

¹⁴⁹ Elizabeth Hinton, *America on Fire. The Untold History of Police Violence and Black Rebellion Since the 1960s*, New York City, Liveright, 21 Mai 2021.

¹⁵⁰ Taylor Keeanga-Yamahtta, *cit. op.*

¹⁵¹ *Ibid.*

¹⁵² *Ibid.*

autour du mémorial érigé pour Mike Brown sont également venues souligner le manque d'empathie des policiers¹⁵³. La forte répression d'une police hyper militarisée, possédant tanks, armes automatiques, balles en caoutchouc, matraques qui s'est abattue sur les manifestants les a fortement fait questionner la légitimité de l'Etat et de la police. Enfin les images et discours diffusés sur les réseaux sociaux donnaient un regard diamétralement opposé à ce qui pouvait se voir ou s'entendre dans les médias traditionnels. L'idée que la police était censée protéger la population a été largement discréditée. Au contraire, dans de nombreux quartiers noirs américains, la police tue, harcèle et est elle-même à l'origine du sentiment d'insécurité en se faisant protectrice d'un ordre social raciste.

Les conditions d'émergence de la mobilisation ont fondamentalement influencé la forme qu'il a ensuite adoptée. L'apparition de BLM n'aurait pas été possible sans la diffusion des smartphones qui ont permis aux militants de communiquer, s'organiser et surtout de documenter et filmer les violences policières¹⁵⁴. Né sur les réseaux sociaux¹⁵⁵, le mouvement a adopté une structure horizontale et décentralisée. L'organisation BLM coordonne des centaines d'associations locales, à travers le pays, qui mettent à disposition de l'assistance juridique aux victimes de violences policières¹⁵⁶. Le mouvement est cependant bien plus large et agrège une multitude d'organisations et de coalitions indépendantes, qui partagent les valeurs, analyses et objectifs de BLM, et qui se regroupent sous le nom Movement for Black Lives¹⁵⁷. Cette fluidité permet également d'agir à différentes échelles et sur différents fronts simultanément par une pléthore de modes d'action et stratégies. Elle a permis à un grand nombre de voix et de profils différents de se joindre au mouvement. Celui-ci prétend utiliser une analyse intersectionnelle des rapports de pouvoir dans la société et tient à prendre en compte les autres types d'oppression de genre et de classe ou encore d'orientation sexuelle. Cette spécificité du mouvement tient en partie ses origines des trois femmes qui ont formé le mouvement qui sont des militantes Africaine-Américaine queer. BLM s'est ainsi centré autour des analyses politiques du féminisme noir. Les personnalités féminines noires étaient en première ligne des manifestations car elles représentaient une grande partie de la communauté noire, les hommes étant beaucoup plus souvent absents pour cause de mort

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ Anthony R. Hatch, "New technologies of resistance: Racial power and protest in the United States", *Radical History Review*, vol. 127, 2017, p. 125-132.

¹⁵⁵ Médias sociaux en sociologie.

¹⁵⁶ Célestine Audrey, Martin-Breteau Nicolas et Recoquillon Charlotte, « Introduction - Black Lives Matter : un mouvement transnational ? », *Esclavages & Post-esclavages*, vol. 6, 19 Mai 2022.

¹⁵⁷ M4BL[en ligne]. [<https://m4bl.org/>] (consulté le 23/07/2023)]

prématurée ou d’incarcération. Les femmes noires sont victimes de violences policières spécifiques (meurtres, viols, jugement plus sévères) et subissent les conséquences indirectes des violences sur les hommes de leur famille. Oppression de classe et racisme se mêlent également dans toutes les critiques de BLM. Le mouvement lie également la violence contre les Noirs au système capitaliste, une relation qui était aussi fondamentale dans les analyses des mouvements de libérations des années 1960 et 1970¹⁵⁸. Si le mouvement a premièrement critiqué l’institution policière, il a par la suite étendu ses critiques à d’autres institutions comme la justice, l’économie, l’école, les médias, la culture, le logement ou de la santé.

La jeunesse est une autre caractéristique importante du mouvement. Celui-ci est pensé et construit en opposition avec les mouvements antiracistes précédents, comme le mouvement pour les droits civiques ou le Black Power reléguant souvent la place des femmes dans les organisations et se centralisant autour d’une figure prophétique comme Martin Luther King ou Malcolm X¹⁵⁹. BLM embrasse toutefois l’héritage de ces luttes. Une coupure générationnelle et politique est plus nette avec les organisations antiracistes traditionnelles du pays comme ACLU, NAACP, NAN ou NUL. Ces derniers sont critiqués pour leur manque de radicalité, leur attentisme, leur tentative de récupération politique ainsi que leurs liens avec le pouvoir¹⁶⁰. BLM rejette également de la politique de la respectabilité qui caractérisent ces organisations¹⁶¹. Si le mouvement BLM, n’est pas homogène, une grande partie semble toutefois se radicaliser au fil des années en se rapprochant des thèses abolitionnistes. Les critiques envers les organisations traditionnelles se sont amplifiées ces dernières années également en raison de leur positions réformistes jugées insuffisantes par de nombreux militants. Depuis 2020, les débats entre réformistes et abolitionnistes sont devenus particulièrement vifs au sein de Black Lives Matter.

¹⁵⁸ Carmichael Stokely et Hamilton Charles, *Black Power. The Politics of Liberation in America*, New York City, Knopf, 1967.

¹⁵⁹ Charlotte Recoquillon, « Black lives matter»: mobilisation politique des Noirs contre le racisme systémique dans l’Amérique d’Obama », *Géographie et cultures*, vol. 114, 2020, p. 171-192.

Lopez Bunyasi T. et Candis W. Smith, “Do All Black Lives Matter Equally to Black People? Respectability Politics and the Limitations of Linked Fate”, *The Journal of Race, Ethnicity, and Politics*, vol. 4, n°1, p. 180-215.

¹⁶⁰ Charlotte Recoquillon, « Black lives matter»: mobilisation politique des Noirs contre le racisme systémique dans l’Amérique d’Obama », *Géographie et cultures*, vol. 114, 2020, p. 171-192.

Lopez Bunyasi T. et Candis W. Smith, “Do All Black Lives Matter Equally to Black People? Respectability Politics and the Limitations of Linked Fate”, *The Journal of Race, Ethnicity, and Politics*, vol. 4, n°1, p. 180-215.

¹⁶¹ *Ibid.*

1.2.1.2. Été 2020

Les mouvements sociaux de l'été 2020, déclenchés par le meurtre de George Floyd, constituent l'aboutissement du mouvement BLM. Ces événements sont considérés comme le plus grand mouvement social de l'histoire du pays en ayant mobilisé entre 15 et 26 millions de personnes¹⁶². Ces manifestations, en grande majorité pacifiques, ont principalement attiré une population jeune (moins de 35 ans) et de nombreux primo-manifestants. La forte participation des Blancs souligne un basculement dans l'opinion publique et une prise de conscience accrue de l'ampleur du problème des violences policières¹⁶³. Jamais, depuis le mouvement pour les droits civiques, autant de gens n'avaient appelé pour une reconnaissance du racisme systémique et des réformes radicales. Cette nouvelle adhésion s'est exprimée dans les différents sondages réalisés durant les manifestations¹⁶⁴. L'année 2020 a également acté la diffusion du mouvement BLM à l'international avec des manifestations au Brésil, au Japon, en Suisse et également en France avec la marche du 13 juin 2020 contre le racisme et les violences policières organisées par le comité Adama¹⁶⁵. L'idée de DTP a aussi beaucoup circulé dans le monde anglo-saxon et est discuté dans les recherches canadiennes, britanniques et australiennes¹⁶⁶.

Ces événements ont eu lieu dans le contexte très spécifique de la crise du Covid. Selon Richardson Dilworth et Timothy P.R. Weaver, le covid est probablement un facteur d'émergence important de la crise de l'été 2020 :

Les crises d'autorité politique générées par la pandémie ont créé les conditions pour que l'idée de « defund the police » passe de la marge du débat politique au courant dominant [...] il semble possible que des facteurs contingents, tels que le COVID-19, aient permis au meurtre de Floyd de devenir un catalyseur unique qui a facilité la diffusion de l'idée de « defund the police » dans toutes les villes des États-Unis [...]. [...] nous suggérons qu'au milieu du désarroi dans lequel la pandémie a plongé la société urbaine, de nouvelles forces sociales ont saisi l'occasion de formuler des

¹⁶² Larry Buchanan, Quoc Trung Bui, et Jugal. K. Patel, "Black Lives Matter may be the largest movement in U.S. History", *The New York Times*, 3 Jul. 2020.

¹⁶³ *Ibid.*

¹⁶⁴ Steve Crabtree, "Most Americans Say Policing Needs 'Major Changes'", *Gallup*, 22 Jul. 2020.

¹⁶⁵ Célestine Audrey, Martin-Breteau Nicolas et Recoquillon Charlotte, « Introduction - Black Lives Matter : un mouvement transnational ? », *Esclavages & Post-esclavages*, vol. 6, 19 Mai 2022.

¹⁶⁶ *Ibid.*

Chris Cunneen, *Defund the Police. An International Insurrection*, Bristol, Bristol University Press, 31 Mars 2023.

demandes qui seraient restées lettre morte en l'absence des effets perturbateurs du COVID-19.¹⁶⁷

La crise du Covid-19 a ainsi créé les conditions propices à cette crise politique, le confinement ayant laissé de nombreux foyers à regarder les informations. Personne n'a pu passer à côté de la terrible vidéo du meurtre de George Floyd. La crise sanitaire a également eu des conséquences économiques lourdes avec de nombreuses villes enregistrant d'importantes pertes de revenus entraînant de gros déficits budgétaires¹⁶⁸. Le chômage a connu une augmentation spectaculaire, avec une multiplication par 4 du nombre de chômeurs¹⁶⁹. Cette crise économique a accentué la crise du logement laissant un grand nombre de foyers faire face au risque d'expulsion¹⁷⁰. Les répercussions de ces crises, tant sanitaires qu'économiques, ont bien plus lourdement impacté les communautés pauvres et non-blanches.

La situation de Minneapolis durant la crise du Covid-19 illustre parfaitement ces problèmes. La ville a connu des taux de chômage et un nombre de familles avec enfants menacées d'expulsion très élevés. Diverses branches de la police ont contribué à imposer ces expulsions lors de l'expiration des moratoires sur les loyers malgré la situation exceptionnelle du Covid-19. Pour Charmaine Chua :

(...) même la classe moyenne libérale blanche [de Minneapolis] a commencé à comprendre ce que les pauvres et les travailleurs de couleur savent depuis longtemps : que la violence policière joue un rôle clé dans la dépossession, la gentrification et la protection des intérêts de la propriété privée.¹⁷¹

¹⁶⁷ Dilworth Richardson et Timothy P.R. Weaver, "Eighteen - What is the Relationship between COVID-19 and the Movement to 'Defund the Police'?", *Volume 1 : Community and society*, sous la direction Brian Doucet, Bristol, Bristol University Press, 13 Avr. 2023, p. 197 - 208.

Traduit par moi-même : "pandemic-generated crises of political authority established the conditions for the 'defund the police' idea to shift from the fringes of political debate into the mainstream in the wake of George Floyd's murder at the hands of the police in May 2020. This is not to diminish the more fundamental causes for protest such as structural racism or police tyranny, but it seems possible that contingent factors, such as COVID-19, allowed Floyd's murder to become a unique catalyst that facilitated diffusion of the 'defund' idea across cities in the United States. [...] We suggest that amid the disarray into which the pandemic threw urban society, new social forces seized the opportunity to make demands that would have fallen on deaf ears in the absence of the disruptive effects of COVID-19."

¹⁶⁸ Lauren Bauer, Kristen Broady, Wendy Edelberg, et Jimmy O'Donnell. "Ten Facts about COVID-19 and the U.S. Economy", *Brookings*, 17 Sept. 2020.

¹⁶⁹ *Ibid.*

¹⁷⁰ Emily A. Benfer *et al.* "Eviction, Health Inequity, and the Spread of COVID-19: Housing Policy as a Primary Pandemic Mitigation Strategy", *J Urban Health*, vol. 98, p. 1-12, 2021.

¹⁷¹ Charmaine Chua, "Abolition Is A Constant Struggle: Five Lessons from Minneapolis", *Theory & Event*, vol. 23, n°4, Oct. 2020, p. 127-147.

Cette situation a renforcé l'illégitimité de la police dans la ville, malgré les réformes profondes qui avaient été mises en place après les meurtres très médiatisés par BLM de Jamar Clark en 2015 et Philando Castile en 2016¹⁷². Durant les manifestations, un fort désir de justice sociale s'est fait ressentir. La prise du Sheraton, un hôtel inoccupé, par les militants abolitionnistes pour y loger des SDF de la ville témoigne de la façon dont la question de la police et les problèmes sociaux, en particulier du logement, ont été liés. De même, la mise en place de réseaux d'entraide et la pratique du pillage, qui a pu être individualiste mais aussi collective (on a pu voir que des personnes volaient des couches ou de la nourriture pour les redistribuer à des familles), montre comment cette situation sociale désastreuse a pu engendrer à la fois une forte colère collective mais également une puissante solidarité¹⁷³.

1.2.2 Le camp réformiste

1.2.2.1. L'idéologie réformiste

Les réformistes, tout en partant du principe que la société aura toujours besoin de police, reconnaissent les graves insuffisances de l'institution et s'engagent à les changer par des réformes. Ils plaident pour des changements au sein des structures existantes des forces de l'ordre afin de les améliorer, de les rendre plus justes, efficaces et transparentes. Les voix réformistes qui ont émergé depuis 2014 appellent à lutter pour des mesures diminuant voire éliminant totalement les violences policières et le racisme institutionnel de la police. Le camp réformiste s'éloigne ainsi de l'analyse individuelle des problèmes liés à la police, et de la rhétorique de la "bad apple", pour se concentrer sur les mécanismes et les politiques à la racine des problèmes de cette institution. Les réformes proposées se concentrent ainsi sur le recrutement, les formations, la culture, la supervision, les équipements, les techniques et les stratégies de maintien de l'ordre. Les réformes policières ont été récurrentes tout au long de l'histoire de l'institution. De nombreuses commissions comme celles de Lenox en 1894,

Traduit par moi-même : "(...) even white liberal middle-class has begun — if only nascently — to understand what poor and working people of color have long known: that police violence plays a key role in dispossession, gentrification, and the protection of private property interests."

¹⁷² *Ibid.*

¹⁷³ Collectif Matsuda, *Abolir la police. Echos des Etats-Unis*, Péronnas, Niet !, 2021.

Wickersham en 1929 et bien d'autres ont mis en place des réformes afin de lutter contre la corruption, l'inefficacité, les abus et les violences policières racistes au sein de la police.

Le camp réformiste au sein de BLM s'est structuré principalement autour de l'organisation We The Protesters. Celle-ci a été fondée par les quatre mêmes militants BLM qui ont fondé Mapping Police Violence. En 2015, à la suite des événements de Ferguson et Baltimore, WTP a lancé la campagne Campaign Zero¹⁷⁴. Leur but est de créer « une police qui ne tue pas les gens en limitant les interventions, en améliorant les interactions avec les communautés et en assurant qu'elle rende des comptes »¹⁷⁵. Pour cela Campaign Zero défend une série de réformes qui seraient basées scientifiquement et qui auraient ainsi déjà fait leur preuve. Les mesures qu'ils soutiennent sont le fruit de discussions entre des experts juridiques, des universitaires, des études existantes, des recommandations des Consent Decrees du ministère de la Justice et des organisations de recherche policière telles que le Police Executive Research Forum (PERF)¹⁷⁶. Les principales réformes défendues au début de la campagne étaient des formations supplémentaires pour les forces de l'ordre notamment sur leurs biais racistes, l'utilisation de caméras embarquées ou encore la diversification des policiers en incluant plus de personnes issues des minorités notamment femmes et des personnes racisées (Voir Annexe n°6).

Bien que Campaign Zero était en partie porté par les jeunes militants de BLM, les autres principaux acteurs de ce grand mouvement de réforme proviennent plutôt de la sphère politique traditionnelle. Les organisations Africaines-Américaines de défense des droits civiques et de lutte pour l'égalité raciale sont l'une des principales forces réformistes du pays. Les organisations telles que ACLU, NAACP, NAN ou NUL analysent et militent pour les droits des Africains-Américains à travers un prisme légaliste. Elles défendent depuis longtemps la mise en place de réformes policières classiques comme de meilleures formations, des techniques d'intervention plus adaptées, la mise en place de la police de proximité, la fin de l'immunité qualifiée, la réduction de l'utilisation des équipements militaires ou encore plus de systèmes de surveillance citoyen. Ces organisations soutiennent également les processus de Consent Decree, qui sont des accords établis entre l'État fédéral, la ville et les départements de police sur une série de réformes à la suite d'investigations

¹⁷⁴ Campaign Zero [en ligne]. [<https://campaignzero.org/>] (consulté le 23/07/2023)]

¹⁷⁵ Campaign Zero, consulté le 18/07/2024, <https://campaignzero.org/about/what-we-do/>

¹⁷⁶ CampaignZero, 8 Can't Wait. Research Basis, 1 Mars 2022.

fédérales du DOJ¹⁷⁷. La majorité des efforts de réformes de la police est associée aux responsables politiques démocrates. Les deux derniers présidents démocrates, Barack Obama et Joe Biden, ont largement contribué à cet élan réformiste, avec les implémentations respectives du Task Force on 21st Century Policing et George Floyd in Policing Act. Des figures plus radicales du parti comme Bernie Sanders ou Elizabeth Warren ont également milité pour des réformes ce qui montre un quasi-consensus sur le sujet dans le camp démocrate.

Les réformes sont aussi plébiscitées par différents auteurs, chercheurs et juristes. Dans un ouvrage collectif récemment publié, Michael E. Hardy et ses collègues mettent en avant l'idée de police constitutionnelle, un idéal de police qui veillerait à respecter la Constitution et à chercher le consentement de la population dans chaque interaction¹⁷⁸. Elle est proche de l'idée de police de proximité ou police communautaire mise en avant par de nombreux chercheurs qui se concentrent à améliorer les liens avec la population¹⁷⁹. L'ouvrage fait ainsi une synthèse des réformes et des changements à opérer afin de rétablir ces liens et la légitimité de la police. Le professeur de droit Wylie Stecklow discute ainsi de la suppression de l'immunité qualifiée, cette loi qui surprotège les policiers et rend toute condamnation presque impossible¹⁸⁰. Il estime que cette réforme pourrait accroître la responsabilité des forces de l'ordre et permettre aux victimes de violences policières d'obtenir justice. D'autres experts comme Samuel Walker défendent la mise en place de commissions de contrôle citoyen pour superviser et enquêter sur la police¹⁸¹. D'autres figures du mouvement réformiste comme le professeur de psychologie et de droit Tom Tyler proposent un modèle de justice procédurale qui insiste sur la façon dont les forces de l'ordre interagissent avec la police¹⁸². La littérature réformiste regorge ainsi d'idées pour améliorer le système de maintien de l'ordre.

¹⁷⁷ Sam McCann, McCann, Sam, "Everything You Need to Know about Consent Decrees", Vera Institute [en ligne], 30 Aout 2023. [<https://www.vera.org/news/everything-you-need-to-know-about-consent-decrees> (consulté le 23/07/2024)]

¹⁷⁸ Michael E. Hardy, *Constitutional Policing. Striving for a More Perfect Union*, Chicago, American Bar Association, 21 Nov. 2023.

¹⁷⁹ Herman Goldstein, "Improving Policing: A Problem-Oriented Approach", *Crime & Delinquency*, vol. 25, n°2, 1979, p. 236-258.

¹⁸⁰ Michael E. Hardy, *cit. op.*

¹⁸¹ Samuel Walker, *Police Accountability. The Role of Citizen Oversight*, Belmont, Wadsworth Publishing, 21 Nov. 2000.

¹⁸² Tom Tyler, "Reimagining American Policing", *U.C. Irvine Law Review*, vol. 11, n°5, Août 2021.

1.2.2.2 Un grand mouvement de réformes

En juin 2020, au cœur des mobilisations qui ont suivi le meurtre de George Floyd, We The Protesters a lancé #8CantWait, une nouvelle campagne plus pragmatique, centrée sur huit mesures concrètes à mettre en place afin de répondre à l'urgence du moment¹⁸³. Selon l'organisation, une généralisation de ces réformes aurait pour effet une « réduction de 72% » du nombre de personnes tuées par la police¹⁸⁴. Cette campagne a connu un très grand succès et a reçu le soutien de célébrités et de représentants politiques dont Oprah Winfrey, Julián Castro et Ariana Grande¹⁸⁵. Les mesures proposées incluent l'interdiction des clefs d'étranglement, la formation à la désescalade des conflits, l'obligation de prévenir avant de tirer et de s'assurer d'avoir essayé toutes les alternatives avant de tirer, la mise en place d'un continuum dans l'usage de la force, l'interdiction de tirer sur un véhicule en mouvement et l'obligation d'un rapport chaque fois qu'un policier pointe son arme vers un civil (Voir Annexe n°7). #8CantWait milite activement pour ces réformes et suit leur implémentation dans les différents départements de police du pays. Sur le site de l'organisation, il est ainsi possible de voir quelles villes, parmi les cent plus grandes, ont intégré ces mesures¹⁸⁶. Des villes comme Denver ou Dallas ont ainsi aujourd'hui complètement réformé leurs départements de police aux standards proposé par #8CantWait. D'autres villes comme Kansas City, au contraire, n'ont engagé aucune des réformes plébiscitées par la campagne.

De nombreuses réformes ont aussi été adoptées au niveau des États. Dans l'année qui a suivi le meurtre de George Floyd, une trentaine d'État a passé une ou plusieurs réformes législatives en matière de maintien de l'ordre¹⁸⁷. Ces réformes portaient principalement sur des éléments liés au cas George Floyd notamment l'utilisation de la force. Certains États ont révisé leurs normes en matière de recours à la force, d'utilisation des clefs d'étranglement, en définissant que l'utilisation létale de la force n'est justifiée qu'en dernier recours après avoir épuisé toutes les options non violentes ou en interdisant de tirer sur les personnes qui

¹⁸³ #8cantwait [en ligne]. [<https://8cantwait.org/>] (consulté le 23/07/2023)]

¹⁸⁴ Matthew Yglesias, "8 Can't Wait, explained : A new push for eight concrete police reforms is promising, albeit a bit unproven", Vox [en ligne]. 5 Juin 2020. [<https://www.vox.com/2020/6/5/21280402/8-cant-wait-explained-policing-reforms>] (consulté le 23/07/2024)]

¹⁸⁵ William Earl, "Oprah, Ariana Grande and More Champion 8 Can't Wait, Project to Reduce Police Violence", Variety, 4 juin 2020.

¹⁸⁶ #8cantwait [en ligne]. [<https://8cantwait.org/>] (consulté le 23/07/2023)]

¹⁸⁷ Ram Subramanian et Leily Arzy, "State Policing Reforms Since George Floyd's Murder", *Brennan Center for Justice*, 21 Mai 2021.

prennent la fuite¹⁸⁸. Certaines mesures ont également été prises pour restreindre l'utilisation des LBD et du gaz lacrymogène lors des manifestations en réaction aux abus lors de l'été 2020 et des critiques sur la militarisation¹⁸⁹. Des réformes ont aussi été mises en place établissant l'obligation pour les forces de l'ordre d'intervenir en cas de bavure d'un de leurs collègues et permettant désormais le retrait de la certification des officiers qui commettent des méfaits¹⁹⁰.

Au niveau fédéral, des lois ont également été adoptées depuis l'émergence de BLM. Parmi celles-ci figure la Task Force on 21st Century Policing, instaurée par Obama, qui était une liste de recommandations visant à renforcer la confiance entre la police et la population, améliorer les formations et les pratiques des policiers¹⁹¹. Elle fut suivie par la Body-Worn Camera Police Act, incitant à l'utilisation des caméras embarquées, en 2015 puis par la First Step Act, améliorant les formations en les axant plus sur la désescalade des conflits et sur l'assistance aux personnes souffrant de troubles mentaux ou de toxicomanie, en 2018¹⁹². Après le meurtre de George Floyd, le gouvernement Biden a fait voter le George Floyd Justice in Policing Act en 2021¹⁹³. Cette nouvelle série de réformes visait à interdire certaines pratiques d'intervention comme les clefs d'étranglement et les mandats de perquisitions sans frapper, à développer un registre national des violences policières, à faciliter les poursuites pénales des policiers et à restreindre l'immunité qualifiée. Le niveau fédéral est fondamental pour réformer la police car il peut provoquer des investigations du DOJ et des Consent Decree avec les départements les plus problématiques. Le gouvernement peut également utiliser des pressions économiques sur les États et les municipalités pour enclencher des réformes.

¹⁸⁸ *Ibid.*

¹⁸⁹ Ram Subramanian et Leily Arzy, "State Policing Reforms Since George Floyd's Murder", *Brennan Center for Justice*, 21 Mai 2021.

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ President's Task Force on 21st Century Policing, "Final Report of the President's Task Force on 21st Century Policing", Washington, DC : Office of Community Oriented Policing Services, 2015.

¹⁹² Nellis, Ashley et Liz Komar, "The First Step Act: Ending Mass Incarceration in Federal Prisons", *The Sentencing Project* [en ligne], 22 Aout 2023.

[<https://www.sentencingproject.org/policy-brief/the-first-step-act-ending-mass-incarceration-in-federal-prisons/> (consulté le 23/07/2024)]

Federal Bureau of Prisons, "An Overview of the First Step Act", Federal Bureau of Prisons, s.d.

¹⁹³ Alexandra Hutzler, "What is the George Floyd Justice in Policing Act?", *ABC News*, 2 Fev. 2023

Figure n°2 : Soutien de la population aux réformes policières, par type de réforme et par race (Juin-Juillet 2020)

Americans' Support for Policing Reform Options, by Race/Ethnicity

Percentage who "strongly support" or "somewhat support" each reform idea

	All Americans	Black Americans	Asian Americans	Hispanic Americans	White Americans
	%	%	%	%	%
Changing management practices so officers with multiple incidents of abuse of power are not allowed to serve	98	99	98	99	97
Requiring officers to have good relations with the community	97	97	98	96	97
Changing management practices so officer abuses are punished	96	98	99	96	95
Promoting community-based alternatives such as violence intervention	82	94	91	83	80
Ending stop and frisk	74	93	89	76	70
Eliminating police unions	56	61	68	56	55
Eliminating officer enforcement of nonviolent crimes	50	72	72	55	44
Reducing the budgets of police departments and shifting the money to social programs	47	70	80	49	41
Abolishing police departments	15	22	27	20	12

GALLUP PANEL, JUNE 23-JULY 6, 2020

Source : Steve Crabtree, "Most Americans Say Policing Needs 'Major Changes'", *Gallup*, 22 Juil. 2020.

Enfin, si l'année 2020 a connu une forte attention apportée à Defund, c'est surtout un grand mouvement de réforme qui s'est opéré. Ce mouvement a été largement soutenu par la population comme le montrent les sondages d'opinion vus précédemment. En juin 2020, plus de 58% de la population déclaraient que des changements majeurs étaient nécessaires pour améliorer la police, un chiffre qui montait à 88% dans la population noire¹⁹⁴ (Voir Annexe n°8). Seuls 6% déclaraient ne vouloir aucun changement au sein de la police¹⁹⁵. Des réformes comme la police de proximité, la fin du *stop & frisk* ou encore des changements de pratiques de maintien de l'ordre comme la fin des clefs d'étranglement obtiennent des adhésions extrêmement fortes (Voir figure n°2 ci-dessus)¹⁹⁶. Même de nombreux électeurs républicains ont soutenu le mouvement de réformes¹⁹⁷. Ces chiffres semblent toujours aussi

¹⁹⁴ Steve Crabtree, "Most Americans Say Policing Needs 'Major Changes'", *Gallup*, 22 Juil. 2020.

¹⁹⁵ *Ibid.*

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ *Ibid.*

élevés aujourd'hui (Voir Annexe n°9)¹⁹⁸. Ce consensus autour des réformes a été accompagné d'un fort soutien aux politiques progressistes en matière de justice pénale dans les élections locales¹⁹⁹. Des électeurs de tout le pays ont ainsi approuvé des réformes dans les urnes légalisant la marijuana, permettant aux prisonniers de voter, créer des conseils de surveillance citoyen de la police et l'envoi de travailleurs sociaux à la place de la police pour gérer certains conflits.

1.2.2.3. Un mouvement critiqué

L'été 2020 a été un moment paradoxal pour le camp réformiste. Comme vu plus tôt, ce mouvement connaît aujourd'hui un consensus au sein de la population. Les réformes commencent toutefois à être contestées autant par la recherche que par les penseurs et militants abolitionnistes. Malgré 10 ans de réformes, le nombre de violences n'a pas baissé²⁰⁰, ce qui a entraîné une remise en question de l'efficacité des réformes pour les militants BLM. Ces critiques sont appuyées par des études qui montrent l'inefficacité de certaines mesures. Bien que les réformistes prétendent s'appuyer sur des preuves scientifiques pour justifier leurs mesures, celles-ci sont en réalité loin de faire l'unanimité. Si les sites de Campaign Zero et 8CantWait donnaient à l'époque de nombreuses références scientifiques sous chacune de leur proposition, elles ont aujourd'hui disparu face à de nombreuses études contradictoires. Les caméras embarquées, réformes phares sous le mandat d'Obama, se montrent finalement inutiles face au problème des violences policières²⁰¹. Ces dernières « n'affecteraient pas de façon substantielle la plupart des comportements des citoyens ou des agents » que ce soit l'usage de la force, les activités d'arrestation, les violences policières ou les discriminations. Cela serait notamment dû au pouvoir discrétionnaire des agents en matière d'activation et de désactivation des BWC²⁰². La diversification de la police est également discréditée par de nombreuses études. La police est en réalité déjà diversifiée avec des agents représentant

¹⁹⁸ Justin McCarthy, "Americans Remain Steadfast on Policing Reform Needs in 2022", *Gallup*, 24 Mai 2022.

¹⁹⁹ Sarah Figgatt, "Progressive Criminal Justice Ballot Initiatives Won Big in the 2020 Election", *Center for American Progress*, 19 Nov. 2020.

²⁰⁰ Mapping Police Violence[en ligne]. [<https://mappingpoliceviolence.org/>] (consulté le 23/07/2023)]

²⁰¹ Cynthia Lum et al. "Body-worn cameras' effects on police officers and citizen behavior: A systematic review", *Campbell, systematic review*, vol. 16, n°3, 9 Sep. 2020.

²⁰² Body-Worn Camera.

plutôt bien la population générale et ses minorités²⁰³. De plus, de nombreuses études n'ont démontré aucun lien entre la race des officiers et leur propension à utiliser la force²⁰⁴. Le chercheur en sciences politiques Nicholson-Crotty conclut son étude en affirmant que « pour la grande majorité des villes, le simple fait d'augmenter le pourcentage de policiers noirs n'est pas une solution politique efficace »²⁰⁵. Une réalité qui se retrouve dans le cas récent de Tyre Nichols, un jeune homme noir battu à mort par 5 policiers noirs²⁰⁶. Certaines recherches montrent même que les policiers noirs pourraient se montrer plus violents que leurs collègues blancs²⁰⁷. Les limites de la diversification étaient déjà évoquées par James Baldwin :

À Harlem, les policiers noirs sont plus craints que les blancs, car ils ont plus à prouver et moins de moyens de le faire.²⁰⁸

Les policiers noirs, c'est autre chose. Nous avons l'habitude de dire : « Si vous devez appeler un policier » - ce qui n'arrivait pratiquement jamais - « pour l'amour de Dieu, essayez de vous assurer que c'est un Blanc ». Un policier noir pouvait vous démolir complètement. Il en savait bien plus sur vous qu'un policier blanc et vous étiez sans défense devant ce frère noir en uniforme dont la seule raison de respirer semblait être l'espoir d'apporter la preuve que, bien qu'il soit noir, il n'était pas noir comme vous.²⁰⁹

²⁰³ Brian A. Reaves, “Local Police Departments, 2007,” US Department of Justice: Office of Justice Programs, Bureau of Justice Statistics, 2010.

²⁰⁴ John McCluskey, William Terrill et Eugene Paoline, “Peer Group Aggressiveness and the Use of Coercion in Police-Suspect Encounters”, *Police Practice and Research*, vol. 6, n°1, 2005, p. 19–37.

Brian Lawton, “Levels of Nonlethal Force: An Examination of Individual, Situational, and Contextual Factors”, *Journal of Research in Crime and Delinquency*, vol. 44, n°2, 2007, p. 163–184.

²⁰⁵ Sean Nicholson-Crotty, Jill Nicholson-Crotty et Sergio Fernandez, “Will More Black Cops Matter? Officer Race and Police-Involved Homicides of Black Citizens”, *Public Administration Review*, vol. 77, n°2, Mars/Avr. 2017, p. 206-216.

²⁰⁶ Emily Cochrane et Rick Rojas, “The Questions That Remain a Year After Tyre Nichols’s Death”, *The New York Times*, 14 Fev. 2024.

²⁰⁷ Ivan Sun et Brian Payne, “Racial Differences in Resolving Conflicts: A Comparison between Black and White Police Officers”, *Crime and Delinquency*, vol. 50, n°4, 2004, p. 516–541.

Robert Brown et James Frank, “Race and Officer Decision Making: Examining Differences in Arrest Outcomes between Black and White Officers”, *Justice Quarterly*, vol. 23, n°1, 2006, p. 96–126.

²⁰⁸ James A. Baldwin, *Note of a native son*. Boston, Beacon Press 20 Nov. 2012.

Traduit par moi-même : “In Harlem, Negro policemen are feared more than whites, for they have more to prove and fewer ways to prove it”.

²⁰⁹ James A. Baldwin, *The Evidence of Things Not Seen*. Londres, Picador, 15 Avr. 1995.

Traduit par moi-même : “Black policemen were another matter. We used to say, "If you must call a policeman" — for we hardly ever did — "for God's sake, try to make sure it's a White one." A Black policeman could completely demolish you. He knew far more about you than a White policeman could and you were without defenses before this Black brother in uniform whose entire reason for breathing seemed to be his hope to offer proof that, though he was Black, he was not Black like you.”

De la même manière, des recherches ont montré l'inefficacité des formations aux biais racistes qui ne changent ni les croyances ni les comportements des agents²¹⁰. Si ces formations apportent de la connaissance sur les biais et le racisme, leurs effets se dissipent extrêmement vite et ne sont pas appliqués sur le terrain. Enfin, la justice procédurale a été vivement critiquée par les chercheurs en sciences politiques Worden, Robert E. et Sarah J. McLean²¹¹. Selon eux, les partisans de ce concept surestiment grandement son impact sur la relation entre les policiers et la population, estimant qu'il ne changerait que superficiellement les choses.

Le réformisme a également reçu des critiques provenant des franges les plus radicales du mouvement BLM. L'essor de l'abolitionnisme lors de l'année 2020 peut s'expliquer en partie par une exaspération des militants les plus impliqués devant la lenteur des effets des réformes mises en place²¹². Minneapolis, ville où George Floyd a été tué, était considérée comme l'une des villes les plus réformées du pays²¹³. Pourtant, cela n'a pas empêché sa mort, ce qui contribue à expliquer le succès de l'abolitionnisme dans la ville. Pour les abolitionnistes la police est irréformable car les violences, le racisme et les abus sont intégrés à leur fonction dans la société²¹⁴. Les origines de la police en tant que *slaves patrol* dans le Sud ou briseur de grève dans le Nord montreraient ainsi les liens profondément profonds entre la police, la suprématie blanche et le capitalisme. Mariame Kaba résume ainsi qu'il est impossible de réformer la police car « les États-Unis n'ont connu dans leur histoire aucune époque à laquelle la police n'incarnait pas un instrument de violence contre les personnes noires »²¹⁵. Pour elle, cela fait déjà un siècle que l'on essaye de réformer la police sans succès. Les réformes policières ont été récurrentes tout au long du XXème siècle. Après

²¹⁰ Calvin K. Lai et Jaelyn A. Lisnek, "The Impact of Implicit-Bias-Oriented Diversity Training on Police Officers' Beliefs, Motivations, and Actions", *Psychological Science*, vol. 34, n° 4, Fev. 2023, p. 424-34.
Jack Glaser, "Disrupting the Effects of Implicit Bias: The Case of Discretion & Policing", *Daedalus*, vol. 153, n°1, Hiver 2024, p. 151-173.

²¹¹ Robert E. Worden et Sarah J. McLean, *Mirage of Police Reform. Procedural Justice and Police Legitimacy*, Berkeley, University of California Press, Mai 2017.

²¹² David A. Love, "Too Little Has Changed About American Policing In the Last Few Decades. It's Time For Something Different", *The Appeal*, 4 Juin 2020.

Jamiles Lartey, "Three Years After George Floyd's Murder, Police Reforms Are Slow-Paced", *The Marshall Project*, 6 Mars 2023.

²¹³ Michael Brenes, "The Long History of Failed Police Reform. A century of failed attempts in Minneapolis", *Boston Review* [en ligne], 26 Avr. 2021.

[<https://www.brennancenter.org/our-work/research-reports/what-first-step-act-and-whats-happening-it> (consulté le 23/07/2024)]

²¹⁴ Gwenola Ricordeau, *1312 raisons d'abolir la police*, Montréal, Lux, 2022.

²¹⁵ Mariame Kaba, "Yes, We Mean Literally Abolish the Police. Because reform won't happen", *The New York Times*, 12 juin 2020.

chaque scandale ou crise de l'institution policière, les responsables politiques promettent des changements radicaux afin de répondre à la colère de la population. Pour les abolitionnistes, ces réformes ne visaient pas réellement à changer la police, mais plutôt à sauver son image et à la relégitimer²¹⁶. Selon David Correia, les crises de légitimité de la police suivent toujours le même schéma : « Violences policières, protestations publiques, réformes promises, répétition »²¹⁷. L'abolitionnisme vise donc à briser ce cycle infernal en prônant des mesures bien plus radicales. Pour Murakawa, chaque réforme tend même à renforcer le pouvoir du système de maintien de l'ordre²¹⁸. Dans l'histoire, elles ont toujours entraîné plus de pouvoir pour la police par une augmentation des effectifs, des équipements ou des moyens²¹⁹. Pour les abolitionnistes, les campagnes réformistes, telles que #8CantWait, sont des contre-insurrections libérales qui affaiblissent et subvertissent les luttes des opprimés (noires, autochtones, incarcérées, colonisées) à réaliser des transformations révolutionnaires, décoloniales et abolitionnistes des systèmes sociaux, politiques et économiques existants²²⁰. Pour les abolitionnistes, le mouvement réformiste est matériellement voué à l'échec, et le temps finira par le discréditer. Le mouvement a aujourd'hui mis en place de nombreuses structures pour accueillir les militants qui ne croient plus, ou cesseront bientôt de croire, dans l'efficacité du réformisme.

Si les abolitionnistes utilisent volontiers les recherches universitaires pour montrer l'inefficacité des réformes, ils ont également des arguments qui leur sont propres. Les demandes de responsabilisation et de sanctions des policiers sont une erreur pour les abolitionnistes car cela individualise le problème et ne remet pas en compte la structure policière ni les logiques punitives. Cela conforte également le narratif des bons et des mauvais policiers. De plus, les sanctions pénales (incarcération, amende ou autres) ont un effet dissuasif très limité. Ce combat pour les familles de victime crée souvent « des attentes illusoires »²²¹ et empêche des combats sur d'autres terrains. L'imposition de nouvelles règles

²¹⁶ Christopher Lowen Agee, "Crisis and Redemption. The History of American Police Reform since World War II", *Journal of Urban History*, vol. 26, n°5, 28 avril 2017, p. 951-960.

²¹⁷ Abolish APD Coalition, "It's Time to Defund Police in Albuquerque, And Here's How We Can Do It", Verso, 12 June 2020.

²¹⁸ Murakawa, Naomi, "The police reform works – for the police", Abolition for the People [en ligne], 2020. [<https://level.medium.com/abolition-for-the-people-397ef29e3ca5> (consulté le 23/07/2024)]

²¹⁹ Mariame Kaba, "Yes, We Mean Literally Abolish the Police. Because reform won't happen", *The New York Times*, 12 juin 2020.

²²⁰ Dylan Rodríguez, « Le réformisme n'est pas synonyme de libération, mais de contre-insurrection » in Gwenola Ricordeau, *1312 raisons d'abolir la police*, Lux Éditeur, 2023.

²²¹ Gwenola Ricordeau, *1312 raisons d'abolir la police*, Montréal, Lux, 2022, p. 52.

pour les policiers serait également inutile selon les abolitionnistes car les policiers ne coopèrent en général pas et les enfreindraient constamment sans aucune sanction²²². De plus, le système opaque et la culture de la loyauté, empêchant toute dénonciation, rendent l'imposition de nouvelles règles d'autant plus inutile. Les abolitionnistes ne rejettent toutefois pas toutes les réformes. Critical Resistance a mis en place un cadre d'analyse afin de déterminer si une réforme va selon eux dans le bon sens ou non²²³. Ils se posent principalement des questions comme : Est-ce que cette mesure va dans le sens d'une réduction du budget de la police ? Est-ce qu'elle amène moins de pouvoir, d'effectifs, d'équipements ou autres à la police? Donne-t-elle l'idée que la police assure la sécurité ?²²⁴. Les abolitionnistes critiquent en effet que les réformes investissent énormément d'argent dans un système qu'ils estiment irrécupérable. Un argent qui pourrait être mieux utilisé comme le propose l'idée de DTP.

1.2.3. Le camp abolitionniste

1.2.3.1. Origines et théories abolitionnistes

L'abolitionnisme pénal vise à remettre en question l'entièreté du système pénal, c'est-à-dire la police, les tribunaux et les prisons²²⁵. Dans la pratique, les luttes abolitionnistes peuvent aussi poursuivre des objectifs plus restreints, par exemple en se concentrant sur un type d'infraction ou de sanction. Les thèses abolitionnistes sont principalement nées en Europe avec les réflexions critiques de criminologues comme Nils Christie, Louk Hulsman ou Ruth Morris²²⁶. Ces auteurs ont travaillé à redéfinir les notions de conflit ou de crime et ont pointé l'importance de mettre les besoins des victimes et le rôle des communautés au centre du processus de justice. Ces penseurs ont également fondé les idées de justice réparatrice et transformative, fondamentales dans le projet abolitionniste, en s'aidant des

²²² *Ibid.*

²²³ Critical Resistance, "Reformist Reforms vs Abolitionist Steps in Policing", Critical Resistance [en ligne], 14 Mai 2020.

[<https://criticalresistance.org/resources/reformist-reforms-vs-abolitionist-steps-in-policing/>] (consulté le 23/07/2024)]

²²⁴ *Ibid.*

²²⁵ Gwenola Ricordeau, *brique par brique, mur par mur : une histoire de l'abolitionnisme pénal*, Montréal, Lux, 2024.

²²⁶ Gwenola Ricordeau, *Crimes and Peines. Penser L'abolitionnisme Pénal*, Paris, Editions Grevis, 2021.

travaux de Howard Zehr²²⁷. Le mouvement a par la suite été repris et largement prolongé par certains penseurs étatsuniens notamment par le mouvement quaker de plus en plus critique de la police²²⁸. Les analyses entre les deux continents ont commencé à diverger à cause des spécificités nationales. Le contexte étatsunien est caractérisé par un système carcéral très récent et le développement de l'incarcération de masse²²⁹. L'une des étapes les plus importantes pour le mouvement abolitionniste étatsunien est la création de Critical Resistance en 1998 par Angela Davis, Ruth Gilmore et Rose Braz²³⁰. L'une des principales contributions de ces penseurs a été le concept de complexe carcéro-industriel qui décrit les liens qui se sont établis entre le système pénitentiaire et le monde économique, financier et industriel. Les prisons représentent une opportunité de profit considérable pour les entreprises de construction, de technologie de sécurité, de restauration ou encore celles cherchant une main d'œuvre à bas coût. Ce phénomène, qui se fait aux dépens des plus pauvres et des minorités raciales, illustre parfaitement les liens entre système carcéral, capitalisme et racisme. Critical Resistance ainsi que l'organisation INCITE! ont également articulé les idées abolitionnistes avec les théories décoloniales, féministes, et plus particulièrement celle du féminisme noir²³¹. Une pensée qui a été réactualisée avec un récent ouvrage : *Abolition. Feminism. Now*²³².

Selon les chercheurs Carrier et Piché, sept logiques justifient la pensée abolitionniste²³³. Premièrement, la criminalisation cacherait la complexité des situations de conflit et imposerait la punition de l'État comme seule solution à leur résolution. Le système pénal tend à individualiser les crimes en attribuant systématiquement leur responsabilité aux individus, tout en occultant les véritables causes structurelles, telles que la précarité, les

²²⁷ Howard Zehr, *La justice restaurative. Pour sortir des impasses de la logique punitive*, Genève, Labor et Fides, 24 Jan. 2024.

²²⁸ American Friends Service Committee, *Struggle for Justice*, New York, Hill and Wang, 1971.
Prior Research Education Action Project (dir.), *Instead of Prison : A Handbook for Abolitionists*, New York, Prison Research Action Project, 1976.

²²⁹ Gwenola Ricordeau, *brique par brique, mur par mur : une histoire de l'abolitionnisme pénal*, Montréal, Lux, 2024.

²³⁰ Rose Braz et al, "The History of Critical Resistance", *Social Justice*, vol. 27, n°3, 2000, p. 6-10.
Critical Resistance, *Mission Vision : History*.

²³¹ INCITE! Women of Color Against Violence, *Color of Violence: The INCITE! Anthology*, Duke University Press, 2016.

Angela Davis, *La prison est-elle obsolète ?*, Vauvert, Au diable vauvert, 2014 [2003].

Angela Davis, *Women, Race & Class*. Westminster, Penguin Books, 29 Oct. 2021.

Beth E. Ritchie, *Compelled to Crime. The gender entrapment of Black Women*, New York City, Routledge, 18 Jan. 1996.

²³² Angela Davis, Gina Dent, Eric Meiners et Beth Ritchie, *Abolition. Feminism. Now*, Chicago, Haymarket, coll. "Abolitionist Papers", 2022.

²³³ Nicolas Carrier et Justin Piché, "The State of Abolitionism", *Champ pénal/Penal field*, vol. 12, 21 août 2015.

inégalités, le chômage... Deuxièmement, le système pénal ne répondrait pas aux besoins et intérêts des victimes, des auteurs de crime et des communautés et serait préjudiciable à tous. Troisièmement, « la critique de l'hétéronomie souligne que les agents pénaux, les institutions et les politiques s'approprient la manière dont certains conflits doivent être conceptualisés et traités, en laissant peu de place à l'autonomie des acteurs impliqués »²³⁴. Ces trois premiers points sont notamment expliqués par Nils Christie, pour qui le système judiciaire nous dépossède de nos conflits inter-individuels en interposant des intermédiaires, tels que les avocats et les juges, en prédéterminant des conséquences des actes à l'avance par la loi et en imposant la vengeance comme seule solution. Quatrièmement, pour les abolitionnistes, rien ne peut justifier moralement la punition. Cinquièmement, il est irrationnel de poursuivre le système carcéral et punitif actuel au vu de leur bilan lamentable. Sixièmement, l'intensification pénale actuelle est le résultat d'un renforcement de l'ordre capitaliste dans lequel la privation de liberté, conçue pour maximiser l'accumulation de richesses et d'autres formes de pouvoir, cible disproportionnellement les populations marquées par la différence selon des critères classistes, racistes, sexistes, hétéronormatifs, âgistes et validistes. Enfin, les abolitionnistes luttent également contre les logiques punitives et carcérales en dehors des prisons et qui peuvent se normaliser au sein de la société.

Avec l'intensification et la normalisation des contrôles carcéraux au sein et au-delà du système carcéral, les abolitionnistes ont de plus en plus regardé au-delà des institutions pénitentiaires et du système pénal, luttant également contre les centres de détention des immigrés, les camps, la surveillance de masse et autres²³⁵. Certains penseurs se sont aussi concentrés sur la question de la police qui a longtemps été un « angle mort du mouvement abolitionniste »²³⁶. Les militants du Black Panther Party avaient déjà formulé de nombreuses critiques envers cette institution dans les années 1970²³⁷. Les abolitionnistes sont, toujours aujourd'hui, influencés par les analyses, les revendications et les modes d'actions formulés à l'époque. Il n'est ainsi pas rare de retrouver aujourd'hui des pratiques comme le *cops*

²³⁴ Nicolas Carrier et Justin Piché, "Blind Spots of Abolitionist Thought in Academia", *Champ pénal/Penal field*, vol. 12, 10 Aout 2015.

²³⁵ Justin Piché et Mike Larsen, "The Moving Targets of Penal Abolitionism: ICOPA, Past, Present and Future", *Contemporary Justice Review*, vol. 13, n°4, 2010, p. 391-410.

²³⁶ Gwenola Ricordeau, *Crimes and Peines. Penser L'abolitionnisme Pénal*, Paris, Editions Grevis, 2021.

²³⁷ Sean Elder, "Does Black Lives Matter Pick Up Where The Black Panthers Left Off? The Black Panthers responded forcefully to police brutality, and also fed thousands and opened health clinics for the poor. Today their mission remains unfulfilled", *Newsweek*, vol. 167, n°14, 14 Oct. 2016.

*watchings*²³⁸ ou simplement l'idée de faire sans la police, en privilégiant le contrôle social avec une sécurité assurée par les communautés²³⁹. Le mouvement abolitionniste a surtout commencé à penser la question de la police à partir des années 2000 avec la sortie de différents ouvrages, en particulier le très important *Our enemies in Blue* de Kristian Williams²⁴⁰. Ce livre donne les fondements de la théorie de l'abolition de la police. Il commence par une généalogie de la police qui aux États-Unis est fortement liée à la lutte de classe, la colonisation et l'esclavage avec l'émergence des *slaves patrols*. Cet élément est fondamental pour les abolitionnistes car il nous apprend que la police n'a jamais été conçue pour assurer la sécurité ou lutter contre le crime. Il s'agirait d'un mythe savamment entretenu par la classe dominante. Pour Williams, le rôle fondamental de la police est de maintenir un ordre social raciste et capitaliste notamment en défendant les intérêts des propriétaires et de la classe dominante blanche. Les origines puis le rôle de la police tout au long du XXe de réprimer tout mouvement social ouvrier, antiraciste ou écologiste font dire aux abolitionnistes que la police ne peut être réformée, seulement abolie.

Un autre argument des abolitionnistes de la police est l'idée selon laquelle la police ne protège en réalité pas la population. Les abolitionnistes évoquent souvent un mythe entourant le travail policier qui serait savamment entretenu par les médias, les romans ou séries policières²⁴¹. En réalité, seule une petite part du travail policier consisterait à « courir après les voyous »²⁴². La majeure partie du temps, les forces de l'ordre s'occupent de paperasses, de plaintes de voisinage ou de problèmes de stationnement. Moins de 3% des appels faits à la police concernent des actes violents et entre 10% et 17% de leur temps de travail y est consacré²⁴³. Pour Gwenola Ricordeau, la police n'aurait ainsi que très peu d'effets sur la sécurité qui dépendrait bien plus d'autres facteurs comme les variables économiques, l'organisation de la société ect²⁴⁴. La police ne réponderait pas au crime mais créerait, par définition, le crime. Elle dit ainsi : « Plus il y a de policiers, plus ils « travaillent », et plus on compte de délits et de crimes »²⁴⁵. De plus, les abolitionnistes questionnent fortement ce

²³⁸ C'est-à-dire la surveillance et la documentation des actions de la police par les citoyens.

²³⁹ Gwenola Ricordeau, *brique par brique, mur par mur : une histoire de l'abolitionnisme pénal*, Montréal, Lux, 2024.

²⁴⁰ Kristian Williams, *Our Enemies in Blue: Police and Power in America*, Oakland, AK Press, 2015 [2004].

²⁴¹ Jérôme Baschet et al, *Défaire la police*. Paris, Divergence, 2021.

²⁴² Propos de Gérald Darmanin commentés par Paul Rocher.

Paul Rocher, *Que fait la police - et comment s'en passer*, Mayenne, La fabrique, 2022.

²⁴³ Gwenola Ricordeau, *1312 raisons d'abolir la police*, Montréal, Lux, 2022, p. 28.

²⁴⁴ Le poing, "1312 raisons d'abolir la police : Entretien avec Gwenola Ricordeau", *Le Poing*, 11 Jan. 2023.

²⁴⁵ *Ibid.*

concept de crime qui n'aurait pas de « réalité ontologique » mais relèverait de la construction sociale. On peut voir cela par l'évolution de la loi, l'homosexualité ou la consommation de drogue, par exemple, étaient fortement réprimées, il y a encore quelques décennies, elles sont aujourd'hui légalisées. En plus de ne pas prévenir le crime, la police ne parviendrait pas non plus à le résoudre. Selon Shima Baughman, les taux réels d'élucidation aux États-Unis sont de 3% pour les cambriolages, de 12% pour les viols et de 50% meurtres²⁴⁶. Cette inefficacité de la police serait à mettre en parallèle avec son coût, tant financier, atteignant 115 milliards par an et représentant jusqu'à 40% du budget de nombreuses villes, que social, avec en particulier le problème des violences policières évoqué précédemment²⁴⁷.

Dans le projet abolitionniste, les conflits inter-individuels ne sont plus gérés par le système pénal mais par des méthodes alternatives comme la justice transformatrice. Cette approche a d'abord été pensée sous le nom de justice réparatrice ou restauratrice. Celle-ci s'était développée dans les années 1970 avant d'être très vite appropriée par le système carcéral, ce qui a suscité de très nombreux débats chez les abolitionnistes²⁴⁸. Pour combler les manques de la justice restaurative et rester dans le cadre abolitionniste, la justice transformatrice a été développée notamment par les travaux de Ruth Morris²⁴⁹. Cette pratique est expérimentée par différentes organisations comme Generation Five, CARA, Creative Intervention, Critical Resistance ou encore INCITE!. Elle est également défendue par Mariame Kaba, une militante abolitionniste importante du moment, dans différents ouvrages²⁵⁰. La justice transformatrice est utilisée dans de très nombreux cas de figures comme les agressions physiques, les violences domestiques, les violences sexuelles et autres. Elle consiste à résoudre les conflits interindividuels par différentes approches réparatrices centrées sur la guérison et les besoins de la personne survivante²⁵¹. Elle passe aussi par

²⁴⁶ Shima Baughman, "How Effective Are Police? The Problem of Clearance Rates and Criminal Accountability", *Alabama Law Review*, vol. 72, n°1, 2020, p. 47-130.

²⁴⁷ Vera Institute, "What Policing Costs: A Look at Spending in America's Biggest Cities", *Vera Institute*, Juin 2020.

²⁴⁸ Gwenola Ricordeau, *brique par brique, mur par mur : une histoire de l'abolitionnisme pénal*, Montréal, Lux, 2024.

²⁴⁹ Ruth Morris, *Stories of Transformative Justice Paperback*. Canadian Scholar Press, 1 Mai 2000.

Ruth Morris, *Penal Abolition : The Practical Choice*, Toronto, Canadian Scholar Press, 1995.

Ruth Morris, « Deux types de victimes, dans Gwenola Ricordeau (dir.), *Crimes et Peines. Penser l'abolitionnisme pénal*, Caen, Grevis, 2021 [1998], p. 151-164.

²⁵⁰ Mariame Kaba, *En attendant qu'on se libère*. Marseille, Hors d'atteinte, 15 septembre 2023.

Mariame Kaba et Andrea Ritchie. *No more Police. A Case For Abolition*, New York City, The New Press, 30 Août 2022.

Mariame Kaba et Kelly Hayes, *Let this radicalize you. Organizing and the Revolution of Reciprocal Care*, Chicago, Haymarket Books, 16 Mai 2023.

²⁵¹ Terme privilégié à celui de victime par les praticiens de justice transformatrice.

l'implication des proches et une responsabilisation de la communauté dans le processus. Son but final est de changer autant les auteurs de violence que leurs victimes. Le projet de société sans police ni prison imaginé par les abolitionnistes est parfois flou. Beaucoup d'écrivains abolitionnistes insistent sur l'idée que l'abolition est un projet encore à définir, « un horizon »²⁵², « un combat continu »²⁵³ et en appelle très souvent à l'imagination collective. Il peut être également lié à des idéologies politiques plus larges comme le communisme ou l'anarchisme, puisqu'il peut également défendre l'abolition de l'État, de la loi du capital et prôner des politiques de justice sociale et raciale radicales²⁵⁴. Angela Davis parle elle de démocratie abolitionniste, un terme qu'elle reprend à W.E.B Du Bois et qui désignait la société et les nouvelles institutions qu'il faudrait mettre en place pour atteindre la véritable égalité que l'abolition de l'esclavage et la Reconstruction n'avaient pas permis²⁵⁵. Pour Davis, cette véritable démocratie passe non seulement par l'abolition du système pénal, mais également par le démantèlement de toutes les structures oppressives qui perpétuent l'inégalité, l'injustice et la répression.

1.2.3.2. Les avancées abolitionnistes

Le mouvement abolitionniste de la police s'est réellement matérialisé dans les luttes des années 2010, notamment à travers les actions contre les policiers appliquant les politiques anti-migratoires de Donald Trump (ICE)²⁵⁶ et surtout grâce au mouvement BLM. Loin d'avoir un rapport de force politique suffisamment puissant, le mouvement abolitionniste opte aujourd'hui pour une stratégie procédurale ou gradualiste²⁵⁷. Elle formule des solutions intermédiaires en militant pour des réformes « négatives » ou non-réformistes, c'est-à-dire allant dans le sens de l'abolitionnisme et qui diminue le pouvoir de la police ou de l'État carcéral²⁵⁸. Pour arriver à ses fins, le mouvement abolitionniste a développé une stratégie en 3

²⁵² Amna A. Akbar, *art. cit.*

²⁵³ Charmaine Chua, *op. cit.*

²⁵⁴ Meghan G. McDowell et Luis A. Fernandez, “Disband, Disempower, and Disarm’: Amplifying the Theory and Practice of Police Abolition”, *Critical Criminology*, vol. 26, 20 Juil. 2018, p. 373–391.

²⁵⁵ W.E.B Du Bois, *Black Reconstruction in America 1860-1880*. New York City, Free Press, 1 Déc. 1999.

Noah Gimbel et Graig Muhammad, “Are Police Obsolete? Breaking Cycles of Violence Through Abolition Democracy”, *Cardozo Law Review*, vol. 40, n°4, Juin 2019.

²⁵⁶ US Immigration and Custom Enforcement.

ref abolish ICE Nicole Narea

²⁵⁷ Gwenola Ricordeau, *brique par brique, mur par mur : une histoire de l'abolitionnisme pénal*, Montréal, Lux, 2024.

²⁵⁸ Critical Resistance, “Reformist Reforms vs Abolitionist Steps in Policing”, Critical Resistance, 14 Mai 2020.

temps : Disempower, Disarm, Dismantle²⁵⁹. Cette stratégie vise, dans un premier temps, à désarmer la police. Cette approche répond au problème de la militarisation accrue de la police de ces dernières années et à l'utilisation excessive et injustifiée des armes envers les Africains-Américains. A New York par exemple, Disarm NYPD est devenu un slogan populaire pour dénoncer une police toujours plus armée²⁶⁰. Dans un second temps, les abolitionnistes ont pour but d'affaiblir la police. Cela passe par différents moyens comme DTP, en s'opposant aux campagnes de recrutements, en appelant les centrales syndicales à cesser d'affilier les syndicats policiers, en s'opposant à la création de nouveaux commissariats et d'écoles de police ou encore en interrompant la présence policière dans les écoles et universités. Le désarmement de la police et certaines mesures d'affaiblissement de la police peuvent être partagés par les réformistes. En revanche, l'étape finale de la stratégie abolitionniste consiste à démanteler les départements de police, qui avaient été rendus obsolètes par les étapes précédentes et par la construction de modèles de sécurité alternatifs.

Depuis les débuts de BLM et en particulier depuis 2020 de très nombreux ouvrages sur l'abolition de la police ont été publiés. Parmi les plus importants on retrouve : *Policing the planet*, *The End of Policing*, d'Alex Vital, *En attendant qu'on se libère* de Mariame Kaba, *Police : A Field Guide* et *Violent Order* de David Correia et Tyler Wall, *A World Without Police : How Strong Communities Make Cops Obsolete* de Geo Maher. Le mouvement abolitionniste au sein de BLM s'est principalement structuré autour de deux collectifs : Critical Resistance et de #8ToAbolition²⁶¹. Ce dernier est une plateforme de revendications abolitionnistes qui est venue répondre à la campagne #8CantWait. Pour Moh Mohapatra, ce que propose Campaign Zero est :

dangereux et irresponsable, en proposant une série de réformes qui a déjà été essayées et a échoué, qui induisent en erreur un public sensibilisé aux possibilités de l'abolition de la police et des prisons, et qui ne reflètent pas les besoins des communautés criminalisées.²⁶²

²⁵⁹ McDowell Meghan G. et Luis A. Fernandez, “Disband, Disempower, and Disarm’: Amplifying the Theory and Practice of Police Abolition”, *Critical Criminology*, vol. 26, 20 Juil. 2018, p. 373–391.

Gwenola Ricordeau, *brique par brique, mur par mur : une histoire de l'abolitionnisme pénal*, Montréal, Lux, 2024.

²⁶⁰ McDowell Meghan G. et Luis A. Fernandez, “Disband, Disempower, and Disarm’: Amplifying the Theory and Practice of Police Abolition”, *Critical Criminology*, vol. 26, 20 Juil. 2018, p. 373–391.

²⁶¹ Critical Resistance [en ligne]. [<https://criticalresistance.org/>] (consulté le 23/07/2023)]

#8toabolition [en ligne]. [<https://www.8toabolition.com/>] (consulté le 23/07/2023)]

²⁶² Traduit par moi-même : “dangerous and irresponsible, offering a slate of reforms that have already been tried and failed, that mislead a public newly invigorated to the possibilities of police and prison abolition, and that do not reflect the needs of criminalized communities”.

#8ToAbolition propose ainsi huit mesures bien plus radicales comme DTP, démilitariser la police, retirer les policiers des écoles, libérer de nombreux prisonniers des prisons, en finir avec de nombreuses lois criminalisant inutilement, fournir des logements à tout le monde et investir dans le système de soin (Voir Annexe n°10).

Il semble également important de faire le bilan du mouvement abolitionniste après le succès qu'il a connu en 2020. Durant cette année, « l'abolition est sortie de la marge de la marge pour devenir centrale dans les discussions sur les problèmes et solutions quant à la police et aux prisons aux États Unis » comme le dirait Kristen Williams²⁶³. Le mouvement abolitionniste a toutefois subi un sévère *backlash* accompagné d'un affaiblissement de la mobilisation. Le mouvement DTP, nous y reviendrons, n'a obtenu que des réductions de budget temporaires. Une partie des revendications abolitionnistes ont été récupérée par le camp réformiste, ce qui fait beaucoup débat chez les abolitionnistes²⁶⁴. De nombreuses organisations abolitionnistes comme Reclaim the Block, Black Vision à Minneapolis ou Abolish APD, qui avaient vu le jour autour de l'année 2020, ont aujourd'hui disparu²⁶⁵. Il existe toutefois certaines victoires qu'il est important de signaler. Le mouvement étudiant visant à retirer la police des écoles et des universités semble être un succès²⁶⁶. On peut également noter les élections de nombreux candidats abolitionnistes aux conseils municipaux de nombreuses villes²⁶⁷. Une génération reste marquée par les mobilisations qui ont suivi le meurtre de George Floyd. Gwenola Ricordeau conclut une partie de son ouvrage *brique par brique, mur par mur* faisant justement le bilan du mouvement :

²⁶³ Robyn Maynard et Kristian Williams, « L'abolitionnisme après la "marge de la marge", Entretien avec Robyn Maynard et Kristian Williams » in Gwenola Ricordeau, *1312 raisons d'abolir la police*, Lux Éditeur, 2023.

²⁶⁴ Gwenola Ricordeau, *brique par brique, mur par mur : une histoire de l'abolitionnisme pénal*, Montréal, Lux, 2024.

²⁶⁵ Campaign Zero [en ligne]. [<https://campaignzero.org/>] (consulté le 23/07/2023)

Reclaim the Block [en ligne]. [<https://www.reclaimtheblock.org/>] (consulté le 23/07/2023)

²⁶⁶ Advancement project et Alliance for Education justice, "Our Victories", PoliceFreeSchools [en ligne], s.d. [<https://policefreeschools.org/victories/>] (consulté le 23/07/2024)

Maya Lynch, *Getting Police Out of Schools* Getting Police Out of Schools, Scripps Senior Theses, Mémoire, 2022.

²⁶⁷ Gennette Cordova, "Abolitionist Candidates Are Running for Offices Across the Country", Teen Vogue [en ligne], 13 Sep. 2021.

[<https://www.teenvogue.com/story/abolitionist-candidates-running-for-office>] (consulté le 23/07/2024)

Rebecca Burns, "Socialism and the City", *In these times*, Oct. 2021.

Web Exclusive, "Abolition struggle ongoing in Minneapolis 2 years after police killed George Floyd, spurring protests", Democracy Now ! [en ligne],

[https://www.democracynow.org/2022/5/25/abolition_struggle_ongoing_in_minneapolis_2] 25 Mai 2022]

En regard de l'immense élan réformateur de la police, les résultats des mobilisations abolitionnistes peuvent apparaître bien dérisoires. Elles ont néanmoins ouvert un espace de discussion sans précédent sur la légitimité de l'existence de la police.²⁶⁸

1.2.3.3 Les oppositions réformistes et conservatrice à l'abolitionnisme

Le camp abolitionniste est très controversé et reçoit énormément de critiques à la fois des conservateurs et des réformistes. Le camp dit « de la loi et de l'ordre »²⁶⁹, tout d'abord, nie constamment les critiques faites à la police et la défend à tout prix²⁷⁰. Ce groupe est systématiquement en faveur de mesures toujours plus sévères en termes de maintien de l'ordre et punition contre le crime pour assurer la sécurité et protéger l'ordre social existant. Cette philosophie s'est particulièrement répandue entre les années 60 et 80 avec les campagnes de Nixon et Reagan autour de la criminalité et de la nécessité d'être dur avec le crime²⁷¹. Aujourd'hui, ce courant est représenté par Donald Trump qui avait tweeté "LAW AND ORDER" après la mort de George Floyd et qui avait passé sa campagne présidentielle à diaboliser DTP et le camp abolitionniste²⁷². Le camp de la loi et de l'ordre met très souvent en avant le concept de la *thin blue line*²⁷³, une idée selon laquelle la police serait la ligne qui empêche la société de sombrer dans le chaos, la sauvagerie et la violence²⁷⁴. Cette théorie affirme ainsi que la vie en société est impossible sans l'existence de la police. C'est à partir de cet argument, qui tiendrait du bon sens, et en agitant les peurs, que le camp conservateur a attaqué les idées abolitionnistes.

Cette critique est également formulée par les policiers eux-mêmes qui se sentent attaqués et sont dans une position de défense de leur profession. Une partie de la police a accepté les critiques qui lui ont été adressées lors de l'été 2020. On a pu voir certains

²⁶⁸ Gwenola Ricordeau, *brique par brique, mur par mur : une histoire de l'abolitionnisme pénal*, Montréal, Lux, 2024.

²⁶⁹ Law and order.

²⁷⁰ Yann Philippe, « Un parti de la loi et de l'ordre aux États-Unis ? Essai généalogique et historiographique », *L'Ordinaire des Amériques*, vol. 226, 2021.

²⁷¹ Elizabeth Hinton, *From the War*, cit. op.

²⁷² Laurent Gambino, "Trump and Republicans use calls to 'defund the police' to attack Democrats", *The Guardians*, 9 Juin 2020.

Olivia B. Waxman, "Trump Declared Himself the 'President of Law and Order.' Here's What People Get Wrong About the Origins of That Idea", *Time*, 2 Juin 2020.

²⁷³ La mince ligne bleue.

²⁷⁴ Tyler Wall, "The police invention of humanity: Notes on the 'thin blue line'", *Crime, Media, Culture*, vol. 16, n°3, 2020, p. 319-336.

policiers mettre des genoux à terre en soutien aux contestations ou appeler eux-mêmes pour des réformes²⁷⁵. Une autre partie de la police a toutefois participé dans la répression du mouvement et se sont opposés aux réformes les plus radicales et à DTP ou l'abolition de la police²⁷⁶. Les policiers ont également ressenti un grand sentiment de rejet de la part de la population et perçoivent plus de tensions avec les communautés noires. Ils semblent souffrir de la grande attention médiatique qui leur est donnée et considèrent ne plus pouvoir exercer correctement leur métier à cause de la crainte constante d'être filmés, accusés de profilage racial ou de recours excessif à la force.²⁷⁷ Ces sentiments chez les policiers se traduisent par une vague de démissions avec une augmentation des départs volontaires de 279%²⁷⁸ et des difficultés dans le recrutement²⁷⁹. Ces craintes chez les policiers se traduiraient également dans l'efficacité de la lutte contre la criminalité. Dans les médias, de nombreux auteurs ont parlé de l'effet Ferguson tissant un lien entre manifestations contre les violences policières et montée du taux de criminalité²⁸⁰. Ce concept d'effet Ferguson a toutefois suscité énormément de débats au niveau de sa scientificité. Si une petite partie de la montée du crime de 2022 peut s'expliquer par une police moins proactive, bien d'autres facteurs semblent plus déterminants. Les chercheurs ont notamment montré les rôles de l'accroissement de la pauvreté dû à la crise économique du Covid, de l'augmentation des problèmes de santé mentale dûe au confinement, de la très forte augmentation de la vente d'armes avant le confinement puis lors des manifestations BLM²⁸¹, des adolescents moins occupés par l'école, les activités extra-scolaires et les programmes d'emploi pour l'été²⁸².

Une partie de la population a clairement pris la défense de la police depuis l'avènement de BLM. Ce soutien s'est notamment exprimé par l'émergence du

²⁷⁵ Caitlien O'Kane, "Police officers kneel in solidarity with protesters in several U.S cities", June 1 2020.

²⁷⁶ Li Szabo et al, "Fractured skulls, lost eyes: Police break their own rules when shooting protesters with 'rubber bullets'", *USA Today*, 11 Sep. 2020.

²⁷⁷ Scott E. Wolfe et Justin Nix, "The Alleged 'Ferguson Effect' and Police Willingness to Engage in Community Partnership", *Law and Human Behavior*, vol. 40, n°1, 2016, p. 1.

²⁷⁸ Scott M. Mourtgos, Ian T. Adams et Justin Nix, "Elevated Police Turnover Following the Summer of George Floyd Protests. A Synthetic Control Study", *Criminology & Public Policy*, 1 Feb 2022.

²⁷⁹ Christina Y. Hoffman, Joshua C. Hinkle et Logan S. Ledford, "Beyond the 'Ferguson Effect' on Crime. Examining its Influence on Law Enforcement Personnel", *Crime & Delinquency*, vol. 69 n°13-14, 12 Nov 2021, p. 2901-2923.

²⁸⁰ Christopher Copeland, Alex del Carmen et Olga B. Semukhina, "Revisiting the Ferguson effect. Law enforcement perception of recruitment in the post George Floyd era", *International Journal of Police Science & Management*, vol. 24, n°3, 10 Feb 2022, p. 261-272.

²⁸¹ Bree J. Lang et Matthew Lang, "Pandemics, Protests and Firearms", *SSRN*, 21 Oct 2020.

²⁸² Brentin Mock, "Stop Blaming Police Protests for Gun Violence Spikes", *Bloomberg*, 9 Sept 2020.

contre-mouvement Blue Lives Matter qui insistait sur la dangerosité du métier de policier²⁸³. Si les partisans de la loi et de l'ordre sont plutôt à chercher du côté republicain, l'idée d'une police nécessaire est très majoritaire au sein du pays. L'abolitionnisme reste ainsi une idée marginale souvent jugée comme « radicale », « utopique » et « dangereuse »²⁸⁴. La sécurité reste une préoccupation première pour la majorité de la population. Dans un sondage réalisé par l'institut de sondage Gallup, 63% des interrogés ont déclaré que le crime aux États-Unis était un problème extrêmement sérieux. Un chiffre qui descend toutefois à 17% lorsque l'on parle du crime dans son propre quartier. La police est généralement vue comme la solution efficace face au crime malgré les coûts financier et social qu'elle peut engendrer²⁸⁵. La population soutient donc la police et souhaite qu'elle soit pleinement opérationnelle²⁸⁶. En 2020, 60% de la population gardait une opinion favorable de la police, un chiffre qui est remonté à 75% en 2024²⁸⁷. Paige E. Vaughn explique ainsi que les idées d'abolition ou de définancement de la police sont « impopulaires parce qu'elles cherchent à réduire l'implication de la police dans leur rôles traditionnels et à diminuer les effectifs de la police », ce que ne veulent pas les gens en majorité²⁸⁸. La police reste importante dans la vie des individus. Dans un sondage de 2020, 56% des interrogés avait été aidé par un policier, 52% avaient appelé la police durant l'année, dont respectivement 39% et 46% des personnes noires interrogées.

Beaucoup des critiques faites aux abolitionnistes peuvent être malhonnêtes ou non informées, ne rendant pas justice à la richesse des arguments et réflexions des penseurs abolitionnistes. Certains contre-arguments sont toutefois plus légitimes et soulèvent de réels angles morts de l'abolitionnisme. Premièrement, une grande partie des criminologues réfute

²⁸³ Vance. D. Keyes et Latocia Keyes, "Dynamics of an American countermovement: Blue Lives Matter", *Sociology Compass*, vol. 16, n°9, 11 Août 2022.

²⁸⁴ Domenico A. Varone et Brian Wyant, *Breaking Up or Backing the Blue. A Content Analysis of Individual's Views of the Police Abolition Movement*, La Salle University, Mémoire, Printemps 2021.

Berlatsky, Noah, "Abolishing the police and prisons is a lot more practical than critics claim", Think [en ligne], 24 Feb. 2021.

[<https://www.nbcnews.com/think/opinion/abolishing-police-prisons-lot-more-practical-critics-claim-ncna1258659> (consulté le 23/07/2024)]

²⁸⁵ Christi Metcalfe et Justin T. Pickett, "The extent and correlates of public support for deterrence reforms and hot spots policing", *Law & Society Review*, vol. 52, n°2, Juin 2018, p. 471–502.

²⁸⁶ Jeffrey M. Jones, "More Americans See U.S. Crime Problem as Serious", *Gallup*, 16 Nov. 2023.

²⁸⁷ *Ibid.*

²⁸⁸ Paige. E. Vaughn, Kyle Peyton et Gregory A. Huber, "Mass support for proposals to reshape policing depends on the implications for crime and safety", *Criminology Public Policy*, vol. 21, 20 Jan. 2022, p. 125–146.

l'idée que la police n'apporte pas de sécurité ou ne réduit pas le crime²⁸⁹. Beaucoup parlent même de consensus au sein de la criminologie. Le criminologue Patrick Sharkey dit ainsi que « l'une des conclusions les plus solides et les plus inconfortables de la criminologie est que l'augmentation du nombre de policiers dans les rues entraîne une diminution de la criminalité violente »²⁹⁰. Une autre critique faite au projet abolitionniste concerne la « poignée de dangereux », ces individus extrêmement dangereux, on pense par exemple à la figure du serial killer, qui posent un risque significatif même dans une société. Comment assurer la sécurité publique et gérer ces individus sans police ni prison ? Ce problème n'est souvent pas traité par les penseurs abolitionnistes. Certains abolitionnistes minimalistes laissent la porte ouverte à une forme de confinement pour ce genre de cas extrêmes. D'autres comme Matthiesen pensent l'abolitionnisme comme pas fini et laissent ainsi la porte ouverte à des solutions. Ces hésitations soulèvent la question de cohérence du projet abolitionniste et son potentiel à convaincre les gens. Enfin, une autre critique faite à l'abolitionnisme serait sa non prise en compte de la fascination culturelle pour la punition. Cet impensé des abolitionnistes les empêcherait de convaincre dans une société où la punition est considérée comme une réponse naturelle et juste aux crimes. Les abolitionnistes devraient ainsi trouver des moyens de contester efficacement cette norme précédemment ancrée.

1.3. Defund The Police et de nouveaux débats sur la sécurité publique

1.3.1 Defund The Police

1.3.1.1 Définitions et réceptions de DTP

²⁸⁹ Aaron Chalfin, Benjamin Hansen, Emily K. Weisburst et Morgan C. Williams, Jr., "Police Force Size and Civilian Race", *American Economic Review : Insights*, vol. 4, n°2, Juin 2022, p. 139-158.

Jonathan Klick et Alexander Tabarrok, "Using Terror Alert Levels to Estimate the Effect of Police on Crime", *The Journal of Law & Economics*, vol. 48, n°1, 2005, p. 267-279.

John M. MacDonald, Jonathan Klick et Ben Grunwald, "The Effects of Local Police Surges on Crime and Arrests in New York City", *PLoS ONE* [en ligne], 16 Juin 2016. [<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0157223> (consulté le 23/07/2024)]

Steven Mello, "More COPS, Less Crime", *Journal of Public Economics*, vol. 172, Avr. 2019, p. 174-200.

John MacDonald, Jeffrey Fagan et Amanda Geller, "The Effects of Local Police Surges on Crime and Arrests in New York City", *PLoS ONE*, 16 Juin 2016.

Patrick Sharkey, "Why do we need the police? Cops prevent violence. But they aren't the only ones who can do it", *The Washington Post*, 12 Juin 2020.

²⁹⁰ *Ibid.*

La demande de définancement de la police a été au cœur des mobilisations de l'été 2020. DTP désigne à la fois un slogan²⁹¹, un cri de ralliement²⁹², un hashtag²⁹³ mais aussi une demande politique. Le mouvement social autour de cette revendication a beaucoup intrigué et a laissé place à de nombreuses recherches sur sa signification et sa réception auprès du public. Lors des manifestations de l'été 2020, qui ont rassemblé un nombre inédit de personnes dans les rues, et donc à la fois des réformistes, des abolitionnistes et des nouveaux manifestants pas encore politisés, différentes interprétations ont pu être données à DTP²⁹⁴. Certains y voyaient un moyen de réinvestir dans les services publics²⁹⁵, les communautés²⁹⁶, en particulier noires²⁹⁷, ou directement chez les femmes noires de par leur rôle central dans ces communautés²⁹⁸. D'autres y ont vu l'opportunité ou le danger de mettre en place une société sans police²⁹⁹, tandis que certains au contraire y voient un simple ajustement budgétaire³⁰⁰. La définition attribuée à DTP, ainsi que les profils politiques et raciaux des individus influencent grandement leur adhésion ou leur rejet à cette revendication³⁰¹. Cette proposition trouve initialement ses origines dans la littérature abolitionniste. Elle fait partie de ces réformes non-réformistes qui contribuent à une réduction du pouvoir policier, une « première étape vers l'abolition de la police »³⁰². On retrouve l'idée de Defund dans certains

²⁹¹ Austin McCoy, "Defund the Police: Protest Slogans and the Terms for Debate", American Historical Association [en ligne], 12 Juin 2020.

[<https://www.historians.org/perspectives-article/defund-the-police-protest-slogans-and-the-terms-for-debate-september-2020/>] (consulté le 23/07/2024)]

²⁹² Sam Levin, "What does 'defund the police' mean? The rallying cry sweeping the US – explained", *The Guardian*, 6 Juin 2020.

²⁹³ Bianca Wirth et Megan Evans, "From an election to an insurrection: Investigating differential engagement and sentiment in the #defundthepolice and #defendthepolice network on Twitter", *PSOS*, 21 Mars 2024.

²⁹⁴ Larry Buchanan, Quoc Trung Bui, et Jugal. K. Patel, "Black Lives Matter may be the largest movement in U.S History", *The New York Times*, 3 Jul. 2020.

²⁹⁵ Paige Fernandez, "Defunding the Police Will Actually Make Us Safer", *ACLU*, 11 Juin 2020.

²⁹⁶ Sam Levin, "These US cities defunded police: 'We're transferring money to the community'", *The Guardian*, 6 Juin 2020.

MOVEMENT FOR BLACK LIVES, "The time has come to Defund the Police", MOVEMENT FOR BLACK LIVES [en ligne], 2020.

[<https://m4bl.org/wp-content/uploads/2020/06/M4BL-DEFUND-MESSAGING.pdf>] (consulté le 23/07/2024)]

²⁹⁷ MOVEMENT FOR BLACK LIVES, "Invest-Divest", MOVEMENT FOR BLACK LIVES [en ligne], 6 Mai 2021. [<https://perma.cc/H8FG-9L3F>] (consulté le 23/07/2024)]

²⁹⁸ Jordan Martin, "Breonna Taylor: Transforming a Hashtag into Defunding the Police", *J Crim L & Criminology* 995, vol. 111, n°4, 2021.

²⁹⁹ Mariame Kaba, "Yes, We Mean Literally Abolish the Police. Because reform won't happen", *The New York Times*, 12 juin 2020.

³⁰⁰ Jessica M. Eaglin, "To 'Defund' the Police", *Stanford Law Review Online*, vol. 73, Juin 2021.

³⁰¹ Jennifer Cobbina-Dungy et Soma Chaudhuri, Ashleigh LaCourse et Christina DeJong, "'Defund the police' Perceptions among protesters in the 2020 March on Washington", *Criminology&Public policy*, vol. 21, n°1, 20 Jan 2022.

³⁰² Gwenola Ricordeau, *brique par brique, mur par mur : une histoire de l'abolitionnisme pénal*, Montréal, Lux, 2024.

écrits et combats abolitionnistes qui ont précédé l'été 2020. Elle est mentionnée, sans être nommée, dans l'ouvrage d'Alex Vitale qui suggère de « rediriger les ressources de la police, des tribunaux et des prisons vers les centres communautaires et les emplois pour les jeunes » comme a pu le faire la police de Los Angeles en 2014³⁰³. Elle a également pu être exigée par des militants abolitionnistes de Chicago lors de la conférence internationale de la police en 2015 ou ceux de New York qui avait demandé à *Defund the NYPD*³⁰⁴. L'idée a également germé au sein de BLM qui a commencé à se pencher vers une stratégie d'investissement/désinvestissement à partir de 2017³⁰⁵. En 2020, ce sont les organisations abolitionnistes de Minneapolis, Reclaim the Block et Black Vision, qui ont impulsé cet appel à DTP.

Quatre définitions de DTP ont circulé parmi les manifestants lors de cet été de mobilisations³⁰⁶. Ces derniers ont assimilé la demande soit à une réforme policière, à une réallocation des budgets, au démantèlement des départements de police ou à leur abolition complète³⁰⁷. Selon Jennifer Cobbina-Dungy et al,

(...) la vaste majorité des manifestants associe DTP à un processus en deux étapes visant à réduire les budgets de la police puis à allouer ces ressources à d'autres services qui en ont plus besoin dans les communautés que les départements de police sont censés servir³⁰⁸.

C'est donc cette définition de réallocation qui est adoptée et soutenue par la plupart des militants BLM ainsi que par de nombreux criminologues comme Seth Stoughton ou

³⁰³ Alex Vitale, *The End of Policing*, New York: Verso, 2017.

³⁰⁴ A'mani Howard et Khaleb Autman, "Why did Chicago activists shut down an international police conference?", *TruthOut*, 31 Oct.. 2016.

Millions March NYC, Orientation guide, Millions March NYC [en ligne], 2 Août, 2016.

[http://media.wix.com/ugd/881d51_12abc618efc746b0bc72a4fe47b6c90e.pdf (consulté le 23/07/2024)]

³⁰⁵ MOVEMENT FOR BLACK LIVES, "Invest-Divest", MOVEMENT FOR BLACK LIVES [en ligne], 6 Mai 2021. [<https://perma.cc/H8FG-9L3F> (consulté le 23/07/2024)]

The Popular Center for Democracy, "Freedom to Thrive : Reimagining Safety & Security in our Communities", The Popular Center for Democracy [en ligne], 2017.

[<https://www.populardemocracy.org/sites/default/files/Freedom%20To%20Thrive%2C%20Higher%20Res%20Version.pdf> (consulté le 23/07/2024)]

Brentin Mock, "The Price of Defunding the Police", *Bloomberg*, 14 Juin 2017.

³⁰⁶ Jennifer Cobbina-Dungy et Soma Chaudhuri, Ashleigh LaCourse et Christina DeJong, "'Defund the police'", *art. cit.*

³⁰⁷ Nefertari Bilal, "What does "defund the police" mean to you?", *South Side Weekly* [en ligne], 5 Août 2020. [<https://southsideweekly.com/defund-police-mean/> (consulté le 23/07/2024)]

³⁰⁸ Jennifer Cobbina-Dungy et Soma Chaudhuri, Ashleigh LaCourse et Christina DeJong, "'Defund the police'", *art. cit.*

Traduit par moi-même : "(...) the vast majority of protesters associate defunding as a two-step process that starts with reduction of police budgets, followed by reallocation of these resources toward much needed services in the very communities the departments serve."

Brooklyn Hitchens³⁰⁹. Il s'agit également de la définition qu'en donnent les organisations affiliées à BLM et les organisations abolitionnistes³¹⁰. Une petite partie des manifestants, en particulier les nouveaux militants, garde des réserves sur cette mesure qu'elle associe plus à l'abolition de la police, jugée trop radicale. Comme vu précédemment cette confusion s'entend très bien étant donné que DTP est à l'origine une mesure abolitionniste et qu'elle est soutenue par ces militants. Beaucoup de militants BLM ont toutefois défendu DTP comme une mesure en soi pour rééquilibrer la balance entre police et services sociaux et non forcément comme faisant partie d'un plan stratégique abolitionniste à plus long terme. Dans un schéma, Cobbina-Dunguy illustre comment l'ancienneté et le niveau d'engagement dans le mouvement BLM s'articule avec l'interprétation donnée à DTP pour créer un continuum de radicalité (Voir figure 3 ci-dessous)³¹¹. Les deux premiers points jouent un rôle clef dans les positionnements autour de DTP.

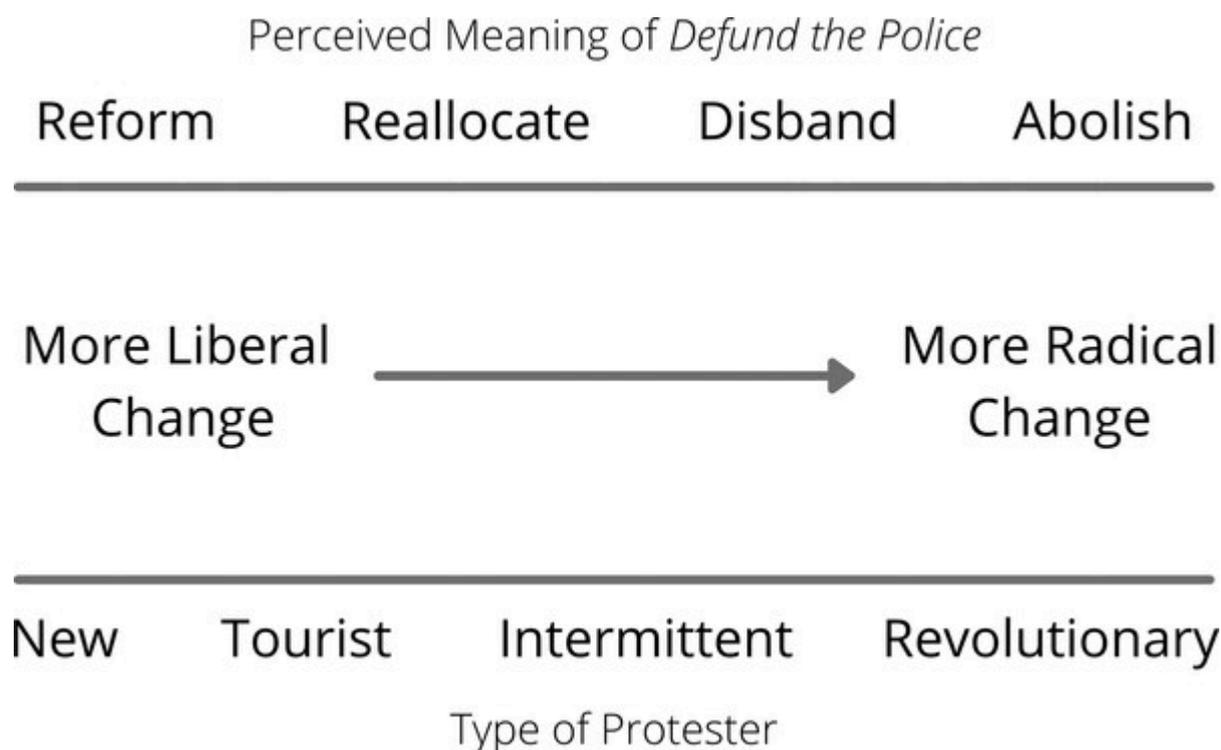
Figure 3 : Schéma représentant les liens entre radicalité, définition de DTP et ancienneté au sein de BLM

³⁰⁹ Clark Merrefield, ““Defund the police”: What it means and what the research says on whether more police presence reduces crime”, The Journalist Resource [en ligne], 29 Juin 2021.

[<https://journalistsresource.org/criminal-justice/defund-the-police/>] (consulté le 23/07/2024)]

³¹⁰ Black Vision [en ligne].<https://www.blackvisionsmn.org/home1> (consulté le 23/07/2023)]

³¹¹ Jennifer Cobbina-Dunguy et Soma Chaudhuri, Ashleigh LaCourse et Christina DeJong ““Defund the police”, *art. cit.*



Source : Cobbina

Au sein du public, le terme Defund a toutefois amené beaucoup plus de confusion et d'incompréhension. L'opinion publique était sujette aux discours, souvent contradictoire, des militants BLM, des médias et des responsables politiques de tous bords³¹². Historiquement, ce terme a été utilisé par la droite pour désigner une réduction ou une élimination totale des fonds d'une agence ou d'un service public³¹³. Il est ainsi plutôt synonyme de casse du service public ce qui a amené de la confusion à le voir revendiqué par le camp progressiste. L'application pratique du définancement de la police a des significations très différentes selon les personnes. Jennifer Eaglin donne quatre définitions de DTP qui ont circulé dans les différents débats. Tout d'abord, le définancement de la police a été rattaché à l'abolition totale de la police car revendiqué comme tel par certains militants. Cette définition a pu être reprise dans les médias et par les conservateurs afin d'associer DTP à la montée du crime, au chaos, à l'anarchie et ainsi discréditer le parti démocrate supposément pro-defund³¹⁴. La deuxième définition, la plus partagée parmi les manifestants, est celle d'un « recalibrage de la

³¹² Jessica M. Eaglin, "To "Defund" the Police", *Stanford Law Review Online*, vol. 73, Juin 2021.

³¹³ Thomas E. Keefe, The Etymology of Defund, June 2020.

³¹⁴ Sara Mortensen, *Defund, Reform, Abolish : an analysis of the media coverage of the police and prison abolition movement in the United States*. Universitat Pompeu Fabra, Mémoire, 2022.

Laurent Gambino, "Trump and Republicans use calls to 'defund the police' to attack Democrats", *The Guardians*, 9 Juin 2020.

police, [en] redéfinissant les priorités des ressources publiques existantes afin de créer des communautés plus saines »³¹⁵. Une autre interprétation de DTP qui a circulé est la possibilité d'utiliser les subventions accordées à la police pour pousser vers des réformes. La délivrance de fonds pourrait être utilisée pour faire pression sur les départements afin d'obtenir notamment de meilleurs mécanismes de supervision et de responsabilité. Enfin, le dernier sens donné à DTP est celui de l'austérité, certaines villes, voulant faire des économies sur leur budget, ont profité de DTP pour réduire leurs dépenses publiques, sans réelles volontés de changer leur police. On comprend ainsi comment DTP a également pu être promue par des libertariens pour réaliser des coupes budgétaires et restreindre le poids de l'État³¹⁶.

On retrouve cette confusion sur la définition et le soutien à DTP dans de nombreux sondages réalisés. Globalement, le mouvement a permis une grande prise de conscience des problèmes au sein de la police. Au niveau de DTP, les sondages sont très limités, étant donné que la forme des questions et de la définition donnée à DTP influencent énormément les réponses des interrogés³¹⁷. Certains sondages demandent le soutien au mouvement Defund the Police, d'autres la demande de Defund, d'autres encore évaluent le soutien à une réduction des fonds de la police mais sans préciser un transfert vers des services sociaux. Un sondage de juin 2020 montrait que le mouvement obtenait seulement un soutien de 34% au sein de la population et 64% d'opinions défavorables³¹⁸. On voit toutefois le problème que pose le flou autour de la définition de Defund dans ces sondages. Un autre sondage montrait que 47% (voire même 76% selon Ipsos³¹⁹) de la population était en faveur de « la réduction des budgets des départements de police et transférer l'argent aux programmes sociaux », qui est la définition la plus partagée par les manifestants³²⁰. De même, dans un autre sondage interrogeant à la fois l'opinion sur « Defund the Police » et sur « rediriger les fonds de la police vers les communautés », on passe de 28% à 43% d'opinions favorables (Voir Annexe

³¹⁵ Jessica M. Eaglin, « To “Defund” the Police », *Stanford Law Review Online*, vol. 73, Juin 2021.

Jennifer Cobbina-Dungy et Soma Chaudhuri, Ashleigh LaCourse et Christina DeJong, « “Defund the police” », *art. cit.*

³¹⁶ Jeffrey Miron, « “Defund the Police?” », Cato Institute [en ligne], 10 Août 2023.

[<https://www.cato.org/blog/defund-police> (consulté le 23/07/2024)]

³¹⁷ Paulson-Smith et al, « The politics of words: A survey experiment on “defund the police.” », *The Social Science Journal*, 31 Mai 2023, p. 1–13.

³¹⁸ Ipsos, « Americans agree with police reform, but defund the police currently a bridge too far. What Americans believe police reform should look like depends on how it sounds », Crime, Justice, Police / Society [en ligne], 15 June 2020.

[<https://www.ipsos.com/en-us/how-americans-feel-about-police-reform> (consulté le 23/07/2024)]

³¹⁹ Ibid. Ici la question posée est plus floue et inclut les formations des policiers.

³²⁰ Steve Crabtree, « Most Americans Say Policing Needs 'Major Changes' », *Gallup*, 22 Juil. 2020.

n°11)³²¹. L'abolition totale de la police, plus radicale et plus claire, engendre elle un soutien constant de 15% de la population³²². Pour comprendre quand la population estime la police légitime d'intervenir, Paige et al ont interrogé des personnes sur différents scénarios. Il en ressort que, dans l'ensemble, les gens soutiennent l'implication de la police, qu'il s'agisse de cas graves comme des violences conjugales impliquant des couteaux ou des bagarres de rue (implication soutenue à 90% et 84%), des petits délits comme utiliser des billets contrefaits (80%) mais aussi pour d'autres problèmes comme des personnes alcoolisées qui hurlent dans la rue ou les overdoses (62% et 54%) (Voir Annexe n°12)³²³.

Une partie importante de la littérature autour de DTP a essayé de comprendre les raisons des positionnements des individus. Les sondages et différentes études le montrent, le soutien à DTP dépend des caractéristiques des personnes interrogées. La race, l'affiliation politique³²⁴ et l'âge semblent être des facteurs déterminants (Voir Annexes n°13 et n°14). Les minorités raciales soutiennent plus volontiers Defund ou Abolish The Police que les blancs. Dans tous les sondages, ils montrent des soutiens bien plus forts pour les deux propositions³²⁵. Républicains et démocrates semblent s'accorder sur la nécessité de réformes mais seuls les démocrates sont susceptibles de soutenir des mesures plus radicales comme le transfert de fonds de la police vers les services sociaux (78% contre 5%) ou l'abolition (27% contre 1%)³²⁶. L'âge est également un facteur clef : plus les répondants sont jeunes, plus ils sont susceptibles de soutenir les réformes, même les plus radicales. Un constat qui reste vrai pour les ados (13-17 ans) qui supportent DTP et l'abolition plus que la moyenne, d'autant plus s'ils ont été sensibilisés au racisme et aux problèmes avec la police par leurs parents à travers "The Talk"³²⁷. D'autres facteurs comme l'image que les gens se font de la police, les expériences personnelles avec elle, les préoccupations en matière de criminalité ou le ressentiment racial peuvent également expliquer les positions sur DTP³²⁸. Des motivations

³²¹ Eli Yokley, "Movement to 'Defund The Police' Isn't Popular, but Voters Are More Open to Its Goal", *Morning Consult*, 17 Juin 2020.

³²² Steve Crabtree, "Most Americans Say Policing Needs 'Major Changes'", *Gallup*, 22 Juil. 2020.

³²³ Paige. E. Vaughn, Kyle Peyton et Gregory A. Huber, "Mass support for proposals to reshape policing depends on the implications for crime and safety", *Criminology Public Policy*, vol. 21, 20 Jan. 2022, p. 125–146.

³²⁴ Paulson-Smith et al, "The politics of words: A survey experiment on "defund the police."", *The Social Science Journal*, 31 Mai 2023, p. 1–13.

³²⁵ Steve Crabtree, "Most Americans Say Policing Needs 'Major Changes'", *Gallup*, 22 Juil. 2020.

³²⁶ *Ibid.*

³²⁷ Adam D. Fine et Juan Del Toro, "Adolescents' views of defunding the police, abolishing the police, and "The Talk"", *Journal Of Community Psychology*, vol. 50, n° 7, Fev. 2022, p. 2993-3005.

³²⁸ Andrew J. Baranauskas, "Racial resentment, crime concerns, and public attitudes toward defunding the police", *Journal of Ethnicity in Criminal Justice*, vol. 20, n°1, 27 Mars 2022, p. 48–72.

morales peuvent également expliquer ces positionnements : les personnes condamnant moralement de mauvais policiers seraient plus susceptibles de soutenir DTP/Abolish The Police tandis que ceux condamnant plutôt les mauvais actes policiers seraient plus favorables aux réformes³²⁹. L'identification sociale des personnes aux groupes impliqués dans ces débats et à leurs normes joue aussi un rôle déterminant³³⁰. Les individus s'identifiant à la police, à l'autorité, à l'obéissance et au respect de la loi seront généralement opposés à l'idée de Defund qui met en danger l'institution à laquelle ils se rattachent. Au contraire, les personnes s'identifiant à BLM, à l'égalité, à la justice et à l'antiracisme ont eux tendance à approuver DTP.

Le flou autour du terme DTP a beaucoup fait débat. De nombreux responsables démocrates ont dénoncé une mauvaise terminologie qui fait peur et éloigne les électeurs. Pour Paige et al, ce ne sont pas tant le slogan, ni des croyances négatives autour du mouvement ou l'attitude des militants (vandalisme ou agressions de policiers lors des manifestations) mais bien les propositions en elles-mêmes qui dérangent les gens³³¹. Dans une étude interrogeant la population sur leur opinion des manifestations, aucune différence significative n'a été constatée entre la perception des slogans Abolish et Defund the Police et les idées que ces slogans sous-tendent (Voir Annexe n°15). Pour certains auteurs, cette confusion était en réalité une force du mouvement. Pour Rick Su : « La flexibilité de la formule ajoute à son attrait, car ses significations vont de l'abolition complète de l'application de la loi à une modeste réallocation de certaines responsabilités policières. »³³² Ce flou autour de DTP a amené une diversité d'acteurs et d'activistes à se rassembler et à manifester lors de l'été 2020. De même, pour Melissa Mohr :

Christina Mancini, Christi Metcalfe et Robert R. Lehmann, "Public Opinion Toward Diverse Types of Police Reform Post-2020 : The Impact of Perceptions, Experiences, and Racial Resentment", *Crime & Delinquency*, 26 Sep. 2023.

³²⁹ Jason R. Silver et Richard. K. Moule, "Should We Defund "Bad Police" or Reform "Bad Policing"? Examining Person-Centered and Act-Based Moral Evaluations of Police and Policing Policy Preferences", *Crime & Delinquency*, 28 Nov. 2023.

³³⁰ Jonathan Jackson, Adam Fine, Ben Bradford et Rick Trinkner, "Social identity and support for defunding the police in the aftermath of George Floyd's murder", *Group Processes & Intergroup Relations*, vol. 26, n°4, 26 Mai 2023, p. 833-858.

³³¹ Paige. E. Vaughn, Kyle Peyton et Gregory A. Huber, "Mass support for proposals to reshape policing depends on the implications for crime and safety", *Criminology Public Policy*, vol. 21, 20 Jan. 2022, p. 125-146.

³³² Rick Su, Anthony O'Rourke et Guyora Binder, "Defunding Police Agencies", *Emory Law Journal*, vol. 71, n°6, 2022.

Traduit par moi-même : "The formula's flexibility adds to its allure, as its meanings span the spectrum from complete abolition of law enforcement to a modest reallocation of some police responsibilities."

Le fait que le slogan ait besoin d'être expliqué est un atout. Les manifestants peuvent ne pas être d'accord sur ce que devrait impliquer la suppression des fonds alloués à la police, mais ils partagent l'idée que la violence policière à l'encontre des Noirs ne peut être éradiquée qu'en restructurant de nombreux aspects de la société américaine. L'expression « Defund the police » est un moyen rapide et accrocheur d'accéder à une histoire plus vaste et plus complexe. Lorsque les internautes font une recherche sur le thème « Que signifie "Defund the Police" ? ils trouvent des centaines d'articles et de vidéos, de The Atlantic à Fox News, qui expliquent les questions raciales, économiques et politiques qui se cachent derrière cette expression. Son ambiguïté même ouvre la voie à des discussions nuancées, ce qui est rare en politique³³³.

DTP a créé un fort intérêt et une politisation massive autour de la question de la police, et qui a pu s'étendre à d'autres questions comme l'esclavage, le racisme systémique, les services publics, la santé mentale et autres. La production abolitionniste très prolifique à ce moment a ainsi pu capter une part inhabituelle de l'attention. DTP est de ce point de vue une grande victoire pour ce camp qui a pu diffuser ses idées comme jamais auparavant. DTP a permis un agrandissement de la fenêtre d'Overton, qui définit ce qui est politiquement acceptable dans l'opinion publique³³⁴. La professeure de droit Jessica Eaglin considère DTP comme une « tactique discursive » qui remet en cause les logiques et la vision du monde néolibéral en retournant le terme Defund, jusqu'alors utilisé pour désigner la casse des services sociaux, de l'éducation, des cliniques d'avortement ou des syndicats³³⁵. DTP expose ainsi le paradoxe d'un néolibéralisme prêt à Defund à peu près tout excepté sa police. Le slogan renvoie en quelques mots à un contexte politique marqué par la casse de l'État social et le renforcement sécuritaire qui a exacerbé la marginalisation des minorités raciales.

1.3.1.2. Doit-on définancer la police ?

³³³ Melissa Mohr, "A Slogan Whose Ambiguity Serves a Purpose", The Christian Science Monitor [en ligne], 13 Aout 2020.

[<https://www.csmonitor.com/The-Culture/In-a-Word/2020/0813/A-slogan-whose-ambiguity-serves-a-purpose> (consulté le 23/07/2024)]

Traduit par moi-même : "The fact that the slogan needs explanation is a plus. Protesters may disagree about what defunding the police should involve, but they share the view that police violence against Black people can only be eradicated by restructuring many parts of American society. "Defund the police" serves as a quick, catchy way into a larger, more complex story. When people search for "What does defund the police mean?" they retrieve hundreds of articles and videos, from The Atlantic to Fox News, which explain the racial, economic, and political issues behind the phrase. Its very ambiguity opens a door to nuanced discussions, which can be rare in politics."

³³⁴ Cornell University, "BLM, the Overton Window, and Diffusion of Political Opinion", Cornell University [en ligne], 16 décembre 2020.

[<https://blogs.cornell.edu/info2040/2020/12/16/blm-the-overton-window-and-diffusion-of-political-opinion/> (consulté le 23/07/2024)]

³³⁵ Jessica M. Eaglin, "To "Defund" the Police", *Stanford Law Review Online*, vol. 73, Juin 2021.

DTP a suscité de nombreux débats dans les cercles scientifiques, en particulier chez les criminologues. Plusieurs arguments appuient cette proposition. Tout d'abord, les pro-DTP soutiennent que les policiers s'occupent en grande majorité de problèmes publics qui ne sont ni criminels ni urgents et pour lesquels ils ne sont ni équipés, ni formés³³⁶. Ces missions ne devraient pas relever du travail policier et devraient être prises en charge par des travailleurs sociaux spécialisés³³⁷. Cela permettrait de « réduire les contacts entre le public et la police, seul moyen de réduire les violences policières » selon Mariame Kaba³³⁸. Cette idée est d'ailleurs soutenue par les policiers eux-mêmes qui se sentent dépassés par de nombreuses situations qu'ils ne s'estiment pas censés gérer³³⁹. Un exemple fréquemment mentionné est le cas des crises psychotiques. Les interventions policières, souvent inappropriées lors de ce type de situation, peuvent escalader en conflits violents, mettant en danger les personnes souffrant de maladies mentales qui se retrouvent surreprésentées parmi les victimes de violences policières³⁴⁰. Des psychologues ou des travailleurs sociaux pourraient ainsi être plus adaptés à intervenir pour ce genre de situation. Les défenseurs de DTP appellent également la police à cesser d'intervenir pour les plus petits délits comme les infractions de la route, les troubles à l'ordre public, les atteintes à la propriété, les cas dans les écoles³⁴¹. Ces infractions mineures pourraient être gérées par des officiers citoyens³⁴², des patrouilles routières non-armées et autres professionnels spécialisés dans la désescalade et la médiation de conflits. En fin de compte, les partisans de DTP plaident pour une refonte complète du système d'intervention d'urgence.

Le système de tri 911 joue un rôle fondamental dans ce système en étant le premier point de contact de beaucoup d'urgences. Il catégorise les urgences en 80 types différents allant du vol, aux problèmes de voisinage en passant par les animaux perdus qu'il redistribue

³³⁶ Alex Vitale, *The End of Policing*, New York: Verso, 2017.

MPD150, Building a police-free future: Frequently asked questions, MPD150 [en ligne], 2020. [<https://www.mpd150.com/wp-content/uploads/2020/06/MPD150-FAQ-Text.pdf>] (consulté le 23/07/2024)]

³³⁷ Alex Vitale, *The End of Policing*, New York: Verso, 2017.

MPD150, Building a police-free future: Frequently asked questions, MPD150 [en ligne], 2020. [<https://www.mpd150.com/wp-content/uploads/2020/06/MPD150-FAQ-Text.pdf>] (consulté le 23/07/2024)]

³³⁸ Mariame Kaba, "Yes, We Mean Literally Abolish the Police. Because reform won't happen", *The New York Times*, 12 juin 2020.

³³⁹ International Association of Chiefs of Police, *Improving police response to persons affected by mental illness*, 2016.

³⁴⁰ Alex Vitale, "Here are 10 ways to reduce our reliance on policing and make our communities safer for everyone", *The Appeal*, 20 Jul. 2020.

³⁴¹ *Ibid.*

³⁴² Jonathan Bullington, "Mayor's plan calls for civilian police patrols in the French Quarter", *NOLA*, 22 Août 2014.

aux services adaptés³⁴³. La moitié de ces appels sont gérés par téléphone directement par des opérateurs spécialisés en sécurité publique et ne nécessitent pas d'intervention³⁴⁴. Un grand nombre de ces appels est tout de même transféré vers des services, en grande majorité des policiers sur le terrain. La plupart de ces appels ne relève ni du crime, ni de l'urgence et constitue un imbroglio de fausses alarmes ou simplement des personnes cherchant des informations. Une partie des appels ne nécessitant pas la police leur est tout de même transférée, car la population a souvent besoin d'être rassurée. Les pro-DTP aimeraient ne plus voir ces situations gérées par des policiers. Cela est déjà expérimenté dans différentes agences qui n'envoient plus de policier pour les fausses alarmes, les événements mineurs ou ont développé des lignes spéciales comme le 311 pour les appels non-urgents ou le 988 pour les urgences de santé mentale³⁴⁵.

Pour évaluer la plausibilité d'une réduction des missions des policiers, il est essentiel de comprendre la réalité de leur travail. Pour cela, diverses études ont analysé les appels d'urgence 911 qui sont ensuite transmis à la police. Dans un article étudiant les appels d'urgence de la ville de Philadelphie, Ratcliff propose un tableau présentant les différents types d'appels reçus en fonction de leur récurrence et du temps passé par les policiers pour les gérer³⁴⁶. Ce tableau permet de se rendre compte de la grande variété des situations auxquelles les policiers sont confrontés : crimes, urgences médicales, problèmes sur la route, problèmes communautaires (Voir Annexe n°16). Ce graphique expose également la répartition du temps que ces tâches leur demandent. Il apparaît que le crime représente ainsi la majeure partie du travail et du temps des policiers. Cependant, 45,3% du travail policier ne concerne pas les affaires criminelles³⁴⁷. Dans un second graphique, Ratcliff montre comment

³⁴³ Jerry. H. Ratcliffe, "Policing and public health calls for service in Philadelphia", *Crime Science*, vol. 10, n°1, 2021, p. 1–6.

³⁴⁴ Cynthia Lum et Koper Christopher S., *Evidence-Based Policing: Translating Research into Practice*. Oxford, Oxford University Press, 2017.

³⁴⁵ Philip S. Schaenman, Aaron Horvath et Harry P. Hatry, "Opportunities for police cost savings without sacrificing service quality: Reducing false alarms", Urban Institute [en ligne], 2012. [https://www.urban.org/sites/default/files/publication/23221/412729-opportunities-for-police-cost-savings-without-sacrificing-service-quality-reducing-false-alarms_1.pdf] (consulté le 23/07/2024)]

Blackstone E. A., Buck A. J., Hakim S., "The economics of emergency response", *Policy Sciences*, vol. 40, n°4, 2007, p. 313–334.

Mazerolle L., Rogan D., Frank J., Famega C., Eck J. E., "Managing citizen calls to the police: The impact of Baltimore's 3-1-1 call system", *Criminology & Public Policy*, vol. 2, n°1, 2002, p. 97–124.

Suran, Melissa. "How the New 988 Lifeline Is Helping Millions in Mental Health Crisis", *JAMA*, vol. 330, n°11, Sep. 2023, p. 1025.

³⁴⁶ Jerry. H. Ratcliffe, "Policing and public health calls for service in Philadelphia", *Crime Science*, vol. 10, n°1, 2021, p. 1–6.

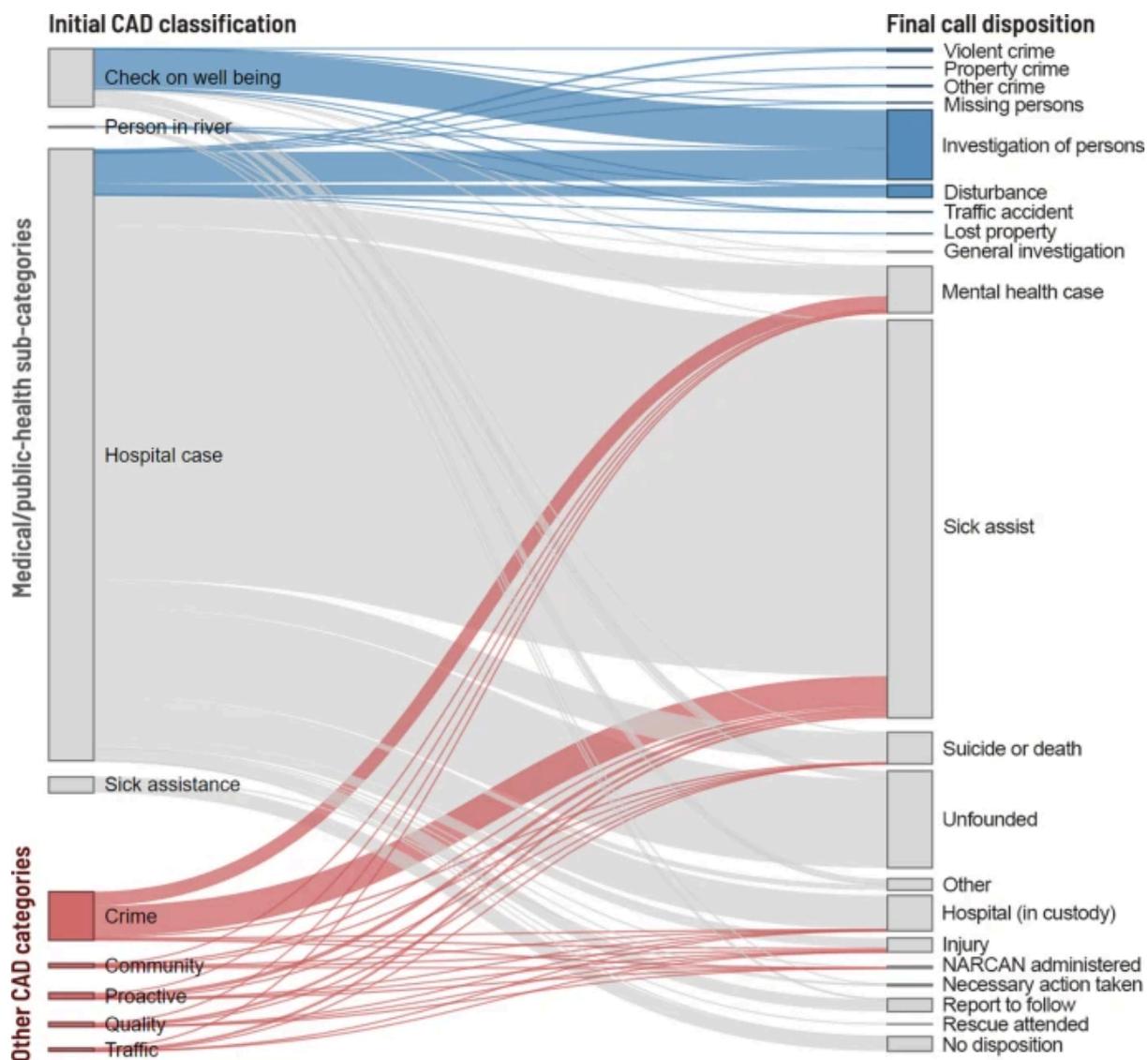
³⁴⁷ *Ibid.*

beaucoup d'appels reçoivent de mauvaises qualifications initiales (Voir figure n°3 ci-dessous). On constate qu'une partie importante des appels qualifiés de crime par le 911, et donc transférés à la police, concerne en réalité des situations médicales ou de santé mentale³⁴⁸. Ces dernières représentent, par erreur, 8% des interventions policières. L'auteur conclut sur la possibilité de faire gérer une grande partie du travail policier par d'autres agences³⁴⁹. Il pointe toutefois la complexité de définir en amont, au niveau des centres d'appel d'urgence, la nature des urgences et la nécessité d'envoyer la police.

³⁴⁸ *Ibid.*

³⁴⁹ *Ibid.*

Figure n°3 : Affectations réelles des appels d'urgence du 911



Source : Ratcliffe Jerry H., "Policing and public health calls for service in Philadelphia", *Crime Science*, vol. 10, n°1, 2021, p. 1-6.

Dans une étude du même type réalisée au niveau national, Lum et al sont bien plus critiques sur DTP³⁵⁰. Dans un tableau, ils présentent à quelle proportion la police gère les principales missions qui lui sont assignées (Voir Annexe n°17). On y constate que les principales missions de la police concernent les infractions de la route, les troubles à l'ordre public, les suspicions et les atteintes à la propriété. Des missions qui ne seraient « pas transférables à d'autres organisations ou secteurs gouvernementaux sans dépenses de

³⁵⁰ Cynthia Lum, Christopher Koper S. et Xiaoyun Wu, "Can We Really Defund the Police? A Nine-Agency Study of Police Response to Calls for Service", *Police Quarterly*, vo. 25, n°3, 2022, p. 255-280.

ressources ou ajustements importants »³⁵¹. De surcroît, cette étude remet en question l'importance des appels pour les crises psychologiques dans le travail policier qui ne représenterait qu'une part minime des missions de la police. Lum et al doutent ainsi qu'une baisse des budgets de la police et une réaffectation de certaines missions aient réellement un effet sur les violences policières. Lum et al. contestent également la proposition de DTP car il n'y aurait pas de preuves suffisantes attestant que des services alternatifs, mentionnés par les abolitionnistes, puissent efficacement se soustraire à la police. Ils concèdent toutefois certains points comme des officiers civils chargés du trafic, une part très importante du travail policier. Cela répond aux appels abolitionnistes et réformistes de la mise en place d'un système non-policier de gestion des problèmes routiers au vu des violences policières et des discriminations qui y existent³⁵². Lum et al craignent toutefois que ce genre de propositions ne fassent baisser la pro-activité de la police, laquelle a démontré son efficacité dans la réduction du crime. Au final, les deux articles semblent diverger sur l'ampleur des missions non criminelles et non urgentes attribuées à la police ainsi que sur les effets potentiels de DTP. Ils s'accordent toutefois sur la nécessité, en cas de Defund, d'un investissement massif vers les services sociaux et la sécurité publique, de transformer le système du 911 et d'accentuer la collaboration entre les services.

D'autres criminologues expriment des doutes sur DTP. Peter Moskos, par exemple, se demande pourquoi l'augmentation des budgets des services sociaux, qu'il soutient, se fait au détriment des budgets, déjà limités, des polices municipales³⁵³. Selon lui, les villes consacraient en moyenne moins de 5% de leurs budgets aux forces de l'ordre, un montant bien inférieur à celui avancé par les pro-DTP. Les chiffres apportés par Moskos semblent justes, puisque les États et les gouvernements locaux consacrent même 3,7% de leurs budgets pour la police selon le Urban Institute³⁵⁴. Cependant, il est important de noter que ce pourcentage varie énormément selon les villes, avec certains gouvernements locaux des grandes villes, comme Tampa ou Austin, qui allouent jusqu'à 40% de leurs budgets aux forces

³⁵¹ *Ibid.*

³⁵² Alex Vitale, "Here are 10 ways to reduce our reliance on policing and make our communities safer for everyone", *The Appeal*, 20 Juil. 2020.

³⁵³ Clark Merrefield, "'Defund the police': What it means and what the research says on whether more police presence reduces crime", *The Journalist Resource* [en ligne], 29 Juin 2021.
[<https://journalistsresource.org/criminal-justice/defund-the-police/>] (consulté le 23/07/2024)]

³⁵⁴ Urban Institute, "State and Local Backgrounders : Criminal Justice Expenditures: Police, Corrections, and Courts", Urban Institute [en ligne], 2021.
[<https://www.urban.org/policy-centers/cross-center-initiatives/state-and-local-finance-initiative/state-and-local-backgrounders/criminal-justice-police-corrections-courts-expenditures>] (consulté le 23/07/2024)]

de l'ordre³⁵⁵. Les professeurs de droit Stephen Rushin et Roger Michalski s'inquiètent également d'une généralisation de DTP car cela pourrait amener à « une augmentation des taux de criminalité, réduire la sécurité des agents et entraver les efforts de réformes visant à contrôler les fautes commises par les agents »³⁵⁶. Le risque d'une augmentation de la criminalité à cause de DTP est mentionné par de nombreux chercheurs³⁵⁷. Il existe en effet un consensus au sein des criminologues qu'une police puissante et proactive parvient efficacement à lutter contre la criminalité, ce qui est justement mis en danger par l'idée de Defund³⁵⁸. Le dernier point soulevé par les deux chercheurs est également intéressant, beaucoup de réformistes semblent s'opposer à DTP car c'est potentiellement leur réforme (formation, équipement...) qui pourrait être menacée par ces coupures budgétaires.

Un ensemble de recherches soutient toutefois que DTP pourrait avoir des conséquences bénéfiques sur la sécurité. Patrick Sharkey, par exemple, concède l'efficacité d'une police proactive qui a en partie permis au crime d'atteindre son taux le plus bas en 2014³⁵⁹. DTP comporte ainsi des risques de déstabiliser ce système et engendrer une hausse de la violence. Il s'agit toutefois d'un risque qui pourrait être nécessaire de prendre étant donné les coûts considérables qu'engendre la police en particulier pour les jeunes³⁶⁰. D'autant plus que d'autres solutions existent dont l'efficacité a été démontrée pour lutter contre le crime. Sharkey privilégie ainsi des solutions locales et communautaires, notamment le développement des associations non-lucratives qui ont déjà fait leurs preuves³⁶¹. Il a notamment démontré que : « dans une ville donnée de 100 000 habitants, chaque nouvelle organisation créée pour lutter contre la violence et renforcer le voisinage entraînerait une baisse d'environ 1% des crimes violents et des meurtres »³⁶². Ces associations ont ainsi largement contribué à la baisse du crime entre 1994 et 2012. Elles peuvent concerner

³⁵⁵ Vera Institute, "What Policing Costs: A Look at Spending in America's Biggest Cities : Albuquerque, NM", Vera Institute, Juin 2020.

³⁵⁶ Stephen Rushin et Roger Michalski, "Police Funding", *Florida Law Review* vol. 72, n°2, 2020.

³⁵⁷ Cynthia Lum, Christopher Koper S. et Xiaoyun Wu, "Can We Really Defund the Police? A Nine-Agency Study of Police Response to Calls for Service", *Police Quarterly*, vo. 25, n°3, 2022, p. 255-280

³⁵⁸ Patrick Sharkey, *op. cit.*

David, Weisburd et Malay Majmundar, *Proactive policing: Effects on crime and communities*, Washington, National Academy of Sciences Press, 2018.

³⁵⁹ Sharkey, Patrick, *op. cit.*

³⁶⁰ Patrick Sharkey, "Why do we need the police? Cops prevent violence. But they aren't the only ones who can do it", *Washington Post*, 12 Juin 2020.

³⁶¹ Patrick Sharkey, Gerrard Torrats-Espinosa, G et Delaram Takyar, "Community and the Crime Decline: The Causal Effect of Local Nonprofits on Violent Crime", *American Sociological Review*, vol. 82, n°6, 2017, p. 1214-1240.

³⁶² Patrick Sharkey, *op. cit.*

directement la sécurité comme les interrupteurs de violence³⁶³ ou les programmes de médiations de conflits mais aussi des programmes d'été pour les jeunes, d'aide à l'emploi, de prévention contre la drogue ou même de végétalisation de l'espace public.

De la même manière, Francis T. Cullen a démontré que le contrôle social et la coercition sont contre-productifs dans le combat contre le crime car ils sont eux-mêmes générateurs de criminalité³⁶⁴. Il explique que la solution réside plutôt dans un plus grand soutien social, c'est-à-dire un développement du capital social, des ressources et de la solidarité des individus et de la communauté. Ces éléments permettent de tenir le coup face à l'adversité (économique, psychologique...) et d'avoir un contrôle social fort qui empêche les comportements antisociaux et criminels. D'autres études montrent également comment des investissements dans l'éducation ou le développement de traitements contre la drogue ont un effet bénéfique contre la criminalité³⁶⁵. Matthew Freedman et Emily G. Owens ont eux montré comment la construction de logements sociaux réduit les crimes violents³⁶⁶. D'autres encore ont démontré les effets positifs que pourraient avoir une approche bien plus axée sur la santé publique³⁶⁷. Si ces approches alternatives se basent sur des expériences scientifiques, elles n'ont pas encore été testées à grande échelle comme a pu l'être la police proactive, ce qui explique les doutes de nombreux criminologues. Enfin, Akbar répond aux critiques adressées à DTP en soulignant la nécessité d'élargir le débat au delà des seules considérations criminologiques :

Des revendications abolitionnistes telles que « defund the police » nous rappellent que si nous voulons construire un monde plus juste, nous ne pouvons pas mener nos batailles uniquement sur le terrain des droits, des litiges, de l'État de droit ou de l'innovation administrative. Nous devons prendre en compte les dimensions historiques, matérielles et idéologiques de nos demandes et de nos stratégies. Nous devons examiner où nous investissons de l'argent et quel type d'infrastructure nous

³⁶³ Denormalizing Violence: A Series of Reports From the John Jay College Evaluation of Cure Violence Programs in New York City.

³⁶⁴ Colvin M, Cullen FT, Vander Ven T, "Coercion, social support, and crime: An emerging theoretical consensus", *Criminology*, vol. 40, n°1, 2002, p. 19-40.

Cullen Francis T., "Social support as an organizing concept for criminology: Presidential address to the Academy of Criminal Justice Sciences", *Justice Quarterly*, vol. 11, n°4, 1994, p. 527-559.

³⁶⁵ Doug McVay, Vincent Schiraldi et Jason Ziedenberg, "Treatment or incarceration? National and state findings on the efficacy and cost savings of drug treatment versus imprisonment", Justice Policy Institute, 2004. Lochner, L. et Moretti, E., "The effect of education on crime: Evidence from prison inmates, arrest, and self-reports", *American Economic Review*, vol. 94, n°1, p. 2004, 155-189.

³⁶⁶ Matthew Freedman et Emily G. Owens, "Low-income housing development and crime", *Journal of Urban Economics*, vol. 70, n°2-3, 2011, p. 115-131.

³⁶⁷ Rosenberg, Mark L. et Mary Ann Fenley, *Violence in America: A public health approach*. Oxford University Press, USA, 1991.

construisons pour la vie collective. Nous devons étudier les idées qui motivent et justifient les choses telles qu'elles sont. Nous devons évaluer qui dispose de quelles ressources, dans quel but et pourquoi. Nous devons comprendre comment des inégalités aussi profondes sont apparues, pourquoi elles persistent et ce qui doit être corrigé pour créer la société équitable à laquelle nous aspirons mais que nous n'avons pas encore réalisée. Nous devons poser la question suivante : si la police et les prisons sont les éléments de la violence structurelle, quels sont les éléments de l'épanouissement structurel et quelles sont les stratégies pour les mettre en place ?³⁶⁸

1.3.1.3. Bilan de DTP : victoires et backlash

Face à la puissance du mouvement enclenché lors de l'été 2020 de nombreuses villes ont décidé de réduire le budget de leur police lors de cet été 2020. C'est le cas de New York dont le conseil municipal avait décidé de la réduction du budget de la police d'un milliard sur 4 ans³⁶⁹. Cette décision intervenait dans un contexte où le NYPD³⁷⁰ détenait alors un budget de 6 milliards d'euros soit plus que les budgets de la santé, des services aux sans-abris, à la jeunesse et l'aide à l'emploi réunis³⁷¹. Dans les faits, cette mesure, approuvée par le maire Bill de Blasio, était une manœuvre pour baisser les dépenses publiques du budget de la ville fortement affecté par la crise du Covid. De la même manière, le maire de Los Angeles avait annoncé une réduction du budget de la LAPD de 150 millions de dollars au lieu de l'augmentation de 120 millions prévue préalablement³⁷². Ces fonds ont ensuite été redirigés vers des initiatives communautaires. Cette décision du conseil de la ville a été prise sous la pression d'une coalition de groupes dirigée par Black Lives Matter - Los Angeles qui avait lancé une campagne basée sur le People's Budget. Ces initiatives, visant à impliquer davantage, et de manière démocratique, les citoyens dans la gestion des budgets de leur ville, se multiplient dans de nombreuses villes américaines (New York, Nashville, Phoenix, Vallejo, Chicago, Grand Rapids, Central Fall, Seattle et bientôt Albuquerque) et sont très liées au mouvement DTP³⁷³.

³⁶⁸ Amna A. Akbar, "An Abolitionist Horizon for (Police) Reform", *California Law Review*, vol. 108, n°6, 10 Août 2020, p. 1781-1846.

³⁶⁹ Hannah Levintova, "Here's Where the Movement to Defund Police Is Gaining Momentum", *MotherJones*, 6 Juin 2020.

³⁷⁰ New York Police Department

³⁷¹ Ella Koeze and Denise Lu, "The N.Y.P.D. Spends \$6 Billion a Year. Proposals to Defund It Want to Cut \$1 Billion", *The New York Times*, 20 Juin 2020.

³⁷² Hannah Levintova, "Here's Where the Movement to Defund Police Is Gaining Momentum", *MotherJones*, 6 Juin 2020.

³⁷³ Jocelyn Simonson, "Police Reform Through a Power Lens", *The Yale Law Journal*, vol. 130, n°4, Fev. 2021. Participatory Budgeting Project, "What is PB", 22 Jan 2024.

A Minneapolis, ville du meurtre de George Floyd et épicerie de la contestation nationale, l'annonce par le Conseil Municipal du démantèlement de la MPD³⁷⁴ avait fait beaucoup de bruit. Cette décision était le résultat du travail de Reclaim the Block et Black Vision Collective, deux organisations abolitionnistes bien implantées dans la ville qui militaient pour la fin de la MPD au profit d'une nouvelle institution de sécurité publique³⁷⁵. Finalement, cette mesure ne sera jamais appliquée à la suite d'un blocage du groupe chargé du respect de la Charte de la Ville, laquelle exigeait un effectif minimum de policiers. Finalement, le démantèlement de la MPD a été rejeté par la population lors d'un référendum. A San Francisco, London Breed avait annoncé un plan pour rediriger une partie des fonds de la police envers les communautés Africaines-Américaines de la ville³⁷⁶. La Maire démocrate avait également annoncé de grands changements dans les fonctions de la police en transférant les missions non-violentes à des travailleurs sociaux³⁷⁷. Elle a toutefois été contrainte de faire marche arrière après un pic de la criminalité et des problèmes liés à la drogue dans le quartier de Tenderloin, en refinançant la police pour gérer la situation de crise³⁷⁸. A Milwaukee, DTP a également pu être appliqué pour 75 millions de dollars passant de la police au secteur de la santé et du logement grâce à l'action du collectif African-American Roundtable³⁷⁹. Bien d'autres villes ont également réduit ou se sont opposées à l'augmentation du budget de leur police lors de cet été 2020 comme Philadelphie, Baltimore, Washington D.C., Nashville, Austin ou Des Moines.

³⁷⁴ Minneapolis Police Department

³⁷⁵ Hannah Levintova, "Here's Where the Movement to Defund Police Is Gaining Momentum", *MotherJones*, 6 Juin 2020.

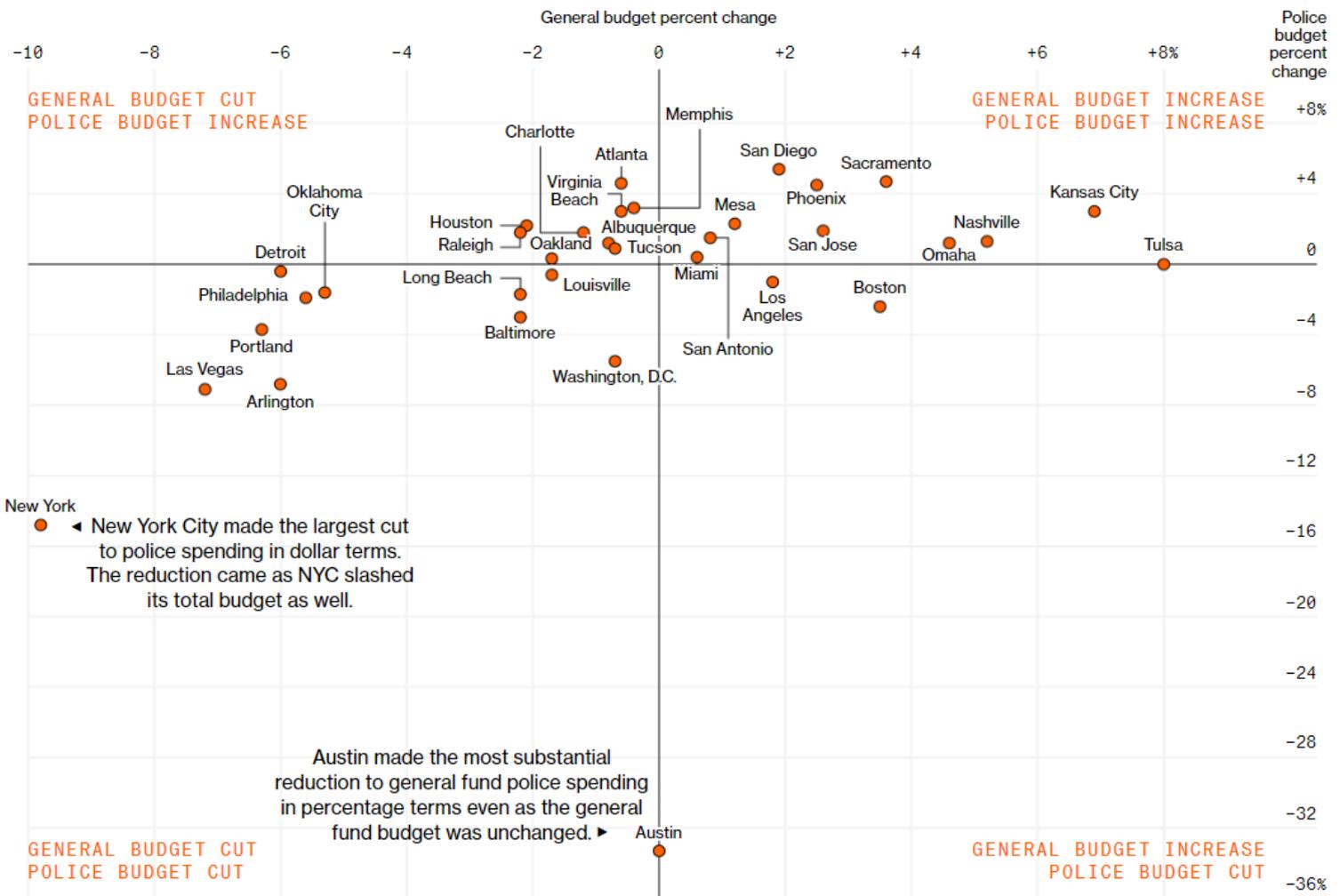
³⁷⁶ Brock Kelling, "S.F. Mayor to Redirect Police Funds to Black Community", *Curbed San Francisco*, 5 Juin 2020.

³⁷⁷ Maura Dolan, "London Breed pushes San Francisco reforms. Police no longer will respond to non criminal calls", *Los Angeles Times*, 12 Juin 2020.

³⁷⁸ Evan Symon, "SF Mayor London Breed Announces State of Emergency for Tenderloin Neighborhood", *California Globe*, 18 Dec 2021.

³⁷⁹ Hannah Levintova, "Here's Where the Movement to Defund Police Is Gaining Momentum", *MotherJones*, 6 Juin 2020.

Figure n°4 : Hausses et baisses de budget des départements des plus grandes villes



Source : Fola Akinnibi et Sarah Holder et Christopher Cannon, “Cities Say They Want to Defund the Police. Their Budgets Say Otherwise”, *Bloomberg*, 12 Jan 2021.

Des études sur ce « grand mouvement de défournement national » montrent une réalité bien plus modeste. Elles parviennent toutes à la même conclusion, le Defund n’a pas eu lieu³⁸⁰. Beaucoup de villes qui avaient annoncé une réduction du budget de leur police ont finalement fait machine arrière (Voir figure n°4 ci-dessus). Si les budgets des polices des 50

³⁸⁰ Fola Akinnibi et Sarah Holder et Christopher Cannon, “Cities Say They Want to Defund the Police. Their Budgets Say Otherwise”, *Bloomberg*, 12 Jan 2021.

Mathis Ebbinghaus, Nathan Bailey et Jacob Rubel, “The Effect of the 2020 Black Lives Matter Protests on Police Budgets: How “Defund the Police” Sparked Political Backlash”, *Social Problems*, 2024.

Bai L. Hoang et Andrea Benjamin, ““Defund” or “Refund” the Police?: City Council Responsiveness to the Black Lives Matter Protests”, *Urban Affairs Review*, vol. 60, n°1, 19 Juil. 2024, p. 387-419.

plus grandes villes américaines ont baissé en moyenne de 5,2%, cette diminution serait principalement dûe aux coupes budgétaires imposées par la crise Covid³⁸¹. En début 2021, on constate que la part des budgets de la police dans les dépenses générales de ces grandes villes a augmenté de 13,6%³⁸². Les villes ayant le plus réduit le budget de leur police sont Minneapolis et New York avec des baisses de 15% et Austin avec 33%. De nombreuses villes comme Tampa, San Diego ou Atlanta ont au contraire augmenté ces budgets. En fin de compte, les protestations de BLM ne semblent pas avoir conduit à la suppression des fonds alloués à la police³⁸³. Dans les villes à majorité républicaine, les manifestations sont même associées à des hausses de budgets. Un contrecoup qui proviendrait du « conservatisme des décideurs politiques et des influences de droite enracinées dans la politique de ces villes »³⁸⁴. Ce sont principalement les mairies affiliées au parti démocrate qui ont procédé à ces réductions ou abstentions d'augmentation de budget, bien que cela a très souvent été de courte durée³⁸⁵.

Le *backlash* subi par le mouvement Defund est tout d'abord le résultat d'une forte opposition politique à la fois des républicains mais aussi des démocrates. Il a bien évidemment été mené par l'ex-président des États-Unis, Donald Trump. Sa stratégie face au mouvement DTP a été d'envoyer les forces fédérales (Feds, Homeland Security, Garde Nationale) dans les villes en tension pour à la fois réduire le crime comme à Chicago et Albuquerque³⁸⁶ et gérer les manifestations comme à Portland³⁸⁷. Des officiers fédéraux sont ainsi venus renforcer les polices locales, bien que leur fonction soit foncièrement différente, dans les communautés les plus à risques et autour des monuments. Donald Trump s'en est aussi pris aux responsables locaux qu'il accuse de s'être alignés sur les manifestants DTP les plus radicaux ce qui a amené « une explosion de tirs, de tueries, de meurtres et d'odieux crimes de violence »³⁸⁸. Le camp républicain n'a cessé d'accoler la mesure DTP du Parti

³⁸¹ Fola Akinnibi et Sarah Holder et Christopher Cannon, "Cities Say They Want to Defund the Police. Their Budgets Say Otherwise", *Bloomberg*, 12 Jan 2021.

³⁸² Fola Akinnibi et Sarah Holder et Christopher Cannon, "Cities Say They Want to Defund the Police. Their Budgets Say Otherwise", *Bloomberg*, 12 Jan 2021.

³⁸³ Mathis Ebbinghaus, Nathan Bailey, Jacob Rubel, "The Effect of the 2020 Black Lives Matter Protests on Police Budgets: How "Defund the Police" Sparked Political Backlash", *Social Problems*, 2024.

³⁸⁴ *Ibid.*

³⁸⁵ Bai L. Hoang et Andrea Benjamin, "Defund" or "Refund" the Police?: City Council Responsiveness to the Black Lives Matter Protests", *Urban Affairs Review*, vol. 60, n°1, 19 Jul. 2024, p. 387-419.

³⁸⁶ Jordan Fabien et Shruti Singh et Josh Wingrove, "Trump to Send Agents to Cities in Challenge to Democrats", *Bloomberg*, 22 Jul 2020.

³⁸⁷ Krinston Capps, "How the White House Justifies a Surge of Police in Cities", *Bloomberg*, 22 Jul 2020.

³⁸⁸ *Ibid.*

Démocrate³⁸⁹. Donald Trump a par la suite menacé les villes qui décideraient de « définancer » leur police en supprimant leur financement fédéral³⁹⁰.

En réalité, une grande partie des démocrates a également très vite pris ses distances avec le mouvement DTP. Comme le dit Nancy Pelosi, représentante du parti Démocrate, « DTP n'est pas la position du parti Démocrate »³⁹¹. L'actuel président démocrate Joe Biden lui-même s'est depuis le début prononcé contre cette proposition. En mars 2022, il a d'ailleurs reçu une standing ovation de la part des deux camps au Congrès après avoir déclaré : « Nous devrions tous être d'accord : la réponse n'est pas le définancement de la police mais son financement ! Finançons-la. Finançons-la. Finançons-la avec des ressources et des formations »³⁹². C'est d'ailleurs ce qu'il a mis en place avec son grand plan Safer America dans lequel il a investi 20 milliards de dollars dans le financement de la police (recrutement de 100 000 officiers, équipements, formations...) et dans des réformes de l'institution (caméras embarquées, police communautaire, formations spécialisées, fonds pour le DOJ³⁹³...) ³⁹⁴. Dans ce plan, 15 milliards de dollars sont également prévus pour soutenir les programmes sociaux visant à prévenir le crime. Des personnalités plus à gauche du parti Démocrate comme Bernie Sanders se sont également montrées très réticentes envers DTP³⁹⁵. Cette opposition à DTP repose à la fois sur la forme, en raison de l'ambiguïté du slogan, et sur le fond, la police étant considérée comme indispensable pour assurer la sécurité. Ce dernier point est un élément fondamental pour beaucoup d'électeurs, soutenir DTP reviendrait à perdre les élections pour beaucoup de responsables démocrates³⁹⁶. Une certaine partie des Démocrates est toutefois bien plus réceptive à DTP comme les élus locaux des villes qui ont déclenché des processus de définancement ou les personnalités les plus progressistes du Parti comme Alexandria Ocasio-Cortez ou Elizabeth Warren³⁹⁷.

³⁸⁹ CNN Politics, "Does the 'left' want to defund the police?", CNN Politics [en ligne], 2020. [https://edition.cnn.com/factsfirst/politics/factcheck_fa5dd2d9-baea-4f8c-bd53-7e9c70b1765d] (consulté le 23/07/2024)]

³⁹⁰ Maggie Haberman et Jesse McKinley, "Trump Moves to Cut Federal Funding From Democratic Cities", *The New York Times*, 2 Sept 2020.

³⁹¹ David Cohen, "'Defund the police' is not the policy of the Democratic Party, Pelosi says", *Politico*, 13 Feb. 2022.

³⁹² Ben Leonard, "Biden draws bipartisan applause for calls to 'fund the police'", *Politico*, 1 Mars 2022.

³⁹³ Department of justice

³⁹⁴ The White House, "FACT SHEET : President Biden's Budget Invests in Reducing Gun Crime to Make Our Communities Safer", 28 Mars 2022.

³⁹⁵ Nicole Gaudiano, "Sen. Bernie Sanders says he's never called for defunding police in a Fox debate with Sen. Lindsey Graham", *Business Insider*, 13 Juin 2022.

³⁹⁶ Ryan Grim, "Inside Biden's Meeting With Civil Rights Leaders", *The Intercept*, 10 Decembre 2020.

³⁹⁷ Manu Raju et Ali Zaslav, "Top congressional Democrats steer clear of 'defund the police' rhetoric", *CNN*, 8 Juin 2020.

Le mouvement DTP a aussi beaucoup souffert de la grande montée des crimes violents qui a touché le pays. Entre 2019 et 2020, le nombre d'homicides a ainsi augmenté de 30%³⁹⁸. Ce phénomène, très médiatisé³⁹⁹, a suscité des peurs et des doutes parmi la population, les départements de police et les gouvernements municipaux sur DTP⁴⁰⁰. Beaucoup de commentateurs ont accusé les manifestations contre la police et DTP d'être responsables de ce phénomène⁴⁰¹. Les criminologues défendent qu'une variété de facteurs en sont à l'origine : les effets du confinement et de la pandémie, le déconfinement, l'accroissement de la pauvreté due à la crise économique du Covid, une augmentation des problèmes de santé mentale due au confinement, une très forte augmentation de la vente d'armes avant le confinement puis lors des manifestations BLM⁴⁰², des adolescents moins occupés par l'école, les activités extra-scolaires et les programmes d'emploi pour l'été⁴⁰³. De plus, cette montée du crime est à relativiser, elle ne concerne pas l'ensemble du crime mais principalement les crimes violents et il est nécessaire d'évaluer cette évolution sur le temps long (Voir Annexe n°18) La combinaison du *backlash* politique et de la montée des crimes violents ont finalement entraîné une chute du soutien public à DTP. L'adhésion à cette mesure atteignant 46% en octobre 2021 et 35% en mai 2022⁴⁰⁴. De plus, la population semble bien plus à même de supporter des augmentations des budgets de la police⁴⁰⁵. En 2020, 31% de la population voulait voir ces budgets augmenter, 25% les voir baisser et 42% rester les mêmes

³⁹⁸ López, Ernesto et Rosenfeld, Richard, "Crime, Quarantine, and the U.S. Coronavirus Pandemic", *Criminology & Public Policy*, vol. 20, n°3, Août 2021, p. 401–22.

Commission Nationale sur le Covid-19 et la Justice Criminelle.

³⁹⁹ Miltonette O. Craig et Jonathan C. Reid, "Progressive or problematic? A comparative analysis of media depictions of demands to defund the police", *Policing: An International Journal*, vol. 45, n°4, 11 Mai 2022, p. 600-617.

⁴⁰⁰ Herndon, Astead. W. , "How a pledge to dismantle the Minneapolis Police collapsed", *The New York Times*, 2 Jan. 2021.

Shia Kapos, "It's a nice hashtag": Chicago's Lightfoot pushes police reform, not defunding", *Politico*, 24 Juin 2020.

Robert Klemko et John Sullivan, "The push to remake policing takes decades, only to begin again", *The Washington Post*, 10 Juin 2021.

⁴⁰¹ Scott E. Wolfe et Justin Nix, *art. cit.*

Christina Y. Hoffman, Joshua C. Hinkle et Logan S. Ledford, *art. cit.*

Christopher Copeland, Alex del Carmen et Olga B. Semukhina, *art. cit.*

⁴⁰² Bree J. Lang et Matthew Lang, "Pandemics, Protests and Firearms", *SSRN*, 21 Oct 2020.

Derek Thompson, "Why America's Great Crime Decline Is Over", *The Atlantic*, 24 Mars 2021.

⁴⁰³ Brentin Mock, "Stop Blaming Police Protests for Gun Violence Spikes", *Bloomberg*, 9 Sept 2020.

⁴⁰⁴ Justin Mccarthy, "Americans Remain Steadfast on Policing Reform Needs in 2022", *Gallup*, 24 Mai 2022. (Voir Annexe n°9)

⁴⁰⁵ Kim Parker et Kiley Hurst, "Growing share of Americans say they want more spending on police in their area", *Pew Research Center*, 26 Oct. 2021.

alors que ces chiffres sont passés respectivement à 47%, 15% et 37% en 2021 (Voir Annexes n°19 et n°20)⁴⁰⁶.

1.3.2. Le rôle du travail social

1.3.2.1. Le rôle des travailleurs sociaux et la collaboration avec la police

Les débats suscités par le mouvement DTP ont fortement remis en question la fonction de la police dans la société et ont mis en avant l'importance des travailleurs sociaux, appelés à jouer un rôle bien plus significatif⁴⁰⁷. Les débats autour DTP se sont retranscrits au sein du travail social et ont fortement divisé la profession. Les principales organisations de travailleurs sociaux, comme la NASW⁴⁰⁸ ou le CSWE⁴⁰⁹, ont condamné les violences policières mais ont affirmé leur désaccord avec DTP et ont appelé à plus de collaboration avec les forces de l'ordre⁴¹⁰. D'autres organisations comme le SSWR⁴¹¹ ou le GADE⁴¹² ont exigé des actions pour mettre fin à la brutalité policière, aux injustices raciales et à la suprématie blanche tout en apportant leur soutien au mouvement BLM. Des débats similaires avaient déjà eu lieu dans les années 60 amenant même à la création du NABSW⁴¹³. Il existe ainsi des dissensions au sein des travailleurs sociaux sur ces questions. La majorité d'entre eux semble rejeter DTP et vouloir continuer à travailler avec les forces de l'ordre⁴¹⁴. La collaboration entre les deux professions est quotidienne et a lieu dans toutes les sphères du travail social. Certains travailleurs sociaux, dits abolitionnistes, ont toutefois appelé à cesser tout travail avec la police et toutes pratiques punitives dans le travail social⁴¹⁵.

⁴⁰⁶ *Ibid.*

⁴⁰⁷ Leah A. Jacobs et al, "Defund the Police: Moving Towards an Anti-Carceral Social Work", *Journal of Progressive Human Services*, vol. 32, n°1, 8 Dec. 2020, p. 37–62.

⁴⁰⁸ National Association of Social Workers.

⁴⁰⁹ Council on Social Work Education.

⁴¹⁰ *Ibid.*

Bethany Jo Murray et al, "Reflections on the Ethical Possibilities and Limitations of Abolitionist Praxis in Social Work", *Affilia*, vol. 38, n°4, Feb. 2023, p. 742–58.

⁴¹¹ Society for Social Work and Research.

⁴¹² Group for the Advancement of Doctoral Education in Social Work.

⁴¹³ National Association of Black Social Workers.

⁴¹⁴ Leah A. Jacobs et al, "Defund the Police: Moving Towards an Anti-Carceral Social Work", *Journal of Progressive Human Services*, vol. 32, n°1, 8 Dec. 2020, p. 37–62.

⁴¹⁵ Laura Abrams et Alan Dettlaff, "An open letter to NASW and allied organizations on social work's relationship with law enforcement", *Medium*, 18 Juin 2020.

Rasmussen Cameron et James "Jae" Kirk, "Trading Cops for Social Workers isn't the solution to police violence", Truthout [en ligne], 17 Juillet 2020.

[<https://truthout.org/articles/trading-cops-for-social-workers-isnt-the-solution-to-police-violence/>] (consulté le 23/07/2024)]

Les liens entre travail social et police sont assez bien étudiés par les chercheurs, révélant une histoire parallèle. En 1919, Vollmer avait conceptualisé l'idée de travail social policier qui suggère de donner un rôle plus social aux forces de l'ordre⁴¹⁶. Le XXe siècle est l'histoire d'un rapprochement constant entre les deux institutions. Leurs liens ont été fortement resserrés par un grand nombre de réformes durant les dernières décennies⁴¹⁷. Tout d'abord, le développement de la police de proximité dans les années 80 et 90 est en quelque sorte la réalisation de l'idée de Vollmer⁴¹⁸. Durant la même époque, différents modèles ont été mis en place pour améliorer les interventions extra-policières notamment les crises de santé mentale. Les réformateurs ont ainsi poussé pour le développement des CIT⁴¹⁹, des formations spécialisées pour les policiers dans la gestion des crises de santé mentale⁴²⁰. Cette démarche vise à transformer les policiers en des sortes de travailleurs sociaux et renforcer les partenariats entre la police et les services psychiatriques. Ce système est plébiscité par de nombreux chercheurs, activistes et responsables politiques. Les CIT ont été l'objet de très différentes études analysant ces effets. Des méta-analyses qui synthétisent ces recherches n'ont toutefois pas trouvé de preuves convaincantes de leur efficacité⁴²¹. Plus récemment, de nombreuses villes et comtés ont développé le modèle de co-réponse pour répondre aux crises de santé comportementale⁴²². Cette méthode vise à envoyer sur le terrain des binômes composés d'un policier et un clinicien, travailleur social ou autre spécialiste pour gérer différents types de situations. Cette approche offre aux forces de l'ordre des alternatives appropriées à l'arrestation ainsi que des options supplémentaires pour répondre aux appels non criminels. Les recherches sur l'efficacité des équipes de co-réponse ne fournissent pas

⁴¹⁶ George T. Patterson et Philip G. Swan, "Police social work and social service collaboration strategies one hundred years after Vollmer: A systematic review", *Policing : An International Journal*, vol. 42, n°5, 27 Sep. 2019, p. 863–886.

⁴¹⁷ *Ibid.*

⁴¹⁸ Lamin Sylvester. A. et Consoler Teboh, "Police social work and community policing", *Cogent Social Sciences*, vol. 2, n°1, 2016.

⁴¹⁹ Crisis Intervention Team.

⁴²⁰ Michael T. Compton, Masuma Bahora, Amy C. Watson et Janet R. Oliva, "A Comprehensive Review of Extant Research on Crisis Intervention Team (CIT) Programs", *J Am Acad Psychiatry Law*, vol. 36, 2008, p. 47–55.

⁴²¹ Jillian Peterson et James Densley, "Is Crisis Intervention Team (CIT) training evidence-based practice ? A systematic review", *Journal Of Crime And Justice*, vol. 41, n° 5, Juil. 2018, p. 521-34.

Natania Marcus et Vicky Stergiopoulos, "Re-examining mental health crisis intervention : A rapid review comparing outcomes across police, co-responder and non-police models", *Health & Social Care In The Community*, vol. 30, n° 5, Fev. 2022, p. 1665-79.

⁴²² Ashley Krider et Regina Hueter, "Responding to Individuals in Behavioral Health Crisis via Co-Responder Models : The Roles of Cities, Counties, Law Enforcement, and Providers", Policy Research, Inc. [en ligne], Jan. 2020. [<https://www.theiacp.org/sites/default/files/SJCResponding%20to%20Individuals.pdf> (consulté le 23/07/2024)]

assez de preuves pour conclure à une efficacité dans le contexte étatsunien⁴²³. Il est toutefois nécessaire de poursuivre les recherches sur ce sujet.

Dans les faits, cette collaboration est dans bien des cas difficile. Policiers et travailleurs sociaux ont des métiers et une culture extrêmement différents, ce qui crée très souvent des tensions⁴²⁴. Sur le plan politique tout d'abord, les travailleurs sociaux partagent en majorité des idées de gauche et votent pour le parti démocrate, bien qu'il existe une diversité d'opinions au sein de la profession⁴²⁵. Au contraire, les policiers ont des idées plus conservatrices et votent majoritairement pour le parti républicain, bien qu'une diversité, plus restreinte, existe aussi parmi eux⁴²⁶. Sur le plan des valeurs et des buts à atteindre, les deux professions divergent également. Les principes et objectifs des travailleurs sociaux sont inscrits dans leur Code de Déontologie qui englobent entre autres la quête de la justice sociale, la lutte contre toutes formes de discriminations, la protection des personnes vulnérables ou le respect de la vie privée⁴²⁷. Les policiers sont eux plus centrés autour du maintien de l'ordre et de la sécurité, l'autorité et sur des valeurs patriarcales⁴²⁸. Travailleurs sociaux et policiers entretiennent par conséquent des préjugés mutuels. Il existe une grande confusion sur les rôles de chacun lors des interventions⁴²⁹. Les deux corps de métier partagent toutefois le même but et fonction de service social de venir en aide aux personnes dans le besoin⁴³⁰. La plupart des travailleurs sociaux toutefois approuver la collaboration avec la police tout en l'estimant violente, trop punitive et pleine de stéréotypes⁴³¹. Cette collaboration

⁴²³Chunghyeon Seo, Bitna Kim et Nathan E. Kruis, "A Meta-Analysis of Police Response Models for Handling People With Mental Illnesses: Cross-Country Evidence on the Effectiveness", *International Criminal Justice Review*, vol. 31, n°2, p. 182-202.

⁴²⁴Eli Buchbinder et Zvi Eisikovits, "Collaborative Discourse: The Case of Police and Social Work Relationships in Intimate Violence Intervention in Israel", *Journal of Social Service Research*, vol. 34, n°4, 2008.

⁴²⁵Mitchell Rosenwald, "Exploring the Political Diversity of Social Workers", *Social Work Research*, vol. 30, n°2, 2006, p. 121-26.

⁴²⁶Lois. V. Woods et Kimberly K. Blackmon, "Police Officer Political Identity and Their Opinions of Public Protests", *Journal of Criminal Justice and Law*, vol. 5, n°1, Dec. 2021.

⁴²⁷NASW, "Read the Code of Ethics", NASW [en ligne], s.d.

[<https://www.socialworkers.org/About/Ethics/Code-of-Ethics/Code-of-Ethics-English> (consulté le 23/07/2024)] Sarah Banks, *Ethics and values in social work*. Londres, Bloomsbury Publishing, 2020.

⁴²⁸Lesley Cooper, Julia Anaf et Magaret Bowden, "Can social workers and police be partners when dealing with bikie-gang related domestic violence and sexual assault?", *European Journal of Social Work*, vol. 11, n°3, 29 Sep. 2008, p. 295-311.

⁴²⁹Eli Buchbinder et Zvi Eisikovits, "Collaborative Discourse : The Case of Police and Social Work Relationships in Intimate Violence Intervention in Israel", *Journal of Social Service Research*, vol. 34, n°4, 2008.

⁴³⁰*Ibid.*

⁴³¹Leah. A. Jacobs et al, "Defund the Police: Moving Towards an Anti-Carceral Social Work", *Journal of Progressive Human Services*, vol. 32, n°1, 8 Dec. 2020, p. 37-62.

pose ainsi souvent des questionnements éthiques aux travailleurs sociaux. De l'autre côté, les policiers peuvent juger les travailleurs sociaux comme « faibles, idéalistes, incompetents et jamais là quand il faut »⁴³². Les policiers sont ainsi réticents à ces collaborations qu'ils perçoivent comme des menaces pour leur travail. Les travaux de sociologie de la police montrent que cette institution se caractérise par un sentiment de citadelle assiégée et de grande méfiance avec l'extérieur, ce qui ne facilite pas la coopération⁴³³. La culture policière est aussi enracinée dans le racisme et le masculinisme et est bien plus axée sur la violence que l'empathie, des normes qui semblent bien contraires aux valeurs et à l'éthique du travail social⁴³⁴. De très nombreux chefs de police concèdent toutefois aujourd'hui la nécessité et les bienfaits sur leurs agents de la coopération avec les travailleurs sociaux⁴³⁵. Face à ces problèmes de collaboration et la persistance des mauvaises prises en charge et des violences lors de ces interventions d'urgences, d'autres modèles comme les Mobile Crisis Teams⁴³⁶ n'impliquant pas les policiers se sont développés. La norme reste la collaboration, bien qu'elle ne puisse pas être parfaite, entre les deux services.

1.3.2.3 Critique abolitionniste du travail social

Les abolitionnistes donnent un rôle très important aux travailleurs sociaux dans leur projet politique. Ils sont cependant très critiques du travail social actuel. Certains militants, chercheurs et travailleurs sociaux abolitionnistes dénoncent ce qu'ils nomment un travail social carcéral⁴³⁷. C'est autant la collaboration avec la police qui est critiquée que l'intégration dans les pratiques du travail social de logiques policières et punitives. Celui-ci n'irait pas dans le sens de la justice sociale et raciale et, au contraire, soutiendrait des pratiques punitives, carcérales, de surveillance et de flicage, notamment dans les communautés

⁴³² Eli Buchbinder et Zvi Eisikovits, "Collaborative Discourse: The Case of Police and Social Work Relationships in Intimate Violence Intervention in Israel", *Journal of Social Service Research*, vol. 34, n°4, 2008.

⁴³³ Rashawn Ray et al, "The Sociology of Police Behavior", *Annual Review of Sociology*, vol. 50, Août 2024, p. 565-579.

⁴³⁴ Don. L. Kurtz et Lyndsey. L. Upton, "The Gender in Stories: How War Stories and Police Narratives Shape Masculine Police Culture", *Women & Criminal Justice*, vol. 28, n°4, 13 Mars 2017, p. 282-300.

⁴³⁵ Michelle Scott, Stephanie Sabatini et Robin Mama, "Defund the Police? or Reimagine the Police? Leaders in Law Enforcement's Perspective on the Role of Social Workers in Law Enforcement", *Journal of Evidence-Based Social Work*, vol. 20, n°2, 3 Jan. 2023, p. 241-257.

⁴³⁶ MCT.

⁴³⁷ Leah A. Jacobs et al, "Defund the Police: Moving Towards an Anti-Carceral Social Work", *Journal of Progressive Human Services*, vol. 32, n°1, Dec. 2020, p. 37-62.

précaires et de couleurs⁴³⁸. Les chercheurs abolitionnistes mettent en avant le rôle historique des travailleurs sociaux dans la suprématie blanche⁴³⁹. Ils ont notamment été impliqués dans le processus de colonisation en devant « civiliser » et désindigéniser les populations autochtones. Cela passait notamment par la séparation des enfants indigènes de leur communauté et leur envoi vers des pensionnats où on les acculturait totalement de leur langue et de leur tradition au profit des normes occidentales. Un phénomène qui a traumatisé des générations de peuples autochtones et qui a encore des conséquences aujourd’hui. La non-remise en cause actuelle des prisons et de la police par un grand nombre de praticiens est inacceptable pour ces abolitionnistes car ces institutions iraient totalement à contre-courant des buts, des principes et des valeurs du travail social. La collaboration avec la police serait particulièrement néfaste, car elle légitimerait l’institution policière et son implication dans les interventions sociales et nuirait aux publics concernés. Cette coopération détériorerait également l’image des travailleurs sociaux et compliquerait l’obtention de la confiance de la population.

Parmi les principaux secteurs critiqués par les abolitionnistes, on retrouve le service de la famille et de protection de l’enfance. Ce service contribue à la surveillance et à la criminalisation des communautés les plus précaires, en particuliers noires⁴⁴⁰. Les séparations d’enfants, qui touchent disproportionnellement les familles Africaines-Américaines, rappellent d’ailleurs le passé colonial et raciste du travail social⁴⁴¹. La collaboration entre les services de santé mentale et la police est aussi au cœur des débats. Les policiers sont effectivement présents lors des services en ambulances, lors des transferts de personnes vers les hôpitaux psychologiques, dans les salles d’urgence et autres centres de soins de traumatologie ambulatoires. Il y aurait de plus en plus de preuves que la présence policière augmenterait les risques, le stress et les probabilités de créer de nouveaux traumatismes⁴⁴². Il

⁴³⁸ *Ibid.*

⁴³⁹ Leah. A. Jacobs et al, “Defund the Police: Moving Towards an Anti-Carceral Social Work”, *Journal of Progressive Human Services*, vol. 32, n°1, 8 Dec. 2020, p. 37–62.

Cameron Rasmussen et Mimi E. Kim, “Abolition and the Welfare State: Implications for Social Welfare”, *Affilia*, vol. 39, n°1, 30 Nov. 2023, p. 42-58.

⁴⁴⁰ Dorothy Roberts, “Abolishing Policing Also Means Abolishing Family Regulation”, *The Chronicle of Social Change*, 16 Juin 2020.

Alan Dettlaff et Kristen Weber, “Now Is the Time for Abolition of Child Welfare As We Know It”, *The Chronicle of Social Change*, 23 Juin 2020.

⁴⁴¹ Dorothy Roberts, “Abolishing Policing Also Means Abolishing Family Regulation”, *The Chronicle of Social Change*, 16 Juin 2020.

⁴⁴² Paul M. Jones et al, “Law enforcement interviews of hospital patients: A conundrum for clinicians”, *JAMA*, vol. 295, n°7, p. 822–825.

existe également de très vifs débats au sein du féminisme entre féministes carcérales et féministes abolitionnistes⁴⁴³. Ces dernières critiquent fortement l'idée que le système pénal puisse être efficace pour prévenir les violences domestiques et sexuelles ou aider les femmes qui en sont victimes. Celles-ci sont souvent peu crues et voient leur plainte très vite tomber en dérision⁴⁴⁴. Tout le contraire des féministes carcérales qui misent sur la police, la répression et l'incarcération pour lutter contre ces violences. Les féministes carcérales sont critiquées car leur combat renforcerait également le système carcéral qui nuit particulièrement aux hommes et aux femmes Africains-Américains et d'autres minorités.

Les abolitionnistes appellent de leurs vœux la formation d'un travail social abolitionniste. Ce modèle alternatif se construit déjà en parallèle du travail social dominant qui collabore majoritairement avec le système pénal. Le travail social abolitionniste lutte aussi directement à l'abolition des prisons et de la police. Il vise à définir et exercer des pratiques qui ne nécessitent aucune collaboration avec ces institutions et qui ne répondent pas à des logiques punitives⁴⁴⁵. Concrètement, il se base sur la solidarité, sur les approches communautaires et sur la justice transformatrice pour favoriser l'autonomie et l'implication active des individus. Même si les abolitionnistes visent la création d'organisations alternatives, ils en appellent aujourd'hui à la responsabilité et au développement d'une éthique abolitionniste de chaque travailleur social⁴⁴⁶. Aux États-Unis, le travail social abolitionniste est principalement promu par la NAASW⁴⁴⁷, une organisation de travailleurs sociaux abolitionnistes. Les débats ouverts par ces militants sont très récents, ils ont été synthétisés dans un ouvrage qui paraîtra en juillet 2024 : *Abolition and Social Work. Possibilities, Paradoxes, and the Practice of Community Care*.

⁴⁴³ Aya Gruber, "The Critique of Carceral Feminism", *Yale Journal of Law and Feminism*, vol. 34, n°2, Jan. 2023, p. 55–65.

Shirley LaVarco, "Reimagining the Violence against Women Act from a Transformative Justice Perspective: Decarceration and Financial Reparations for Criminalized Survivors of Sexual and Gender-Based Violence", *New York University Law Review*, vol. 98, n°3, Juin 2023, p. 912-961.

Gwenola Ricordeau, *Pour Elles Toutes*. Lux Éditeur, 2019.

⁴⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁴⁵ Bethany J. Murray, Victoria Copeland et Alan J. Dettlaff, "Reflections on the Ethical Possibilities and Limitations of Abolitionist Praxis in Social Work", *Affilia*, vol. 38, n°4, 2023, p. 742-758

⁴⁴⁶ *Ibid.*

Rasmussen Cameron et James "Jae" Kirk, "Trading Cops for Social Workers isn't the solution to police violence", Truthout [en ligne], 17 Juillet 2020.

[<https://truthout.org/articles/trading-cops-for-social-workers-isnt-the-solution-to-police-violence/>] (consulté le 23/07/2024)]

⁴⁴⁷ Network to Advance Abolitionist Social Work

1.3.3. Les agences non-policieres de sécurité publique

1.3.3.1. Le développement des bureaux de prévention de la violence

Une réponse qui a été apportée aux débats sur la sécurité publique soulevée par le mouvement DTP est la création de bureaux de prévention de la violence ou bureaux de sécurité des quartiers⁴⁴⁸. Il s'agit d'entités locales, établies par les gouvernements municipaux, qui coordonnent les initiatives officielles et communautaires de réduction de la violence et de renforcement des liens communautaires. Les OVP concernent les agences spécialisées dans la réduction de la violence armée interpersonnelle. Ils travaillent pour lutter contre les causes profondes du crime comme la précarité, le manque d'opportunité économique et l'exclusion sociale. Les ONS ont des domaines d'activité plus larges et travaillent à l'entièreté de la sécurité et du bien-être des communautés. Ces agences disposent de travailleurs sociaux et autres professionnels qui sont déployés pour effectuer un travail de proximité⁴⁴⁹ au sein des communautés. Ce travail peut inclure de la médiation de conflits, de la sensibilisation aux problèmes des armes à feu ou des programmes de mentorat avec les gens les plus susceptibles d'y avoir recours. Ces agences commencent de plus en plus à s'étendre et élargir leurs prérogatives. Elles peuvent désormais inclure des programmes d'équipes mobiles d'intervention en cas de crise (MCT) non-policieres qui apparaissent comme des alternatives au maintien de l'ordre⁴⁵⁰. Cette approche vise à envoyer des travailleurs sociaux ou des professionnels spécialisés pour intervenir dans des cas où la police n'est pas nécessaire comme les crises de santé mentale, les overdoses ou les situations concernant les personnes sans-abri.

Depuis 2020, 28 agences de ce type ont été créées sur les 48 existantes et 10 autres sont en cours de développement⁴⁵¹. Aucune étude ne démontre de lien entre le mouvement DTP et la création de ces agences. Il semble toutefois probable que le mouvement a eu un effet au vu de cette forte augmentation. L'Albuquerque Community Safety, l'agence de la ville d'Albuquerque, par exemple, était dans les tuyaux depuis 2018 et les événements de

⁴⁴⁸ OVP : offices of violence prevention ou ONS : offices of neighborhood safety

⁴⁴⁹ Outreach work

⁴⁵⁰ Mary Hayford, *Non-Police Mobile Crisis Response Team Programs. Reducing Unnecessary Police Interactions with Marginalized Populations*, University of Chicago, Thèse, 18 Avril 2022.

⁴⁵¹ Jason Tan de Bibiana et al' "Coordinating Safety : Building and Sustaining Offices of Violence Prevention and Neighborhood Safety", *Vera Institute*, Nov. 2023.

l'été 2020 ont simplement avancé la mise en route du projet⁴⁵². L'entrain autour de ces agences peut également s'expliquer par « un contexte plus large de mobilisation communautaire en faveur d'approches locales axée sur la prévention et la sécurité publique »⁴⁵³. La forte croissance du nombre d'OPV est aussi imputable à une augmentation conséquente des investissements gouvernementaux. Des programmes d'intervention et de prévention de la violence armée ont été mis en place par certains États comme la Californie, le Connecticut, l'Illinois, le Maryland, le Massachusetts, New York et la Virginie. Ceux-ci permettent une subvention et une expérimentation d'approches de lutte contre le crime qui sont validées par la recherche. Sur le plan fédéral, le American Rescue Plan Act a été adopté par Joe Biden en mars 2021. Il s'agit d'un plan d'aide économique et social visant à répondre aux effets de la pandémie. Il a été utilisé par différentes administrations locales pour répondre à leur besoin en termes de santé publique notamment par la création d'OPV. En 2022, le Safer Communities Act a permis d'allouer par l'intermédiaire de l'Office of Justice Programs 250 millions de dollars à des programmes de Community Violence Intervention partout dans le pays. La CVI est une approche qui vise à réduire la violence en mobilisant les communautés locales et en mettant en œuvre des stratégies de prévention ciblées⁴⁵⁴. Cette méthode a également reçu plus de financement de par le Bureau of Justice Assistance qui a créé en avril 2022 le Community Based Violence Intervention and Prevention Initiative afin de faire baisser la violence à l'échelle du quartier.

1.3.3.2. Des exemples d'agences non-policieres

Les OVP ne sont pas des inventions nouvelles. La première agence de ce type est le Chicago's Office of Violence Prevention créé en 1994⁴⁵⁵. Entre 2006 et 2008, 4 nouvelles agences ont vu le jour (Los Angeles et Richmond California; Portland, Oregon et Milwaukee, Wisconsin) puis 11 autres entre 2017 et 2019. Une grande inspiration des défenseurs de ce genre de programme est le programme CAHOOTS (Crisis Assistance Helping Out On The

⁴⁵² Marissa Armas, "Amid movement to 'defund police,' ABQ mayor creates new public safety department to address social issues", *KOAT*, 15 Juin 2020.

⁴⁵³ Jason Tan de Bibiana et al' "Coordinating Safety : Building and Sustaining Offices of Violence Prevention and Neighborhood Safety", *Vera Institute*, Nov. 2023.

⁴⁵⁴ Bureau of Justice Assistance : US Department Of Justice. Community Based Violence Intervention and Prevention Initiative (CVIPI), 19 Avril 2022.

⁴⁵⁵ Jason Tan de Bibiana et al' "Coordinating Safety : Building and Sustaining Offices of Violence Prevention and Neighborhood Safety", *Vera Institute*, Nov. 2023.

Streets) créé à Eugene, Oregon en 1989⁴⁵⁶. Ce programme a été élaboré à la suite de discussions avec les autorités municipales, les services de police, les pompiers, les services médicaux d'urgence (EMS), les services de santé mentale et d'autres intervenants. Le but de CAHOOTS était d'améliorer la réponse de la ville envers les problèmes de santé mentale, de toxicomanie et de sans-abrisme sans avoir recours à des interventions policières. Le principe de CAHOOTS est d'envoyer des binômes de travailleurs sociaux spécialisés en désescalade du conflit, technique médicale d'urgence et santé mentale pour gérer les situations non-violentes⁴⁵⁷. Le programme CAHOOTS est très souvent cité dans la littérature scientifique et mentionné dans de nombreux écrits abolitionnistes. Il permettrait à la fois de réduire les contacts entre la police et la population et donc le risque de violences policières mais aussi une meilleure prise en charge des personnes. Le concept autour de CAHOOTS a gagné en popularité depuis l'été 2020 et est utilisé comme un argument de poids pour illustrer les options possibles à la police.

Des agences se sont ainsi développées dans une philosophie similaire à celle de CAHOOTS mais dans des proportions bien plus importantes. C'est le cas par exemple de l'Office of Neighborhood Safety de Richmond en Virginie créé en 2007. Les 15 ans d'existence pour l'agence permettent un retour intéressant, dans une ville qui enregistrait, à l'époque, l'un des taux d'homicides les plus élevés du pays⁴⁵⁸. Aujourd'hui, la ville enregistre d'excellents résultats, avec une baisse de 62% de la violence armée depuis la création de l'agence. Pour cela, l'ONS de Richmond a utilisé un Violence Interruption Program, une méthode qui cherche à établir des liens de confiance avec les jeunes les plus propices à utiliser des armes⁴⁵⁹. Cela passait par des contrats avec des anciens, de l'aide auprès des services sociaux, l'apprentissage de compétences, des opportunités de stage ou des formations pour retrouver un emploi⁴⁶⁰. L'organisation dispose également d'agents de terrain

⁴⁵⁶ Nayo Macauley, *Alternative Response to Mental Health-Related 911 Calls*. University of Chicago, Mémoire, 18 Avr. 2022.

Ben A. Climer et Brenton Gicker, "CAHOOTS: A Model for Prehospital Mental Health Crisis Intervention", *Psychiatric Times*, vol 38, n°1, Jan. 2021.

⁴⁵⁷ Caitlin Yoshiko Kandil, "Who shows up when you call 911?", *Christian Century*, 27 Jan. 2021.

⁴⁵⁸ Glesmann, C., "Over 15 years of creating innovative solutions to gun violence: The City of Richmond, California, Office of Neighborhood Safety. Evident Change", *Evident Change*, Oct. 2023.

⁴⁵⁹ DeVone L. Boggan, "An innovative government solution to reduce gun violence", City of Richmond : Office of Neighborhood Safety [en ligne], sd.

[<https://www.ci.richmond.ca.us/DocumentCenter/View/28129/Innovative-Govt-Solution-2014doc?bidId=> (consulté le 23/07/2024)]

⁴⁶⁰ Glesmann, C., "Over 15 years of creating innovative solutions to gun violence: The City of Richmond, California, Office of Neighborhood Safety. Evident Change", *Evident Change*, Oct. 2023.

qui ont pour but de rétablir la confiance de la population en médiation des conflits, en aidant et informant les habitants ou encore en les mettant en contact avec les services sociaux. D'ici 2024, l'ONS de Richmond va prendre une nouvelle ampleur par la mise en place d'un Community Crisis Response Program.

Partie 2 : Étude de cas Albuquerque et Albuquerque Community Safety

2.1. Contexte Albuquerque, Nouveau-Mexique

2.1.1. Contexte historique et racial du Nouveau-Mexique

La ville d'Albuquerque est située dans le Nouveau-Mexique, un État du Sud-Ouest des États-Unis (Voir Annexes n°21, n°22 et n°23). Cet État se caractérise par une histoire marquée de la double colonisation espagnole puis américaine qui influence encore la perception raciale de la région. L'État était originellement habité par les peuples Indigènes Pueblos, Apache et Navajo⁴⁶¹. C'est à partir du XVIème siècle que des expéditions venues du Sud, notamment portées par des figures comme Francisco Vásquez de Coronado ou Juan de Oñate, ont commencé la colonisation espagnole⁴⁶². Le territoire fut ainsi intégré à la Nouvelle Espagne en 1609⁴⁶³. Cette période se caractérise par une violence considérable, notamment par la mise en esclavage des populations Indigènes et la répression brutale des rebellions. Symbole de cette violence, Juan de Oñate, qui acquit une réputation de sanguinaire après le massacre des Indiens Acoma dont chaque membre fut amputé d'un pied par punition. Ce personnage fait aujourd'hui extrêmement débat dans la mémoire collective⁴⁶⁴. Par la suite, le Nouveau-Mexique fut intégré au Mexique après l'indépendance du pays en 1821⁴⁶⁵. En 1848, après la guerre américano-mexicaine, le Nouveau-Mexique devint un territoire des États-Unis et subit la colonisation dans le cadre de la Conquête de l'Ouest, une nouvelle fois aux dépens des peuples natifs de l'État.

Aujourd'hui, la population Hispanique est majoritaire au Nouveau-Mexique. La répartition raciale au sein de l'État est de 50% d'Hispaniques, 35% de Blancs

⁴⁶¹ Joseph P. Sanchez, Robert L. Spude et Art Gomez, *New Mexico : A History*, Norman, University of Oklahoma Press, 20 Juil. 2014.

⁴⁶² *Ibid.*

Anne Fairbrother, "Mexicans in New Mexico: Deconstructing the Tri-Cultural Trope", *Perspectives in Mexican American Studies*, n°7, 2000, p. 111-130.

⁴⁶³ Melissa Sherman, "New Mexico (NM)." *Our States: New Mexico*, Sept. 2023.

⁴⁶⁴ John Burnett, "Statues Of Conquistador Juan De Oñate Come Down As New Mexico Wrestles With History", *NPR*, 13 Juil. 2020.

⁴⁶⁵ Joseph P. Sanchez, Robert L. Spude et Art Gomez. *New Mexico : A History*, Norman, University of Oklahoma Press, 20 Juil. 2014.

non-Hispaniques, 11% d'Autochtones et 3% d'Africains-Américains⁴⁶⁶. La région se vante volontiers d'une diversité culturelle et ethnique qui la caractérise et qui se retranscrit dans tous les aspects sociétaux⁴⁶⁷. Ce récit est toutefois fortement critiqué par certains comme un mythe racial qui semble très spécifique au Nouveau-Mexique et à son histoire. Ce mythe « triculturel » prétend que l'État serait immunisé face au racisme et que les trois populations dominantes (Hispaniques, Blanches et Indigènes) y vivraient en parfaite harmonie⁴⁶⁸. Ce mythe aurait été « inventé » au moment de l'adhésion du Nouveau-Mexique comme État des États-Unis « pour effacer les conflits intenses entre les peuples anglophones, Hispaniques et Indigènes », « afin de présenter la région comme accueillante pour l'occupation américaine »⁴⁶⁹. Au fil de l'histoire, les néo-mexicains ont voulu lutter contre le racisme et garantir leurs droits de nationalité en tentant d'utiliser les privilèges associés à la blancheur, par exemple, en mettant l'accent sur leur descendance espagnole⁴⁷⁰.

Ce mythe a été depuis remis en question par le mouvement Chicano⁴⁷¹ et d'autres groupes antiracistes, qui ont souligné l'importance de valoriser la culture et l'héritage mexicain et Indigènes plutôt que de promouvoir le sang espagnol⁴⁷². Ils ont également dénoncé l'invisibilisation du racisme historique et actuel qu'a connu la région, soulignant les discriminations persistantes dans des domaines tels que l'éducation, le logement, la santé, la justice et l'emploi⁴⁷³. Bien que les Hispaniques ont aujourd'hui acquis un certain pouvoir économique et politique au Nouveau-Mexique, les discriminations persistent à leur encontre, ainsi qu'à l'encontre d'autres groupes minoritaires comme les Autochtones, les Africains-Américains ou les Asiatiques⁴⁷⁴. Ces deux derniers groupes, ne faisant pas partie du mythe triculturel, se retrouvent exclus du paysage néo-mexicain. En résumé, le racisme au

⁴⁶⁶ United States Census Bureau QuickFacts, "U.S. Census Bureau QuickFacts : New Mexico", United States Census Bureau QuickFacts, 1 Jul. 2023.

⁴⁶⁷ Anne Fairbrother, "Mexicans in New Mexico: Deconstructing the Tri-Cultural Trope", *Perspectives in Mexican American Studies*, n°7, 2000, p. 111-130.

Casandra D. Salgado, *art. op.*

⁴⁶⁸ *Ibid.*

⁴⁶⁹ Traduit par moi-même : "it was invented to erase intense conflict among and between Anglo, Hispanic and Indigenous peoples", "in order to portray the region as welcoming to American occupation".

Ibid.

⁴⁷⁰ *Ibid.*

⁴⁷¹ *Ibid.*

Rodolfo Acuña, *Occupied America. The Chicano's Struggle toward Liberation*, New York City, Canfield Press, 1 Jan. 1972.

⁴⁷² David R. Maciel et Isidro D. Ortiz. *Chicano/Chicana at the Crossroads. Social economic, and political change*, The University of Arizona Press, 1 Mars 1996.

⁴⁷³ *Ibid.*

⁴⁷⁴ Casandra D. Salgado, *art. op.*

Nouveau-Mexique est un phénomène complexe qui a des origines historiques profondes et qui continue toujours à avoir des répercussions importantes sur la société contemporaine.

2.1.2. Contexte social du Nouveau-Mexique

Albuquerque compte aujourd'hui 561 008 habitants, soit un quart de la population de l'État⁴⁷⁵. L'économie du Nouveau-Mexique paraît assez prospère avec un taux de chômage bas et une croissance soutenue notamment portée par les secteurs de l'agriculture, du tourisme, de l'énergie et de la production filmographique qui participe au soft power de l'État⁴⁷⁶. Le Nouveau-Mexique reste toutefois l'un des États les plus pauvres du pays avec 16,8% de ménages sous le seuil de pauvreté laissant ainsi 285 220 personnes sujettes à la faim, soit un adulte sur sept⁴⁷⁷. Cette précarité touche disproportionnellement les Natifs et les Africains-Américains représentant respectivement 30% et 15% des foyers pauvres de l'État⁴⁷⁸. Cette situation serait due à un taux d'activité et des salaires trop bas ainsi qu'un niveau d'éducation trop faible⁴⁷⁹. Le Nouveau-Mexique est au plus bas dans les classements en termes d'éducation, parfois même classé 50ème pour sa qualité éducative⁴⁸⁰. L'État a mis en place un certain nombre de programmes notamment le SNAP (*Supplemental Nutrition Assistance Program*) et le Medicaid pour endiguer cette pauvreté, sans toutefois obtenir des résultats concrets. La ville connaît aussi de forts problèmes sociaux et représente de ce point de vue une exacerbation des dynamiques nationales.

En 2023, on dénombrait 2 394 personnes dormant dans la rue chaque nuit au Nouveau-Mexique, un chiffre en augmentation de 83% par rapport à l'année précédente (Voir

⁴⁷⁵ Population de la zone métropolitaine : 967,000

⁴⁷⁶ Sherman Melissa, "New Mexico (NM)." *Our States: New Mexico*, Sept. 2023.

Fred Harris, *New Mexico 2050*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 1 Août 2015.

⁴⁷⁷ HRSA Maternal & Child Health, "III.B. Overview of the State - New Mexico", HRSA Maternal & Child Health, [en ligne], s.d.

[<https://mchb.tvisdata.hrsa.gov/Narratives/Overview/8b609333-f44b-4eeb-a392-f09e56afd404> (consulté le 23/07/2024)]

Feeding America, "Hunger in New Mexico", Feeding America [en ligne], s.d.

[<https://www.feedingamerica.org/hunger-in-america/new-mexico> (consulté le 23/07/2024)]

John Creamer, Emily A. Shrider, Kalee Burns et Frances Chen, "Poverty in the United States 2021", United State Census Bureau, Septembre 2022.

[<https://www.feedingamerica.org/hunger-in-america/new-mexico> (consulté le 23/07/2024)]

⁴⁷⁸ *Ibid.*

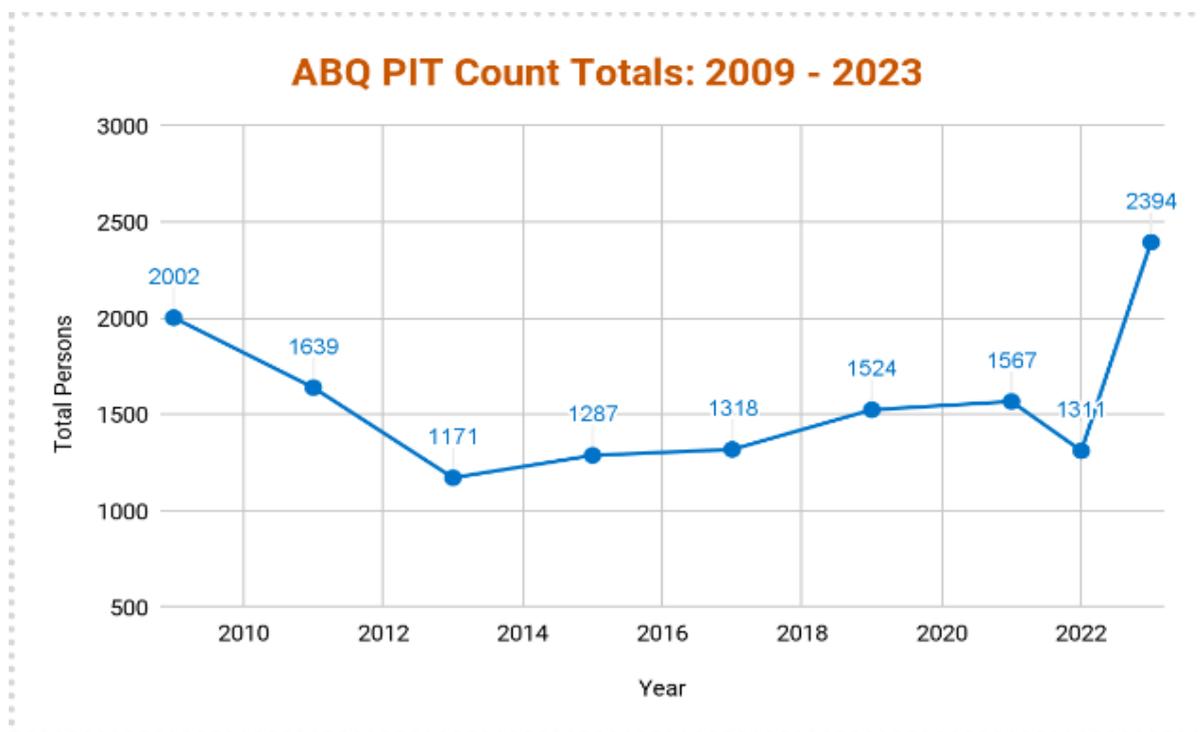
⁴⁷⁹ *Ibid.*

⁴⁸⁰ Adam McCann, "Most & Least Educated States in America", Wallethub [en ligne], 12 Fév. 2024.

[<https://wallethub.com/edu/e/most-educated-states/31075> (consulté le 23/07/2024)]

Annexe 24 et figure n°5 ci-dessous)⁴⁸¹. Ces familles ou ces personnes isolées sont à 50% placées en foyer et à 50% vivant dans la rue. Le nombre de places en foyer n'est pas forcément le principal problème, beaucoup de personnes refusent de dormir dans les hébergements d'urgence à cause de mauvaises expériences passées en foyer, de peur de la violence ou bien de critères d'entrée excluant comme l'interdiction des animaux de compagnie, l'existence d'antécédents judiciaires ou encore la barrière linguistique. La population sans domicile fixe est disproportionnellement Hispanique (53,7%), Indigène (14,5%), Noire (14,5%) et LGBT⁴⁸². Les situations de sans-abrisme se croisent très souvent avec d'autres problèmes sociaux. En effet, 15% des SDF d'Albuquerque le sont à la suite de violences domestiques, 50% souffrent de problèmes de santé mentale et 45% montrent des troubles liés à l'abus de substances⁴⁸³.

Figure n°5 : Évolution du nombre de personnes sans-abri à Albuquerque



⁴⁸¹ New Mexico Coalition to End Homelessness, 2023 Point-In-Time Count Albuquerque and Balance of State Report, 2021.

⁴⁸² *Ibid.*

New Mexico State University, Intimate Partner Violence/Homelessness, 2023.

⁴⁸³ *Ibid.*

Source : New Mexico Coalition to End Homelessness. 2023 Point-In-Time Count Albuquerque and Balance of State Report, 2023.

Ce dernier problème est justement un fléau pour le Nouveau-Mexique et Albuquerque. L'État détient le taux le plus élevé de mortalité lié à l'alcool et le 6ème taux le plus haut en matière d'overdose⁴⁸⁴. L'abus de substance est ainsi un problème de santé publique majeur pour le Nouveau-Mexique, une situation qui a empiré depuis la pandémie (Voir Annexes n°25, n°26 et n°27). Entre 2019 et 2021, le nombre de décès lié à l'alcool a augmenté de 31% (2 274 morts) et celui associé à la drogue de 68% (1 029 morts)⁴⁸⁵. Ces overdoses sont principalement dues à la prise de fentanyl, de méthamphétamines ou d'autres opioïdes qui sont devenues les drogues les plus communes dans cet État. De ce point de vue, le Nouveau-Mexique est parfaitement représentatif de la crise des opioïdes qui touche les États-Unis⁴⁸⁶. L'État a fait de gros efforts pour répondre à cette crise en débloquant notamment 800 millions du Programme Medicaid Behavioral Health (aide fédérale) et 200 millions de l'État lui-même pour développer un système de traitement des addictions efficace⁴⁸⁷. Il reste encore toutefois énormément à faire du côté de la prévention.

En termes de santé mentale, la situation semble également très grave et ne va pas en s'améliorant (Voir Annexes n° 28 et 29). L'État dispose du 4ème plus haut taux de suicide du pays dont 57% par arme à feu⁴⁸⁸. Il est ainsi le reflet d'une crise de la santé mentale au niveau national⁴⁸⁹. Celle-ci touche fortement la jeunesse au Nouveau-Mexique, deux lycéens sur trois seraient en détresse mentale et un collégien sur cinq aurait connu une dépression sévère au cours de l'année passée. Chez les adultes, 18% se seraient déclarés en dépression lors de l'année 2020 et 7% seraient atteints d'une maladie psychologique sérieuse⁴⁹⁰. Les principales causes de ces maladies mentales seraient des traumatismes vécus pendant l'enfance,

⁴⁸⁴ New Mexico Legislative Finance Committee, Progress Report Program Evaluation Unit, Addressing Substance Abuse, Disorders, 24 Août 2023.

⁴⁸⁵ *Ibid.*

⁴⁸⁶ Ivana Obradovic, « La crise de opioïdes aux Etats Unis : origines, failles réglementaires et gestion. L'exemple de l'oxycontin », Patomac Papers, vol. 33, Ifri, Dec 2018.

⁴⁸⁷ *Ibid.*

⁴⁸⁸ New Mexico Department of Health, "State of Mental Health in New Mexico", New Mexico Department of Health, Mars 2022.

⁴⁸⁹ Mental Health America, The State of Mental Health in America, 2023. Thomas Insel, America's Mental Health Crisis, 8 Dec. 2023.

⁴⁹⁰ New Mexico Legislative Finance Committee, Progress Report Program Evaluation Unit : Addressing Substance Abuse, Disorders, 24 Août 2023.

notamment des agressions sexuelles, du harcèlement scolaire ou encore des revenus trop faibles.

Enfin, le problème des violences domestiques touche énormément de Néo-Mexicains. L'État dispose encore une fois d'une moyenne nationale bien supérieure dans ce domaine⁴⁹¹. En 2018, c'est plus de 19 000 signalements qui ont été faits à la police. Dans un tiers des cas, des enfants étaient présents, ce qui, on le sait, laisse des traumatismes et des séquelles lourdes pour leur avenir⁴⁹². L'État finance de plus en plus la lutte contre ces violences domestiques par le CYFD⁴⁹³ et le DVOTI⁴⁹⁴. Il semble toutefois exister des problèmes d'efficacité pour les programmes d'aide qui peinent à attirer les victimes et les auteurs de ces violences avant que les drames ne surviennent⁴⁹⁵. L'État ne parvient pas à trouver de solution viable face à ce problème ce qui se traduit par un taux de récurrence de 40%⁴⁹⁶. Ce problème est étroitement lié à ceux vus précédemment. La pression économique est au centre des relations de violence domestique. La plupart des victimes sont pauvres et restent avec leur agresseur par pression psychologique mais également par dépendance financière, par peur de se retrouver à la rue, notamment lorsque des enfants sont impliqués⁴⁹⁷. La consommation d'alcool et drogue et plus généralement les problèmes de santé mentale sont également des facteurs importants qui empêchent les victimes de quitter les foyers violents⁴⁹⁸. Une grande partie des auteurs de féminicides remplissent ces caractéristiques et étaient sous emprise pendant l'acte⁴⁹⁹. Enfin, ces violences surviennent particulièrement chez les femmes Africaines-Américaines et Indigènes⁵⁰⁰.

⁴⁹¹ New Mexico Legislative Finance Committee, Progress Report Program Evaluation Unit : Domestic Violence Programs For Victims and Batterers, Oct. 2019.

⁴⁹² The New Mexico Interpersonal Violence Data Central Repository, Incidence and Nature of Domestic Violence In New Mexico XVIII, 2018.

⁴⁹³ Child, Youth & Family Department

⁴⁹⁴ Domestic Violence Offender Treatment intervention

⁴⁹⁵ New Mexico Legislative Finance Committee, Progress Report Program Evaluation Unit : Domestic Violence Programs For Victims and Batterers, Oct. 2019.

⁴⁹⁶ *Ibid.*

⁴⁹⁷ The New Mexico Interpersonal Violence Data Central Repository. Incidence and Nature of Domestic Violence In New Mexico XVIII, 2018.

⁴⁹⁸ *Ibid.*

⁴⁹⁹ New Mexico Intimate Partner Violence Death Review Team. Findings & Recommendations from CY2019 Intimate Partner Violence Deaths, 2022.

⁵⁰⁰ The New Mexico Interpersonal Violence Data Central Repository. Incidence and Nature of Domestic Violence In New Mexico XVIII, 2018.

2.1.3. La criminalité au Nouveau-Mexique

La ville est aussi tristement connue pour sa très forte criminalité. L'État est dans le haut du classement dans chaque critère mesurant le taux de criminalité : crimes violents, meurtres, viols, cambriolages, agressions graves, atteintes à la propriété, vols de voiture⁵⁰¹. En 2022, Albuquerque a été classé troisième ville la plus dangereuse des États-Unis avec 10,1 crimes violents et 36,5 atteintes à la propriété pour 1000 habitants⁵⁰². Cette criminalité a d'ailleurs drastiquement augmenté depuis 2013 (Voir Annexe n°30)⁵⁰³. Cette criminalité s'explique par différents facteurs notamment des facteurs socio-économiques (vus précédemment) avec un grand nombre de personnes cumulant sans-abrisme, problème d'addiction et de santé mentale qui errent dans les rues, en particulier à Albuquerque. À cela s'ajoute également la présence assez répandue de gangs et de cartels dans la région du Sud-Ouest notamment dans les villes d'El Paso, ville frontalière avec le Mexique, de Las Cruces, d'Albuquerque et de Santa Fe⁵⁰⁴. Ces groupes sont à la base du trafic de drogue et ont une culture réputée hyper violente. Ils profitent de l'abandon social pour recruter de jeunes membres et sont à l'origine d'une très forte criminalité. Ces classements et cette association avec les gangs, qui a aussi pu être propagée par la série télévisée *Breaking Bad*, ont donné à Albuquerque la réputation d'une ville extrêmement violente et gangrenée par le crime.

Cette image est toutefois largement à nuancer. La répartition de la criminalité à Albuquerque est fortement concentrée géographiquement. « Une personne qui vit dans les Northeast Heights n'est pas forcément confrontée à la criminalité en temps normal. En revanche, pour une personne vivant dans le District international, la criminalité peut faire partie de sa vie quotidienne »⁵⁰⁵. Le Sud de l'Interstate-40 semble en effet bien plus touché par le crime (Voir figure n°6 ci-dessous). C'est notamment le cas de l'International District

⁵⁰¹ New Mexico's Health Indicator Data & Statistics, "Crime rate", New Mexico's Health Indicator Data & Statistics, 2016.

⁵⁰² Rebecca Edwards, "10 Most Dangerous Cities in the US", Safewise [en ligne], 13 octobre 2023. [<https://www.safewise.com/blog/most-dangerous-cities/>] (consulté le 23/07/2024)

⁵⁰³ Dustin Schiffer, *Recent Violent Crime Dynamics and Spatial Patterns in Albuquerque*. University of Arizona, Mémoire, 2019.

⁵⁰⁴ Robert J. Durán, *The Gang Paradox : Inequalities and Miracles on the U.S.-Mexico Border*. New York City, Columbia University Press, 2018.

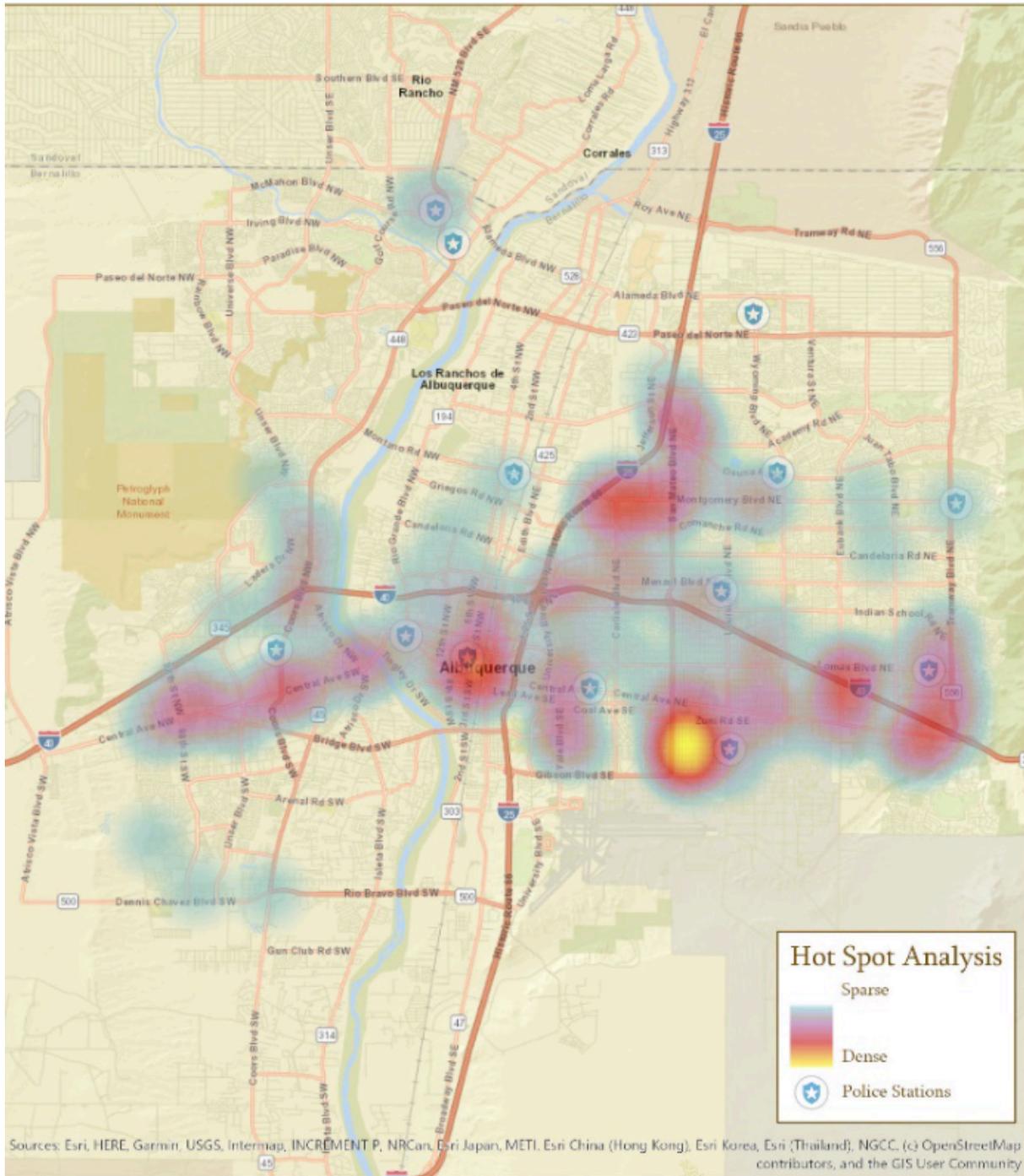
Jordan Honeycutt, "Gang in Albuquerque's North Valley tied to 16 murders, 24 sex crimes, and more", *KRQE News*, 16 Fév. 2024.

⁵⁰⁵ Traduit par moi-même : "To an individual living in the Northeast Heights, they may not encounter crime on a normal basis. But to an individual living in the International District, crime may be a part of their everyday life" Dustin Schiffer, *Recent Violent Crime Dynamics and Spatial Patterns in Albuquerque*. University of Arizona, Mémoire, 2019.

qui a été surnommé la “War Zone” à cause d’un niveau de violence extrême qui fait monter les statistiques de toute la ville⁵⁰⁶. Cette partie Sud-Ouest de la ville concentre ainsi crime, violence, trafic de drogue, pauvreté et éducation de faible qualité.

⁵⁰⁶ *Ibid.*

Figure n°6 : Répartition du crime à Albuquerque



Author: Dustin Schiffer
 GIST909 Final Project
 Data Source: City of Albuquerque



0 0.75 1.5 3 4.5 6 Miles

Source : Dustin Schiffer, *Recent Violent Crime Dynamics and Spatial Patterns in Albuquerque*. University of Arizona, Mémoire, 2019.

Ces derniers ont respectivement 5 fois, 2 fois et 1,5 fois plus de risque de mourir de cette manière qu'une personne Blanche⁵⁰⁷. En termes de suicide, c'est en revanche les hommes Blancs de plus de 35 ans qui sont le plus concernés. Ils représentent 12% de la population mais 35% des suicides par armes. Ce problème d'arme au Nouveau-Mexique touche autant les zones urbaines que rurales. Villes et campagnes sont toutes deux affectées par les homicides armés, les espaces ruraux ont cependant un taux de suicide armé plus élevé. L'État semble toutefois fournir des efforts pour prévenir ce problème, en effet, il a récemment adopté différentes lois pour réglementer l'accès aux armes⁵⁰⁸. En 2019, une loi a été votée sur l'obligation de vérification des antécédents pour toutes les ventes d'armes à feu ainsi qu'une série de mesures de protection contre les violences domestiques⁵⁰⁹. En 2020, le Nouveau-Mexique a également adopté l'Extreme Risk Law et en 2023 une loi sur la prévention de leurs accès par les enfants⁵¹⁰. Selon différents organismes, le Nouveau-Mexique serait en bonne voie dans la lutte contre les armes⁵¹¹. Les effets tardent toutefois à se faire ressentir, ces nouvelles lois ayant été votées que très récemment. Le problème des armes nous intéresse particulièrement car il justifie très souvent la présence policière pour de nombreuses interventions.

2.2. Police et contestation au Nouveau-Mexique et à Albuquerque

2.2.1. L'APD et les débats sur les violences policières à Albuquerque

Le Nouveau-Mexique a l'un des plus hauts taux de meurtres policiers par habitants du pays⁵¹². Selon Mapping the Violence, un site web créé par Campaign Zéro pour documenter les violences policières, la police dans cet État tuerait 32 personnes par an, soit 15 par million d'habitants, le second plus haut taux après le Wyoming⁵¹³. Un problème qui touche plus les minorités notamment les Africains-Américains, ces derniers ayant 3,7 fois plus de risque de

⁵⁰⁷ *Ibid.*

⁵⁰⁸ Everytown for gun safety Support Fund : Everytown Research & Policies. 2024 Everytown Gun Law ranking - Gun Safety Policies Save Lives, 2024.

⁵⁰⁹ Gilford Law Center - To prevent gun violence, Annual Gun Law Scorecard - New Mexico, 11 Avril 2024.

⁵¹⁰ Everytown for gun safety Support Fund : Everytown Research & Policies. 2024 Everytown Gun Law ranking - Gun Safety Policies Save Lives, 2024.

⁵¹¹ *Ibid.*

⁵¹² Jaclyn Diaz, "Why New Mexico has one of the highest rates for killings by police", *NPR*, 14 avril 2023.

⁵¹³ Mapping Police Violence[en ligne]. [<https://mappingpoliceviolence.org/>] (consulté le 23/07/2023)]

se faire tuer que les personnes blanches dans le Nouveau-Mexique⁵¹⁴. Une disproportion d'autant plus choquante que les Africains-Américains dans cet État ne représentent que 2,7% de la population⁵¹⁵. De plus, il semblerait que ces chiffres, notamment ceux du nombre de personnes tuées par la police, soient sous-estimés⁵¹⁶. Il faut également signaler les discriminations de la police envers les peuples Indigènes de la région qui représentent une partie importante de la population.

Le contexte politique autour de l'APD et de la lutte contre les violences policières au Nouveau-Mexique a fortement évolué depuis une dizaine d'années. Une date fondamentale dans ce débat autour des violences policières est le 16 mars 2014, jour du meurtre de James Boyd qui a profondément choqué la ville.

Ce jour-là, le APD⁵¹⁷ avait reçu un appel par le 911 pour signaler un homme campant illégalement dans les Sandia Mountains⁵¹⁸. Lorsque la police est arrivée, Boyd était de toute évidence en train de souffrir de problèmes psychologiques et d'entendre des voix. La situation a par la suite très vite dégénéré, l'officier Mcdaniel sortant son arme et la braquant sur Boyd, celui-ci répondit en sortant un canif. La police a alors appelé des renforts. Au total, c'est 40 policiers, dont des agents du SWAT, qui ont été mobilisés pour cet événement au départ mineur. Après trois heures de négociations, Boyd finit par accepter de se rendre et de descendre de la colline. Il était clairement désorienté et la présence de nombreux policiers tout autour de lui ne faisait qu'empirer cette situation. Il dit à ce moment-là « Ne vous inquiétez pas pour la sécurité, je ne suis pas un putain d'assassin »⁵¹⁹. Toutefois, alors qu'il récupérait ces affaires, un agent du APD a envoyé une grenade assourdissante sur Boyd, un autre a entrepris de le taser et un dernier a libéré sur lui un chien policier. Alors qu'il essayait de s'échapper une nouvelle fois, Boyd prit une balle dans le dos. Une fois au sol, il se fit encore tirer dessus avec des balles en caoutchouc et le Berger allemand fut une nouvelle fois relâché sur Boyd et le mordit à la jambe. Boyd fut finalement menotté et emmené à l'hôpital où il mourut après s'être fait amputer d'un bras, de sa rate, d'une section de son poumon et de son intestin.

⁵¹⁴ *Ibid.*

⁵¹⁵ United States Census Bureau QuickFacts, "U.S. Census Bureau QuickFacts : New Mexico", United States Census Bureau QuickFacts, 1 Jul. 2023.

⁵¹⁶ David Hemenway et al, "Variation in rates of fatal police shootings across US states : The role of firearm availability", *Journal of Urban Health*, vol. 96, n°1, octobre 2018, p. 63-73.

Colin Loftin et al, "Underreporting of justifiable homicides committed by police officers in the United States, 1976-1998", *American Journal of Public Health*, vol. 93, n°7, Jul. 2003, p. 1117-21.

⁵¹⁷ Albuquerque Police Department.

⁵¹⁸ Rick Rojas et Joseph J. Kolb, "Albuquerque Officers Are Charged With Murder in Death of Homeless Man", *The New York Times*, 12 Jan. 2015.

⁵¹⁹ Traduit par moi-même : "Don't worry about safety," he told the police. "I'm not a fucking murderer."

Ce cas a provoqué une très forte indignation à Albuquerque et a entraîné de très larges manifestations⁵²⁰. Cet événement révélateur des problèmes existant au sein du APD faisait écho à celui de Christopher Torres tué en 2011 alors qu'il était en pleine crise de schizophrénie⁵²¹. Ce cas avait alors mené à une enquête du DOJ sur les pratiques de ce département. Les résultats de cette investigation ont été révélés en 2022 et sont sans appel. L'investigation a établi qu'il existait « une pratique systématique de l'usage excessif de la force qui viole la Constitution et le droit fédéral »⁵²². Les actions du APD iraient à l'encontre du Quatrième Amendement et du Violent Crime Control and Law Enforcement Act⁵²³. L'enquête liste et détaille tous les points au travers desquels le APD échoue dans ses missions : dans le recrutement, les formations, les politiques, les supervisions (les policiers n'étant jamais poursuivis pour leurs actes), la discipline, le management, l'utilisation de la force, l'utilisation des armes létales et non-létales et enfin les gestions des crises avec une incapacité certaine à traiter correctement les crises de santé mentale.

Malgré des changements opérés, les débats sur la police et la sécurité en général restent très importants à Albuquerque. Ils structurent une grande partie de la politique de la ville. L'ancien maire républicain, Richard Berry, et Gordon Eden, le chef de la police qu'il a nommé, ont tous deux perdu le soutien de la population à cause d'échecs et de leur incapacité à empêcher la croissance du crime⁵²⁴. C'est justement sur cette promesse de baisse de la criminalité que s'est fait élire l'actuel maire démocrate Tim Keller. En 2020, les événements qui ont suivi la mort de George Floyd se sont propagés jusqu'au Nouveau-Mexique. De très larges manifestations ont eu lieu en particulier à Albuquerque et Santa Fe.

2.2.2. Les forces politiques du débat à Albuquerque

On retrouve dans ce débat autour des violences policières à Albuquerque et au Nouveau-Mexique, les mêmes forces politiques qu'au niveau national.

⁵²⁰ Bill Chapell, "Albuquerque Protest Of Fatal Police Shootings Turns Into Chaos", *NPR*, 31 Mars 2014.

⁵²¹ Laura Thoren, "Family of man fatally shot by APD settles for \$6M", *KOAT*, 22 Mai 2015.

⁵²² Traduit par moi-même : "a pattern or practice of excessive force that violates the Constitution and federal law"

U.S. Department of Justice, "Albuquerque Police Department. Findings Letter", U.S. Department of Justice, 10 Avril 2014.

⁵²³ United State Attorney's Office : District of New Mexico, "US Investigation Into Albuquerque Police Department", 30 Nov. 2023.

⁵²⁴Dustin Schiffer, *Recent Violent Crime Dynamics and Spatial Patterns in Albuquerque*. University of Arizona, Mémoire, 2019.

2.2.2.1 *Law and Order* à Albuquerque

Tout d'abord, le camp de la « loi et de l'ordre » est représenté par les politiciens conservateurs républicains ainsi que par la police et ses syndicats. À l'automne 2021, ce camp était représenté par Eddy Aragon un animateur radio pro-police et pro-incarcération⁵²⁵. La lutte contre la criminalité était l'un de ses principaux thèmes de campagne⁵²⁶. Il était très critique du DOJ qui empêcherait selon lui de lutter contre le crime correctement et promettait plus de staff et de financements pour la police. C'est toutefois le maire démocrate et réformiste Tim Keller qui fut très largement réélu, ce qui montre le peu d'écho de cette position au Nouveau-Mexique.

Un autre cas également intéressant est celui de Shaun Willoughby, président du syndicat des policiers burqueños. Il met au centre de ses priorités la défense de la propriété, milite pour moins de supervision des policiers et plus de fonds pour le département⁵²⁷. Il insiste également sur la difficulté du travail policier depuis l'arrivée du DOJ. Depuis 2012, les policiers exerceraient leur métier dans la « constante peur et tyrannie du risque de perdre son emploi tous les jours simplement pour faire son travail »⁵²⁸. Un mal-être qui se perçoit dans les démissions au sein du département de police qui se multiplient depuis le début de l'enquête du DOJ. Le département ne compte que 833 officiers sur les 1100 normalement prévus⁵²⁹. Des départs et des non-recrutements qui s'expliquent par les perceptions négatives de la population envers les policiers.

Assez paradoxalement, Shaun Willoughby pourrait s'accorder avec des militants réformistes ou abolitionnistes lorsqu'il dit que la police est « inefficace et inutile pour répondre aux situations concernant les urgences de santé comportementale »⁵³⁰. Il critique même le manque de solution à long terme, notamment en ce qui concerne les problèmes d'addiction et de sans-abrisme. Il déplore que les policiers et travailleurs sociaux doivent venir en aide continuellement aux mêmes patients chaque jour sans que de solution viable ne soit trouvée. C'est justement ce genre de ressources que veulent financer les militants DTP,

⁵²⁵ Margaret Wright, "ABQ police union president makes a compelling case for defunding the department", *Source NM*, 9 Nov. 2021.

⁵²⁶ Brittany Bade, "2021 Mayoral Election : Eddy Aragon", *KRQE News*, 20 Oct. 2021.

⁵²⁷ *Ibid.*

⁵²⁸ *Ibid.*

⁵²⁹ Dustin Schiffer, *Recent Violent Crime Dynamics and Spatial Patterns in Albuquerque*. University of Arizona, Mémoire, 2019.

⁵³⁰ *Ibid.*

un mouvement auquel il s'oppose farouchement⁵³¹. Assez ironiquement il utilise l'argument des réformes pour s'opposer à DTP : « La question du financement de la police ne devrait pas faire partie de la conversation. S'ils veulent une réforme, s'ils veulent une formation supplémentaire, il faut augmenter le financement ». Cette citation montre parfaitement la complexité et l'entremêlement des positions.

2.2.2.2 Un grand mouvement de réforme

Depuis la mort de James Boyd qui a profondément choqué la ville et le lancement de l'investigation DOJ, un large mouvement de réformes s'est lancé à Albuquerque. C'est cette approche qui a été privilégiée par la population. L'investigation du DOJ a laissé place à un accord entre le département, APD et la ville sur une série de mesures à mettre en place⁵³². Depuis 10 ans, la ville est ainsi forcée de suivre les recommandations de réformes ordonnées par le DOJ sous peine de sanction financière. Ces réformes inscrites dans cet accord sont aujourd'hui intégrées à l'APD à 80%⁵³³. Parmi celles-ci, on retrouve l'équipement pour chaque officier de caméras portatives, la création d'une unité d'investigation civile, l'augmentation du temps de formation à la gestion de crise, la meilleure collecte des données sur les violences policières, la création d'un bureau chargé de guider les réformes ainsi que des changements au niveau des recrutements et de l'académie de police⁵³⁴. Des réformes qui auraient déjà montré des résultats selon le procureur du district du Nouveau-Mexique, Alexander Uballez, avec une réduction de 30% de l'utilisation de la force.

2.2.2.3 Le mouvement abolitionniste à Albuquerque

Parallèlement à ce mouvement de réforme, il existe un mouvement abolitionniste qui semble assez modéré à Albuquerque en comparaison avec d'autres villes comme Minneapolis, Minnesota. Les forces abolitionnistes se sont notamment regroupées en 2020 avec le groupe Abolish APD⁵³⁵. Celui-ci est composé de militants, d'organisations

⁵³¹ Marissa Armas, ABQ police union: 'Defund Police' movement is 'infuriating', *KOAT News*, 11 Juin 2020.

⁵³² Consent Decree

U.S. Department of Justice. Justice Department Announces Major Milestones Achieved in Policing Reform Efforts for the City of Albuquerque and Albuquerque Police Department, 23 Avril 2023.

⁵³³ *Ibid.*

⁵³⁴ *Ibid.*

⁵³⁵ Abolish APD Coalition, "It's Time to Defund Police in Albuquerque, And Here's How We Can Do It", *Verso*, 12 June 2020.

communautaires et de professeurs de l'Université du Nouveau-Mexique notamment. Le groupe s'est fait connaître à travers les manifestations qui ont eu lieu dans la ville lors de l'été 2020 comme dans tout le reste du pays. Le groupe a également été présent sur les réseaux sociaux et a détaillé ses positions et les spécificités de l'APD dans un communiqué publié sur Verso, le 12 juin 2020. APD rentrerait parfaitement dans le cercle de violences policières - manifestations - réforme que dénoncent les abolitionnistes. Les meurtres commis par les officiers de l'APD sont récurrents depuis de très longues années, les abolitionnistes diraient même depuis sa création⁵³⁶. Entre 1987 et 1997, le APD aurait injustement tué 31 personnes, ce qui a provoqué une grande colère au sein des communautés. Pour répondre à cela, le conseil municipal avait, à l'époque, engagé une série de réformes du Département de Police notamment en termes de recrutement, de formation et de supervision. Ces mesures n'ont toutefois pas eu les effets escomptés : entre 1998 et 2004 23 personnes furent tuées, soit un taux encore plus élevé. En 2004, une nouvelle série de réformes vit donc le jour. Entre 2006 et 2014 c'est 48 personnes qui furent tuées ce qui provoqua de fortes mobilisations et l'investigation du DOJ. Celle-ci a amené à des réformes encore plus importantes, ce qui pour les abolitionnistes ne servira à rien à part relégitimer la police⁵³⁷.

Comme prévu par les abolitionnistes, malgré les réformes qui ont fait suite à l'investigation du DOJ, les cas de violences policières continuent à exister. C'est le cas de Valente Acosta-Bustillos et de Max Mitnik ayant été respectivement tué et mutilé à vie en 2020 par le APD après un appel au 911. En février 2021, une coalition de groupes abolitionnistes (Fight For Our Lives Albuquerque (FFOL), All African People's, Revolutionary Party, Power Through Peace, Save the Kids from Incarceration and Allied People's Coalition, Red Nation) a protesté une nouvelle fois en faveur de l'abolition de l'APD⁵³⁸. Au total, c'est 70 militants qui se sont rassemblés et ont milité autour du poste de police. Ces manifestants ont pointé leur exaspération, une intervenante a ainsi déclaré : « Les habitants d'Albuquerque, les familles de ceux qui ont été tués par la police, les autochtones, les travailleurs de couleur et les communautés sans-abri en ont assez de la terreur de l'APD

⁵³⁶ Robert McGoey, *Albuquerque's Stolen Lives : Killed by APD, 1987-2005*. Albuquerque Copwatch, 2006.

⁵³⁷ Murakawa, Naomi, "The police reform works – for the police", Abolition for the People [en ligne], 2020. [<https://level.medium.com/abolition-for-the-people-397ef29e3ca5> (consulté le 23/07/2024)]

⁵³⁸ Gabriel Biadora, "Enough APD terror: Protesters call for abolition over reform", Daily Lobo, 3 Mars 2021.

»⁵³⁹. Les intervenants ont également insisté sur les nombreuses nouvelles victimes des derniers mois⁵⁴⁰.

Au-delà des manifestations, le camp abolitionniste se compose de différentes organisations qui proposent principalement une aide directe aux membres de la communauté. Une manière de construire dès aujourd'hui les solidarités et les structures alternatives que les abolitionnistes appellent de leurs vœux. C'est le cas de The Hook Up ou John Brown Breakfast Club qui fournissent des vêtements et de la nourriture aux personnes sans-abri et marginalisées d'Albuquerque. En 2020, Albuquerque Mutual Aid s'est également formé. Il s'agit d'une coalition d'organisations locales et d'individus qui s'efforcent de protéger les membres des communautés à risque lors de la crise du COVID-19 au Nouveau-Mexique. Enfin, d'autres organisations comme SouthWest Organising Project optent pour une éthique abolitionniste qui se traduit par le fait de se passer de la police au quotidien au profit d'une solidarité communautaire⁵⁴¹. L'idée est de rendre la police obsolète comme Angela Davis voulait rendre la prison obsolète. Les forces abolitionnistes semblent, comme dans les autres villes du pays, avoir profité du mouvement de l'été 2020 pour multiplier les actions et gagner en visibilité. Le mouvement abolitionniste à Albuquerque reste toutefois limité et s'est essoufflé après l'été 2020.

2.2.3. Le débat Defund the Police à Albuquerque

Comme dans de nombreuses autres villes aux États-Unis, Albuquerque et Santa Fe⁵⁴² ont connu de grandes manifestations à la suite du meurtre de George Floyd. Ces manifestations ont regroupé des milliers de personnes et ont été principalement pacifiques,

⁵³⁹ Traduit par moi-même : “The people of Albuquerque, the families of those slain by the police, the Indigenous, the working class people of color and unsheltered communities have had enough of APD terror”. Gabriel Biadora. “Enough APD terror:’ Protesters call for abolition over reform”, *Daily Lobo*, 3 Mars 2021.

⁵⁴⁰ *Ibid.*

KOAT, “Park Ranger caught on camera tasing Native American man hiking off-trail”, *KRQE News*, 30 Dec. 2020.

Colleen Keane, Three years after murders, mixed reactions to city's remediation, *Santa Fe New Mexican*, 30 Dec. 2020.

Gabriel Biadora et Shelby Kleinhans, “Unhoused woman cited for littering dies in MDC custody”, *Daily Lobo*, 16 Fev. 2021.

Edmundo Carrillo, “Rio Arriba County resident ID'd as man killed by police”, *Albuquerque Journal*, 21 Fev. 2021.

⁵⁴¹ Sydney Gold & Layla Brown-Clark, 'Reform around the edges': Changes to policing have been piecemeal, not comprehensive, *Tucson Sentinel*, 12 Oct. 2022.

⁵⁴² Kyle Land, “Citizens Call on Santa Fe to Defund Police”, *Albuquerque Journal (NM)*, 1 Août 2020.

avec des réunions à l'Université du Nouveau-Mexique, à Central, l'une des principales rues de la ville et devant le poste du APD du centre-ville⁵⁴³. Au cœur de ces manifestations on retrouve des veillées pour George Floyd, des pancartes reprenant les slogans BLM, une majorité d'appels à réformer la police et quelques mentions à définancer ou abolir la police⁵⁴⁴. Les manifestations ont également pris des formes plus violentes avec des affrontements avec la police et des commerces vandalisés⁵⁴⁵. Les groupes à l'origine de ces provocations n'ont pas été identifiés, mais ils ne semblent pas appartenir aux manifestants BLM⁵⁴⁶. Des violences ont également eu lieu lors de la manifestation du 15 juin autour de la Statue d'Oñate qui ont mené à des affrontements dont le bilan a été un manifestant blessé après s'être fait tirer dessus par un policier⁵⁴⁷. Ces confrontations ont vu s'opposer des manifestants BLM, venus dénoncer la suprématie blanche que représente cette statue, et des miliciens d'extrême droite armés, Blancs et Hispaniques, attachés à l'histoire de Oñate, un des fondateurs de l'État et symbole de la résistance contre la domination des Anglo au Nouveau-Mexique depuis le XIXe siècle.⁵⁴⁸ Les débats sur la police ont ainsi ravivé toutes les tensions raciales de la région et notamment en termes de mémoire.

Une des particularités du mouvement DTP à Albuquerque est la réponse apportée par le maire Tim Keller sous la pression du rapport de force engagé par les manifestants. Le 15 juin, au cœur du mouvement social, Keller a donc annoncé la création d'un département alternatif de santé publique répondant aux appels de situations non-violentes notamment les problèmes de santé mentale ou de sans-abrisme⁵⁴⁹. Ce projet était mentionné depuis 2018 mais n'avait jamais vu le jour⁵⁵⁰. Le but de la création de cette nouvelle entité était de répondre aux critiques des manifestants tout en déchargeant la police de certaines missions et lui permettre de se concentrer sur la lutte contre le crime. Pour le chef de la police Michael

⁵⁴³ KRQE, "Another night of peaceful protest in Albuquerque along Central", KRQE News, 2 Juin 2020.

⁵⁴⁴ Brady Wakayama, "Thousands attend Sunday vigil for George Floyd, march down Central", KRQE News, 31 Mai 2020.

⁵⁴⁵ KRQE News, "Timeline : Albuquerque protests go from peaceful to riots Sunday night", KRQE News, 1 Juin 2020.

⁵⁴⁶ Brady Wakayama, "Thousands attend Sunday vigil for George Floyd, march down Central", KRQE News, 31 Mai 2020.

⁵⁴⁷ Sharif Paget et al, "New Mexico prosecutor criticizes police and drops top charge in Albuquerque protest shooting", CNN, 18 Juin 2020.

⁵⁴⁸ Simon Romero, "Man Is Shot at Protest Over Statue of New Mexico's Conquistador", The New York Times, 15 Juin 2020.

⁵⁴⁹ Marissa Armas, "Amid movement to 'defund police,' ABQ mayor creates new public safety department to address social issues", KOAT, 15 Juin 2020.

⁵⁵⁰ Justice Center : The council for state governments, "Albuquerque Community Safety Department – Albuquerque", NM.

Geier, il s'agit d'un soulagement pour son département en sous-effectif et pour ces policiers qui ne savent pas comment gérer bons nombres de situations⁵⁵¹. La création a toutefois fait débat car elle était pour certains, comme Shaun Willoughby, synonyme d'un définancement du département⁵⁵². La création de la nouvelle agence nécessitait 10 millions de dollars que certains voulaient voir imputer au budget de la police. L'ACLU⁵⁵³ of New Mexico, une organisation réformatrice, estimait qu'il s'agissait d'une re-priorisation et une réallocation des ressources accordées à la sécurité publique, de la police vers des agents non-armés⁵⁵⁴. Un choix politique qui justifie donc la baisse du budget de l'APD.

Le maire avait toutefois annoncé son refus de vouloir retirer de l'argent au travail de base de la police ou d'amputer sur d'autres efforts de réforme⁵⁵⁵. Dans les faits, les budgets de la police n'ont pas réellement été affectés par le mouvement DTP. Au niveau de l'État, pendant la dernière campagne, la gouverneure démocrate Michelle Lujan Grisham accusait son rival républicain Mark Ronchetti de soutenir une diminution du financement de la police⁵⁵⁶. En réalité, les deux candidats sont en faveur d'un accroissement des budgets de l'État pour les forces de l'ordre. Leur débat portait plutôt sur qui augmentera le plus ces financements. Au niveau de la ville d'Albuquerque, le budget de la police a baissé de 12% lors de l'année 2021 mais a, dès l'année suivante, retrouvé un niveau encore plus haut qu'en 2020⁵⁵⁷. Ce budget a continué à augmenter au cours des années suivantes pour atteindre aujourd'hui 32% du budget général soit 211 084 000\$⁵⁵⁸.

⁵⁵¹ Dan Grossman, "As debate over police defunding wages on, Albuquerque, New Mexico has found a middle ground", Denver 7 ABC, 1 Juil. 2020.

⁵⁵² Austin R. Ramsey et Meryl Kornfield, "Amid calls to defund police, Albuquerque creates an alternative department," Washington Post, 15 Juin 2020.

⁵⁵³ American Civil Liberties Union

⁵⁵⁴ Marissa Armas, "Defund Police: What does it mean and where does ABQ stand", 11 Juin 2020.

⁵⁵⁵ Armas, Marissa, "Amid movement to 'defund police,' ABQ mayor creates new public safety department to address social issues", KOAT, 15 Juin 2020.

⁵⁵⁶ Matt Grubs, "Fact Check: Does Ronchetti really want to defund the police?", KOB, 2 Aout 2022.

⁵⁵⁷ Musulin, Kristin et Cailin Crowe, "Calls to 'defund the police' are upending FY21 budgets. Here's how", Smart Cities Dive [en ligne], 26 Jan. 2021.

[<https://www.smartcitiesdive.com/news/calls-to-defund-the-police-are-upending-fy21-budgets-heres-how/581163/>] (consulté le 23/07/2024)]

Andy Friedman et Mason Youngblood, "Nobody defunded the police: A study", The real news network, 18 Avr. 2022.

City of Albuquerque : Finance & Administrative Services. Annual Budgets.

⁵⁵⁸ *Ibid.*

VERA Institute, "What Policing Costs: A Look at Spending in America's Biggest Cities : Albuquerque, NM", VERA Institute, Juin 2020.

2.3. Albuquerque Community Safety

2.3.1. Présentation de l'ACS

L'Albuquerque Community Safety (ACS) a été établie le 8 septembre 2021 pour compléter le Système de Réponse d'Urgence de la ville⁵⁵⁹, qui comprenait déjà la Police pour les situations violentes et les Services d'Urgences Médicales et d'Incendie⁵⁶⁰. Son objectif est de renforcer ce système en intervenant dans les situations d'urgence non violentes notamment liées au sans-abrisme, aux problèmes mentaux ou problèmes liés à la drogue. La particularité de l'ACS réside dans sa philosophie qui s'oppose à celle de l'institution policière, se concentrant sur une approche plus axée sur la santé publique pour gérer ces situations⁵⁶¹. Le programme tient également à donner une « réponse holistique, empathique et tenant compte des traumatismes tout en recréant du lien et un sens de la communauté »⁵⁶².

Les équipes de l'ACS se composent de binômes de travailleurs sociaux qui possèdent une expérience dans le domaine de la santé comportementale et mentale. Ils parcourent la ville en van dans l'attente d'appels que le centre d'appel du 911 ou que la police aura jugés appropriés. À la différence des policiers, les agents de l'ACS ne sont pas armés et ne portent pas d'uniforme. Leur objectif est de calmer les crises sur le court terme et donner des solutions à long terme en renvoyant vers des ressources gouvernementales et communautaires. Les travailleurs sociaux de ce service utilisent différentes techniques comme des entrevues motivationnelles, des entretiens de crise, la désescalade de conflits, la guérison culturelle et d'autres stratégies⁵⁶³.

L'ACS est une entité qui intègre différents services et systèmes de réponse d'urgence établis au fil des années précédentes⁵⁶⁴. Elle se compose de :

- Mobile Crisis Team⁵⁶⁵ (MCT) qui est constituée de cliniciens spécialisés en santé

⁵⁵⁹ Albuquerque's First Responder System

⁵⁶⁰ City of Albuquerque, "Albuquerque Community Safety", City of Albuquerque [en ligne], s.d. [<https://www.cabq.gov/acs>] (consulté le 23/07/2024)

⁵⁶¹ *Ibid.*

⁵⁶² Traduit par moi-même / "To provide Albuquerque with a holistic, empathetic, and informed response to behavioral and mental health-related 911 calls"

Ibid.

⁵⁶³ City of Albuquerque, "Albuquerque Community Safety", City of Albuquerque [en ligne], s.d. [<https://www.cabq.gov/acs>] (consulté le 23/07/2024)

⁵⁶⁴ *Ibid.*

⁵⁶⁵ City of Albuquerque, "Albuquerque Community Safety : Our Response", City of Albuquerque [en ligne], s.d. [<https://www.cabq.gov/acs/our-response-1/our-response>] (consulté le 23/07/2024)

mentale qui travaillent en collaboration avec des officiers de police en uniforme. Leurs objectifs sont de désescalader les crises et de renvoyer les personnes vers d'autres services d'aide spécialisés.

- Behavioral Health Responders⁵⁶⁶ envoi des binômes de travailleurs sociaux pour donner des renseignements ou gérer des situations où la police n'est pas nécessaire. Les Community Responders sont concentrés sur les besoins des communautés en s'occupant des blessures mineures, en conduisant des gens qui ne sont pas véhiculés, en gérant des véhicules abandonnés, en établissant une médiation lors d'accidents sans blessure ou même en ramassant des seringues usagées.

- Street Outreach et les Resources Responders⁵⁶⁷ collaborent étroitement avec les autres services et organisations qui se concentrent sur le sans-abrisme et cherchent des solutions à long terme.

- Community-Oriented Response and Assistance⁵⁶⁸ (CORA) travaille pour sa part avec les victimes, les familles de victimes et les communautés pour aider à traverser des événements tragiques et violents.

- Violence Intervention Program (VIP), un ancien programme, initié en mars 2020, qui intervient directement avec les personnes les plus susceptibles d'avoir recours à la violence armée.

2.3.2. Le fonctionnement de l'ACS

En 2023, le procureur du Nouveau-Mexique, Alexander Uballez, a également annoncé que l'ACS et le VIP recevraient une subvention de 2 millions de dollars de la part du DOJ⁵⁶⁹. Le but de cet investissement est d'encourager le développement d'un système de justice local et d'agir sur les causes profondes de la violence notamment en se concentrant sur la sécurité des personnes les plus susceptibles d'être impliquées dans des actes violents, que ce soit en tant qu'agresseurs ou que victimes. Les décisionnaires politiques de la ville

Policy research Associate, The Right Response at the Right Time: The Albuquerque Community Safety Department Leads with Community, 7 Avr. 2022.

⁵⁶⁶ *Ibid.*

⁵⁶⁷ *Ibid.*

⁵⁶⁸ *Ibid.*

⁵⁶⁹ U.S. Department of Justice, "Justice Department Announces Major Milestones Achieved in Policing Reform Efforts for the City of Albuquerque and Albuquerque Police Department", U.S. Department of Justice, 23 Avril 2023.

semblent également prendre en considération l'idée d'implémenter un Office of Violence Prevention comme cela a déjà été réalisé à Newark et Philadelphie⁵⁷⁰. Cette agence regrouperait plusieurs programmes comme le Violence Intervention Program, School-Based Violence Intervention Program, Trauma Recovery Center, Community Oriented Response Assistance, Opioid Prevention Program et Hospital-Based Violence Intervention Program. L'ACS est l'une des plus grandes structures de ce type dans le pays et semble ainsi destinée à s'étendre davantage. L'ACS s'élargit d'année en année. Elle dispose aujourd'hui d'un budget de 17 millions ce qui lui permet un effectif de 60 personnes disponibles 24h sur 24 et 7 jours sur 7 toute l'année⁵⁷¹.

L'agence mise sur la transparence et met à des dispositions des rapports permettant d'évaluer son action et son évolution chaque mois. Les principales actions réalisées par l'ACS concernent en majorité des situations impliquant les personnes sans-abris notamment pour des bilans de santé, intervenir en cas de crises suicidaires et autres troubles mentaux⁵⁷². Les intervenants de l'ACS assurent également le transport vers les prestataires de services de santé mentale, d'aide aux toxicomanes, d'hébergement et de « gestion de cas »⁵⁷³. La majorité des contacts a été réalisée par le 911 bien qu'une ligne spéciale réservée aux situations non-urgentes, le 311, existe aujourd'hui. L'ACS permet aujourd'hui de dévier 3300 appels de la police par mois, soit 5% du volume d'appels de l'APD⁵⁷⁴. Des chiffres qui sont d'ailleurs en progrès sur le début d'année 2024, l'ACS gère 46% plus d'appels que sur l'année 2023⁵⁷⁵. Au niveau du programme VIP également, des progrès sont réalisés. 94% des personnes suivies par le programme n'ont pas commis d'autres délits violents au cours des deux dernières années⁵⁷⁶. Il reste toutefois difficile de mesurer dès maintenant les effets de l'ACS sur le crime ou sur la situation sociale de la ville car l'agence existe seulement depuis 3 ans. Il est

⁵⁷⁰ *Ibid.*

⁵⁷¹ City of Albuquerque, "Approved budget 2024 fiscal year 2024", 1 Juil. 2023.

⁵⁷² Mariela Ruiz-Angel et Adam Erhard, "FY24 Q1 Report", City of Albuquerque, 2024.

⁵⁷³ Case management.

Council of State Governments Justice Center, "Expanding First Response: Albuquerque Community Safety Department—Albuquerque, NM."

⁵⁷⁴ Nazish Dholakia, Cities Embrace Civilian-Led Public Safety Solutions, *Vera Institute*, 12 Déc. 2023.

City of Albuquerque, ACS 2nd Anniversary Two-Pager. Sep. 2023.

⁵⁷⁵ Mariela Ruiz-Angel et Adam Erhard, "FY24 Q1 Report", City of Albuquerque, 2024.

Mariela Ruiz-Angel et Adam Erhard, "FY24 Q2 Report", City of Albuquerque, 2024.

⁵⁷⁶ City of Albuquerque, "VIP February 2024", City of Albuquerque, Fev. 2024.

conseillé de garder un investissement à long terme dans l'ACS afin de pouvoir analyser correctement l'impact que peut avoir ce genre d'agence⁵⁷⁷.

2.3.3. Réception politique et interrogations

La création de l'ACS interroge car elle semble étrangement combler tous les bords politiques. Elle a suscité l'enthousiasme des représentants politiques réformistes, Nancy La Vigne, directrice exécutive du Task Force on Policing at the Council on Criminal Justice, de Peter Simonsen, le directeur exécutif de l'organisation ACLU of New Mexico ou encore du maire d'Albuquerque Tim Keller à l'initiative de ce projet⁵⁷⁸. Une grande majorité des chefs de police semble également ravie de pouvoir se débarrasser de ces situations qui selon eux ne rentrent pas dans leurs missions⁵⁷⁹. Dans le même temps, les mesures qu'entraîne la création de l'ACS, à savoir l'envoi de travailleurs sociaux pour s'occuper des personnes sans-abris, addicts ou avec des problèmes psychologiques et d'interrupteurs de violence armée, sont des demandes des abolitionnistes les plus radicaux⁵⁸⁰. Concrètement, cela amène à un recul du pouvoir policier avec une limitation de leur prérogative, de leurs moyens et leurs accès à des populations vulnérables. Comment expliquer ce paradoxe ? S'agit-il d'une victoire idéologique et politique du camp abolitionniste ou bien l'ACS n'est pas l'innovation révolutionnaire qu'il prétend être ? Une étude plus détaillée du fonctionnement de cette institution permettrait de répondre à cette question.

Cette nouvelle structure amène également d'autres questions. Y a-t-il une collaboration entre les agents de l'ACS et APD ? Comment cette relation fonctionne-t-elle ? Comment se perçoivent réciproquement ces deux groupes ? Si ACS enlève des missions de l'APD ne serait-il pas logique de baisser son budget en conséquence ? Le temps et l'énergie dégagés par l'ACS au bénéfice de la police permet-il vraiment une baisse de la criminalité ? Quels sont les effets de l'ACS sur le plan social ? L'ACS n'est-il pas qu'un pansement sur une jambe de bois, de par le manque de solutions à long terme pour les personnes vulnérables à qui il vient en aide ? Qu'est ce qui limite une expansion bien plus conséquente de l'ACS ?

⁵⁷⁷ Jason Tan de Bibiana et al, "Coordinating Safety : Building and Sustaining Offices of Violence Prevention and Neighborhood Safety", *VERA*, Nov. 2023.

⁵⁷⁸ Henry Gass, "Why Albuquerque's latest experiment in policing doesn't involve officers", *The Christian Science Monitor*, 18 novembre 2021.

⁵⁷⁹ *Ibid.*

⁵⁸⁰ Alex Vitale, "Here are 10 ways to reduce our reliance on policing and make our communities safer for everyone", *The Appeal*, 20 Juil. 2020.

L'ACS amène-il des progrès en termes de criminalisation des personnes sans-abris et malades psychologiquement ? Retrouve-t-on des résultats en termes de diminution des violences policières ?

Partie 3 : Perception des travailleurs sociaux et des militants abolitionnistes à Albuquerque

Afin d'étudier de manière plus approfondie les débats autour de DTP dans le contexte neomexicain, avec en particulier la création de l'ACS, ma troisième partie aborde les résultats d'un terrain réalisé dans la ville d'Albuquerque⁵⁸¹. Cette recherche vise à montrer et analyser la perception des principaux acteurs de ce débat au Nouveau-Mexique, à savoir les travailleurs sociaux et les militants abolitionnistes⁵⁸². L'étude de leur perspective permet de mieux comprendre les positions de chacun, la pluralité de ces opinions, les raisons (personnelles ou structurelles) qui les expliquent ainsi que de trouver de nouveaux points d'interrogation pour la recherche. Durant ce terrain, je me suis entretenu avec 8 travailleurs sociaux et 3 militants abolitionnistes d'Albuquerque (ainsi que 2 travailleurs sociaux et 1 militants abolitionnistes de Minneapolis). Ces entretiens ont été enregistrés pour la plupart, retranscrits puis examinés par une analyse thématique. L'identification des thèmes centraux de ces interviews a mis en évidence une pluralité d'opinions parmi les travailleurs sociaux que j'ai regroupée dans une typologie. Enfin, par dessus ces divergences de vues au sein même du travail social s'ajoute la critique des abolitionnistes de la ville, particulièrement envers l'ACS.

L'ensemble des travailleurs sociaux avec qui je me suis entretenu prend le problème des violences policières très au sérieux et comme faisant partie intégrante de leur métier. Tous ont mentionné des exemples qui les ont particulièrement choqués, que ce soit George Floyd à Minneapolis ou James Boyd à Albuquerque. Ces cas ont provoqué dans ces deux villes de fortes discussions et connexions entre les différentes organisations sur le problème des violences policières et du racisme. Jenny Metzler, la présidente de Albuquerque Housing Authority, l'une des principales organisations d'aide aux sans-abri d'Albuquerque dit ainsi :

Je pense que cela a suscité de nombreuses conversations sur la question de savoir si nous en faisons assez [sur le racisme], comment nous devons le faire, ce que nous

⁵⁸¹ J'y inclus également mon terrain exploratoire de Minneapolis.

⁵⁸² Aucun policier ou département de police n'a répondu à mes sollicitations.

devons faire au niveau institutionnel en ce qui concerne les implications très réelles du racisme, du racisme institutionnel, en termes de vie et de mort⁵⁸³.

De la même manière, la directrice d'une organisation LGBT de Minneapolis dit également :

À l'époque, je pense que toutes les organisations des villes jumelles (Minneapolis/St Paul) ont eu des conversations avec des personnes, ont vraiment pris du recul et ont dû prendre des décisions à la fois sur ce qu'il fallait dire sur le cas individuel (George Floyd) et sur la manière d'aborder le problème plus généralement⁵⁸⁴.

Les cas de violences policières qui ont marqué l'opinion publique ont donc également été de forts moments de politisation et de prise de conscience du racisme pour les travailleurs sociaux.

L'année 2020 a été un moment important de questionnements pour ces travailleurs marqués par les mouvements sociaux BLM mais aussi par la crise du Covid-19 qui a empiré la situation sociale et bouleversé leurs façons de travailler. Ces interrogations profondes sur leur rôle dans la société s'expriment une nouvelle fois dans les propos de Jenny Metzler : « Comment définir la sécurité ? Sécurité publique, sécurité en matière de santé publique, qu'est-ce que cela signifie ? »⁵⁸⁵. Cette interrogation est intéressante car elle montre la porosité entre ces deux termes ainsi que celle qui peut exister entre policiers et travailleurs sociaux. Les policiers se rapprochent en effet de plus en plus du rôle de travailleur social par leurs missions toujours plus étendues, les formations CIT ou les équipes de co-réponse. Ces questionnements des travailleurs sociaux rappellent que certains chercheurs et professionnels considèrent les violences policières elles-mêmes comme un problème de santé publique⁵⁸⁶. Une approche qui est totalement justifiée au vu des conséquences extrêmement lourdes du problème⁵⁸⁷.

⁵⁸³ Traduit par moi-même : "I think that it generated a lot of conversation awareness about are we doing enough, how do we have to do it, what do we have to do institutionally in terms of the very real life and death implications of racism, of institutional racism".

⁵⁸⁴ Traduit par moi-même : "At the time, I think, every organization in the twin cities had conversations with folks, really stepped back and had to make decisions about both : what to say on the individual case (George Floyd) and also how do we address this holistic piece".

⁵⁸⁵ Traduit par moi-même : "What did safety mean at that time so public safety, public health safety, what does that mean?"

⁵⁸⁶ Cooper, Hannah L.F. et Mindy Fullilove, "Excessive police violence as a public health issue", *Journal of Urban Health*, vol. 93, 2016, p. 1-7.

⁵⁸⁷ Jordan DeVlylder, Lisa Fedina et Bruce Link, "Impact of police violence on mental health: A theoretical framework", *American journal of public health*, vol. 110, n°11, Nov. 2020, p. 1704-1710.

Rahwa Haile et al, "“We (still) charge genocide”: A systematic review and synthesis of the direct and indirect health consequences of police violence in the United States", *Social science & medicine*, vol. 322, Avr. 2023.

Comment les travailleurs sociaux ont-ils répondu à ces questionnements ? Quelles solutions ont-ils mis en place dans la lutte contre les violences policières ? Afin de répondre à ces questions, j'ai identifié trois différents comportements et positionnements par rapport au problème des violences policières. J'ai ainsi développé une typologie différenciant les travailleurs sociaux réformistes, les travailleurs sociaux pro-police et les travailleurs sociaux abolitionnistes.

3.1. Typologie des travailleurs sociaux

3.1.1. Travailleurs sociaux réformistes (TSR)

Les travailleurs sociaux réformistes concernent la majorité des professionnels que j'ai interviewée (8 des 10). Cette catégorie se caractérise tout d'abord par une forte implication dans la mise en place de réformes pour répondre à la situation de crise soulevée par BLM. La plupart de ces personnes ont participé aux séries de réformes qui ont eu lieu dans la ville. Par exemple, les membres de l'Albuquerque Health Care for the Homeless et de la National Alliance on Mental Illness - New Mexico ont mentionné leur effroi devant le meurtre de James Boyd et comment ce cas avait entraîné des discussions entre les différentes organisations de la région. Ces conversations ont abouti à la création de New Mexico SAFE, une coalition réunissant aussi l'ACLU New Mexico, NASW New Mexico et bien d'autres associations⁵⁸⁸. Cette coalition, qui a vu le jour en Octobre 2016, vise à créer un Nouveau-Mexique sûr, équitable et prospère en promouvant des réformes apolitiques, prouvées scientifiquement et fiscalement responsables⁵⁸⁹. Ces mêmes organisations avaient exigé la venue du DOJ à Albuquerque en 2012.

Betty Whitton, membre de NAMI, aujourd'hui retraitée, a dédié une grande partie de sa carrière et de sa vie à cet effort de réforme policière à Albuquerque. Elle représente le profil type de la TSR. Comme beaucoup au Nouveau-Mexique, c'est le meurtre de James Boyd qui l'a poussée à se mobiliser contre les violences faites aux personnes souffrant de maladies mentales. Au-delà de son travail pour l'implémentation de réformes, Betty a été elle-même intervenante lors des formations à la santé mentale que délivre NAMI aux forces

⁵⁸⁸ ACLU, "New Mexico SAFE", ACLU[en ligne]. [<https://www.aclu-nm.org/en/campaigns/new-mexico-safe> consulté le 23/07/2024)]

⁵⁸⁹ ACLU, "New Mexico SAFE", ACLU[en ligne]. [<https://www.aclu-nm.org/en/campaigns/new-mexico-safe> consulté le 23/07/2024)]

de l'ordre. Elle leur apprenait ainsi à déconstruire leur vision des personnes souffrant de maladies mentales, à appréhender et désescalader les situations, en parlant calmement ou en identifiant les maladies par exemple. Betty est également à l'origine du SYSLE⁵⁹⁰, un programme menant des discussions entre des personnes ayant des problèmes de santé mentale et des policiers afin que ceux-ci soient sensibilisés et apprennent directement des concernés⁵⁹¹. Lors de l'entretien, elle se félicite des victoires obtenues dans la région : 40 heures de formation CIT obligatoires pour chaque officier sur les maladies mentales, des techniques alternatives à la police traditionnelle, une taxe venant financer les programmes de behavioral health⁵⁹², la création du SYSLE ou celle du MHRAC⁵⁹³, un comité visant à améliorer et coordonner les réponses aux crises de santé mentale.

Lorsque je lui demande son avis sur DTP, elle répond « Ne réduisez pas les fonds pour la police. Formez la police ! C'est un bon résumé »⁵⁹⁴. Elle semble définir DTP comme une abolition de la police : « Quand j'entends parler de réduire les fonds de la police, je me demande qui on va appeler à l'aide. Qui ? S.O.S. Fantômes, c'est eux que vous allez appeler. Nous avons besoin de la police, mais nous avons besoin de policiers formés »⁵⁹⁵. Son rejet et la définition qu'elle donne à DTP peuvent s'expliquer de différentes manières. Tout d'abord, sa forte conviction et son implication dans les projets de réformes sont très sûrement un premier élément de réponse. Elle croit profondément dans l'idée que les formations à la santé mentale pour les policiers ainsi que d'autres mesures puissent réduire les violences policières, un projet auquel elle accorde une grande partie de sa vie. Elle ne voudrait donc pas voir ces formations disparaître à cause d'une réduction du budget de l'APD. Si DTP est une stratégie abolitionniste censée pouvoir coexister avec d'autres réformes plus classiques, la réduction

⁵⁹⁰ Share your story with law enforcement.

NAMI, "NAMI Sharing Your Story with Law Enforcement", NAMI [en ligne], s.d.

[<https://www.nami.org/support-education/mental-health-education/nami-sharing-your-story-with-law-enforcement/> consulté le 23/07/2024]

⁵⁹¹ un programme intéressant que l'on pourrait même apparenter à de la justice restaurative.

⁵⁹² ABQJournal News Staff, "BernCo has done much with Behavioral Health Tax", Albuquerque Journal [en ligne], 20 Sep. 2022.

[https://www.abqjournal.com/news/bernco-has-done-much-with-behavioral-health-tax/article_bec009d4-e58a-51d0-b973-acb0fb5673d9.html consulté le 23/07/2024]

⁵⁹³ Mental Health Response Advisory Committee.

ADAMHS, "Mental Health Response Advisory Committee (MHRAC)", ADAMHS [en ligne], s.d.

[<https://www.adamhsc.org/about-us/current-initiatives/task-forces-and-coalitions/mental-health-response-advisory-committee-mhrac> consulté le 23/07/2024]

⁵⁹⁴ Traduit par moi-même : "Don't defund the police. Train the police. Okay, that's a good summarize."

⁵⁹⁵ Traduit par moi-même : "when I hear the defund the police, it's like, well, who are you going to call? Well, Ghostbusters, that's who you're going to call. We need the police, but we need trained".

des budgets policiers menace en réalité les projets réformistes. De plus, elle entretient une forte proximité avec les policiers qu'elle côtoie dans son travail, lors des formations et avec qui elle dit avoir de bonnes relations. Il ne serait alors pas surprenant que Betty, bien qu'elle s'indigne des violences policières, s'identifie au groupe de la police. Or, l'identification sociale joue un rôle important dans l'adhésion ou le rejet à DTP⁵⁹⁶. De la même façon, Betty est loin d'une condamnation morale des policiers pour qui elle ressent de la compréhension et de l'empathie. Par ailleurs, le fait de condamner les actes policiers plus que des policiers en eux-mêmes, comme c'est son cas, constitue également un élément déterminant dans le positionnement par rapport à DTP⁵⁹⁷. Enfin, l'opposition à DTP de Betty peut s'expliquer par sa vision *colorblind* du Nouveau-Mexique. Elle déclare : « Vous savez, au Nouveau-Mexique, on n'est pas comme dans tout le pays. On a une culture très mélangée ici. Je ne pense pas qu'on ait de problème de racisme du tout ici ». Le racisme et le racisme dans la police sont, pour elle, des problèmes qui existent principalement dans les autres États du pays.

Au-delà, de cet engouement pour les réformes policières, les TSR ne remettent en général pas en question la collaboration avec la police. Dans la majorité des cas, la collaboration est bien vue. Une salariée d'une organisation venant en aide aux SDF dans la rue dit ainsi : « Nous avons de très bonnes relations de travail avec le service de police »⁵⁹⁸. Pour beaucoup, la collaboration est normalisée. La directrice d'un centre d'accueil pour sans-abri dit également : « Nous n'avons généralement pas beaucoup d'interactions avec les services de police [...] ils assurent simplement notre sécurité, nous les appelons en cas de problème comme tout le monde »⁵⁹⁹. Cette normalisation de la collaboration entre les deux professions s'explique par la mise en place de nombreuses réformes comme les CIT et les équipes de co-réponse. Ces réformes brouillent la séparation entre travailleurs sociaux et policiers.

⁵⁹⁶ Jonathan Jackson, Adam Fine, Ben Bradford et Rick Trinkner, "Social identity and support for defunding the police in the aftermath of George Floyd's murder", *Group Processes & Intergroup Relations*, vol. 26, n°4, 26 Mai 2023, p. 833-858.

⁵⁹⁷ Jason R. Silver et Richard. K. Moule, "Should We Defund "Bad Police" or Reform "Bad Policing"? Examining Person-Centered and Act-Based Moral Evaluations of Police and Policing Policy Preferences", *Crime & Delinquency*, 28 Nov. 2023.

⁵⁹⁸ Traduit par moi-même : "we have a really good working relationship with the police department".

⁵⁹⁹ Traduit par moi-même : "they just provide security for us, we call them if there is a problem like everyone else".

3.1.2. Travailleurs sociaux pro-police (TSPP)

Une seule personne interrogée correspond au profil du travailleur social pro-police que je caractérise par un soutien et une défense indéfectible des forces de l'ordre, un désir de collaboration poussée avec elles ainsi qu'une opposition aux mouvements antiracistes critiques de la police comme BLM ou DTP. Debbie Johnson, la travailleuse sociale que j'identifie dans cette catégorie est un profil atypique. Immigrée du Nigeria et vivant aux États-Unis depuis une dizaine d'années, elle a créé et dirige Tenderlove Community Center, une organisation qui vient en aide aux femmes précaires, sans-abri, victimes de violences domestiques ou nouvellement sorties de prison par l'apprentissage de compétences comme la couture, de cuisine, d'informatique, d'éducation financière et autres. Elle se dit ravie de la police aux États-Unis par rapport à celle de son pays d'origine qu'elle juge corrompue. Face aux critiques de BLM, elle montre une défense totale des forces de l'ordre. Elle dit ainsi : « Je soutiens toujours la police [...] Je suis défavorable à tout ce qui va à l'encontre des policiers ». Elle s'oppose par conséquent à DTP et pense au contraire que la police est sous-financée. Ce positionnement en faveur de la police peut s'expliquer par une vision "colorblind", encore plus poussée que celle de Betty. Durant l'entretien, elle déclare : « Chaque vie compte, en ce qui me concerne, pas seulement les Noirs, je ne vois pas la couleur des gens, je ne vois pas si vous êtes Noir, Jaune ou Blanc, nous sommes tous des êtres humains ». Plus loin dans l'entretien, elle semble même faire une référence au slogan raciste anti-BLM All Lives Matter⁶⁰⁰ : « Toutes les vies comptent, pas seulement les Noirs, pas seulement les Blancs, tout le monde, toutes les vies comptent, c'est ce que je crois ». Cette travailleuse sociale montre une forte opposition au mouvement BLM que ce soit concernant la critique de la police ou celle du racisme. Ce positionnement peut sûrement s'expliquer par le profil spécifique d'immigrée Noire Africaine aux États-Unis de cette travailleuse sociale. Selon des travaux de sociologie, les immigrés Africains venant aux États-Unis sont souvent très diplômés mais font face au racisme à leur arrivée dans le pays⁶⁰¹. Beaucoup d'entre eux sont souvent dans une quête de différenciation et de non-assimilation avec les Africains-Américains, certains tentant même de s'assimiler à la culture Blanche Américaine, de « devenir blancs »⁶⁰². Cela

⁶⁰⁰ Judith Butler et George Yancy, "What's Wrong With 'All Lives Matter'?", *The New York Times : The Opinion Pages*, 12 Jan. 2015.

⁶⁰¹ Claire L. Adida et Amanda Lea Robinson, "Why (some) immigrants resist assimilation: US racism and the African immigrant experience", *Quarterly journal of political science*, vol. 18, n°3, 2023, p. 295–338.

⁶⁰² *Ibid.*

peut ainsi expliquer la forte proximité que Debbie entretient avec la police. Elle déclare avoir beaucoup d'amis policiers et même de faire partie d'un « conseil d'administration de l'amicale des anciens de la police »⁶⁰³. Ces liens peuvent expliquer sa position, paradoxalement défendue par les abolitionnistes, qu'il serait « préférable d'utiliser des travailleurs sociaux et du personnel qui ne sont pas en uniforme dans de nombreuses situations relatives aux personnes sans-abris et celles souffrant de maladies mentales »⁶⁰⁴. Cela s'explique très sûrement par ses contacts avec des policiers qui se plaignent eux même de devoir gérer ces cas. Cette position s'explique aussi par sa connaissance des liens tendus entre les policiers et le public. Durant l'entretien, elle justifie cette position : « Les gens sont vraiment effrayés lorsqu'ils voient des policiers en uniforme. Ils supposent que les policiers vont peut-être les arrêter, ou les emmener en prison, ou quelque chose comme ça »⁶⁰⁵. Paradoxalement, cela ne dégrade en rien l'image qu'elle se fait de la police.

3.1.3. Travailleurs sociaux abolitionnistes (TSA)

Une seule travailleuse sociale interviewée montre des positions plus radicales et peut correspondre à cette catégorie de travailleuse sociale abolitionniste. Kat Rohn, directrice de OutFront Minnesota, la plus grande organisation LGBT de Minneapolis, se dit proche des idées abolitionnistes. Cela peut notamment s'expliquer par son appartenance et son implication dans cette communauté historiquement réprimée par la police⁶⁰⁶. Elle raconte :

Je pense que même avant ces événements, notre communauté, en particulier les personnes LGBT, a une histoire longue et compliquée avec la police [...] Trop souvent, les victimes LGBT de violences domestiques, en particulier, ne sont pas crues ou prises au sérieux par la police de la même manière.⁶⁰⁷

L'éthique abolitionniste qu'elle s'impose dans son travail s'exprime de différentes façons. Tout d'abord, elle dit « limiter au maximum les partenariats avec la police et refuser de

⁶⁰³ Board of the Alumni of our Police.

⁶⁰⁴ Traduit par moi-même : "better to use non-uniformed social workers and staff in many situations involving homeless people and those suffering from mental illnesses".

⁶⁰⁵ Traduit par moi-même : "People get really scared when they see police officers, you know, in uniform. You know, they assume that maybe the officers will arrest them, or take them to jail, or something"

⁶⁰⁶ Stephen S. Owen, Tod W. Burke, April L. Few-Demo et Jameson Natwick, "Perceptions of the Police by LGBT Communities", *Am J Crim Just*, vol. 43, 2018, p. 668–693.

⁶⁰⁷ Traduit par moi-même : "I think even before those events, our community in particular, lgbtq folks, have a long and complicated history with policing."

participer à leurs formations »⁶⁰⁸. Cette technique d'évitement est une stratégie abolitionniste classique⁶⁰⁹. On voit ici bien la différence avec les TSR qui eux militent et participent aux formations. Il s'agit ici d'un vrai choix politique, OutFront Minnesota, comme bien d'autres associations LGBT, aurait pu par exemple fournir des formations sur l'homophobie et la transphobie à la police, mais a fait le choix de ne pas avoir de contact avec elle⁶¹⁰. Kat Rohn lutte également en faveur de positions abolitionnistes en mettant en avant des mesures plus radicales dans son organisation. Elle est la seule interviewée à avoir affirmé un soutien clair à DTP. Son organisation soutient d'ailleurs des candidats pro-DTP aux élections locales⁶¹¹. Elle explique : « Tant au niveau des candidats que nous avons soutenus qu'au niveau des déclarations que nous avons faites, nous avons soutenu le mouvement DTP. Nous les avons soutenus parce qu'ils correspondent largement à nos valeurs »⁶¹². Cette travailleuse sociale se reconnaît ainsi dans les valeurs d'antiracisme, de justice sociale et raciale, défendues par le mouvement DTP, ce qui peut également expliquer son soutien à cette demande⁶¹³. De plus, au niveau législatif, l'organisation pousse pour des réformes non-réformistes, cherchant à trouver des solutions hors du champ de la police comme la justice réparatrice⁶¹⁴.

3.1.4. Des porosités entre les catégories

Si cette typologie semble correspondre aux trois grandes positions dans le travail social, les catégories qu'elle établit sont loin d'être immuables. Tout d'abord, les TSR peuvent tenir des positions plus abolitionnistes. La directrice de l'Albuquerque Housing Authority, par exemple, privilégie une solution où la police n'est pas impliquée :

Je pense qu'il faudrait financer davantage les services de santé comportementale, par le biais d'un modèle de co-réponse avec la police ou par le biais d'un modèle de

⁶⁰⁸ Traduit par moi-même : "limit partnerships with the police to a minimum and refuse to take part in their training courses".

⁶⁰⁹ Bethany J. Murray, Victoria Copeland et Alan J. Dettlaff, "Reflections on the Ethical Possibilities and Limitations of Abolitionist Praxis in Social Work", *Affilia*, vol. 38, n°4, 2023, p. 742-758

⁶¹⁰ Tanya Israel, Audrey Harkness, Kevin Delucio et al, "Evaluation of Police Training on LGBTQ Issues : Knowledge, Interpersonal Apprehension, and Self-Efficacy", *J Police Crim Psych*, vol. 29, 2014, p. 57-67.

⁶¹¹ Outfront Minnesota, "Black Lives Matter Justice for George Floyd", Outfront Minnesota [en ligne], s.d. [<https://www.outfront.org/black-lives-matter#defund-police> consulté le 23/07/2024]

⁶¹² Traduit par moi-même : "both in terms of candidates we supported and in terms of statements that we made supported the Defund the Police movement. We supported them because they align broadly with our values".

⁶¹³ Jonathan Jackson, Adam Fine, Ben Bradford et Rick Trinkner, "Social identity and support for defunding the police in the aftermath of George Floyd's murder", *Group Processes & Intergroup Relations*, vol. 26, n°4, 26 Mai 2023, p. 833-858.

⁶¹⁴ Voir Partie 1 (1.2.3.1. Origines et théories abolitionnistes)

réponse de santé comportementale uniquement, qui est, selon moi, la meilleure option pour soutenir les membres de la communauté.

Elle fait ici référence au modèle CAHOOTS qu'elle aimerait voir être généralisé à Albuquerque. De même, la responsable d'une ligne téléphonique d'aide pour les crises de santé mentale soutient qu'« en tant que militante, sa préférence est que la police ne soit pas impliquée » dans la gestion des crises de santé mentale. On décèle ici une différence, même une tension, entre le métier de travail social et l'activité militante. De la même façon, le président de New Mexico Coalition to End Homelessness dit qu'il « aimerait que davantage de personnes, autres que la police, soient appelées à intervenir »⁶¹⁵. Il explique ainsi :

Si quelqu'un dort sous votre porche. Si vous appelez la police, celle-ci dispose de certains outils pour résoudre le problème. Nous ne voulons pas en faire une question juridique. [...] Vous les abordez en leur disant de descendre et qu'ils ne peuvent pas dormir ici. Alors, où vont-ils dormir ? Certaines personnes ayant une formation de travailleur social auront une approche différente de l'approche juridique. Ils auront d'autres options à leur disposition. Et, hum, les brancher sur les services de gestion de cas et de planification de cas.⁶¹⁶

Il fait ainsi référence aux mobiles crisis teams qui n'impliquent pas la police et qui se sont développées dans sa ville, Santa Fe⁶¹⁷. Des idées réformistes et abolitionnistes peuvent donc coexister chez les travailleurs sociaux. La popularité des modèles de co-réponse, y compris chez la TSPP, contraste de manière paradoxale avec le fort rejet envers les idées abolitionnistes et DTP. Seule une TSR semble ouverte aux idées abolitionnistes. La directrice de l'Albuquerque Housing Authority raconte ainsi :

J'ai eu des conversations très sérieuses avec des gens que je respecte vraiment beaucoup et qui sont abolitionnistes. Et j'ai entendu leur point de vue, ils m'ont dit d'écouter ce podcast, ce discours, de lire ce livre, et je fais tout ça parce que je suis ouverte à la discussion, je lirai absolument tout ce que qu'on me conseille⁶¹⁸.

Elle est pourtant une grande architecte des dix ans de réformes qu'a connu Albuquerque.

⁶¹⁵ Traduit par moi-même : “We'd like to see more people, other than the police, be called to intervene”.

⁶¹⁶ Traduit par moi-même : “If somebody's sleeping on your front porch. If you call the police, the police have certain tools to solve the problem. We don't want to frame that as a legal issue. [...] You approach them about, get off and you can't sleep here. So, where else are they going to sleep? Some with a social work background will have a different approach than a legal one. They will have other options available to them services and, um, plugging them into case management and case planning services”.

⁶¹⁷ Joshua Bowling et Vanessa G. Sánchez, “Calling in crisis”, *Searchlight New Mexico* [en ligne], s.d. [<https://searchlightnm.org/calling-in-crisis/> consulté le 22 Mars 2023].

⁶¹⁸ Traduit par moi-même : “I've had some very serious conversations with people I really respect a lot who are abolitionists. And I've heard their point of view, they've told me to listen to this podcast, to this speech, to read this book, and I'm doing all that because I'm open to discussion, I'll read absolutely anything they advise me to.”

De la même façon, les positions de la TSA sont largement à nuancer. Il s'agit plus d'un idéal politique sur le long terme que de revendications présentes. La frontière entre abolitionnisme et réformisme semble parfois floue. Cette travailleuse sociale défend également des réformes plus traditionnelles avec son organisation.

3.2. La perception des travailleurs sociaux de DTP et de l'ACS

3.2.1. Defund The Police

La majeure partie des travailleurs sociaux interviewés a montré son désaccord avec DTP. Au-delà de Betty et Debbie, une autre salariée d'une organisation venant en aide aux personnes sans-abri dit : « Je pense que le langage utilisé n'est pas le bon. Je ne pense pas que la solution soit de couper les fonds de la police »⁶¹⁹. Le président de New Mexico Coalition to End Homelessness dit également : « Je ne suis pas favorable à cette idée. Je pense que c'est une réaction excessive et je dirais même que c'est jeter le bébé avec l'eau du bain »⁶²⁰. Dans les deux cas, on part d'une critique du slogan vers une opposition au fond de DTP. Cela confirme que le problème n'est pas forcément le slogan mais bien l'idée de définancer la police en soi comme nous l'avait montré une étude sur le sujet⁶²¹. On aurait pu s'attendre à ce que les travailleurs sociaux, votant majoritairement à gauche⁶²², soutiennent davantage DTP. Pourtant, ce n'est pas le cas, seulement la TSA apporte son soutien à la mesure. Comme abordé avec l'exemple de Betty, ce rejet des travailleurs sociaux pour DTP peut s'expliquer de deux manières.

Premièrement, la forte implication des travailleurs sociaux dans les efforts de réformes peut expliquer en partie leur rejet à DTP. La membre d'une association faisant de l'intervention d'urgence auprès des SDF explique : « La suppression du financement du service de police aurait mis en péril notre programme »⁶²³. Les TSR sont donc eux-même au

⁶¹⁹ Traduit par moi-même : “I think the wrong language is being used. I don't think defunding the police is the answer”.

⁶²⁰ Traduit par moi-même : “I don't support the idea. I think it's an overreaction and I would say, it's throwing the baby out with the bathwater”.

⁶²¹ Vaughn, Paige. E., Peyton, Kyle. et Huber, Gregory A., “Mass support for proposals to reshape policing depends on the implications for crime and safety”, *Criminology Public Policy*, vol. 21, 20 Jan. 2022, p. 125–146.

⁶²² Rosenwald, Mitchell, “Exploring the Political Diversity of Social Workers”, *Social Work Research*, vol. 30, n°2, 2006, p. 121–26.

⁶²³ Traduit par moi-même : “the defunding of the police department would have jeopardized our program”.

cœur des réformes policières, car ce sont eux qui prodiguent aux policiers les différentes formations. Tous les travailleurs sociaux interviewés dans le domaine de la santé mentale ou comportementale ont indiqué que leur organisation prodiguait des formations aux forces de l'ordre, que ce soit sur les biais racistes/sexistes, la désescalade, la santé mentale ou les formations CIT. Ce paramètre est très important car il rapproche les deux corps de métier. De plus, ces formations représentent des opportunités de nouveaux contrats et des moyens de financements pour les organisations. Cela pourrait en partie expliquer les raisons de cette adhésion si forte des travailleurs sociaux pour le réformisme et le rejet à DTP. Il n'existe pas, à ma connaissance, de travaux portant sur les contrats des formations policières issues des réformes. Il serait très intéressant de poursuivre les recherches sur le sujet. Cette position anti-DTP peut également s'expliquer par le réformisme des travailleurs sociaux. En effet, certains craignent que les baisses de financements demandées par le mouvement DTP se répercutent en fait sur les réformes. Le président de New Mexico Coalition to End Homelessness rejette DTP en disant « Nous devons rééduquer la police et nous avons besoin de fonds pour la développer et atteindre cet objectif »⁶²⁴. Il explique :

Vous savez, au lieu d'aborder le problème simplement en tant que policiers, peuvent-ils l'aborder davantage en tant que travailleurs sociaux, en tant que membres de la communauté, en tant qu'aidants, en cherchant à traiter chaque situation en fonction de ses mérites propres ?

Ce travailleur social épouse donc l'idée de Vollmer de faire des policiers des travailleurs sociaux⁶²⁵. Cette idée est sans nul doute un cauchemar pour les militants abolitionnistes car cela entraînerait l'intrusion de la police dans les services sociaux. Cette citation sous-tend également l'idée chère aux réformistes qu'il faudrait changer la culture de la police⁶²⁶. Le but serait de rendre les forces de l'ordre moins brutales, moins sexistes, moins racistes ou plus ouvertes sur sa santé mentale ou celle des autres afin de les rendre moins susceptibles de produire des violences policières.

⁶²⁴ Traduit par moi-même : "We have re-educate the police and we need funds to develop them to meet those needs".

⁶²⁵ George T. Patterson et Philip G. Swan, "Police social work and social service collaboration strategies one hundred years after Vollmer. A systematic review", *Policing: An International Journal*, vol. 42, n°5, 27 Sep. 2019, p. 863–886.

⁶²⁶ Silvestri, Marisa, "Police culture and gender: Revisiting the 'cult of masculinity'", *Policing: A Journal of Policy and Practice*, vol. 11, n°3, 2017, p. 289-300.

Knaak, Stephanie, et al. "Implementation, uptake, and culture change: results of a key informant study of a workplace mental health training program in police organizations in Canada." *The Canadian Journal of Psychiatry*, vol. 64, n°1, 2019, p. 30-38.

Deuxièmement, la collaboration extrêmement poussée entre les travailleurs sociaux et la police peut également expliquer l'opposition à DTP. Les deux corps de métier semblent extrêmement proches. Ils se fréquentent lors des interventions, lors des formations (CIT, de santé mentale, sur les biais racistes, sexistes et autres...), peuvent former des binômes dans des équipes de co-réponse. Les rapprochements professionnels et humains sont donc très fréquents. Cette collaboration est jugée nécessaire par de nombreux travailleurs sociaux de par la dangerosité du métier. Certains interviewés rapportent des incidents avec des trafics de drogue proche de leurs locaux ou du personnel menacé voir agressé. Ils estiment ainsi faire un métier dangereux et ne pas toujours se sentir en sécurité au travail. Cette insécurité peut ainsi rendre la collaboration avec la police indispensable. Cette coopération ne se passe toutefois pas toujours bien comme le confirment les études sur le sujet⁶²⁷. Certains se plaignent que la police « ruine leur réputation »⁶²⁸ auprès du public, d'autres des préjugés des policiers envers eux et certains ont peur des dérapages. Jennifer Metzler explique ainsi : « Quelles que soient les bonnes relations de travail que nous entretenons avec la police, chaque fois que nous appelons, nous retenons toujours un peu notre souffle »⁶²⁹. Ces divergences ne semblent toutefois pas remettre fondamentalement en question la collaboration avec la police.

3.2.2. Albuquerque Community Safety

La majorité des travailleurs sociaux interviewés sont ravis de la création de l'ACS. Jennifer Martinez de Street Connect, un programme venant en aide aux SDF directement dans la rue, se félicite des agents de l'ACS qui « font des choses extraordinaires »⁶³⁰. L'ACS est devenu le service privilégié en cas de problème pour nombre de travailleurs sociaux. Pour Jennifer et pour d'autres, l'ACS a même remplacé la police pour de nombreuses urgences, elle dit « à la place d'appeler la police, on les appelle eux (l'ACS), et dans la plupart des cas ça marche bien »⁶³¹. La plupart des organisations qui m'ont reçu collaborent avec l'ACS. C'est le cas de Heading Home, l'organisation qui intègre le programme Street Connect de

⁶²⁷ Eli Buchbinder et Zvi Eisikovits, "Collaborative Discourse: The Case of Police and Social Work Relationships in Intimate Violence Intervention in Israel", *Journal of Social Service Research*, vol. 34, n°4, 2008.

⁶²⁸ Traduit par moi-même : "ruin our reputation".

⁶²⁹ Traduit par moi-même : "We are trying to be part of a community holding law enforcement to account for very serious outcomes otherwise. And then working closely with law enforcement to try to demonstrate the way we'd like the world to be on our little corner here. We've learned to be comfortable in those tensions".

⁶³⁰ Traduit par moi-même : "They do amazing things. It's nice to have them around".

⁶³¹ Traduit par moi-même : "instead of calling the police, we call them, and, in most cases, it works out".

Jennifer. Celle-ci dit : « Nous collaborons étroitement avec l'ACS, nous avons pleinement soutenu lorsqu'ils ont voulu le développer pour la première fois »⁶³². Comme pour les autres réformes, les organisations d'Albuquerque ont ainsi participé à l'avènement de l'ACS. Certains travailleurs sociaux réclament toutefois plus de temps avant de pouvoir juger cette toute jeune agence. La présidente de Albuquerque Housing Authority reste prudente : « leur rôle est encore en cours d'élaboration »⁶³³.

Une seule travailleuse sociale, Wendy Linebrink-Allison travaillant pour NMCAL, la ligne d'écoute spécialisée 988, semble plus critique envers l'ACS. (La TSA n'a pas pu donner son avis n'étant pas d'Albuquerque.) Tout d'abord, elle déplore l'impossibilité de collaboration avec l'agence. Elle dit : « Nous avons essayé de travailler avec eux, mais la bureaucratie du programme et son mode de financement ne permettent pas la collaboration que nous aurions souhaitée »⁶³⁴. Également, le fonctionnement de l'ACS, très dépendant de l'institution policière, pose des problèmes éthiques et politiques à l'interviewée :

L'intention de l'ACS est louable, mais si l'on continue à traiter les gens comme des risques potentiels pour la communauté, en demandant à la police de sécuriser les lieux avant qu'une équipe de santé comportementale puisse intervenir on continue à stigmatiser les personnes et à créer une escalade potentielle⁶³⁵.

Selon cette personne, l'ACS ne changerait pas fondamentalement les choses et continuerait à criminaliser les personnes sans-abri et souffrant de troubles mentaux. Cette constatation semble entrer totalement en opposition avec la perception et l'expérience des autres travailleurs sociaux interrogés. Cette critique rejoint toutefois celles de certains militants abolitionnistes.

Les avis des militants abolitionnistes sur la création de l'ACS divergent. Pour certains, il s'agit d'une avancée compatible avec l'abolition de la police. Une chercheuse abolitionniste, professeure à l'UNM, déclare ainsi que la création de l'ACS est « une bonne chose »⁶³⁶, « un pas dans la bonne direction »⁶³⁷. Cette agence entrerait dans une certaine mesure dans le logiciel abolitionniste en déviant un certain nombre d'appels de la police et en

⁶³² Traduit par moi-même : "We actually collaborate closely with ACS, we were in full support of it when they first wanted to develop it".

⁶³³ Traduit par moi-même : "Their role is still in process".

⁶³⁴ Traduit par moi-même : "We have tried to work with them, but the bureaucracy of the program and the way that they are funded do not allow for the collaboration that we would prefer to have with them".

⁶³⁵ Traduit par moi-même : "The intention of ACS is beautiful, but if you're still as potential risks to the community by having to clear the scene before a behavioral health team can go in, then that is still stigmatizing people and creating potential escalation".

⁶³⁶ Traduit par moi-même : "it is a good thing".

⁶³⁷ Traduit par moi-même : "a step in the right direction".

proposant un « modèle alternatif de sécurité publique concret »⁶³⁸ qui participe à l'imaginaire que les militants veulent provoquer. Cet avis peut cependant être expliqué par le manque de recul et d'études sur l'ACS. David Correia, militant abolitionniste et professeur à l'UNM, est bien plus critique de cette nouvelle institution. Correia place la création de l'ACS dans le « modèle crise - réforme- répétition »⁶³⁹ qu'il dénonce dans son ouvrage⁶⁴⁰. Selon lui, « L'ACS n'est qu'un exemple de plus dans la longue histoire des efforts déployés par l'*establishment* politique d'Albuquerque pour renforcer la légitimité de la police »⁶⁴¹. Correia rapproche l'ACS d'anciennes réformes comme la création de COAST⁶⁴², qui a aujourd'hui été intégré à l'ACS et sur lequel il a travaillé⁶⁴³. Cette organisation, créée en 2005, avait pour but de soutenir les équipes de police CIT chargées des situations violentes et graves, en s'occupant des cas de crises de santé mentale ou de situations non-violentes et non-criminelles⁶⁴⁴. COAST menait aussi régulièrement des actions de proximité avec des officiers de police et effectuait des visites proactives aux sans-abri dans les parcs, sous les ponts et dans les centres-villes pour tenter de les faire participer à des services et de leur trouver un logement⁶⁴⁵. Dans ses études de terrain de 2014 avec le groupe Abolish APD qu'il a mené auprès des personnes sans-abri d'Albuquerque, Correia contestait largement cette description de COAST⁶⁴⁶. Il avait observé que « la plupart des gens était terrifiée par COAST »⁶⁴⁷. Cette agence, comme l'ACS aujourd'hui, serait selon Correia, les « bras non-armés de la police »⁶⁴⁸. Il ajoute : « Ces personnes [de COAST] travaillent aujourd'hui pour l'ACS et utilisent les mêmes tactiques : dégager les campements de sans-abri, arrêter les gens pour des motifs mineurs, détruire leurs biens lorsqu'ils sont arrêtés, harceler et intimider les gens »⁶⁴⁹. De telles manoeuvres seraient

⁶³⁸ Traduit par moi-même : “put forward concrete models of public safety that are different”.

⁶³⁹ Traduit par moi-même : “pattern crisis, reform, repeat, crisis, reform, repeat”.

⁶⁴⁰ David Correia et Tyler Wall, *Violent Order*. Haymarket Books, 17 août 2021.

⁶⁴¹ Traduit par moi-même : “L'ACS is just another example in a long history of efforts by the political establishment in Albuquerque to shore up the legitimacy of the police.”

⁶⁴² Crisis Outreach and Support Team.

⁶⁴³ Share New Mexico, “Crisis Outreach and Support Team COAST”, Share New Mexico [en ligne], [<https://sharenm.org/crisis-outreach-and-support-team-coast/crisis-outreach-and-support-team-st>] (consulté le 23/07/2024)]

⁶⁴⁴ Rosenbaum, Nils, "Street-level psychiatry—A psychiatrist's role with the Albuquerque police department's crisis outreach and support team", *Journal of police crisis negotiations*, vol. 10, n°1-2, 2010, p. 175-181.

⁶⁴⁵ *Ibid.*

⁶⁴⁶ Malheureusement, aucune trace de ces recherches ne semble trouvable.

⁶⁴⁷ Traduit par moi-même : “most people were scared to death of COAST”.

⁶⁴⁸ Traduit par moi-même : “outreach arm of police, unarmed”.

⁶⁴⁹ Traduit par moi-même : “We were examining and engaging in, in, sort of, like, outreach with unsheltered folks are now working for ACS and engaging in the same sort of tactics clearing encampments, arresting people on petty charges, destroying their property when they're arrested, harassing and intimidating people”.

tout à fait plausibles étant donné le nombre d'études documentant le harcèlement policier sur des SDF et la collaboration poussée avec les travailleurs sociaux⁶⁵⁰.

Le problème de l'ACS ne serait pas l'idée en soi d'une institution qui enverrait des travailleurs sociaux pour gérer des situations non-violentes. Selon les militants abolitionnistes, c'est la collaboration et la subordination avec la police qui posent réellement problème. Pour Correia :

La plus grande erreur qu'une agence comme celle-ci puisse commettre, c'est d'exister sous le département de la police. En fait, elle rend compte au chef de la police, c'est-à-dire qu'elle relève de cette structure, et c'est donc la police qui appelle pour les faire intervenir⁶⁵¹. [...] Si la police arrive la première sur les lieux, l'ACS n'est même pas autorisée à y pénétrer [...] Les dispatchers de la police envoient l'ACS et, par conséquent, ce n'est pas l'ACS qui décide qui ils aident et où ils interviennent, mais, c'est la police qui décide. [...] L'année dernière, la police a tué deux personnes qui étaient suicidaires et elle n'a pas autorisé ACS à intervenir dans ces situations

Une collaboration qui se retrouverait dans les pratiques, selon Selinda, une autre militante abolitionniste de la ville : « Nous sommes sur le terrain, et la réalité est que l'ACS est parfois aussi violente que la police »⁶⁵². Les abolitionnistes d'Albuquerque, comme Correa, accusent ainsi les travailleurs sociaux de la ville d'être des « intermédiaires entre la police et les personnes sans-abri, en se présentant comme n'étant pas de la police, puis en travaillant avec eux en s'assurant que leurs intérêts, débarrasser les propriétés privées et publiques des SDF, soient atteints »⁶⁵³. Cette critique de l'ACS va totalement en contradiction avec l'image que se donne l'agence et ce qu'en rapportent les autres travailleurs sociaux interrogés. Certains travailleurs sociaux disent appeler des agents de l'ACS pour gérer certaines situations sans intervention de la police alors que d'autres voix expliquent que leur

⁶⁵⁰ Judy Aulette et Albert Aulette, "Police Harassment of the Homeless: The Political Purpose of the Criminalization of Homelessness", *Humanity & Society*, vol. 11, n°2, 1987, p. 244-256.

Ivanich, Jarreed. D. et Warner, Tara. D., "Seen or Unseen? The Role of Race in Police Contact among Homeless Youth", *Justice Quarterly*, vol. 36, n°5, 2018, p. 816-840.

⁶⁵¹ Traduit par moi-même : "The biggest error that an agency like this can have, is by existing underneath the police department. So, they, actually, report to the chief, Police, right, they're under that structure, therefore, the police actually get to make the calls [...] If the police arrive at a scene first, ACS is not even allowed to enter. [...] police dispatchers send ACS out, and, therefore, that's not ACS deciding who we help and where we intervene, but, actually, the police deciding. [...] The police, this last year, have killed two people, who were suicidal, and they did not allow ACS in, to those situations".

⁶⁵² Traduit par moi-même : "We're on the ground, the reality is that ACS, sometimes, is as violent as the police".

⁶⁵³ Traduit par moi-même : "serving as a kind of a liaison for police with unsheltered people, presenting themselves as non-police, but, then, working with police and making sure that, you know, the police interest in clearing private property, public property of unsheltered".

action n'est possible qu'avec l'aval de l'APD. Davantage de recherches seraient nécessaires pour clarifier le fonctionnement de l'institution.

Pour les abolitionnistes, la création de l'ACS ne constitue pas une avancée pour le mouvement DTP. Tout au contraire, il s'agit d'une stratégie pour calmer les manifestations et le mouvement abolitionniste. Selinda, activiste abolitionniste de Albuquerque Mutual Aid, déclare : « L'ACS a été créé pour faire taire le mouvement DTP »⁶⁵⁴. Elle rappelle également qu'il s'agit d'une initiative spontanée du maire, « l'ACS n'a jamais été créé par, avec ou pour les citoyens »⁶⁵⁵. David Correia fait quant à lui remarquer que « cela n'a pas entraîné une réduction de la police [...] le budget est même plus élevé aujourd'hui qu'à la création de l'ACS »⁶⁵⁶, ce qui signifie que « leur accès aux armes a augmenté, ainsi que les effectifs et le nombre d'officiers dans la rue »⁶⁵⁷. Le résultat final est « en réalité, une expansion du système de justice pénale »⁶⁵⁸. L'idée de l'ACS n'est pas entièrement rejetée et pourrait parfaitement s'intégrer dans un projet abolitionniste si l'agence était réellement indépendante. Correia explique :

Si des ressources étaient retirées à la police et allouées à une agence non-policrière qui fonctionnerait et agirait indépendamment de la police, et qui aurait l'autorité de prévenir et d'aider plutôt que d'intervenir dans la violence humaine, cela reviendrait à définancer la police⁶⁵⁹.

L'espoir de voir un jour la formation d'une agence réellement non-policrière à Albuquerque est ainsi toujours permis pour les abolitionnistes.

3.3. Discussion

Ma première hypothèse supposait un effet du mouvement DTP sur les réformes, sur le rôle des policiers et des travailleurs sociaux dans la sécurité publique. Il semble difficile d'évaluer les conséquences du mouvement de l'été 2020 et notamment de DTP à partir de ce terrain. Le contexte du Nouveau-Mexique est particulièrement marqué par le cas James Boyd

⁶⁵⁴ Traduit par moi-même : “ACS was created to silence the defund movement”.

⁶⁵⁵ Traduit par moi-même : “It was never created by, with, or for the people”.

⁶⁵⁶ Traduit par moi-même : “this has not led to a reduction in the police force [...] the budget is even higher today than it was at the creation of ACS”.

⁶⁵⁷ Traduit par moi-même : “their access to weapons has increased, their numbers, in terms of officers around the street, have increased”.

⁶⁵⁸ Traduit par moi-même : “actually, an expansion of the criminal justice system”.

⁶⁵⁹ Traduit par moi-même : “if resources were taken from police and given to a non-police agency that operated and acted independent of police, that had the authority to prevent and help rather than intercede human violence, it would, it would constitute defunding police”.

en 2014 qui avait provoqué une série de dix ans de réformes⁶⁶⁰. Les événements de l'année 2020 ont juste rappelé ou intensifié les questionnements sur la sécurité publique qui sont bien réels chez les travailleurs sociaux de la ville. Ces derniers ont privilégié une approche réformiste et n'ont pas attendu le mouvement DTP pour commencer. Les événements post-George Floyd ne semblent ainsi pas avoir spécialement radicalisé les positions des travailleurs sociaux vers des idées abolitionnistes. Ils restent en grande majorité fidèles à ces projets de réforme. Le mouvement DTP semble toutefois avoir accéléré la création de l'ACS, une réforme plus radicale, au moins en apparence. La collaboration police-travailleurs sociaux ne semble également pas avoir été affectée par les mouvements sociaux de 2020. C'est d'ailleurs peut-être même le contraire qui s'est produit avec de nombreuses nouvelles réformes qui pourraient avoir accentué les liens entre les deux institutions.

L'idée que les travailleurs sociaux devraient être en charge des problèmes sociaux, plutôt que les policiers, semble largement partagée. Mon hypothèse 2 semble ainsi confirmée. La médiatisation des différents cas de violences policières, notamment à l'encontre des personnes sans-abri ou avec des maladies mentales comme James Boyd, a grandement participé à cela. Le mouvement BLM, et en particulier DTP, a indéniablement contribué à remettre en avant ces questions dans le débat public. DTP n'apparaît toutefois pas comme une mesure soutenue par les travailleurs sociaux. Ces derniers sont en grande majorité réformistes, un élément qui peut expliquer cette opposition avec DTP. En effet, les réformes pour lesquelles ils militent, et dont d'ailleurs ils peuvent être les pourvoyeurs comme c'est le cas au travers des formations, nécessitent des financements qu'ils ont peur de voir disparaître en cas de définancement de la police. Accentuer la recherche sur ces liens, humains et financiers, qui se créent lors de ces formations pourrait être très utile pour comprendre encore davantage les positions des travailleurs sociaux.

Au niveau de ma troisième hypothèse supposant un nouveau rôle et une importance accrue accordée aux travailleurs sociaux, il ne semble pas y avoir de changement palpable. L'ACS a été érigé en troisième voie du système de réponse d'urgence en complément de la police et des urgences incendie et médicales. À en croire les abolitionnistes, le pouvoir des travailleurs sociaux dans cette nouvelle institution est grandement limité et soumis à la police. Il sera dans tous les cas intéressant d'étudier en profondeur comment fonctionne l'ACS, en

⁶⁶⁰ Ian Lovett, "Albuquerque Agrees to Changes on Use of Force", *The New York Times*, 31 Octobre 2014.

particulier la relation qu'entretiennent les travailleurs sociaux avec le public et avec la police. Depuis 2020, les associations de la ville ont reçu de nombreux financements notamment grâce au plan de sauvetage de l'économie du président Joe Biden. Cela va cependant de pair avec des conditions sociales qui ont largement empiré depuis la crise du COVID. Tous les travailleurs sociaux interrogés, notamment ceux travaillant sur le sans-abrisme, décrivent une situation de plus en plus dramatique qui s'explique par la hausse des prix immobiliers et des loyers au niveau local et national⁶⁶¹. L'ACS étant une agence très jeune, il serait également nécessaire de suivre son évolution. Aux dernières nouvelles, l'ACS continue son développement avec la récente ouverture de son siège et un renforcement de ses financements pour l'année à venir, bien qu'ils restent dérisoires face à ceux de la police⁶⁶². Un autre mouvement intéressant est la récente syndicalisation des agents de l'ACS qu'il faudra suivre de près. Ces derniers demandent à être reconnus en tant que premiers répondants afin de profiter des avantages du statut.

Les réponses apportées par les travailleurs sociaux montrent que l'ensemble du spectre politique est représenté au sein du travail social. Des dissensions existent sur le rôle de la police, celui des travailleurs sociaux eux-mêmes, la collaboration avec les forces de l'ordre ou encore sur leur dé financement. Sur la question des violences policières et sur le débat « Que faire de la police ? », les travailleurs sociaux semblent toutefois majoritairement s'accorder et pencher vers le réformisme. Le manque de connaissances sur les relations police-population ou les discours niant ou minimisant le racisme confirment également la dépolitisation de certains travailleurs sociaux que critiquent certains chercheurs abolitionnistes⁶⁶³. Police et travail social semblent fortement intriqués : contacts sur le terrain, contrats, règles, lois et formations dispensées joignent structurellement les deux professions et obligent à la collaboration. Ces liens peuvent également expliquer les opinions des travailleurs sociaux. Face à cela les abolitionnistes enjoignent les travailleurs sociaux d'adopter une éthique abolitionniste refusant au maximum les contacts avec la police.

Enfin, concernant l'ACS, il existe une grande différence entre la vision des travailleurs sociaux, quasi tous très enthousiastes envers l'agence, et les militants abolitionnistes, qui se

⁶⁶¹ George Galster et Kwan Ok Lee, "Introduction to the special issue of the Global crisis in housing affordability", *International Journal of Urban Sciences*, vol. 25, 2020, p. 1–6.

⁶⁶² Faith Egbuonu, "Albuquerque city council approves \$1.4B budget for 2025 fiscal year", *KOAT*, 22 Mai 2024.

⁶⁶³ Rasmussen Cameron et James "Jae" Kirk, "Trading Cops for Social Workers isn't the solution to police violence", *Truthout* [en ligne], 17 Juillet 2020.

[<https://truthout.org/articles/trading-cops-for-social-workers-isnt-the-solution-to-police-violence/>] (consulté le 23/07/2024)]

disent proches du terrain et des personnes concernées. L'hypothèse 4 supposant une solution intermédiaire satisfaisant tout le monde est ainsi infirmée. Une partie des travailleurs sociaux ne mentionne pas de problème entre police et SDF par exemple, ce qui contredit de nombreuses études sur le sujet⁶⁶⁴. Il existe ainsi sûrement des biais dans la vision des travailleurs sociaux. De même, les abolitionnistes se basent principalement sur les réformes passées, comme COAST, pour jeter l'opprobre sur l'ACS. Dans tous les cas, il serait très intéressant de poursuivre cette recherche avec un terrain plus approfondi suivant les agents de l'ACS ou en interrogeant les personnes qu'ils assistent.

Sommes-nous face à une révolution en termes de sécurité publique aux États-Unis ? Il semble bien évidemment compliqué de répondre à cette question à partir de cette modeste recherche. Quelques éléments sont toutefois intéressants. La remise en question du rôle de la police et les questionnements autour de la sécurité publique semblent bien imprégner les mentalités. Le travail et les critiques des militants BLM, DTP et abolitionnistes ont en grande partie permis d'ouvrir ces débats dans la société étatsunienne. Cette évolution des esprits et des débats peinent toutefois à se retranscrire matériellement. Les violences policières sont toujours aussi élevées malgré un grand mouvement de réformes national et la situation sociale du pays se détériore⁶⁶⁵. Le développement de départements de sécurité publique dans de nombreuses villes était l'un des éléments qui justifiait ma question initiale. L'examen de l'ACS, l'un des principaux représentants de ce modèle, m'a permis d'en savoir plus sur les enjeux autour de ces nouvelles agences. Il est toutefois urgent d'accentuer les recherches sur ces structures afin de déterminer si ce modèle contient en effet un potentiel révolutionnaire ou s'il s'agit, au contraire, d'une simple diversion pour calmer les colères.

⁶⁶⁴ Megan Welsh Carroll, Shawn. T. Flanigan et Nicolas Gutierrez, "Black Lives Experiencing Homelessness Matter: A Critical Conceptual Framework for Understanding How Policing Drives System Avoidance among Vulnerable Populations", *Public Integrity*, vol. 25, n°3, 2022, p. 285–300.

Chris Herring et al, "Pervasive Penalty: How the Criminalization of Poverty Perpetuates Homelessness", *Social Problems*, vol. 67, n°1, 2020, p. 131–49.

⁶⁶⁵ Sam Levin, "It never stops": killings by US police reach record high in 2022", *The Guardian*, 6 Jan. 2023.

Conclusion

Ma question de départ cherchait à savoir si les débats provoqués par DTP avaient engendré une « révolution » en termes de santé publique aux États-Unis. Au vu des résultats de cette enquête, nous pouvons largement douter que ce soit le cas. Le mouvement de l'été 2020 a engendré un grand mouvement de réformes, loin de l'avenir abolitionniste qu'espéraient ces premiers instigateurs. Les agences non-policieres comme l'ACS restent une interrogation qu'il faudra résoudre. Sont-elles vraiment indépendantes de la police ? Reproduisent-elles des logiques similaires ? Si le travail de l'ACS semble combler les travailleurs sociaux de la ville, quelle est l'opinion des gens qu'elle sert ? Malheureusement, l'ACS n'a jamais répondu à mes demandes d'entretiens pour clarifier son fonctionnement qui paraît assez flou malgré une apparente transparence. Dans tous les cas, pour une recherche plus poussée, il faudra aller plus loin qu'une interview amenant au discours officiel ou à un simple examen des données que procure l'agence, en procédant notamment à une observation concrète des actions des agents de l'ACS et de leurs relations avec la population et la police. Il serait également intéressant de comparer l'ACS aux autres grandes agences du pays, qui si elles reproduisaient effectivement des logiques policières, devraient commencer à essayer des critiques et auraient peut être reçu plus d'attention de la part de la recherche. Malgré leur fort développement, les agences de sécurité publique restent, par leur taille et leur pouvoir, toujours aujourd'hui sans commune mesure par rapport à la police. Malgré un relatif échec du mouvement DTP dû à un *backlash* conservateur, le combat contre les violences policières est loin d'être terminé. Des cas récurrents comme le récent meurtre de Sonnya Massey, abattue chez elle par un policier à Springfield, Illinois, ravivent constamment le sentiment d'injustice et la lutte contre les violences policières.

Le mouvement abolitionniste semble clairement avoir connu un recul après le pic de l'année 2020. Lors de mon enquête de terrain à Minneapolis en 2023, il m'avait été très difficile de trouver des militants abolitionnistes, les principales organisations étant fermées. Une situation qui ne semble pas alarmer les militants abolitionnistes. Ricardo Levins Morales, acteur important du mouvement à Minneapolis parle de « pause stratégique »⁶⁶⁶. Il ajoute : « Finalement, tout ça aura radicalisé la population et amené une série de réformes qui va selon nous [les abolitionnistes] se discréditer toute seule et là il y aura l'occasion de mettre

⁶⁶⁶ Traduit par moi-même : “strategic break”.

quelque chose de plus radical en place »⁶⁶⁷. David Correia parle lui de « phases dormantes »⁶⁶⁸ classiques pour les mouvements d'abolition de la police. Ceux-ci suivent en général des phases de fortes mobilisations comme en 2014 à Albuquerque puis de nouveau en 2020. Cela s'explique par l'exigence que nécessite ce genre de militantisme, il raconte : « En 2014, j'ai dû passer 60 heures par semaine à travailler sur un projet de ce type »⁶⁶⁹. Le mouvement reste toutefois prêt à rebondir. « À la première étincelle, se regrouper, et revenir en plus grand nombre, mieux organisé, et durer plus longtemps comme ça a été fait dans le passé »⁶⁷⁰. Selinda, militante d'Albuquerque, nous apprend comment le mouvement abolitionniste à Albuquerque a été détourné. Cela s'est produit lorsque la ville a recruté certains responsables communautaires noirs fortement engagés dans la lutte contre les violences policières. Elle explique : « Ils appelaient les responsables communautaires Noirs de notre communauté, les mettaient sur la liste des employés et les appelaient "ambassadeurs de la police" »⁶⁷¹. Ces derniers auraient eu comme but « d'essayer de discréditer l'abolition, en disant : "oh, mais attendez, vous savez, nous sommes des organisateurs Noirs, et nous ne pensons pas que DTP est la réponse, nous pensons que la réforme est la réponse ». Ces responsables communautaires ont aujourd'hui des postes à responsabilité à l'ACS comme Torrance Green ou en politique comme Nicole Rogers, élue au conseil municipal de la ville⁶⁷². Il serait extrêmement intéressant, dans une recherche ultérieure, de pouvoir s'entretenir avec ces personnes pour obtenir leur version et les raisons de nouveaux engagements.

Malgré ces obstacles, le militantisme abolitionniste continue sous d'autres formes. Albuquerque Mutual Aid, l'organisation de Salinda, fait de l'aide directe en récoltant différentes ressources de solidarité provenant de la ville et de la population (ainsi que des invendus alimentaires des entreprises) en la distribuant aux plus nécessiteux. Selon les dires de Selinda, gérante de l'association, le projet fonctionne et se développe bien : « Nos placards et nos frigos sont pleins, pleins, pleins. [...] Les dons arrivent en abondance [...] On

⁶⁶⁷ Traduit par moi-même : "In the end, all this will have radicalized the population and led to a series of reforms that we (the abolitionists) believe will discredit themselves, and the opportunity will then present itself to put something more radical in place."

⁶⁶⁸ Traduit par moi-même : "dormant phases".

⁶⁶⁹ Traduit par moi-même : "in 2014, I mean, I was like, I must have spent 60 hours a week, working on something like this."

⁶⁷⁰ Traduit par moi-même : "as soon as a spark unites them, they return, and larger, and more well organized, and no longer, easily co-opted, like in the past."

⁶⁷¹ Traduit par moi-même : "They were calling black leaders, from our community, and they were putting them on the payroll, and they called them police ambassadors"

⁶⁷² City of Albuquerque, "City Councilor Nichole Rogers", City of Albuquerque, s.d.

commence à avoir des liens avec des paysans, des fermiers, tout évolue bien en ce moment »⁶⁷³. L'organisation abolitionniste fait également des actions de « santé communautaire, guérison culturelle, justice réparatrice, désescalade, médiation, surveillance par les flics, nous avons aussi des médecins de rue, des avocats de prison »⁶⁷⁴. Tout cela sans la moindre « aide ou financement du gouvernement »⁶⁷⁵. Cette stratégie a deux buts, construire dans le présent les sociétés abolitionnistes souhaitées par ces militants et dans le même temps préparer les consciences aux prochains combats abolitionnistes.

⁶⁷³ Traduit par moi-même : “The food box truck right now is full, full, full, full[...] things come in abundance[...] Have relationships with all of the farmers, the growers, and so, you know, all the, everything is growing right now”.

⁶⁷⁴ Traduit par moi-même : “community health, cultural healing, restorative justice, descalade, mediation, cops watching, we also have street medics, jail lawyers”.

⁶⁷⁵ Traduit par moi-même : “government assistance or funding”.

Bibliographie

Ouvrages méthodiques

Marvasti, Amire, *Qualitative Research in Sociology*. Newbury Park, SAGE Publications, 2004.

Van Campenhoudt, Luc, Jacques Marquet, et Raymond Quivy, *Manuel de recherche en sciences sociales*. Malakoff, Dunod, 2017.

Ouvrages

Acuña, Rodolfo, *Occupied America. The Chicano's Struggle toward Liberation*, New York City, Canfield Press, 1 Jan. 1972.

Alexander, Michelle, *La couleur de la justice. Incarcération de masse et nouvelle ségrégation raciale aux Etats-Unis*, Paris, Syllepse, coll. "Radical America", 2017.

American Friends Service Committee, *Struggle for Justice*. New York, Hill and Wang, 1971.

Baldwin, James A., *The Evidence of Things Not Seen*. Londres, Picador, 15 Avr. 1995.

Baldwin, James A., *Note of a native son*, Boston Beacon Press, 20 Nov. 2012.

Balko, Radley, *Rise of the Warrior Cop. The Militarization of America's Police Forces*, New York City, PublicAffairs, 26 Août 2014.

Banks, Sarah, *Ethics and values in social work*. Londres, Bloomsbury Publishing, 2020.

Baschet, Jérôme et al, *Défaire la police*. Paris, Divergence, 2021.

Clear, Todd. R. et Natacha Frost, *The punishment imperative. The rise and failure of mass incarceration in America*, New York City, New York University Press, 2015.

Collectif Matsuda, *Abolir la police. Echos des Etats-Unis*, Péronnas, Niet !, 2021.

Correia, David et Tyler Wall, *Police : A Field Guide*. New York, Verso Book, 13 Mars 2018.

—, *Violent Order*. Chicago, Haymarket Books, 17 août 2021

Cunneen, Chris, *Defund the Police. An International Insurrection*, Bristol, Bristol University Press, 31 Mars 2023.

Davis, Angela, Gina Dent, Eric Meiners et Beth Ritchie, *Abolition. Feminism. Now*, Chicago, Haymarket Books, coll. "Abolitionist Papers", 2022.

—, *Women, Race & Class*. Westminster, Penguin Books, 29 Oct. 2021.

—, *La prison est-elle obsolète ?* Vauvert, Au diable vauvert, 2014 [2003].

—, *Les goulags de la démocratie. Réflexions et entretiens*, Vauvert, Au diable vauvert, 2006 [2005].

Du Bois, W.E.B, *Black Reconstruction in America 1860-1880*. New York City, Free Press, 1 Déc. 1999.

Durán, Robert J., *The Gang Paradox. Inequalities and Miracles on the U.S.-Mexico Border*, New York City, Columbia University Press, 2018.

Foucault, Michel, *Surveiller et Punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 1975.

Gilmore, Ruth W., *Golden Gulag. Prisons, Surplus, Crisis, and Opposition in Globalizing California*. Berkeley, University of California Press, 2007.

Hardy, Michael E., *Constitutional Policing. Striving for a More Perfect Union*, Chicago, American Bar Association, 21 Nov. 2023.

Harris, Fred, *New Mexico 2050*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 1 Août 2015.

Hinton, Elizabeth, *America on Fire. The Untold History of Police Violence and Black Rebellion Since the 1960s*, New York City, Liveright, 21 Mai 2021.

Hinton, Elizabeth, *From the War on Poverty to the War on Crime. The Making of Mass Incarceration in America*, Boston, Harvard University Press, 2016.

Kaba, Mariame, *En attendant qu'on se libère*. Marseille, Hors d'atteinte, 15 septembre 2023.

— et Andrea Ritchie, *No more Police. A Case For Abolition*, New York City, The New Press, 30 Août 2022.

— et Kelly Hayes, *Let this radicalize you. Organizing and the Revolution of Reciprocal Care*. Chicago, Haymarket Books, 16 Mai 2023.

Keeanga-Yamahtta, Taylor, *Black Lives Matter. Le renouveau de la révolte noir américaine*. Marseille, Contre-feux, 2017.

Kim, Mimi E., Cameron Rasmussen, Durrell M. Washington et Mariame Kaba, *Paradoxes, and the Practice of Community Care*. Chicago, Haymarket Books, 9 Juil. 2024.

Lum, Cynthia et Koper Christopher S., *Evidence-Based Policing. Translating Research into Practice*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

Maciel, David R. et Isidro D. Ortiz. *Chicano/Chicana at the Crossroads. Social economic, and political change*, Tucson, The University of Arizona Press, 1 Mars 1996.

Marsault, Elsa D., *Faire Justice. Moralisme Progressiste Et Pratiques Punitives Dans La Lutte Contre Les Violences Sexistes*, Paris, La Fabrique éditions, 8 Sep. 2023.

Morris, Ruth, *Stories of Transformative Justice*. Toronto, Canadian Scholar Press, 1 Mai 2000.

—, *Penal Abolition. The Practical Choice*, Toronto, Canadian Scholar Press, 1995.

Muhammad, Khalil Gibran, *The Condemnation of Blackness. Race, Crime, and the Making of Modern Urban America*, Boston, Harvard University Press, 22 Jui. 2019.

Rolland-Diamond, Caroline. *Black America. Une histoire des luttes pour l'égalité et la justice (XIXe-XXIe siècle)*, Paris, La découverte, 2016.

Rios, Victor M., *Punished. Policing the lives of Black and Latino boys*, New York City, New York University Press, 2011.

Rocher, Paul, *Que fait la police - et comment s'en passer*, Mayenne, La fabrique, 2022.

Rosenberg, Mark L. et Mary Ann Fenley, *Violence in America. A public health approach*, Oxford, Oxford University Press, USA, 1991.

Ritchie, Andrea J. *Invisible No More. Police Violence Against Black Women and Women of Color*, Boston, Beacon Press, 1 Août 2017.

Ritchie, Beth E., *Compelled to Crime. The gender entrapment of Black Women*, New York City, Routledge, 18 Jan. 1996.

Ricordeau, Gwenola, *Pour Elles Toutes*. Montréal, Lux, 2019.

—, *Crimes and Peines. Penser L'abolitionnisme Pénal*, Paris, Editions Grevis, 2021.

—, *1312 raisons d'abolir la police*, Montréal, Lux, 2022.

—, *brique par brique, mur par mur. Une histoire de l'abolitionnisme pénal*, Montréal, Lux, 2024.

Saez, Emmanuel et Gabriel Zucman, *The Triumph of Injustice. How the Rich Dodge Taxes and How to Make Them Pay*, New York City, WW Norton & Co, 12 Nov. 2019.

Sanchez, Joseph P., Robert L. Spude et Art Gomez, *New Mexico. A History*, Norman, University of Oklahoma Press, 20 Juil. 2014.

Sharkey, Patrick, *Uneasy Peace. The Great Crime Decline, the Renewal of City Life, and the Next War on Violence*, New York City, W. W. Norton & Company, 16 Jan. 2018.

Sellin, Johan, *Slavery and the Penal System*. Amsterdam, Elsevier, 1 Jan. 1976.

Starr, Paul, *The Social Transformation of American Medicine*. New York City, Basic Books, 1982.

Stokely, Carmichael et Hamilton Charles, *Black Power. The Politics of Liberation in America*, New York City, Knopf, 1967.

Vindevogel, Franck, *L'Amérique des prisons. Origines et bilan d'une incarcération de masse*, Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 11 Juin 2020.

Vitale, Alex , *The End of Policing*, New York: Verso, 2017

Wacquant, Loïc. *Punishing the Poor. The Neoliberal Government of Social Insecurity*, Durham, Duke University Press, 2009.

Walker, Samuel, *Police Accountability. The Role of Citizen Oversight*, Belmont, Wadsworth Publishing, 21 Nov. 2000.

Williams, Kristian, *Our Enemies in Blue. Police and Power in America*, Oakland, AK Press, 2015 [2004].

Weisburd, David, et Malay Majmundar, *Proactive policing. Effects on crime and communities*, Washington, National Academy of Sciences Press, 2018.

Worden, Robert E. et Sarah J. McLean, *Mirage of Police Reform. Procedural Justice and Police Legitimacy*, Berkeley, University of California Press, Mai 2017.

Zehr, Howard, *La justice restaurative. Pour sortir des impasses de la logique punitive*, Genève, Labor et Fides, 24 Jan. 2024.

Revue et ouvrages collectifs

Goldberg, Naomi G., "Police and the criminalization of LGBT people" in Lave, Tamara R. et Eric J. Miller, *The Cambridge handbook of policing in the United States*, Cambridge, Cambridge University Press, Juil. 2019.

INCITE! Women of Color Against Violence, *Color of Violence: The INCITE! Anthology*, Duke University Press, 2016.

<https://doi.org/10.1215/9780822373445>

Prior Research Education Action Project (dir.), *Instead of Prison. A Handbook for Abolitionists*, New York, Prison Research Action Project, 1976.

Chapitres ou contributions à un ouvrage collectif

Maynard, Robyn et Kristian Williams, « L’abolitionnisme après la “marge de la marge” », Entretien avec Robyn Maynard et Kristian Williams » in Gwenola Ricordeau, *1312 raisons d’abolir la police*, Lux Éditeur, 2023.

Morris, Ruth, « Deux types de victimes », dans Gwenola Ricordeau (dir.), *Crimes et Peines. Penser l’abolitionnisme pénal*, Caen, Grevis, 2021 [1998], p. 151-164.

Paillé, Pierre et Alex Mucchielli, « Chapitre 11. L’analyse thématique », *L’analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Armand Colin, 2016, p. 235-312.

Rodríguez, Dylan, « Le réformisme n’est pas synonyme de libération, mais de contre-insurrection » in Gwenola Ricordeau, *1312 raisons d’abolir la police*, Lux Éditeur, 2023.

Articles de revues scientifiques

Adida, Claire L. et Amanda Lea Robinson, "Why (some) immigrants resist assimilation: US racism and the African immigrant experience", *Quarterly journal of political science*, vol. 18, n°3, 2023, p. 295–338.

[10.1561/100.00021091](https://doi.org/10.1561/100.00021091)

Akbar, Amna A., “An Abolitionist Horizon for (Police) Reform”, *California Law Review*, vol. 108, n°6, 10 Août 2020, p. 1781-1846.

<https://doi.org/10.15779/Z38M32NB2K>

Aulette, Judy et Albert Aulette, “Police Harassment of the Homeless : The Political Purpose of the Criminalization of Homelessness”, *Humanity & Society*, vol. 11, n°2, 1987, p. 244-256.

<https://doi.org/10.1177/016059768701100207>

Baranauskas, Andrew J., “Racial resentment, crime concerns, and public attitudes toward defunding the police”, *Journal of Ethnicity in Criminal Justice*, vol. 20, n°1, 27 Mars 2022, p. 48–72.

<https://doi.org/10.1080/15377938.2022.2053626>

Ben-Porat, Guy “Policing Multicultural States: Lessons from the Canadian Model”, *Policing and Society*, vol. 18, n°4, 1 Dec. 2008, p. 411-425.

<http://dx.doi.org/10.1080/10439460802094686>

Benfer, Emily .A. *et al.* “Eviction, Health Inequity, and the Spread of COVID-19 : Housing Policy as a Primary Pandemic Mitigation Strategy”, *J Urban Health*, vol. 98, p. 1–12, 2021.

<https://doi.org/10.1007/s11524-020-00502-1>

Bloss, William, "Escalating U.S. Police Surveillance after 9/11 : an Examination of Causes and Effects", *Surveillance & Society*, vol. 4, n° 3, Sep 2002.

<https://doi.org/10.24908/ss.v4i3.3448>

Blumstein, Alfred et Allen J Beck, "Population growth in US prisons, 1980-1996", *Crime and Justice*, vol. 26, 1 Jan. 1999, p. 17-61.

Boehme, Hunter, Deanna M. Cann et Deena A. Isom, "Citizens' Perceptions of Over- and Under-Policing: A Look at Race, Ethnicity, and Community Characteristics", *Crime & Delinquency*, vol. 68, n°1, 2022, p. 123-154.

<https://doi-org.gorgone.univ-toulouse.fr/10.1177/0011128720974309>

Bogan, Vicki L., Lisa A. Kramer, Chi Liao et Alexandra Niessen-Ruenzi, "Race, Police Violence, and Financial Decision-Making", *AEA Papers and Proceedings*, vol. 114, 2024, p. 163–68.

<https://doi.org/10.1257/pandp.20241101>

Braz, Rose et al, "The History of Critical Resistance", *Social Justice*, vol. 27, n°3, 2000, p. 6-10.

<http://www.jstor.org/stable/29767223>

Bryant-Davis, Thema, et al, "The trauma lens of police violence against racial and ethnic minorities", *Journal of Social Issues*, vol. 73, n°4, 2017, p. 852-871.

<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/josi.2017.73.issue-4/issuetoc>

Brown, Robert et James Frank, "Race and Officer Decision Making: Examining Differences in Arrest Outcomes between Black and White Officers", *Justice Quarterly*, vol. 23, n°1, 2006, p. 96– 126.

<https://doi.org/10.1080/07418820600552527>

Buchbinder, Eli et Zvi Eisikovits, "Collaborative Discourse. The Case of Police and Social Work Relationships in Intimate Violence Intervention in Israel", *Journal of Social Service Research*, vol. 34, n°4, 2008.

[10.1080/01488370802162251](https://doi.org/10.1080/01488370802162251)

Bunyasi, Lopez T. et Candis W. Smith, "Do All Black Lives Matter Equally to Black People? Respectability Politics and the Limitations of Linked Fate", *The Journal of Race, Ethnicity, and Politics*, vol. 4, n°1, p. 180-215.

<https://doi.org/10.1017/rep.2018.33>

Carrier, Nicolas et Justin Piché, "Blind Spots of Abolitionist Thought in Academia", *Champ pénal/ Penal field*, vol. 12, 10 Aout 2015.

<https://doi.org/10.4000/champpenal.9162>

Carrier, Nicolas et Justin Piché, "The State of Abolitionism", *Champ pénal/ Penal field*, vol. 12, 21 août 2015.

<https://doi.org/10.4000/champpenal.9164>

Carroll, Jennifer J. et al, “The police paradox: A qualitative study of post-overdose outreach program implementation through public health-public safety partnerships in Massachusetts”, *International Journal of Drug Policy*, vol. 120, Oct. 2023.

<https://doi.org/10.1016/j.drugpo.2023.104160>

Caroll, Megan W., Shawn T. Flanigan et Nicolas Gutierrez III, “Black Lives Experiencing Homelessness Matter. A Critical Conceptual Framework for Understanding How Policing Drives System Avoidance among Vulnerable Populations”, *Public Integrity*, vol. 25, n°3, 29 Juin 2022, p. 285-300.

<https://doi.org/10.1080/10999922.2022.2090779>

Célestine Audrey, Martin-Breteau Nicolas et Recoquillon Charlotte, « Introduction - Black Lives Matter : un mouvement transnational ? », *Esclavages & Post-esclavages*, vol. 6, 19 Mai 2022.

<https://doi.org/10.4000/slaveries.6655>

Chalfin, Aaron, Benjamin Hansen, Emily K. Weisburst et Morgan C. Williams, Jr., “Police Force Size and Civilian Race”, *American Economic Review : Insights*, vol. 4, n°2, Juin 2022, p. 139-158.

[10.1257/aeri.20200792](https://doi.org/10.1257/aeri.20200792)

Clegg, John et Adaner Usmani, “The economic origins of mass incarceration”, *Catalyst*, vol 3, n°3, Automne 2019.

<https://catalyst-journal.com/2019/12/the-economic-origins-of-mass-incarceration>

Climmer, Ben A. et Brenton Gicker, “CAHOOTS: A Model for Prehospital Mental Health Crisis Intervention”, *Psychiatric Times*, vol 38, n°1, Jan. 2021.

<https://www.psychiatrictimes.com/view/cahoots-model-prehospital-mental-health-crisis-intervention>

Chua, Charmaine, “Abolition Is A Constant Struggle: Five Lessons from Minneapolis”, *Theory & Event*, vol. 23, n°4, Oct. 2020, p. 127-147.

<https://muse.jhu.edu/article/775394>

Cobbina-Dungy, Jennifer E., Soma Chaudhuri, Ashleigh LaCourse et Christina DeJong, ““Defund the police”. Perceptions among protesters in the 2020 March on Washington”, *Criminology&Public policy*, vol. 21, n°1, 20 Jan. 2022.

<https://doi.org/10.1111/1745-9133.12571>

Cobbina-Dungy, Jennifer E. et Dolores Jones-Brown, “Too much policing. Why calls are made to defund the police”, *Punishment & Society*, vol. 25, n° 1, 22 Oct. 2022, p. 3-20.

<https://doi.org/10.1177/14624745211045652>

Compton, Michael T., Masuma Bahora, Amy C. Watson et Janet R. Oliva, “A Comprehensive Review of Extant Research on Crisis Intervention Team (CIT) Programs”, *J Am Acad Psychiatry Law*, vol. 36, 2008, p. 47–55.

Cooper, Lesley, Julia Anaf et Magaret Bowden, “Can social workers and police be partners when dealing with bikie-gang related domestic violence and sexual assault?”, *European*

Journal of Social Work, vol. 11, n°3, 29 Sep. 2008, p. 295–311.
<https://doi.org/10.1080/13691450701733317>

Cooper, Hannah L.F. et Mindy Fullilove, "Excessive police violence as a public health issue", *Journal of Urban Health*, vol. 93, 2016, p. 1-7.
<https://doi.org/10.1007/s11524-016-0040-2>

Craig, Miltonette O. et Jonathan C. Reid, "Progressive or problematic? A comparative analysis of media depictions of demands to defund the police", *Policing: An International Journal*, vol. 45, n°4, 11 Mai 2022, p. 600-617.
<https://doi.org/10.1108/PIJPSM-09-2021-0124>

Cummins, Ian, "“Defunding the police”. A consideration of the implications for the police role in mental health work", *The Police Journal*, vol 96, n°2, 16 Fev. 2022, p. 230-244.
<https://doi.org/10.1177/0032258X211047795>

Delehanty, Casey, "Militarization and police violence: The case of the 1033 program", *Research & Politics*, vol. 4, n°2, 2017.
<https://doi.org/10.1177/2053168017712885>

DeVylder, Jordan, Lisa Fedina et Bruce Link, "Impact of police violence on mental health: A theoretical framework", *American journal of public health*, vol. 110, n°11, Nov. 2020, p. 1704-1710.
<https://doi.org/10.2105/AJPH.2020.305874>

Dilworth, Richardson et Timothy P.R. Weaver, "Eighteen - What is the Relationship between COVID-19 and the Movement to ‘Defund the Police’?", *Volume 1 : Community and society*, sous la direction Brian Doucet, Bristol, Bristol University Press, 13 Avr. 2023, p. 197 - 208.
<https://doi.org/10.46692/9781529218893.019>

Dukes, Kristin Nicole et Kimberly Barsamian Kahn, "What social science research says about police violence against racial and ethnic minorities: Understanding the antecedents and consequences—An introduction", *Journal of Social Issues*, vol. 73, n°4, 2017, p. 690-700.
<https://doi.org/10.1111/josi.12242>

Eaglin, Jessica M., "To “Defund” the Police", *Stanford Law Review Online*, vol. 73, Juin 2021.
<https://heinonline.org/HOL/P?h=hein.journals/slro73&i=120>

Ebbinghaus, Mathis, Nathan Bailey et Jacob Rubel, "The Effect of the 2020 Black Lives Matter Protests on Police Budgets. How “Defund the Police” Sparked Political Backlash", *Social Problems*, 15 Mars 2024.
<https://doi.org/10.1093/socpro/spae004>

Edwards, Frank, Hedwig Leeb et Michael Esposito, "Risk of being killed by police use of force in the United States by age, race–ethnicity, and sex", *Proc Natl Acad Sci U S A*, vol. 116, n°34, 20 Août 2019, p. 16793-16798.
[10.1073/pnas.1821204116](https://doi.org/10.1073/pnas.1821204116)

Edwards, Frank, Hedwig Leeb et Michael Esposito, "Risk of police-involved death by race/ethnicity and place, United States, 2012–2018", *American journal of public health*, vol. 108, n°9, 2018, p. 1241-1248.

[10.2105/AJPH.2018.304559](https://doi.org/10.2105/AJPH.2018.304559)

Elder, Sean, "Does Black Lives Matter Pick Up Where The Black Panthers Left Off? The Black Panthers responded forcefully to police brutality, and also fed thousands and opened health clinics for the poor. Today their mission remains unfulfilled", *Newsweek*, vol. 167, n°14, 14 Oct. 2016.

<https://www.newsweek.com/2016/10/14/black-panthers-black-lives-matter-505542.html>

Fairbrother, Anne, "Mexicans in New Mexico: Deconstructing the Tri-Cultural Trope", *Perspectives in Mexican American Studies*, n°7, 2000, p. 111-130.

<http://hdl.handle.net/10150/624842>

Fine, Adam D. et Juan Del Toro, "Adolescents' views of defunding the police, abolishing the police, and "The Talk"", *Journal Of Community Psychology*, vol. 50, n° 7, Fev. 2022, p. 2993-3005.

<https://doi.org/10.1002/jcop.22810>

Fisher, Marina, Nathaniel Miller, Lindsay Walter et Jeffrey Selbin, "California's New Vagrancy Laws : The Growing Enactment and Enforcement of Anti-Homeless Laws in the Golden State", *SSRN*, 12 Fev. 2015.

<http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2558944>

Fixler, Alexandra L., Leah A. Jacobs et Davis, Cecily D., "Police-Social Work Collaboration and the Ethical Practice Paradox. Perspectives from Social Work's Next Generation", *Journal of Progressive Human Services*, vol. 35, n°1, Mars 2023.

<http://d-scholarship.pitt.edu/id/eprint/44250>

Fowle, Matthew Z., "Racialized Homelessness : A Review of Historical and Contemporary Causes of Racial Disparities in Homelessness", *Housing Policy Debate*, vol. 32, n°6, 2022, p. 940–967.

<https://doi.org/10.1080/10511482.2022.2026995>

Francis, Megan Ming et Leah Wright-Rigueur, "Black Lives Matter in Historical Perspective", *Annual Review of Law and Social Science*, vol. 17, Oct. 2021, p. 441-458.

<https://doi.org/10.1146/annurev-lawsocsci-122120-100052>

Freedman, Matthew et Emily G. Owens, "Low-income housing development and crime", *Journal of Urban Economics*, vol. 70, n°2–3, 2011, p. 115-131.

<https://doi.org/10.1016/j.jue.2011.04.001>

Galster, George et Kwan Ok Lee, "Introduction to the special issue of the Global crisis in housing affordability", *International Journal of Urban Sciences*, vol. 25, 2020, p. 1–6.

<https://doi.org/10.1080/12265934.2020.1847433>

Gimbel, Noah et Graig Muhammad, “Are Police Obsolete? Breaking Cycles of Violence Through Abolition Democracy”, *Cardozo Law Review*, vol. 40, n°4, Juin 2019.
<https://cardozolawreview.com/are-police-obsolete-police-abolition/>

Glaser, Jack, “Disrupting the Effects of Implicit Bias. The Case of Discretion & Policing”, *Daedalus*, vol. 153, n°1, Hiver 2024, p. 151–173.
https://doi.org/10.1162/daed_a_02053

Goldstein, Herman, “Improving Policing: A Problem-Oriented Approach”, *Crime & Delinquency*, vol. 25, n°2, 1979, p. 236-258.
<https://doi.org/10.1177/001112877902500207>

Gruber, Aya, “The Critique of Carceral Feminism”, *Yale Journal of Law and Feminism*, vol. 34, n°2, Jan. 2023, p. 55–65.
search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=edshol&AN=edshol.hein.journals.yjfm34.18&site=eds-live&scope=site.

Gur, Oren M., “Persons with Mental Illness in the Criminal Justice System: Police Interventions to Prevent Violence and Criminalization”, *Journal of Police Crisis Negotiations*, vol. 10, p. 220-240, 2010.
[10.1080/15332581003799752](https://doi.org/10.1080/15332581003799752)

Haile, Rahwa et al, ““We (still) charge genocide”: A systematic review and synthesis of the direct and indirect health consequences of police violence in the United States”, *Social science & medicine*, vol. 322, Avr. 2023.
<https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2023.115784>

Hatch, Anthony Ryan, “New technologies of resistance: Racial power and protest in the United States”, *Radical History Review*, vol. 127, 2017, p. 125-132.
[10.1215/01636545-3690906](https://doi.org/10.1215/01636545-3690906)

Harvey, Anna et Murat Mungan, “Policing For Profit: The Political Economy of Law Enforcement”, 12 Juin 2019.
https://static1.squarespace.com/static/5984aae4e58c62ee930f614a/t/5d005e426ca3610001b78cb9/1560305219747/Policing_For_Profit_PSL.pdf

Herring, Chris et al, “Pervasive Penalty: How the Criminalization of Poverty Perpetuates Homelessness”, *Social Problems*, vol. 67, n°1, 2020, p. 131–49.
<https://www.jstor.org/stable/26991032>

Hoang, Bai. L. et Andrea Benjamin, ““Defund” or “Refund” the Police?: City Council Responsiveness to the Black Lives Matter Protests”, *Urban Affairs Review*, vol. 60, n°1, 19 Juil. 2024, p. 387-419.
<https://doi.org/10.1177/10780874231187131>

Hong, Stephanie, “Say Her Name : The Black Woman and Incarceration”, *Georgetown Journal of Gender and the Law*, vol. 19, n°3, Printemps 2018.

link.gale.com/apps/doc/A547694188/AONE?u=anon~d232a898&sid=googleScholar&xid=8c32e024.

Humphreys, Cathy et al, “Beyond Co-occurrence : Addressing the Intersections of Domestic Violence, Mental Health and Substance Misuse”, *Child & Family Social Work*, vol. 27, n°2, Dec. 2021, p. 299–310.
[10.1111/cfs.12885](https://doi.org/10.1111/cfs.12885)

Isobe, Jasmine et al, “A Critical Interpretive Synthesis of the Intersection of Domestic Violence With Parental Issues of Mental Health and Substance Misuse”, *Health & Social Care in the Community*, vol. 28, n°5, Mars 2020, p. 1394–407.
<https://doi.org/10.1111/hsc.12978>

Israel, Tanya, Audrey Harkness, Kevin Delucio et al, "Evaluation of Police Training on LGBTQ Issues : Knowledge, Interpersonal Apprehension, and Self-Efficacy", *J Police Crim Psych*, vol. 29, 2014, p. 57–67.
<https://doi.org/10.1007/s11896-013-9132-z>

Ivanich, Jarreed. D. et Warner, Tara. D., “Seen or Unseen? The Role of Race in Police Contact among Homeless Youth”, *Justice Quarterly*, vol. 36, n°5, 2018, p. 816–840.
<https://doi.org/10.1080/07418825.2018.146338>

Jackson, Jonathan, Adam Fine, Ben Bradford et Rick Trinkner, “Social identity and support for defunding the police in the aftermath of George Floyd’s murder”, *Group Processes & Intergroup Relations*, vol. 26, n°4, 26 Mai 2023, p. 833-858.
<https://doi.org/10.1177/13684302221128230>

Jacobs, David et Aubrey L. Jackson, “On the Politics of Imprisonments : A Review of Systematic Findings”, *Annual Review of Law and Social Science*, vol. 6, n°1, 2010, p. 129.
<https://doi.org/10.1146/annurev-lawsocsci-102209-152933>

Jacobs, Leah. A. et al, “Defund the Police: Moving Towards an Anti-Carceral Social Work”, *Journal of Progressive Human Services*, vol. 32, n°1, 8 Dec. 2020, p. 37–62.
<https://doi.org/10.1080/10428232.2020.1852865>

Jordan, Martin, "Breonna Taylor: Transforming a Hashtag into Defunding the Police", *J Crim L & Criminology* 995 , vol. 111, n°4, 2021.
<https://scholarlycommons.law.northwestern.edu/jclc/vol111/iss4/4>

Jun, Hyun-Jin, et al. “Police Violence among Adults Diagnosed with Mental Disorders”, *Health & Social Work*, vol. 45, n° 2, Mai 2020, p. 81-89.
<https://doi.org/10.1093/hsw/hlaa003>

Keefe, Thomas E., “The Etymology of Defund”, June 2020.
<https://perma.cc/5N8PM5ZL>

Keyes, Vance D. et Latocia Keyes, “Dynamics of an American countermovement: Blue Lives Matter”, *Sociology Compass*, vol. 16, n°9, 11 Août 2022.

<https://doi.org/10.1111/soc4.13024>

Klick, Jonathan et Alexander Tabarrok, “Using Terror Alert Levels to Estimate the Effect of Police on Crime”, *The Journal of Law & Economics*, vol. 48, n°1, 2005, p. 267–279.

<https://doi.org/10.1086/426877>.

Koziarski, Jacek et Laura Huey, “ #Defund or #Re-Fund? Re-examining Bayley’s blueprint for police reform”, *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*, vol. 45, n°3, 2021, p. 269–284.

<https://doi.org/10.1080/01924036.2021.1907604>

Kurtz, Don. L. et Upton, Lyndsey. L., “The Gender in Stories: How War Stories and Police Narratives Shape Masculine Police Culture”, *Women & Criminal Justice*, vol. 28, n°4, 13 Mars 2017, p. 282–300.

<https://doi.org/10.1080/08974454.2017.1294132>

Lai, Calvin K. et Jaelyn A. Lisnek, “The Impact of Implicit-Bias-Oriented Diversity Training on Police Officers’ Beliefs, Motivations, and Actions”, *Psychological Science*, vol. 34, n° 4, Fev. 2023, p. 424-434.

<https://doi.org/10.1177/09567976221150617>.

Lamin, Sylvester A. et Consoler Teboh, “Police social work and community policing”, *Cogent Social Sciences*, vol. 2, n°1, 25 Juil. 2016.

<https://doi.org/10.1080/23311886.2016.1212636>

LaVarco, Shirley, "Reimagining the Violence against Women Act from a Transformative Justice Perspective. Decarceration and Financial Reparations for Criminalized Survivors of Sexual and Gender-Based Violence", *New York University Law Review*, vol. 98, n°3, Juin 2023, p. 912-961.

<https://heinonline.org/HOL/P?h=hein.journals/nylr98&i=925>.

Lawton, Brian, “Levels of Nonlethal Force: An Examination of Individual, Situational, and Contextual Factors”, *Journal of Research in Crime and Delinquency*, vol. 44, n°2, 2007, p. 163–184.

<https://doi.org/10.1177/0022427806297738>

Leddy, Anna M. et al, “Intersections of Food Insecurity, Violence, Poor Mental Health and Substance Use Among US Women Living With and at Risk for HIV. Evidence of a Syndemic in Need of Attention”, *PLOS ONE*, vol. 16, n°5, Mai 2021.

[10.1371/journal.pone.0252338](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0252338)

López, Ernesto et Rosenfeld, Richard, “Crime, Quarantine, and the U.S. Coronavirus Pandemic”, *Criminology & Public Policy*, vol. 20, n°3, Août 2021, p. 401–22.

<https://doi.org/10.1111/1745-9133.12557>.

Lum, Cynthia, Christopher Koper S. et Xiaoyun Wu, “Can We Really Defund the Police? A Nine-Agency Study of Police Response to Calls for Service”, *Police Quarterly*, vo. 25, n°3, 2022, p. 255-280.

<https://doi.org/10.1177/10986111211035002>

— et al, “Body-worn cameras’ effects on police officers and citizen behavior: A systematic review”, *Campbell, systematic review*, vol. 16, n°3, 9 Sep. 2020.

<https://doi.org/10.1002/cl2.1112>

— et al, “Research on body-worn cameras”, *Criminology & Public Policy*, vol. 18, n°1, février 2019, p. 93-118.

<https://doi.org/10.1111/1745-9133.12412>

MacDonald, John M., Jonathan Klick et Ben Grunwald, “The Effect of Private Police on Crime: Evidence from a Geographic Regression Discontinuity Design”, *Journal of the Royal Statistical Society Series*, vol. 179, n°3, Oct. 2015.

[10.1111/rssa.12142](https://doi.org/10.1111/rssa.12142)

Mancini, Christina, Christi Metcalfe et Robert R. Lehmann, “Public Opinion Toward Diverse Types of Police Reform Post-2020: The Impact of Perceptions, Experiences, and Racial Resentment. Crime & Delinquency”, 26 Sep. 2023.

<https://doi.org/10.1177/00111287231202785>

Marcus, Natania et Vicky Stergiopoulos, “Re-examining mental health crisis intervention : A rapid review comparing outcomes across police, co-responder and non-police models”, *Health & Social Care In The Community*, vol. 30, n° 5, Fev. 2022, p. 1665-1679.

<https://doi.org/10.1111/hsc.13731>.

Martin, Jordan, "Breonna Taylor: Transforming a Hashtag into Defunding the Police", *Journal of Criminal Law and Criminology*, vol. 111, n°4, Automne 2021, p. 995-1034.

<https://heinonline.org/HOL/P?h=hein.journals/jclc111&i=1016>

McBride, Robert A., “Policing for Profit : How Urban Municipalities Focus on Revenues has Undermined Law Enforcement Legitimacy”, *Faulkner Law Review*, vol. 9, n°2, Printemps 2018, p. 329+.

link.gale.com/apps/doc/A549583355/AONE

McCluskey, John, William Terrill et Eugene Paoline, “Peer Group Aggressiveness and the Use of Coercion in Police-Suspect Encounters”, *Police Practice and Research*, vol. 6, n°1, 2005, p. 19–37.

<https://doi.org/10.1080/1561426050046954>

McDowell Meghan G. et Luis A. Fernandez, “‘Disband, Disempower, and Disarm’: Amplifying the Theory and Practice of Police Abolition”, *Critical Criminology*, vol. 26, 20 Jul. 2018, p. 373–391.

<https://doi.org/10.1007/s10612-018-9400-4>

McGoey, Robert, “Albuquerque’s Stolen Lives : Killed by APD, 1987-2005”, *Albuquerque Copwatch*, 2006.

search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=cat05987a&AN=unm.162195393&site=eds-live&scope=site.

Mello, Steven, “More COPS, Less Crime”, *Journal of Public Economics*, vol. 172, Avr. 2019, p. 174-200.

<https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2018.12.003>

Metcalf, Christi et Justin T. Pickett, “The extent and correlates of public support for deterrence reforms and hot spots policing”, *Law & Society Review*, vol. 52, n°2, Juin 2018, p. 471–502.

[10.1111/lasr.12327](https://doi.org/10.1111/lasr.12327)

Murray, Bethany J., Victoria Copeland et Alan Dettlaff, “Reflections on the Ethical Possibilities and Limitations of Abolitionist Praxis in Social Work”, *Affilia*, vol. 38, n°4, 12 Fev. 2023, p. 742-758.

<https://doi.org/10.1177/08861099221146151>

Narendorf, Sarah Carter, “Intersection of Homelessness and Mental Health: A Mixed Methods Study of Young Adults Who Accessed Psychiatric Emergency Services”, *Children and Youth Services Review*, vol. 81, Oct. 2017, p. 54–62.

<https://doi.org/10.1016/j.chilyouth.2017.07.024>

Nicholson-Crotty, Sean, Jill Nicholson-Crotty et Sergio Fernandez, “Will More Black Cops Matter? Officer Race and Police-Involved Homicides of Black Citizens”, *Public Administration Review*, vol. 77, n°2, Mars/Avr. 2017, p. 206-216.

[10.1111/puar.12734](https://doi.org/10.1111/puar.12734)

Obradovic, Ivana, « La crise de opioïdes aux Etats Unis : origines, failles réglementaires et gestion. L'exemple de l'oxycontin », *Patomac Papers*, vol. 33, Ifri, Dec 2018.

https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/obradovic_crise_opioïdes_etatsunis_2018.pdf

Owen, Stephen S., Tod W. Burke, April L. Few-Demo et Jameson Natwick, "Perceptions of the Police by LGBT Communities", *Am J Crim Just*, vol. 43, 2018, p. 668–693.

<https://doi.org/10.1007/s12103-017-9420-8>

Patterson, George T. et Philip G. Swan, “Police social work and social service collaboration strategies one hundred years after Vollmer. A systematic review”, *Policing: An International Journal*, vol. 42, n°5, 27 Sep. 2019, p. 863–886.

<https://doi.org/10.1108/PIJPSM-06-2019-0097>

Parkes, Tessa et al, “Provision of Peer Support at the Intersection of Homelessness and Problem Substance Use Services. A Systematic ‘State of the Art’ Review”, *BMC Public Health*, vol. 20, Mai 2020.

<https://doi.org/10.1186/s12889-020-8407-4>

Paul M. Jones et al, “Law enforcement interviews of hospital patients. A conundrum for clinicians”, *JAMA*, vol. 295, n°7, p. 822–825.

[10.1001/jama.295.7.822](https://doi.org/10.1001/jama.295.7.822)

Paulson-Smith, Kaden et al, “The politics of words: A survey experiment on “defund the police.””, *The Social Science Journal*, 31 Mai 2023, p. 1–13.

<https://doi.org/10.1080/03623319.2023.2221604>

Petersen, Kevin et Yi-Fang Lu, “The Downstream Effects of Body-worn Cameras. A Systematic Review and Meta-analysis”, *Justice Quarterly*, vol. 40, n°6, 07 Dec. 2022, p. 765–790.

<https://doi.org/10.1080/07418825.2023.2181855>

Peterson, Jillian, et James Densley, “Is Crisis Intervention Team (CIT) training evidence-based practice ? A systematic review”, *Journal Of Crime And Justice*, vol. 41, n° 5, Jul. 2018, p. 521-534.

<https://doi.org/10.1080/0735648x.2018.1484303>.

Philippe, Yann, « Un parti de la loi et de l’ordre aux États-Unis ? Essai généalogique et historiographique », *L’Ordinaire des Amériques*, vol. 226, 2021.

<https://doi.org/10.4000/ora.6105>

Piché, Justin et Mike Larsen, “The Moving Targets of Penal Abolitionism: ICOPA, Past, Present and Future”, *Contemporary Justice Review*, vol. 13, n°4, 2010, p. 391-410.

[10.1080/10282580.2010.517964](https://doi.org/10.1080/10282580.2010.517964)

Rasmussen, Cameron et Mimi E. Kim, “Abolition and the Welfare State. Implications for Social Welfare”, *Affilia*, vol. 39, n°1, 30 Nov. 2023, p. 42-58.

<https://doi.org/10.1177/08861099231215766>

Rasmussen, Cameron, “The politics of accountability: violence, mass punishment and restorative justice”, *Contemporary Justice Review*, n°26, n°323, Fev. 2024, p. 1-19.

[10.1080/10282580.2024.2315019](https://doi.org/10.1080/10282580.2024.2315019)

Ratcliffe, Jerry H., “Policing and public health calls for service in Philadelphia”, *Crime Science*, vol. 10, n°1, 2021, p. 1–6.

<https://doi.org/10.1186/s40163-021-00141-0>

Ray, Rashawn et al, "The Sociology of Police Behavior", *Annual Review of Sociology*, vol. 50, Août 2024, p. 565-579.

<https://doi.org/10.1146/annurev-soc-030222-031902>

Rayburn, Rachel. L., “Understanding homelessness, mental health and substance abuse through a mixed-methods longitudinal approach”, *Health Sociology Review*, vol. 22, n°4, p. 389–399.

<https://doi.org/10.5172/hesr.2013.22.4.389>

Rios, Victor. M., “The Hyper-Criminalization of Black and Latino Male Youth in the Era of Mass Incarceration”, *Souls*, vol. 8, n°2, 2006, p. 40–54.

<https://doi.org/10.1080/10999940600680457>

Rosenwald, Mitchell, “Exploring the Political Diversity of Social Workers”, *Social Work Research*, vol. 30, n°2, 2006, p. 121–26.

<http://www.jstor.org/stable/42659620>

Rosenbaum, Nils, "Street-level psychiatry—A psychiatrist's role with the Albuquerque police department's crisis outreach and support team", *Journal of police crisis negotiations*, vol. 10, n°1-2, 2010, p. 175-181.

<https://doi.org/10.1080/15332581003757040>

Rubinstein, Samuel L., “Dismantling Policing for Profit: How to Build on Missouri's Post-Ferguson Court Reforms”, *U. MICH. J. L. REFORM* 953, vol. 54, 29 Nov. 2021.

<https://repository.law.umich.edu/mjlr/vol54/iss4/8>

Rushin, Stephen et Roger Michalski, “Police Funding”, *Florida Law Review*, 72, Mars 2020, p. 277-330.

<https://heinonline.org/HOL/P?h=hein.journals/uflr72&i=276>

Saleh, Amam et al, “Deaths of people with mental illness during interactions with law enforcement”, *International Journal of Law and Psychiatry*, vol. 58, Mai-Juin 2018, p. 110–116.

[10.1016/j.ijlp.2018.03.003](https://doi.org/10.1016/j.ijlp.2018.03.003)

Salgado, Casandra D., “Latinxs and Racial Frames: The Evolution of Settler Colonial Ideologies in New Mexico”, *Social Problems*, 24 Avr. 2023.

<https://doi.org/10.1093/socpro/spad004>

Santiago, Anna M., “Fifty Years Later: From a War on Poverty to a War on the Poor.”, *Social Problems*, vol. 62, n°1, 2015, p. 2–14.

<https://www.jstor.org/stable/26370833>

Seo, Chunghyeon, Bitna Kim et Nathan E. Kruis, “A Meta-Analysis of Police Response Models for Handling People With Mental Illnesses : Cross-Country Evidence on the Effectiveness”, *International Criminal Justice Review*, vol. 31, n°2, p. 182-202.

<https://doi.org/10.1177/1057567720979184>

Silver, Jason. R. et Richard. K. Moule, “Should We Defund “Bad Police” or Reform “Bad Policing”? Examining Person-Centered and Act-Based Moral Evaluations of Police and Policing Policy Preferences”, *Crime & Delinquency*, 28 Nov. 2023.

<https://doi.org/10.1177/00111287231210838>

Simon, Samantha J., “Training for War. Academy Socialization and Warrior Policing”, *Social Problems*, vol. 70, n°4, Nov. 2023, p. 1021–1043.

<https://doi.org/10.1093/socpro/spab057>

Simonson, Jocelyn, “Police Reform Through a Power Lens”, *The Yale Law Journal*, vol. 130, n°4, Fev. 2021.

<https://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3731173>

Simpson, Jennie, “Police and Homeless Outreach Worker Partnerships: Policing of Homeless Individuals with Mental Illness in Washington, D.C.”, *Human Organization*, vol. 74, n°2, 1 Mai 2015, p. 125–134.

<https://doi.org/10.17730/0018-7259-74.2.125>

Scott, Michelle, Stephanie Sabatini et Robin Mama, ““Defund the Police? or Reimagine the Police? Leaders in Law Enforcement’s Perspective on the Role of Social Workers in Law Enforcement””, *Journal of Evidence-Based Social Work*, vol. 20, n°2, 3 Jan. 2023, p. 241–257.

<https://doi.org/10.1080/26408066.2022.2156831>

Sharkey, Patrick, Gerard Torrats-Espinosa et Delaram Takyar, “Community and the Crime Decline: The Causal Effect of Local Nonprofits on Violent Crime”, *American Sociological Review*, vol. 82, n°6, 2017, p. 1214-1240.

<https://doi.org/10.1177/0003122417736289>

Sherman, Melissa, “New Mexico (NM)” *Our States: New Mexico*, Sep. 2023.

search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=pwh&AN=175175473&site=eds-live&scope=site

Shoub, Kelsey et al. "Fines, fees, forfeitures, and disparities: A link between municipal reliance on fines and racial disparities in policing", *Policy Studies Journal*, vol. 49, n°3, 2021, p. 835-859.

<https://doi.org/10.1111/psj.12412>

Stewart, Hamish, “The Wrong of Mass Punishment”, *Criminal Law, Philosophy* vol. 12, 2018, p. 45–57.

<https://doi.org/10.1007/s11572-016-9409-2>

Stoughton, Seth W., “Law Enforcement’s “Warrior” Problem,” *Harvard Law Review*, Avr. 2015.

<https://harvardlawreview.org/forum/vol-128/law-enforcements-warrior-problem/>

—, “Principled Policing: Warrior Cops and Guardian Officers”, *WAKE FOREST L. REV.* 611, vol. 51, 2016.

Su, Rick, Anthony O'Rourke et Guyora Binder, “Defunding Police Agencies”, *Emory Law Journal*, vol. 71, n°6, 2022.

<https://scholarlycommons.law.emory.edu/elj/vol71/iss6/3>

Sun, Ivan et Brian Payne, “Racial Differences in Resolving Conflicts: A Comparison between Black and White Police Officers”, *Crime and Delinquency* vol.50, n°4, 2004, p. 516–541.

<https://doi.org/10.1177/0011128703259298>

Suran, Melissa, « How the New 988 Lifeline Is Helping Millions in Mental Health Crisis », *JAMA*, vol. 330, n°11, Sep. 2023, p. 1025.

<https://doi.org/10.1001/jama.2023.14440>

Toraif, Noor et Justin C. Mueller, “Abolitionist social work”, *Encyclopedia Of Social Work*, 22 mars 2023.

<https://doi.org/10.1093/acrefore/9780199975839.013.1553>

Travis, Jeremy, Bruce Western et Steve Redburn, *The growth of incarceration in the United States: Exploring causes and consequences*. National Research, 2014.

<https://doi.org/10.17226/18613>

Tyler, Tom, “Reimagining American Policing”, *U.C. Irvine Law Review*, vol. 11, n°5, Août 2021.

<https://scholarship.law.uci.edu/ucilr/vol11/iss5/8>

Ungar, Mark, “State Violence and Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender (LGBT) Rights”, *New Political Science*, vol. 22, n°1, 2000, p. 61–75.

<https://doi.org/10.1080/073931400113521>

Vaughn, Paige. E., Kyle Peyton et Gregory A. Huber, “Mass support for proposals to reshape policing depends on the implications for crime and safety”, *Criminology Public Policy*, vol. 21, 20 Jan. 2022, p. 125–146.

<https://doi-org.gorgone.univ-toulouse.fr/10.1111/1745-9133.12572>

Vodovar, Dominique, J. Langrand, N. Tournier et B. Mégarbane, « La crise des overdoses américaines : une menace pour la France ? », *La Revue de Médecine Interne*, vol. 40, 2019, p. 389-394.

<https://hal.science/hal-03486718>

Wacquant, Loïc, "From slavery to mass incarceration: Rethinking the “race question” in the US", *Race, law and society*, 2017, p. 277-296.

<https://loicwacquant.org/wp-content/uploads/2019/03/lw-2002-from-slavery-to-mass-incarceration-rethinking-the-race-question-in-the-us.pdf>

Wall, Tyler, “The police invention of humanity: Notes on the “thin blue line””, *Crime, Media, Culture*, vol. 16, n°3, 2020, p. 319-336.

<https://doi-org.gorgone.univ-toulouse.fr/10.1177/1741659019873757>

Wilson, James Q. et George L. Kelling, “Broken Windows The police and neighborhood safety”, *The Atlantic*, Mars 1982.

<https://www.theatlantic.com/magazine/archive/1982/03/broken-windows/304465/>

Wirth, Bianca et Megan Evans, “From an election to an insurrection: Investigating differential engagement and sentiment in the #defundthepolice and #defendthepolice network on Twitter”, *PSOS*, 21 Mars 2024.

<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0289041>

Woods, Lois. V. et Kimberly K. Blackmon, “Police Officer Political Identity and Their Opinions of Public Protests”, *Journal of Criminal Justice and Law*, vol. 5, n°1, 31 Dec. 2021.

<https://jcjl.pubpub.org/pub/v5i1c9x617lb>

Yamamoto, Ayae, et al, "Association between homelessness and opioid overdose and opioid-related hospital admissions/emergency department visits", *Social science & medicine*, vol. 242, 2019.

[10.1016/j.socscimed.2019.112585](https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2019.112585)

Articles de presse

Abolish APD Coalition, "It's Time to Defund Police in Albuquerque, And Here's How We Can Do It", *Verso*, 12 June 2020.

<https://www.versobooks.com/blogs/news/4751-it-s-time-to-defund-police-in-albuquerque-and-here-s-how-we-can-do-it>

Akinnibi, Fola et Sarah Holder et Christopher Cannon, "Cities Say They Want to Defund the Police. Their Budgets Say Otherwise", *Bloomberg*, 12 Jan 2021.

<https://www.bloomberg.com/graphics/2021-city-budget-police-funding>

Armas, Marissa, "'Defund Police'. What does it mean and where does ABQ stand", *KOAT News*, 11 Juin 2020.

<https://www.koat.com/article/defund-police-what-does-it-mean-and-where-does-abq-stand/32830117>

Armas, Marissa, "Amid movement to 'defund police'. ABQ mayor creates new public safety department to address social issues", *KOAT News*, 15 Juin 2020.

<https://www.koat.com/article/mayor-keller-announces-civilian-response-department-to-help-with-abq-public-safety/32869947>

Armas, Marissa, "ABQ police union : 'Defund Police' movement is 'infuriating'", *KOAT News*, 11 Juin 2020.

<https://www.koat.com/article/abq-police-union-defund-police-movement-is-infuriating/32843750>

Bade, Brittany, "2021 Mayoral Election. Eddy Aragon", *KRQE News*, 20 Oct. 2021.

<https://www.krqe.com/news/politics-government/elections/2021-mayoral-election-eddy-aragon/>

Biadora, Gabriel, "Enough APD terror. Protesters call for abolition over reform", *Daily Lobo*, 3 Mars 2021.

<https://digitalrepository.unm.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1001&context=black-history>

— et Shelby Kleinhans, "Unhoused woman cited for littering dies in MDC custody", *Daily Lobo*, 16 Fev. 2021.

<https://www.dailylobo.com/article/2021/02/unhoused-woman-cited-for-littering-dies-in-mdc-custody>

Buchanan, Larry, Quoc Trung Bui et Jugal. K. Patel, « Black Lives Matter may be the largest movement in U.S History », *The New York Times*, 3 Jul. 2020.

<https://www.nytimes.com/interactive/2020/07/03/us/george-floyd-protests-crowd-size.html>

Burnett, John, “Statues Of Conquistador Juan De Oñate Come Down As New Mexico Wrestles With History”, *NPR*, 13 Jul. 2020.

<https://www.npr.org/2020/07/13/890122729/statues-of-conquistador-juan-de-o-ate-come-down-as-new-mexico-wrestles-with-hist>

Butler, Judith et George Yancy, "What's Wrong With 'All Lives Matter'?", *The New York Times : The Opinion Pages*, 12 Jan. 2015.

<https://archive.nytimes.com/opinionator.blogs.nytimes.com/2015/01/12/whats-wrong-with-all-lives-matter/#more-155504>

Carrillo, Edmundo, “Rio Arriba County resident ID'd as man killed by police”, *Albuquerque Journal*, 21 Fev. 2021.

https://www.abqjournal.com/news/local/rio-arriba-county-resident-idd-as-man-killed-by-police/article_c3d5f8dd-431d-5da5-bf91-44f08101d6a5.html

Chapell, Bill, “Albuquerque Protest Of Fatal Police Shootings Turns Into Chaos”, *NPR*, 31 Mars 2014.

<https://www.npr.org/sections/thetwo-way/2014/03/31/297163938/albuquerque-protest-of-fatal-police-shootings-turns-into-chaos>

Cochrane, Emily et Rick Rojas, “The Questions That Remain a Year After Tyre Nichols’s Death”, *The New York Times*, 14 Fev. 2024.

<https://www.nytimes.com/article/tyre-nichols-memphis-police-dead.html>

Collins, Jon, “The Yes 4 Minneapolis charter amendment, explained”, *MPR News*, 31 Aout 2021.

<https://www.mprnews.org/story/2021/08/31/the-yes-4-minneapolis-charter-amendment-explained>

Cramer, Maria, Hurubie Meko et Amelia Nierenberg, “What We Know About Jordan Neely’s Killing”, *The New York Times*, 13 Mai 2023.

<https://www.nytimes.com/2023/05/05/nyregion/jordan-neely-chokehold-death-subway.html>

Derek Thompson, “Why America’s Great Crime Decline Is Over”, *The Atlantic*, 24 Mars 2021.

<https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2021/03/is-americas-great-crime-decline-over/618381/>

Duvoux, Nicolas, « Prison : le contre-exemple américain », *Le Monde*, 29 Juin 2014.

https://www.lemonde.fr/societe/article/2014/06/29/prison-le-contre-exemple-americain_4447501_3224.html

Egbuonu, Faith, "Albuquerque city council approves \$1.4B budget for 2025 fiscal year", *KOAT*, 22 Mai 2024.

<https://www.koat.com/article/albuquerque-city-council-approves-dollar14b-budget-for-2025-fiscal-year/60863686>

Friedman, Andy et Mason Youngblood, “Nobody defunded the police. A study”, *The Real News Network*, 18 Avr. 2022.

<https://therealnews.com/nobody-defunded-the-police-a-study>

Gass, Henry, “Why Albuquerque’s latest experiment in policing doesn’t involve officers”, *The Christian Science Monitor*, 18 Nov. 2021.

www.csmonitor.com/USA/Justice/2021/1112/Why-Albuquerque-s-latest-experiment-in-policing-doesn-t-involve-officers.

Gay, Roxane, Making People Uncomfortable Can Now Get You Killed”, *The New York Times*, 4 Mai 2023.

<https://www.nytimes.com/2023/05/04/opinion/jordan-neely-killed.html>

Gold, Sydney et Layla Brown-Clark, ““Reform around the edges”: Changes to policing have been piecemeal, not comprehensive”, *Tucson Sentinel*, 12 Oct. 2022.

https://www.tucsonsentinel.com/nationworld/report/101222_police_reforms_overview/reform-around-edges-changes-policing-have-been-piecemeal-not-comprehensive/

Grossman, Dan, “As debate over police defunding wages on, Albuquerque, New Mexico has found a middle ground”, *Denver 7 ABC*, 1 Juil. 2020.

<https://www.denver7.com/news/america-in-crisis/as-debate-over-police-defunding-wages-on-albuquerque-new-mexico-has-found-a-middle-ground>

Grubs, Matt, “Fact Check. Does Ronchetti really want to defund the police?”, *KOB*, 2 Aout 2022.

<https://www.kob.com/new-mexico/fact-check-does-ronchetti-really-want-to-defund-the-police/>

Herndon, Astead W., “How a pledge to dismantle the Minneapolis Police collapsed”, *The New York Times*, 2 Jan. 2021.

<https://www.nytimes.com/2020/09/26/us/politics/minneapolis-defund-police.html>

Honeycutt, Jordan, “Gang in Albuquerque’s North Valley tied to 16 murders, 24 sex crimes, and more”, *KRQE News*, 16 Fev. 2024.

<https://www.krqe.com/news/crime/gang-in-albuquerques-north-valley-tied-to-16-murders-24-sex-crimes-and-more/>

Hutzler, Alexandra, “What is the George Floyd Justice in Policing Act?”, *ABC News*, 2 Fev. 2023.

<https://abcnews.go.com/Politics/george-floyd-justice-policing-act/story?id=96851132>

Ingraham, Christopher, “U.S. spends twice as much on law and order as it does on cash welfare, data show”, *The Washington Post*, 4 Juin 2020.

<https://www.washingtonpost.com/business/2020/06/04/us-spends-twice-much-law-order-it-does-social-welfare-data-show/>

Kaba, Mariame "Yes, We Mean Literally Abolish the Police. Because reform won't happen", *The New York Times*, Opinion, 12 juin 2020.

<https://www.nytimes.com/2020/06/12/opinion/sunday/floyd-abolish-defund-police.html>

Kapos, Shia, "It's a nice hashtag": Chicago's Lightfoot pushes police reform, not defunding", *Politico*, 24 Juin 2020.

<https://perma.cc/9FHU-97HX>

Keane, Colleen, "Three years after murders, mixed reactions to city's remediation", *Santa Fe New Mexican*, 30 Dec. 2020.

https://www.santafenewmexican.com/news/local_news/three-years-after-murders-mixed-reactions-to-city-s-remediation/article_b0c1d0fa-94d0-5d07-a680-9688e6a56c11.html

Klemko, Robert et John Sullivan, "The push to remake policing takes decades, only to begin again", *The Washington Post*, 10 Juin 2021.

<https://www.washingtonpost.com/investigations/interactive/2021/police-reform-failure/>

KOAT, "Park Ranger caught on camera tasing Native American man hiking off-trail", *KOAT*, 30 Dec. 2020.

<https://www.koat.com/article/park-ranger-caught-on-camera-tasing-native-american-man-for-hiking-off-trail/35092224>

Koeze, Ella and Denise Lu, The N.Y.P.D. Spends \$6 Billion a Year. Proposals to Defund It Want to Cut \$1 Billion., *The New York Times*, 20 Juin 2020.

<https://www.nytimes.com/interactive/2020/06/20/nyregion/defund-police-nypd-budget.html>

KRQE News, "Timeline. Albuquerque protests go from peaceful to riots Sunday night", 1 Juin 2020.

<https://www.krqe.com/photo-galleries/timeline-overnight-protests-in-albuquerque/>

KRQE, "Another night of peaceful protest in Albuquerque along Central", 2 Juin 2020.

<https://www.krqe.com/news/protests/protests-continue-along-central-tuesday-night/>

Lancaster, Roger, "How to End Mass Incarceration", *Jacobin*, 18 Aout 2017.

<https://jacobin.com/2017/08/mass-incarceration-prison-abolition-policing>

Land, Kyle, "Citizens Call on Santa Fe to Defund Police." *Albuquerque Journal*, 1 Aout 2020.

<search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=edsnbk&AN=17C943DCA61D5AD0&site=eds-live&scope=site>.

Levin, Sam, "What does 'defund the police' mean? The rallying cry sweeping the US – explained", *The Guardian*, 6 Juin 2020.

<https://www.theguardian.com/us-news/2020/jun/05/defunding-the-police-us-what-does-it-mean>

—, "These US cities defunded police: 'We're transferring money to the community'", *The Guardian*, 11 Mars 2021.

<https://www.theguardian.com/us-news/2021/mar/07/us-cities-defund-police-transferring-money-community>

—, "‘It never stops’: killings by US police reach record high in 2022", *The Guardian*, 6 Jan. 2023.

<https://www.theguardian.com/us-news/2023/jan/06/us-police-killings-record-number-2022>

Lovett, Ian, "Albuquerque Agrees to Changes on Use of Force", *The New York Times*, 31 Octobre 2014.

<https://www.nytimes.com/2014/11/01/us/albuquerque-police-shootings-settlement.html>

Miller, Lisa, "Finding Jordan Neely", *New York : Intelligencer*, 29 Dec 2023.

<https://nymag.com/intelligencer/article/jordan-neely-death-subway.html>

Mock, Brentin, "How Cities Offload the Cost of Police Brutality", *Bloomberg*, 4 Juin 2020.

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-06-04/the-financial-toll-of-police-brutality-t-o-cities>

—, "The Price of Defunding the Police", *Bloomberg*, 14 Juin 2017.

<https://perma.cc/P8KG-Z8L2>

—, "Stop Blaming Police Protests for Gun Violence Spikes", *Bloomberg*, 9 Sept 2020.

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-09-09/don-t-blame-police-protests-for-homicide-spikes>

MPR News Staff, "Candlelight vigil in Minneapolis marks third anniversary of police killing of George Floyd", *MPR News*, 26 Mai 2023.

<https://www.mprnews.org/story/2023/05/26/candlelight-vigil-in-minneapolis-marks-third-anniversary-of-police-killing-of-george-floyd>

O’Kane, Caitlin, "Police officers kneel in solidarity with protesters in several U.S cities", *CBS News*, June 1 2020.

<https://www.cbsnews.com/news/protesters-police-kneel-solidarity-george-floyd/>

Paget, Sharif et al, "New Mexico prosecutor criticizes police and drops top charge in Albuquerque protest shooting", *CNN*, 18 Juin 2020.

<https://edition.cnn.com/2020/06/18/us/new-mexico-protest-shooting/index.html>

Ramsey, Austin R. et Meryl Kornfield, "Amid calls to defund police. Albuquerque creates an alternative department", *Washington Post*, 15 Juin 2020.

<https://www.washingtonpost.com/nation/2020/06/15/wake-calls-defund-police-albuquerque-creates-an-alternative-department/>

Rojas, Rick et Joseph J. Kolb, "Albuquerque Officers Are Charged With Murder in Death of Homeless Man", *The New York Times*, 12 Jan. 2015.

<https://www.nytimes.com/2015/01/13/us/2-albuquerque-officers-face-murder-charges-in-death-of-homeless-man.html>

Romero, Simon, “Man Is Shot at Protest Over Statue of New Mexico’s Conquistador”, *The New York Times*, 15 Juin 2020.
<https://www.nytimes.com/2020/06/15/us/conquistador-onate-albuquerque-new-mexico-unrest.html>

Salinas, Jessica, "Albuquerque Community Safety Department headquarters is now open", *KRQE News*, 31 Mai 2024.
<https://www.krqe.com/news/albuquerque-metro/albuquerque-community-safety-department-headquarters-is-now-open/>

Samhsa’s Gains Center, “The Right Response at the Right Time. The Albuquerque Community Safety Department Leads with Community”, *Policy Research Associate*, 7 Avr. 2022.
<https://www.prainc.com/gains-albuquerque-community-safety-department-community/>

Sharkey, Patrick, “Why do we need the police? Cops prevent violence. But they aren’t the only ones who can do it”, *The Washington Post*, 12 Juin 2020.
<https://www.washingtonpost.com/outlook/2020/06/12/defund-police-violent-crime/>

Swaine, Jon, Oliver Laughland, Jamiles Lartey et Ciara McCarthy, “Young black men killed by US police at highest rate in year of 1,134 deaths”, *The Guardian*, 31 Décembre 2015.
<https://www.theguardian.com/us-news/2015/dec/31/the-counted-police-killings-2015-young-black-men>

Szabo, Liz et al, “Fractured skulls, lost eyes: Police break their own rules when shooting protesters with ‘rubber bullets’”, *USA Today News*, 11 Sep. 2020.
<https://eu.usatoday.com/in-depth/news/nation/2020/06/19/police-break-rules-shooting-protesters-rubber-bullets-less-lethal-projectiles/3211421001/>

Thoren, Laura, “Family of man fatally shot by APD settles for \$6M”, *KOAT News*, 22 Mai 2015.
<https://www.koat.com/article/family-of-man-fatally-shot-by-apd-settles-for-6m/5064206>

Vitale, Alex, “Here are 10 ways to reduce our reliance on policing and make our communities safer for everyone”, *The Appeal*, 20 Juil. 2020.
<https://theappeal.org/10-ways-to-reduce-our-reliance-on-policing-and-make-our-communities-safer-for-everyone/>

Wakayama, Brady, “Thousands attend Sunday vigil for George Floyd march down Central”, *KRQE*, 31 Mai 2020.
<https://www.krqe.com/news/albuquerque-metro/george-floyd-honored-with-vigil-march-down-central/>

Wright, Margaret, “ABQ police union president makes a compelling case for defunding the department”, *Source NM*, 9 Nov. 2021.

<https://sourcenm.com/2021/11/09/abq-police-union-president-makes-a-compelling-case-for-defunding-the-department/>

Thèses et mémoires

Hayford, Mary, *Non-Police Mobile Crisis Response Team Programs. Reducing Unnecessary Police Interactions with Marginalized Populations*, University of Chicago, Thèse, 18 Avril 2022.

<https://doi.org/10.6082/uchicago.5845>

Lynch, Maya, *Getting Police Out of Schools*, Scripps Senior Theses, Mémoire, 2022.

https://scholarship.claremont.edu/scripps_theses/1990

Macauley, Nayo, *Alternative Response to Mental Health-Related 911 Calls*. University of Chicago, Mémoire, 18 Avr. 2022.

https://digitalcommons.pcom.edu/capstone_projects/41

Mortensen, Sara, *Defund, Reform, Abolish : an analysis of the media coverage of the police and prison abolition movement in the United States*. Universitat Pompeu Fabra, Mémoire, 2022.

<http://hdl.handle.net/10230/54876>

Schiffer, Dustin, *Recent Violent Crime Dynamics and Spatial Patterns in Albuquerque*. University of Arizona, Mémoire, 2019.

<http://hdl.handle.net/10150/636388>

Varone, Domenico A. et Brian Wyant, *Breaking Up or Backing the Blue: A Content Analysis of Individual's Views of the Police Abolition Movement*. La Salle University, Mémoire, Printemps 2021.

https://digitalcommons.lasalle.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1054&context=undergraduate_research

Rapports scientifiques

Bloomberg of Public Health - Center of Gun Violence Solution, “New Mexico Gun Deaths in 2020”, 2020.

https://nmlegis.gov/handouts/CCJ%20072522%20Item%206%20CGVS_New_Mexico_Gun_Deaths_2020_Factsheet.pdf

Fuller, Doris A. et al, “Overlooked in the Undercounted : The role of mental illness in fatal law enforcement”, Office of research & Public Affairs, Dec. 2015.

https://www.treatmentadvocacycenter.org/reports_publications/overlooked-in-the-undercount-ed-the-role-of-mental-illness-in-fatal-law-enforcement-encounters/

Mental Health America, “The State of Mental Health in America”, 2023.
<https://mhanational.org/sites/default/files/2023-State-of-Mental-Health-in-America-Report.pdf>

New Mexico Coalition to End Homelessness, “2023 Point-In-Time Count Albuquerque and Balance of State Report”, 2021.
<https://www.nmceh.org/pitreports>

New Mexico Intimate Partner Violence Death Review Team, “Findings & Recommendations from CY2019 Intimate Partner Violence Deaths”, 2022.
https://www.cyfd.nm.gov/wp-content/uploads/2022/12/2022_Annual_Report_FINAL.pdf

New Mexico Legislative Finance Committee, “Progress Report Program Evaluation Unit”, 24 Août 2023.
https://www.nmlegis.gov/Entity/LFC/Program_Evaluation_Unit_Reports

New Mexico Legislative Finance Committee, “Progress Report Program Evaluation Unit. Domestic Violence Programs For Victims and Batterers”, Oct. 2019.
<https://www.nmlegis.gov/handouts/ALFC%20102919%20Item%209%20Domestic%20Violence%20Progress%20Report.pdf>

New Mexico State University, “Intimate Partner Violence/Homelessness”, 2023.
<https://studentlife.nmsu.edu/lgbt/violence-in-the-lgbt-community.html>

Program Evaluation Unit Legislative Finance Committee, “Despite Benefits, Poverty Persists”, Decembre 11 2023.

Tan de Bibiana, Jason et al, “Coordinating Safety : Building and Sustaining Offices of Violence Prevention and Neighborhood Safety”, Vera Institute, Nov. 2023.
<https://www.vera.org/downloads/publications/2023-OVPNS-Report.pdf>

The New Mexico Interpersonal Violence Data Central Repository, “Incidence and Nature of Domestic Violence In New Mexico XVIII”, 2018.
https://nmcsap.org/wp-content/uploads/DV_Report_2018Betty_Caponera_Jul19web.pdf

VERA Institute, “What Policing Costs. A Look at Spending in America’s Biggest Cities : Albuquerque”, Vera Institute, s.d.
<https://www.vera.org/publications/what-policing-costs-in-americas-biggest-cities>

Sources gouvernementales

City of Albuquerque, "Approved budget 2024 fiscal year 2024", 1 Juil. 2023.
<https://www.cabq.gov/dfa/budget/annual-budget>

City of Albuquerque, "VIP February 2024", City of Albuquerque, Fev. 2024.

<https://www.cabq.gov/acs/documents/vip-monthly-informational-report-february-2024.pdf>

City of Albuquerque, "City Councilor Nichole Rogers", City of Albuquerque, s.d.
<https://www.cabq.gov/council/find-your-councilor/district-6>

City of Albuquerque, "Albuquerque Community Safety", City of Albuquerque [en ligne], s.d.
[<https://www.cabq.gov/acs> (consulté le 23/07/2024)]

City of Albuquerque, "Albuquerque Community Safety : Our Response", City of Albuquerque [en ligne], s.d. [<https://www.cabq.gov/acs/our-response-1/our-response> (consulté le 23/07/2024)]

Constitution Annotated, "Thirteen Amendment", Analysis and Interpretation of the U.S Constitution, s.d.
<https://constitution.congress.gov/constitution/amendment-13/>

Doug McVay, Vincent Schiraldi et Jason Ziedenberg, "Treatment or incarceration? National and state findings on the efficacy and cost savings of drug treatment versus imprisonment", Justice Policy Institute, 2004.
https://justicepolicy.org/wp-content/uploads/2022/02/04-01_rep_mdtreatmentorincarceration_ac-dp.pdf

Federal Bureau of Prisons, "An Overview of the First Step Act", Federal Bureau of Prisons, s.d.
<https://www.bop.gov/inmates/fsa/overview.jsp>

New Mexico Department of Health, "State of Mental Health in New Mexico", New Mexico Department of Health, Mars 2022.
<https://www.nmhealth.org/data/view/report/2650/>

New Mexico's Health Indicator Data & Statistics, "Crime rate", New Mexico's Health Indicator Data & Statistics, 2016.
<https://ibis.doh.nm.gov/indicator/summary/Crime.html>

President's Task Force on 21st Century Policing, "Final Report of the President's Task Force on 21st Century Policing", Washington, DC : Office of Community Oriented Policing Services, 2015.
https://cops.usdoj.gov/pdf/taskforce/taskforce_finalreport.pdf

Reaves, Brian A., "Local Police Departments, 2007," US Department of Justice: Office of Justice Programs, Bureau of Justice Statistics, 2010.
<https://bjs.ojp.gov/library/publications/local-police-departments-2007>

Ruiz-Angel, Mariela et Adam Erhard, "FY24 Q1 Report", City of Albuquerque, 2024.
https://www.cabq.gov/acs/documents/acs-quarterly-report-fy24-q1_final.pdf

—, "FY24 Q2 Report", City of Albuquerque, 2024.
<https://www.cabq.gov/acs/documents/acs-quarterly-report-fy24-q2-final.pdf>

United States Census Bureau QuickFacts, “U.S. Census Bureau QuickFacts : New Mexico”, United States Census Bureau QuickFacts, 1 Juil. 2023.
www.census.gov/quickfacts/NM.

U.S. Department of Justice, “Albuquerque Police Department. Findings Letter”, U.S. Department of Justice, 10 Avril 2014.
<https://www.justice.gov/opa/pr/justice-department-releases-investigative-findings-albuquerque-police-department>

United State Attorney’s Office : District of New Mexico, “U.S. Attorney Alexander M.M. Uballez Announces \$2M Grant to Albuquerque Community Safety Department and Its Violence Intervention Program”, US Department of Justice, 17 Août 2023.
www.justice.gov/usao-nm/pr/us-attorney-alexander-mm-uballez-announces-2m-grant-albuquerque-community-safety.

U.S. Department of Justice, “Justice Department Announces Major Milestones Achieved in Policing Reform Efforts for the City of Albuquerque and Albuquerque Police Department”, U.S. Department of Justice, 23 Avril 2023.
<https://www.justice.gov/opa/pr/justice-department-announces-major-milestones-achieved-policing-reform-efforts-city>

United States Department of Justice Civil Rights Division, “Investigation of the Ferguson Police Department”, U.S. Department of Justice, 4 Mars 2015.
https://www.justice.gov/sites/default/files/opa/press-releases/attachments/2015/03/04/ferguson_police_department_report.pdf

Pages et articles de site internet

ABQJournal News Staff, “BernCo has done much with Behavioral Health Tax”, Albuquerque Journal [en ligne], 20 Sep. 2022.
[https://www.abqjournal.com/news/bernco-has-done-much-with-behavioral-health-tax/article_bec009d4-e58a-51d0-b973-acb0fb5673d9.html consulté le 23/07/2024)]

ADAMHS, “Mental Health Response Advisory Committee (MHRAC)”, ADAMHS [en ligne], sd.
[<https://www.adamhscc.org/about-us/current-initiatives/task-forces-and-coalitions/mental-health-response-advisory-committee-mhrac> consulté le 23/07/2024)]

ACLU, “New Mexico SAFE”, ACLU[en ligne].
[<https://www.aclu-nm.org/en/campaigns/new-mexico-safe> consulté le 23/07/2024)]

Adams, Kimberly, “Smartphones play crucial role for Black Lives Matter”, Marketplace [en ligne], 11 Juil. 2016.
[<https://www.marketplace.org/2016/07/11/smartphones-play-crucial-role-black-lives-matter/> (consulté le 23/07/2024)]

Advancement project et Alliance for Education justice, “Our Victories”, PoliceFreeSchools [en ligne], s.d. [<https://policefreeschools.org/victories/> (consulté le 23/07/2024)]

Berlatsky, Noah, “Abolishing the police and prisons is a lot more practical than critics claim”, Think [en ligne], 24 Fev. 2021. [<https://www.nbcnews.com/think/opinion/abolishing-police-prisons-lot-more-practical-critics-claim-ncna1258659> (consulté le 23/07/2024)]

Bilal, Nefertari, “What does “defund the police” mean to you?”, South Side Weekly [en ligne], 5 Août 2020. [<https://southsideweekly.com/defund-police-mean/> (consulté le 23/07/2024)]

Boggan, DeVone L., “An innovative government solution to reduce gun violence”, City of Richmond : Office of Neighborhood Safety [en ligne], sd. [<https://www.ci.richmond.ca.us/DocumentCenter/View/28129/Innovative-Govt-Solution-2014doc?bidId=> (consulté le 23/07/2024)]

Borsuk, Alan J., “Defund the Police? Abolish prisons? The case for careful but big change”, Marquette Lawyer [en ligne], Automne 2020. [<https://law.marquette.edu/assets/marquette-lawyers/pdf/marquette-lawyer/2020-fall/2020-fall-p06.pdf> (consulté le 23/07/2024)]

Bowling, Joshua et Vanessa G. Sánchez, “Calling in crisis”, *Searchlight New Mexico* [en ligne], s.d. [<https://searchlightnm.org/calling-in-crisis/> consulté le 22 Mars 2023].

Brenes, Michael, “The Long History of Failed Police Reform. A century of failed attempts in Minneapolis”, Boston Review [en ligne], 26 Avr. 2021. [<https://www.brennancenter.org/our-work/research-reports/what-first-step-act-and-whats-happening-it> (consulté le 23/07/2024)]

Bullington, Jonathan, “Mayor's plan calls for civilian police patrols in the French Quarter”, NOLA [en ligne], 22 Août 2014. [https://www.nola.com/news/crime_police/article_47cc16f9-0f96-576e-9972-7e9c4ba54d3f.htm (consulté le 23/07/2024)]

Burns, Rebecca, “Socialism and the City”, In these times [en ligne], Oct. 2021. [<https://inthesetimes.com/pdf/InTheseTimes45-10.pdf> (consulté le 23/07/2024)]

CampaignZero, “8 Can’t Wait. Research Basis”, CampaignZero [en ligne], 1 Mars 2022. [<https://docs.google.com/document/d/1YW132-LCtECh0zFHxMGZV-Hnv8NLHhZjfihdDApWXow/edit> (consulté le 23/07/2024)]

Cloud, David, “On Life Support: Public Health in the Age of Mass Incarceration”, Vera Institute [en ligne], 2014. [<https://www.vera.org/downloads/publications/on-life-support-public-health-mass-incarceration-overview.pdf> (consulté le 23/07/2024)]

CNN Politics, “Does the 'left' want to defund the police?”, CNN Politics [en ligne], 2020.

[https://edition.cnn.com/factsfirst/politics/factcheck_fa5dd2d9-baea-4f8c-bd53-7e9c70b1765d (consulté le 23/07/2024)]

Cordova, Gennette, “Abolitionist Candidates Are Running for Offices Across the Country”, Teen Vogue [en ligne], 13 Sep. 2021.

[<https://www.teenvogue.com/story/abolitionist-candidates-running-for-office> (consulté le 23/07/2024)]

Cornell University, "BLM, the Overton Window, and Diffusion of Political Opinion", Cornell University [en ligne], 16 décembre 2020.

[<https://blogs.cornell.edu/info2040/2020/12/16/blm-the-overton-window-and-diffusion-of-political-opinion/> (consulté le 23/07/2024)]

Creamer, John, Emily A. Shrider, Kalee Burns et Frances Chen, “Poverty in the United States 2021”, United State Census Bureau, Septembre 2022.

[<https://www.feedingamerica.org/hunger-in-america/new-mexico> (consulté le 23/07/2024)]

Critical Resistance, “Reformist Reforms vs Abolitionist Steps in Policing”, Critical Resistance [en ligne], 14 Mai 2020.

[<https://criticalresistance.org/resources/reformist-reforms-vs-abolitionist-steps-in-policing/> (consulté le 23/07/2024)]

—, “Mission Vision : History”, Critical Resistance [en ligne], s.d.

[<https://criticalresistance.org/mission-vision/history/> (consulté le 23/07/2024)]

Dholakia, Nazish, “Cities Embrace Civilian-Led Public Safety Solutions”, VERA Institute [en ligne], 12 Déc. 2023.

[<https://www.vera.org/news/cities-embrace-civilian-led-public-safety-solutions> (consulté le 23/07/2024)]

Grawert, Ames, “What is the first step act — and what’s happening with it?”, Brennan Center for Justice [en ligne], 2020.

[<https://www.brennancenter.org/our-work/research-reports/what-first-step-act-and-whats-happening-it> (consulté le 23/07/2024)]

Insel, Thomas, “America’s Mental Health Crisis”, Pew [en ligne], 8 Dec. 2023.

[<https://www.pewtrusts.org/en/trend/archive/fall-2023/americas-mental-health-crisis> (consulté le 23/07/2024)]

Justice Center : The council for state governments, “Albuquerque Community Safety Department – Albuquerque, NM”, Justice Center : The council for state governments, s.d.

[<https://csgjusticecenter.org/publications/expanding-first-response/program-highlights/albuquerque-nm/> (consulté le 23/07/2024)]

Earl, William, “Oprah, Ariana Grande and More Champion 8 Can’t Wait, Project to Reduce Police Violence”, Variety [en ligne], 4 Juin 2020.

[<https://variety.com/2020/biz/news/8-cant-wait-reduce-police-violence-oprah-ariana-grande-1234625314/> (consulté le 23/07/2024)]

Edwards, Rebecca, “10 Most Dangerous Cities in the US”, Safewise [en ligne], 13 octobre 2023. [<https://www.safewise.com/blog/most-dangerous-cities/>] (consulté le 23/07/2024)]

Everytown Research & Policies, “Gun Safety Policies Save Lives”, Everytown for Gun Safety Support Fund [en ligne], 2024. [<https://everytownresearch.org/rankings/>] (consulté le 23/07/2024)]

Feeding America, “Hunger in New Mexico”, Feeding America [en ligne], s.d. [<https://www.feedingamerica.org/hunger-in-america/new-mexico>] (consulté le 23/07/2024)]

Fernandez, Paige, “Defunding the Police Will Actually Make Us Safer”, ACLU [en ligne], 11 Juin 2020. [<https://www.aclu.org/news/criminal-law-reform/defunding-the-police-will-actually-make-us-safer>] (consulté le 23/07/2024)]

Figgatt, Sarah, “Progressive Criminal Justice Ballot Initiatives Won Big in the 2020 Election”, Center for American Progress [en ligne], 19 Nov. 2020. [<https://www.americanprogress.org/article/progressive-criminal-justice-ballot-initiatives-won-big-2020-election/>] (consulté le 23/07/2024)]

Gilford Law Center, “To prevent gun violence. Annual Gun Law Scorecard - New Mexico”, Gilford Law Center [en ligne], 2023. [<https://giffords.org/lawcenter/resources/scorecard>] (consulté le 23/07/2024)]

Glesmann, C., “Over 15 years of creating innovative solutions to gun violence: The City of Richmond, California, Office of Neighborhood Safety. Evident Change”, Evident Change [en ligne], Oct. 2023. [<https://evidentchange.org/wp-content/uploads/2023/10/Over-15-Years-of-Creating-Innovative-Solutions-to-Gun-Violence.pdf>] (consulté le 23/07/2024)]

Howard, A’mani et Khaleb Autman, “Why did Chicago activists shut down an international police conference?”, TruthOut [en ligne], 31 Oct.. 2016. [<https://truthout.org/articles/why-did-chicago-activists-shut-down-an-international-police-conference/>] (consulté le 23/07/2024)]

HRSA Maternal & Child Health, “III.B. Overview of the State - New Mexico”, HRSA Maternal & Child Health, [en ligne], s.d. [<https://mchb.tvisdata.hrsa.gov/Narratives/Overview/8b609333-f44b-4eeb-a392-f09e56afd404>] (consulté le 23/07/2024)]

International Association of Chiefs of Police, Improving police response to persons affected by mental illness, International Association of Chiefs of Police [en ligne], 2016. [<https://www.theiacp.org/sites/default/files/2018-08/ImprovingPoliceResponsetoPersonswithMentalIllnessSymposiumReport.pdf>] (consulté le 23/07/2024)]

Ipsos, “Americans agree with police reform, but defund the police currently a bridge too far. What Americans believe police reform should look like depends on how it sounds”, Crime, Justice, Police / Society [en ligne], 15 June 2020.

[<https://www.ipsos.com/en-us/how-americans-feel-about-police-reform> (consulté le 23/07/2024)]

Kang-Brown, Jacob, Chase Montagnet et Jasmine Heiss, “People in Jail and Prison in Spring 2021”, VERA Institute [en ligne], Juin 2021.

[<https://www.vera.org/downloads/publications/people-in-jail-and-prison-in-spring-2021.pdf> (consulté le 23/07/2024)]

Krider, Ashley et Regina Huerter, “Responding to Individuals in Behavioral Health Crisis via Co-Responder Models : The Roles of Cities, Counties, Law Enforcement, and Providers”, Policy Research, Inc. [en ligne], Jan. 2020.

[<https://www.theiacp.org/sites/default/files/SJCResponding%20to%20Individuals.pdf> (consulté le 23/07/2024)]

Lartey, Jamiles, “Three Years After George Floyd’s Murder, Police Reforms Are Slow-Paced”, The Marshall Project [en ligne], 6 Mars 2023.

[<https://www.themarshallproject.org/2023/06/03/george-floyd-police-reform> (consulté le 23/07/2024)]

Law Enforcement Epidemiology Project, “Facts and figures on injuries causes by law enforcement”, University of Illinois Chicago, [en ligne].

[<https://policeepi.uic.edu/data-civilian-injuries-law-enforcement/facts-figures-injuries-caused-law-enforcement/> (consulté le 23/07/2024)]

Le poing, “1312 raisons d’abolir la police : Entretiens avec Gwenola Ricordeau”, Le Poing [en ligne], 11 Jan. 2023.

[<https://lepoing.net/1312-raisons-dabolir-la-police-entretien-avec-gwenola-ricordeau/> (consulté le 23/07/2024)]

Love, David A., “Too Little Has Changed About American Policing In the Last Few Decades. It’s Time For Something Different”, The Appeal [en ligne], 4 Juin 2020.

[<https://theappeal.org/police-reform-transformation-george-floyd/> (consulté le 23/07/2024)]

MacDonald, John, Jeffrey Fagan et Amanda Geller, “The Effects of Local Police Surges on Crime and Arrests in New York City”, PLoS ONE [en ligne], 16 Juin 2016.

[<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0157223> (consulté le 23/07/2024)]

McCann, Adam, “Most & Least Educated States in America”, Wallethub [en ligne], 12 Fév. 2024. [<https://wallethub.com/edu/e/most-educated-states/31075> (consulté le 23/07/2024)]

McCann, Sam, “Everything You Need to Know about Consent Decrees”, Vera Institute [en ligne], 30 Aout 2023.

[<https://www.vera.org/news/everything-you-need-to-know-about-consent-decrees> (consulté le 23/07/2024)]

McCoy, Austin, “Defund the Police: Protest Slogans and the Terms for Debate”, American Historical Association [en ligne], 12 Juin 2020.
[<https://www.historians.org/perspectives-article/defund-the-police-protest-slogans-and-the-terms-for-debate-september-2020/>] (consulté le 23/07/2024)]

Millions March NYC, Orientation guide, Millions March NYC [en ligne], 2 Août, 2016.
[http://media.wix.com/ugd/881d51_12abc618efc746b0bc72a4fe47b6c90e.pdf] (consulté le 23/07/2024)]

Miron, Jeffrey, ““Defund the Police?””, Cato Institute [en ligne], 10 Août 2023.
[<https://www.cato.org/blog/defund-police>] (consulté le 23/07/2024)]

MPD150, Building a police-free future: Frequently asked questions, MPD150 [en ligne], 2020. [<https://www.mpd150.com/wp-content/uploads/2020/06/MPD150-FAQ-Text.pdf>] (consulté le 23/07/2024)]

Merrefield, Clark, ““Defund the police’: What it means and what the research says on whether more police presence reduces crime”, The Journalist Resource [en ligne], 29 Juin 2021. [<https://journalistsresource.org/criminal-justice/defund-the-police/>] (consulté le 23/07/2024)]

Mohr, Melissa, "A Slogan Whose Ambiguity Serves a Purpose", The Christian Science Monitor [en ligne], 13 Aout 2020.
[<https://www.csmonitor.com/The-Culture/In-a-Word/2020/0813/A-slogan-whose-ambiguity-serves-a-purpose>] (consulté le 23/07/2024)]

MOVEMENT FOR BLACK LIVES, “Invest-Divest”, MOVEMENT FOR BLACK LIVES [en ligne], 6 Mai 2021. [<https://perma.cc/H8FG-9L3F>] (consulté le 23/07/2024)]

—, “The time has come to Defund the Police””, MOVEMENT FOR BLACK LIVES [en ligne], 2020.
[<https://m4bl.org/wp-content/uploads/2020/06/M4BL-DEFUND-MESSAGING.pdf>] (consulté le 23/07/2024)]

Murakawa, Naomi, "The police reform works – for the police", Abolition for the People [en ligne], 2020. [<https://level.medium.com/abolition-for-the-people-397ef29e3ca5>] (consulté le 23/07/2024)]

Musulini, Kristin et Cailin Crowe, “Calls to “defund the police” are upending FY21 budgets. Here’s how”, Smart Cities Dive [en ligne], 26 Jan. 2021.
[<https://www.smartcitiesdive.com/news/calls-to-defund-the-police-are-upending-fy21-budgets-heres-how/581163/>] (consulté le 23/07/2024)]

Naeh, “Police Violence, Homelessness, and Black Lives”, National Alliance to End Homelessness [en ligne], 1 Oct. 2020.
[<https://endhomelessness.org/blog/police-violence-homelessness-and-black-lives/>] (consulté le 23/07/2024)]

NAMI, “NAMI Sharing Your Story with Law Enforcement”, NAMI [en ligne], s.d. [<https://www.nami.org/support-education/mental-health-education/nami-sharing-your-story-with-law-enforcement/> consulté le 23/07/2024)]

NASW, “Read the Code of Ethics”, NASW [en ligne], s.d. [<https://www.socialworkers.org/About/Ethics/Code-of-Ethics/Code-of-Ethics-English> (consulté le 23/07/2024)]

Nellis , Ashley et Liz Komar, “The First Step Act: Ending Mass Incarceration in Federal Prisons”, The sentencing project [en ligne], 22 Aout 2023. [<https://www.sentencingproject.org/policy-brief/the-first-step-act-ending-mass-incarceration-in-federal-prisons/> (consulté le 23/07/2024)]

Outfront Minnesota, “Black Lives Matter Justice for George Floyd”, Outfront Minnesota [en ligne], s.d. [<https://www.outfront.org/black-lives-matter#defund-police> consulté le 23/07/2024)]

Purnell, Derecka, “Police violence is a disability justice issue. Imagining a more just society”, Boston Review [en ligne], 29 Sep. 2021. [<https://www.bostonreview.net/articles/police-violence-is-a-disability-justice-issue/> (consulté le 23/07/2024)]

Rasmussen, Cameron et James “Jae” Kirk, “Trading Cops for Social Workers isn’t the solution to police violence”, Truthout [en ligne], 17 Juillet 2020. [<https://truthout.org/articles/trading-cops-for-social-workers-isnt-the-solution-to-police-violence/> (consulté le 23/07/2024)]

Rebecca Neusteter, Maris Mapolski, Mawia Khogali et Megan O’Toolee, “The 911 Call Processing System: A Review of the Literature as it Relates to Policing”, Vera Institute [en ligne], Juil. 2019. [<https://www.vera.org/downloads/publications/911-call-processing-system-review-of-policing-literature.pdf> (consulté le 23/07/2024)]

Sawyer, Wendy et Peter Wagner, “Mass Incarceration: The Whole Pie 2024”, Prison Policy Initiative [en ligne], 14 Mars 2024. [<https://www.prisonpolicy.org/reports/pie2024.html> (consulté le 23/07/2024)]

Schaenman Philip S., Aaron Horvath et Harry P. Hatry, “Opportunities for police cost savings without sacrificing service quality: Reducing false alarms”, Urban Institute [en ligne], 2012. [https://www.urban.org/sites/default/files/publication/23221/412729-opportunities-for-police-cost-savings-without-sacrificing-service-quality-reducing-false-alarms_1.pdf (consulté le 23/07/2024)]

Subramanian, Ram et Leily Arzy, “State Policing Reforms Since George Floyd’s Murder”, Brennan Center for Justice [en ligne], 21 Mai 2021. [<https://www.brennancenter.org/our-work/research-reports/state-policing-reforms-george-floyds-murder> (consulté le 23/07/2024)]

The Guardian, “The Counted : people killed by the police in the United States”, The Guardian [en ligne], s.d.
[<https://www.theguardian.com/us-news/ng-interactive/2015/jun/01/the-counted-police-killing-s-us-database> (consulté le 23/07/2024)]

The Popular Center for Democracy, “Freedom to Thrive : Reimagining Safety & Security in our Communities”, The Popular Center for Democracy [en ligne], 2017.
[<https://www.populardemocracy.org/sites/default/files/Freedom%20To%20Thrive%2C%20Higher%20Res%20Version.pdf> (consulté le 23/07/2024)]

The Washington Post, “Police shooting database”, The Washington Post [en ligne], s.d.
[<https://www.washingtonpost.com/graphics/investigations/police-shootings-database/> (consulté le 23/07/2024)]

Urban Institute, “State and Local Backgrounders : Criminal Justice Expenditures: Police, Corrections, and Courts”, Urban Institute [en ligne], 2021.
[<https://www.urban.org/policy-centers/cross-center-initiatives/state-and-local-finance-initiative/state-and-local-backgrounders/criminal-justice-police-corrections-courts-expenditures> (consulté le 23/07/2024)]

Web Exclusive, “Abolition struggle ongoing in Minneapolis 2 years after police killed George Floyd, spurring protests”, Democracy Now ! [en ligne],
[https://www.democracynow.org/2022/5/25/abolition_struggle_ongoing_in_minneapolis_2 25 Mai 2022]

Yglesias, Matthew, “8 Can’t Wait, explained : A new push for eight concrete police reforms is promising, albeit a bit unproven”, Vox [en ligne]. 5 Juin 2020.
[<https://www.vox.com/2020/6/5/21280402/8-cant-wait-explained-policing-reforms> (consulté le 23/07/2024)]

Sites internet

#8toabolition [en ligne]. [<https://www.8toabolition.com/> (consulté le 23/07/2023)]

#8cantwait [en ligne]. [<https://8cantwait.org/> (consulté le 23/07/2023)]

Black Lives Matter [en ligne]. [<https://blacklivesmatter.com/> (consulté le 23/07/2023)]

Black Vision [en ligne]. [<https://www.blackvisionsmn.org/home1> (consulté le 23/07/2023)]

Campaign Zero [en ligne]. [<https://campaignzero.org/> (consulté le 23/07/2023)]

Critical Resistance [en ligne]. [<https://criticalresistance.org/> (consulté le 23/07/2023)]

Mapping Police Violence [en ligne]. [<https://mappingpoliceviolence.org/>] (consulté le 23/07/2023)]

MPD 150 [en ligne]. [<https://www.mpd150.com/>] (consulté le 23/07/2023)]

M4BL [en ligne]. [<https://m4bl.org/>] (consulté le 23/07/2023)]

Reclaim the Block [en ligne]. [<https://www.reclaimtheblock.org/>] (consulté le 23/07/2023)]

Sondages

Crabtree, Steve, “Most Americans Say Policing Needs 'Major Changes'”, *Gallup*, 22 Juil. 2020.

<https://news.gallup.com/poll/315962/americans-say-policing-needs-major-changes.aspx>

Jones, Jeffrey M., “More Americans See U.S. Crime Problem as Serious”, *Gallup*, 16 Nov. 2023.

<https://news.gallup.com/poll/544442/americans-crime-problem-serious.aspx>

—, “Black, White Adults' Confidence Diverges Most on Police”, *Gallup*, 12 Août 2020.

<https://news.gallup.com/poll/317114/black-white-adults-confidence-diverges-police.aspx>

Kim Parker et Kiley Hurst, “Growing share of Americans say they want more spending on police in their area”, *Pew Research Center*, 26 Oct. 2021.

<https://www.pewresearch.org/short-reads/2021/10/26/growing-share-of-americans-say-they-want-more-spending-on-police-in-their-area/>

Mccarthy, Justin, “Americans Remains Steadfast on Policing Reform Needs in 2022”, *Gallup*, 24 Mai 2022.

<https://news.gallup.com/poll/393119/americans-remain-steadfast-policing-reform-needs-2022.aspx>

Yokley, Eli, “Movement to ‘Defund The Police’ Isn’t Popular, but Voters Are More Open to Its Goal”, *Morning Consult*, 17 June 2020.

<https://pro.morningconsult.com/articles/defund-the-police-community-programs-polling>

Annexes

Annexe n°1 : Grille d'entretien

Questions entretien pour travailleurs sociaux :

General introduction

- 1) Can you introduce yourself and what you do in this organization ?
- 2) What are your missions in this organization ? What do you do in this organization ?

Thème 1 : Collaboration avec la police

- 3) Do you have to work in collaboration with the police during your interventions ?
- 4) How does it work? Is it going well?
- 5) Do you think police are useful, efficient to handle situations of domestic violence / mental crisis / addicts / homeless ?

Thème 2 : ACS

- 6) What is your relationship with the ACS
- 7) How do you perceive the creation of the ACS ? Do you think it's going to change a lot how things work ?
- 8) What do you think about alternatives like restorative justice ?

Thème 3 : Summer 2020 / BLM / DTP

- 9) Can we go back to the summer 2020 and the huge protest after George Floyd's death? How did you live this moment? Were you involved in those demonstrations ? How did you perceive all those events? Personally and as an organization ? Did it question anything on the way the organization works and your actions ?
- 10) Defund the Police was the big claim of Black Lives Matter at this time. How did you understand it ? What did you think about it ?
- 11) Do you think things have changed since then ? In your work ? In the work with police ?

Thème 4 : Reform-Abolition

- 12) Have you been involved in any reform of the police ?
- 13) What do you think of more radical solutions like the abolitionist ideas of reducing the weight and power of the police?

Questions pour militants abolitionnistes :

General introduction

- 1) Can you introduce yourself and tell me more about how you ended up becoming an abolitionist ?

Theme 1 : Abolitionism / Summer 2020 / DTP

- 2) Can you come back to the summer 2020 especially here in Albuquerque ?
- 3) How do you perceive the Defund The Police claim that was very popular at this time ?
- 4) Do you think it has changed things ?
- 5) What were the successes and the failures of this movement ?

Thème 2 : The role of social workers in the abolitionist project

- 6) As abolitionist activists, how do you perceive the role of social workers in the abolitionist project ?
- 7) How do you perceive the Albuquerque Community Safety and this kind of agency ?
- 8) Does ACS reconcile everyone, especially abolitionists and reformists?

Thème 3 : Where is the movement now ?

- 9) I struggle to find what's happening with the main abolitionist organizations like Reclaim the Block or Black Vision in Minneapolis or Abolish APD in Albuquerque. How do you explain that?
- 10) Where is the movement now ?
- 11) What are the strategies for the future ?

Annexe n°2 : Exemple d'entretien

Interview Jenny Metzler Albuquerque Housing Authority

Jenny Metzler est la présidente d'Albuquerque Housing Authority (AHA), une agence gouvernementale gérant les programmes de logements abordables dans la ville d'Albuquerque. L'organisation fait également de l'intervention d'urgence et de la prévention auprès du public sans-abri.

MOI : *You can maybe start by introducing yourself and the Albuquerque Housing Authority.*

JM : Yeah, so our organization, Albuquerque Healthcare for the Homeless, is a federally qualified health center. We refer to that as FQHC because we're speaking acronyms and jargon. We serve Albuquerque, Bernalillo County, that's our service area, exclusively. And we serve exclusively the population without homes. And so that's very broadly defined. Homelessness, literal on the streets, in the camps, in the shelters. Some transitional and supportive housing once people get housed, which is our ultimate goal. And also people who are couchsurfing or temporarily doubled up because of crisis or whatever, the many, many, many reasons that people fall through the cracks. We provide integrated primary care as we refer to our model. We're a patient-centered medical home, which means our philosophy of care is about the person at the center of the care. And then all of the disciplines on our teams and our partner organizations work with that person at the center of their care and start from their needs, not from what we think they need to do. If we think they need to stop drinking or using drugs, if we think they need to get their teeth fixed, if we think they need therapy, it's really about, it's a harm reduction philosophy in that sense. So we're person-centered in our philosophy. Several philosophies of care, it's person-centered, not provider driven, service

provider driven. Harm reduction is about where people are in their journey and what they would like to do to make themselves safer or change behaviors that will reduce risk of morbidity and mortality and health issues. Whatever it is that is important to them is where we start. We also are very integrated and collaborative with others and so integrating care, not go get your behavioral health, you know, you can't chop people up. So because someone has an experience of housing instability or homelessness, it isn't a category or type of person because I think every single health and social and economic and inequity ill in our community Comes together in a nexus with homelessness. Homelessness is like the extreme manifestation of everything that ails us. So when we understand our responses and understanding of homelessness as a failure of structures and systems. So we look at not just, you'll hear people talking about the social determinants of health, that's great, but still ultimately puts the change on the person, the individual, and that's not sufficient. And so we need to look at and address the structural determinants. And structural determinants are not just about one person's environment or situation, but about how we collectively for the good of the calm and fail people. And our structures and our safety nets have big holes. So whether that's about housing affordability, access to health care, a decent income, a living income that won't put you at risk of homelessness and ill health. And so that could be a public benefit and a subsidy for people who, for example, are disabled and don't work. Some disabled people work. I don't want to lump that category either. Or a decent living wage with the benefits that go with So we look at those structural determinants and we look at the individual and understand homelessness is where individuals have, we all have different personal vulnerabilities. And whether that's health or our history of trauma, For our education level, lack of family support, whatever that is, makes us more vulnerable to falling through the holes in those structures. So when we think about our model and we think about our response always, because we try to be very explicit and conscious here, I think our philosophy is if we don't, if we're not explicit, About our theory of change, how we understand the problem, what the intended impact of our work will be. It's sort of shameless. Shame on us because we need to be explicit. But whatever we don't do explicitly we'll do by default and then it becomes implicit and then if it's doing harm or not helping, how do we know? So really it's our social contract with the community to be very conscious and conscientious about what we do. So we think of the person who's experiencing homelessness and their health care needs that work through a framework of health care, health care broadly defined. So our housing navigator is doing, as far as we're concerned, is doing health care. The social services person enrolling someone in Medicaid is doing health, or food stamps, whatever, is doing health care. But we think of a person to policy approach. So we're absolutely going to serve the person in crisis in front of us, but we're not going to stop and do that episodically. So every level is systems integration, collaboration, all the way up to policy and strategy. So we do a lot of legislative public policy advocacy, we have a team on that. They have helped to write and pass anti-discrimination legislation, local, primarily ordinances for people with housing vouchers who can't get a landlord to accept the voucher, we've been really successful and had an impact. So it's always that person to the structure, person to policy and strategy and we're trying to align what we're doing at every single level. So I think because we serve the

population that experiences homelessness and the circumstances of their living in public space and the really high mortality that we know is documented, a person who's on the streets has a 20-30 year lower life expectancy than the general population. Most of those are people of color, so there are a lot of health inequities based on race. So, race and ethnicity. We look at the circumstances of homelessness to define how we allocate our resources for impact and we do a lot of analysis. That means that we need to understand the ecosystem we work in because everything that we do here for all of our services, they're listed in that book, anything we do, any of the providers can also do it anywhere in the county. So we go. We don't just do street medicine, we do street medicine with harm reduction. There might be a behavioral health therapist that does curbside therapy somewhere. We do groups at a shelter. Our dentists go out, sometimes with the medical team, sometimes with the pharmacist. It's very nimble and they do that roving in vehicles. They're working on doing dentures in the field, like in an alleyway in our van. There's a set schedule that's roving and then a set schedule with shelters and then they can change that up and change the combination of services that are going out too. So if they think they're going to see, if they say there's an encampment, pick a street corner and there were a bunch of people there and they all seem to have really bad respiratory, then they'll make sure they have a medical provider out, maybe a nurse do some health education. If they say, boy, there's a lot of used syringes, they're asking about certain services and say, okay, let's make sure to get in there on walkie-talkies. We have an outreach director who coordinates all that. So everything we can do here, we can do out there. And sometimes people out in the field, we have just recently some really good data that we've done on this with our data team. Some people only get services through outreach, never come here. Some people come here and then disengage from services and we lose them and we re-engage them through outreach and some people do both. And we know like the period of time that it takes to engage someone enough that they trust us enough that they can come in or we can address their transportation barriers and get them into the clinic. So it's very, the reason I really love this work and have worked it for a very long time is because I hate the challenges, I hate that people are still experiencing homelessness and the day that I drive to work and I don't tap into that outrage that I need to quit. But I also know we can have an impact and that what we do matters for that person in crisis in the moment all the way to really being able to influence what the root causes. So that's our organization. That's a really holistic vision, I think, because just trying to resolve the thing individually doesn't make much sense. And we can't do it alone, because people come here sometimes and they say, even people who come to work here, this is a one-stop shop, it's so great. We're not trying to be a one-stop shop because you can't have a one-stop shop that's big enough. It'll never be big enough to end homelessness. So if we really, really are serious about helping facilitate an exit from homelessness to a healthy community-based housing situation and change those circumstances, we have to look at the root causes, but we also can't try to do it on our own because that's always limiting right there. We immediately limit the creativity, you know, the collaboration of systems work is really difficult, but it's essential. If we don't do it, then we're never going to meet our mission.

MOI : *Have you seen a big change since the year 2020 ? With the Black Lives Matter Movement but also Covid-19 crisis.*

JM : I think that it generated a lot of conversation awareness about are we doing enough, what are we doing, how do we have to do it, what do we have to do institutionally in terms of the very real life and death implications of racism, of institutional racism, we were talking about and working on some of that prior to the pandemic. I think there was a burst and a surge. And everybody was acutely aware and I think that that has ebbed and receded. During the pandemic, as a federally qualified health center, we were recipients of a fairly large infusion of money that has now hit a cliff. The federal funding has gone away and that was to provide more access to more people. Our organization, In a week. So because we've always done outreach, and we're not an affiliate, but there are about 300 plus federally funded programs like ours. We just happen to do our whole organization, but some have different programs, some are full. About 25% of those 300 Healthcare for the Homeless organizations are only Healthcare for the Homeless. And then some are housed and funded in different and larger community centers, county health departments. But we're what they call standalone because we're independent and this is all we do. So we've always done outreach since 1985 when we first started. We started out in a trailer in a shelter parking lot in 1985 and we've grown a lot since. Unfortunately, like we have this really conflicted role in the world because if Healthcare and housing and all other public entities and support and communities and neighborhoods could support people regardless of their housing status, we wouldn't need to exist. But we do right now, so we supplement, we subsidize, and we continue to exist. And if we're going to do it, we're going to do it well. So, we always have our eye on ending homelessness, but with chagrin and pain that we have to. So, because we had always done outreach, We had learned over the years that the Health Care for the Homeless model in communities all across the country is very well suited for disaster. And we're required as health care entities to do emergency preparedness for our funding and everything else. And ours, they used to tease us and say, your emergency preparedness plan is that you're going to lock the doors and walk away. Because we weren't part of the hospital system, we weren't part of the mainstream health care system. And we sort of chuckle about that like well our people aren't going to be in mainstream places so we're going to have to go and do outreach and find people if an emergency hits and we didn't know what that would be because here in New Mexico and we don't really have the kinds of floods we don't but during the in 2005-2006 with hurricanes in Katrina and Rita and what happened for example in the New Orleans area When Memorial Hospital and the other hospitals were not able to function and people were dying in nursing homes, as they did with COVID, the Health Care for the Homeless organizations knew what to do. They knew how to set up a clinic under a bridge that had fallen down. They knew how to go find people who were sleeping in tents or rough or squatting in old buildings. And so it was a wake up call for us that we needed Whatever the disasters were going to be or the hazards that were going to happen, we had a role in that.

So we really learned that during COVID, this organization. So within a week, the first week in March of 2020, we all realized what was happening, we pivoted and we sent half our workforce home. To remote work because we wanted a healthy bench to rotate when people began to get exposed. And then we had to close this whole building because this is like an open door, low entry resource center, people coming through and going. The art street studio we had to close and then everything else was restricted entry. But what we did was all the staff from those teams, we just redeployed to our outreach teams. So we had a roving medical dispatch where people would go out and test if someone was symptomatic. We rounded all the isolation hotels. We stayed fully staffed. We didn't furlough. Everyone had a job. It was a hard job, but everyone had a job and income.

The people on the streets for whom the rest of the world had just closed their doors and disappeared, we were out there. So we did that all through the pandemic and until we brought people back three years in or whatever. So I think always having an eye, like who's going to get left out if we close the doors and people that live in public space that don't have any resources get shut out, who's that going to be? And there are a lot of Health and racial inequities in who that ends up being and so I think it's a little more esoteric than your question was but I think that the heightened awareness of kind of the panic and what did safety mean at that time so public safety, public health safety, what does that mean? Really this is a very tangible example but we had worked for years to design our buildings and the built environment and renovate them For safety, for safety of our clients, patients, and safety of our staff. And we had long conversations about it and a lot of clinics will put up glass at the front desk. So when you've already been shut out from the world and you're sleeping in enough oil and you walk in and there's glass and there are a bunch of signs and there's do this, don't do that, like we really try to create a trauma-informed environment and that glass was a problem because was it really keeping people safe, number one, and what was the message it was sending like I need to be, I need to. We say we're about reducing barriers, but I have to have this barrier to talk to you. So that's why I always emphasize the open courtyard. We don't have, we don't have locked gates. We don't have metal detectors. We have staff who are trained to create a welcoming environment and try to prevent escalation and then a team that can de-escalate people without ever laying on hands. We don't ban people for life. We don't really have to be about our ethos. And so during the pandemic, we had just taken all that glass down. We, you know, we built, we saw downstairs, totally open. We did everything that way. Everybody was comfortable with it. Our incidents went down, all of our, you know, our incident reports of people getting upset or whatever. And then with the pandemic, we had put all that glass back And I like, there were executives with tears in their eyes because it was just, but safety was defined differently. So I think, you know, safety, the question of What is safety in these times? And I think Black Lives Matter and we were actually doing a lot of law enforcement reform work at the time in a coalition that I can tell you about. But what is safety and safety for whom? I think that became our daily operation and our organizational decision-making And we did strategic planning in the middle of that. We did a whole refresh on our strategic plan, and so it was even a strategic question. Whose lens? I think it really reinforced that for us. It's a pretty mainstream organization, you know, whatever mainstream

means. But we're, uh, maybe having some flex because we're healthcare, we're sophisticated because we've been around for a long time. We're not grassroots, we're not a community organizing entity, but we do services and advocacy. And so, what is our role and our niche in that? I think it helped to really refine our questions and our focus. Does that answer your question?

MOI : *Yeah, it does*

Can we maybe talk more about the police? What kind of feedback do you have from the homeless people you're serving and also from the workers, the outreach workers, what kind of relationship do they have with them?

JM : I'm not a social worker. I've done a lot of social services and I've done this since 1995. My background is in public health. Public health kind of encompasses all of it. I'm an old outreach worker. That's what I did in the field and I did it mostly in Latin America. So I understand Outreach, and I understand, and I think we all do here, that what we do is inherently risky, not because of the people that we serve, but the circumstances that they live in. So if we're going to do outreach, and there's so much trauma, so we're providing care in a field behind a truck stop, you know, out on West I-40 on the edge of town. That's a very uncontained setting. So, because people live in public space, we're going out in public space. That public space is criminalized, it's got a huge class hierarchy, and then there is the enforcement and law enforcement aspect of that. So, we've been doing outreach since we started, we've been doing, I just heard on the city council, I was listening to the city council meeting last night and there were questions about One of the harm reduction providers was someone who was doing anonymous syringe exchange. They were in line and they have stories of police harassment, police arresting people in the services line and our state has a public health act. We call it the Harm Reduction Act. That's not the exact name of it. It's a state law since the late that says it is legal for people to seek services from a harm reduction program that is, you know, funded by, trained by, compliant with the state program. We participate in that state program and that people having work, people being in line for that, people carrying Narcan, all the things that they would get having syringes, Swapping, like when they're in that line and getting services from any of us entities who do that, that's legal. And so there's always been attention to that. And I don't know that our teams are experiencing it right now, but there are definitely harm reduction programs right now that are feeling harassment from law enforcement. And that was at the city council meeting last night. You can go to the government TV and listen to that and in particular when the city council that was very very concerned about it had a lot of questions. So we've always been out there in that space and I think in the beginning we really avoided law enforcement. So I'm talking, I've been here more than 25 years, I think there was a period of time where We were out doing services, we did our thing. And so the clients, people on the street, we were in white vans, driving around, we had snacks, we had, you know, we were doing the whole thing. And the clients on the street thought we were vice and they were going to get busted for whatever

reason. And the cops thought we were dealing drugs. So we had to do a lot of education around what we were doing out there and work with bike cops and the area commanders. By definition, The Harm Reduction Program is about reducing the public health harm spread of infectious disease through particular behaviors. And we don't judge behaviors, we understand them. So it could be drug use, injection drug use, originally a lot more injection drug use, trading sex or sexual behavior that is transactional for survival, whatever that is. So we were in the same space that law enforcement was as well on the streets. That was when we first really, really started encountering it, I think, and had to figure out our relationship. Then, you know, several years in, the Albuquerque Police Department created a civilian team that would do outreach to the homeless population. About that time, right before that, when we were doing the syringe exchange, we were invited into the academy by one of the Sargents responsible for the cadet class there and we were asked to do training with the cadet class about homelessness and what we were doing. That went well for a while and it didn't go so well and then they created their own team to do the training because we weren't really, and we got feedback that we were kind of shaking our fingers at the cops, you know, and telling them how to do their job and these are cadets that are just getting trained and indoctrinated in law enforcement and our jobs are different. They're fundamentally different. So the first thing we had to learn was to acknowledge our jobs are different and our purpose and intent was different. So where did it overlap? When they created this civilian force to do some of that training, they started doing outreach and they started doing civilian police department employees and commissioned officers And service providers doing joint outreaches. And at first I said, no, we're not doing that because it's just going to confuse it for the people that we're trying to serve and reach. And then we started talking about, and this was totally about the particular police representatives who were proposing that we do this together. So it wasn't the institution, it was the individuals. Who were able to say, listen, this is what I understand about what you're doing, what we're doing. So I think that they, it was personal and individual, but they, they got a long way to having a conversation about this is the impact we could have rather than arresting people. So that's when that conversation first started and that had to be late nineties, early two thousands. So we did that for a little while. And then the reason we stopped doing it wasn't so much that it was ruining our reputation. It was. It became a thing where, and this still happens sometimes, where they're saying, everybody come on down, and then we have, you know, look how many people we have around the table. We have Health Care for the Homeless, and we have the city, and we have the police department, and we have Hope Works, and we have First Nations, like we have all these different organizations, and we're all doing outreach together. And I said from a trauma-informed perspective and outreach engagement perspective, our team's position was, first of all, not a good use of community resources. Because if all of us can be out there, we could be all over the community reaching more people. It wasn't practical. And then the other thing was that a couple with their dog in a tent off the freeway have 10 people walk up with two cops and a bunch of service providers. I mean, that's traumatizing. What is that? So it didn't even feel like an effective intervention. That was our position on it and so we pulled back and broke down. Maybe we do some joint things in this way but we're not going to sit

down and give you all the information we know about someone and then have a case staffing with other, and this still happens with other service providers, let's all get in a room and do a case staffing and then it becomes this storytelling, some of it Isn't the best professional practice? What do you need to be saying to be able to help someone? The information gets loose. As a health center, we can't just go and have a conversation about someone. And our feeling as well with HIPAA and protected information, health information and other, is that that law is about privacy rights. And privacy rights are administered Out of the Federal Office of Civil Rights for a reason. So this isn't about power and control, this is that people's information is sacred and it should be protected no matter who you are, no matter where you live, no matter how much money you have. So that's how we approach it and so it's not that we can't share information but there's a way to do it and there are professional standards and conduct and when you get a whole bunch of people in a room there is an agreement and that very kind of charitable grassroots response makes me a little nervous. So we sometimes as an organization, people think we have a chip on our shoulder, you know that? And maybe we do, but we feel the standards are important if we're person-centered and then we're trying to change the circumstances that create homelessness.

So we went through this sort of very programmatic and this often happens if you start from a programmatic place and then you evolve and you get more systems impact and strategy. So we were sort of rolling along with that and had some boundaries around it and then in 2016 or so, when the Department of Justice was doing its investigation of use of force in the Albuquerque Police Department. And then James Boyd was shot. So in terms of how it affects our staff, the secondary and vicarious trauma that they see and how remarkable and resilient these teams are keep their eye on what's important. But it shatters us sometimes. So we have to support and debrief and provide support for staff and really have good training. And that one for me, we have so much public funding and you'll see that. We have 42 funding streams. We're very diversified, we get private contributions as well. That's our bread and butter to stay mission focused and not funding driven. So no one funder owns us. We're partners. We decide what we're going to do. We offer to do it. If they give us the money, we'll deliver the service and the care. And then we have agreements about what that's going to look like. But we look for good funding partners rather than, oh, there's money for that. We can do that. We really stay focused on the media mission. And so on certain things, how outspoken Can and should we be, and what does that outspokenness look like? Mayors and governors and state legislators and city councilors, the political cycles, they're going to come and go. And we're here for the duration. We've been here for a long time. So it's a long arc. So, you know, I don't think we're afraid of upsetting someone. I think anything I say to you today, I've said to someone in the city. I've told a city councilor or county commissioner or state legislator or possibly the governor and her team and the mayor. But we try to do it respectfully so that we can Remain engaged at the table. And there's also a question about if we get shut down, who's going to bear witness to what's happening? But we bear witness and then we see things like, what do we do with this? So when Mr. Boyd was shot and killed, I called a few people. I called the director of the ACLU of New Mexico. There were disability rights in New Mexico, a colleague there was really upset. And then strong families, a

colleague there, she's now a county commissioner, Commissioner Barboa, was really upset. And then the Criminal Defense Lawyers Association. So there were five founding organizations. And we called and was like, what can we do? We have to do something. So we formed a coalition with With several very clear objectives around how law enforcement reform needed to happen in New Mexico and we could have gone really really broad and so this is about the same time Black Lives Matter and several other movements a lot around some of the settlement agreements around people who are incarcerated in New Mexico and had behavioral health disorders. And some really broad coalitions. And what we did was very specific objectives for an independent monitor and the criteria for the independent monitor that there be enough money to support reform. So the city budget needed to support the reforms and not undercut it. That there be processes for community engagement and input about how reform was going. And then, you know, some transparency. So they were very concrete objectives and really doable. They weren't broad-based community organizing, but our coalition had 18 organizations, including Native American organizations, Latinos, the Transgender Resource Center of New Mexico, Common Cause, it had a lot of Representation of membership organizations. We were one of the few services organizations that felt like it was really important because homeless people are in public space. They were being shot and killed. So we jumped into law enforcement reform and we really kind of stepped out there. There were people who said, but you do health care. This is entirely about health care. It's about health care. People are dying. So we were very involved in that through the pandemic. And I think working in Oftentimes we're allies with other movements that were maybe more grassroots and define that together. You know, this coalition has this role, this coalition has that role. You guys might come forward on a particular moment to make a case. You can mobilize people to the streets. Doesn't mean our individual coalition members aren't going to go to the protests, but as a coalition we're not going to take that particular position. So there was a lot of collaboration across coalitions as well during that time. We also had several years of increasing escalated incidents here and people coming in and drug dealing. Sorry about our heavy equipment. We had people who were not experiencing homelessness who were on the streets. I'm not saying people who experience homelessness don't commit crimes, but mostly their existence is criminalized. And so people would come down here dealing and then there were more weapons and then they start threatening our staff. That was a law enforcement issue. We had to work with law enforcement in order to continue operating and my job, I lose sleep at night if I can't work with the team that can keep everybody who comes here safe. So that was really heavy and we worked, so here we are doing this big law enforcement reform around excessive use of force and discrimination. How people who are almost are being treated by APD in the courts, talking to the judges. And then at the same time, on almost a daily basis, our chief operating officer and team are calling the local command in the different shifts to ask them to come out and help us keep this place safe. So it was really interesting because I had this kind of, I was toggling the really big reform picture and then You know, needing to work closely with APD. It wasn't a question of are we going to do outreach or not. It was, can you come down here because someone's got a gun in the face of one of our staff or something. So we worked at a very, very local, you know, I always said we

work very closely. It's like we have a little microcosm of how to collaborate and do community policing. With the area command, the sergeants right here, every day to keep people safe and they were incredibly collaborative with us. We built really good relationships. So that's our relationship with APD. We are watching to see if harassment is going up. And as an organization, because of, like I said, the way we think about things is being, I'm going to use the word, everything's in the dialectical space. So structure and the individual, it's not one or the other. And so trying to be part of a community holding law enforcement to account for very serious outcomes otherwise. And then working closely with law enforcement to try to demonstrate the way we'd like the world to be on our little corner here. We've learned to be comfortable in those tensions. Because that's where reality happens. So again, if we're going to have an impact, it's not, you know, people would say, is it contradictory and inconsistent for us to be doing both? I don't think so at all. I think it's much more real. So that's kind of how we think about our relationship to both. We're less involved right now with APD Forward. Isn't it super active? But we do have staff. Our leadership participates. I don't know if you've been to the Mental Health Resource Advisory Committee yet, called the M-H-R-A-C. So that came out and shot me emails about absolutely everything and I can send you links or whatever. But that was one thing that came out of the settlement agreement between the Department of Justice and the city and the police union that created an entity that is police, mental health professionals, NAMI, community members, neighborhood associates, others who are coming together on a monthly basis to make recommendations, review policy, Review policies and procedures of APD on things like whether or not they handcuff people in mental health crisis when they transport them to the psych hospital. And the behavioral health providers, they're already in a cage in the back of your car, but you really have to traumatize them further than animals. So those sorts of things are discussed with behavioral health professionals, law enforcement, shelter providers, the city's whole homeless services team is there. And Albuquerque Community Safety has started participating as well.

MOI : *Yeah, that was my next question.*

Did you work on the creation of the ACS and what's your relationship with them ?

JM : Yeah, so the MHRAC was one of the things that we recommended and right now actually one of our team is, she's off, she just walked out of the building so she's on leave for a few months. As a co-chair of that, helped to write the ordinance to try to permanently codify that body beyond the life of the legal settlement agreement in the courts through local legislation so that there would always be that place for accountability with the community and behavioral health and homelessness. The other thing that we worked on, make recommendations about, we'll reach out to our peers across the country to see what's working and one emerging model was this model of having Non-law enforcement for crisis response. So we were very supportive of the concept. We helped to promote it. We researched it some with some of our peers around the country, learned more about it, heard about the pros and cons, and then really we're promoting it as an entity and through our coalitions. The way that

it has worked well that we understand is where in some communities there's a contracted third-party entity. In this community, the mayor went big and did a whole department and the city's doing it themselves. I think the leadership there is really good, but I think it's a brand new thing and it was a really big thing. So in concept and theory and with the people who are there, working there, we're good. I think testing how it's going to work and what the expectations are of their role is still in process. So if we call because we need them to do something we can't do, how long should we expect to wait? It's the same with any first responders. What's the response time? Is it an appropriate response? How do the responses get prioritized through that dispatch? How can we collaborate with them? We're still working on that out to really understand it. So I don't know if the full impact has been demonstrated yet and because it's a single partner. And it's very politicized because it's a city department. So just by the fact that it is in the public sector and how it's structured, it's in some ways beholden to those political cycles and priorities.

MOI : *Last time I was interviewing the manager of the 988, the line for mental health crisis. She was telling me that it's hard to collaborate with them because of their bureaucracy first and also she was critical of this entity because they don't send social workers first, they send police to clear the scene and after they send the social workers and that contributes to criminalizing.*

JM : Yeah, we've learned a lot over the years about you know because my approach is if we have a question and we don't understand something, we better know first of all that we're doing what we should be doing. So we need to understand because we don't want to make a situation worse unknowingly. And, you know, I'll pick up the phone and call almost anyone and say, hey, can you just walk us through this? And so we have done convenings with leadership at the police department, leadership at fire rescue leadership. And the chief right now is really good. She's really good. Leadership at Albuquerque Ambulance. And then our medical providers, because when we do a medical response, what we used to call code blue, if someone's down and out, our providers come out, ultimately, you know, we don't do emergencies, so we need to call 911 and first responders, and they were taking forever to come. And so, this was years ago, a bunch of our staff decided they were discriminating against us because we served homeless people. And I said, before we go there, let's find out what's really happening. And so I got all of us in a room and they talked about their algorithms with their dispatch and all those considerations like who goes in first, how do they rank it. I mean it's complicated, those dispatchers have really complicated decision making and so we understood that better and we also looked at response times across. They're much more available now across the command and we knew that we were just, we were average in the response. It wasn't any different than anywhere else. They just had slow response. But yeah, like who are they sending in? When do they have to clear the scene? Who's right around the corner waiting? There's a whole like map of that that you don't see on any

particular call. So Yeah, I don't know how that's working across police departments, fire and rescue, and now community safety as the three prongs of first responders.

MOI : *Do you believe it's possible to coordinate so many entities?*

JM : You know, I don't know. I mean, this organization is about as much as I can handle in terms of scope and size. I've had opportunities to work in the public sector and I don't because I have great admiration for the people who can think that big in terms of bureaucracy and logistics and I think that it can be done and it's well done in some places. I don't have the answer to how. How do we contact your outreach services? Is there a special line? Yeah, so they're out and about. A lot of where we get out is word of mouth or other providers and then we do almost continuous needs assessment. We do a big needs assessment document and then we do our planning around that and then Our outreach director is amazing and he works all the different outreach teams and he helps prioritize their schedules, where they're going to go. We do geo mapping of where we're seeing people, where their encampments are, how they move. We use a lot of digital tools and then we do that data analysis as well. One of our teams does have a phone line. You know, we're not 24-7. We're kind of banker's hours. We do some evening outreaches, but we do have an outreach team that has a phone that we call the community response line. We're not 988. We're not 311. We can't move people off your property if they're sleeping there. That's not our job. We can engage people. It might take time and make sure that they know what resources are there for them and we'll take a lot of time to do that. So it's not like a service line, but if, you know, I often get calls from someone saying, I drove past the bus stop this morning on my commute at one to go and pick a corner and there's someone I'm really worried about on the bench there. I see her every morning, she doesn't look well. And our outreach teams will say, we'll swim by there when we go out, we'll make sure to get to that part of town when we go out in the next day or two. We don't get funding for that, we feel like it's important to do. But if we hear about someone who's out there might be in trouble. And sometimes we know that person, we can't tell them. Because of privacy protection. I'll get calls from all board members, donors, neighbors, all kinds of people and they'll say, do you know the person who's always in front of the shop? And I'll say, I don't know if I do and I can't tell you if I did. But our outreach teams know a lot of people out there and they coordinate with other outreach teams. So we have kind of a loss, it's not really a dispatch, but it's a loss because we feel like it's the right thing to do. Does that make sense?

MOI : *How many outreach teams are there?
Because there's the ACS, there's...*

JM : Yeah, you mean in the community?

MOI : *Yeah, in the city.*

JM : You know, it would be really nice to have that answer and we have at different times for the last 20 years. We've been trying to propose more coordinated outreach and every time we get really close The variety and diversity of outreach organizations, efforts, philosophies, purpose, defined purpose, it's kind of what you were getting into. ACS is really big, but we work a lot with the city. And they're out there, you see them all over the place. And I've done some great work just if I'm here late at night and there's someone out there in a wheelchair who needs help. There are times where we waited hours and there are times where they brought a supervisor and they got on the scene and they were wonderful, wonderful. So like I said, I think they're working it out. I think that there's a... Outreach has become really sexy. In a way and I hesitate to even use that term but like I'm an old outreach worker I would say that I'm not a clinician I'm not a business person by training I'm public health, public health is outreach and and I loved it it was the best job I ever had when I was doing outreach like all over two regions of the Dominican Republic and Haiti. I was like, best job I ever had. I love this job. Best job I ever had was that because it's so vital. And I think there's an identity that goes with doing outreach as well. And an excitement because a lot of people who love doing outreach, not everyone, but a lot of people come to it because they've been out there themselves. Because someone in their family's been affected by drug use or homelessness or domestic violence or whatever that is. There's always a very, I feel, personal drive and then it requires some resourcefulness that sometimes goes a little into maverick, if you know that term. And that's fun. We're a team. We're out here. We're going in rough places, you know, and I remember feeling that. There's an excitement about it because it's so vital and it's so important. It can be really high impact. But now that more and more people are doing it, I think that there also becomes a possessiveness of our team that does it better. Our team, and I fight this out, like we talk about it all the time here. We are not bigger, we're not better, if we are we don't need to talk about it. Humility is really important to do this work. We don't need to be the best, the biggest, the only. We don't need to get all the money. We need to collaborate. And so, I think with that it would just be really challenging to know how we can... We could reach so many people if we did it together. But I think right now there's some jockeying going on about who's going to do it my way, who does it best, who has more, who's going to claw back those resources. You know, and sometimes, you know, the biggest in the room gets it. And so, I think there was a time before the pandemic, and during the pandemic, by necessity, we were all working together. But before the pandemic, we were trying to come together and we really did. We had, with someone who's no longer at the city of Albuquerque, you know, I also have this philosophy, just having a big tent is not inclusive enough. If you're not synthesizing, if you're not doing the process work, so you can have everybody in the world a room and say we had and they did the city at one point and again the people who did this don't work there anymore it was this administration that you know we would show up for these outreach coordination meetings and there might be 25-30 groups doing outreach in the room. But when you really got down to it, one was, you know, the guys on motorcycles handing out stuffed toys. And the other, and I'm not putting a name on those, like the kind of outreach, and then another that was preaching the gospel and feeding people,

which is really important. And then another that was particular, maybe a community, you know, of, for, and by a community and represented that community and they were doing it as Community support to reach out to family members who run the streets. We have very sophisticated and very formal compliance and rules and documentation and big bands and a lot of staff and people's death scopes and so we were doing this really high level of clinical care out in the field. So people were doing it, there was sort of a clash and so what we had to do was say, okay, where's the Venn diagram? Where do we all have a shared purpose? And if someone out here is like, oh I'm not going to coordinate with you all because, and there is, like there's someone, there is someone who has done outreach to the homeless population for decades here, very faith-based, very personal for that person because they have family members who died on the streets using drugs, who will publicly in the media, at a city council meeting, In a meeting where we're all coming together to collaborate, add a training to the mayor, say that I personally am making a fortune with my team off the public money we get to operate this place and we're killing people on the streets by giving them syringes. We're never going to collaborate and coordinate our street outreach. I'm not saying that I'm gonna, I didn't even name the person. I have no antipathy. But those philosophies and purposes are so far apart that I don't know what our starting point for collaboration would be. I've seen all kinds of transformation and maybe one day something would change and we would do that, but there were organizations that had at least enough of a shared vision of what we were trying to do out there that they were willing to coordinate. So we had to get those principles down first for agreement. And then we were beginning to do the logistical planning around that and the data sharing and communication. It all kind of stopped at some point. I think that was the staff turnover of the city. Community Safety could do that, but Community Safety has also said they're about behavioral health crisis response. And they will say we're not about homeless outreach. But now they have a street medicine team that's doing homeless outreach. I think there's a lot that's still changing and there have been several times people have tried to bring a lot of us together again in a room to talk about coordination and there was not 100% willingness to coordinate at the table. We always show up, we will always collaborate. So yeah, if you can plot that, that'd be great. But we do, you know, we do have really good partners out there. There are people that we work with quite a bit and we have First Nations as another federally qualified health center. They have a Health Care for the Homeless team. And we've worked with them at many levels for as long as I can remember, including coordinating our street outreach.

MOI : *I think like what you said about outreach being sexy, it's kind of opposed to the disaffection of the police for their job, because since 2020, since Black Lives Matter movement and all that, they struggle to hire people, the struggle to bring new people coming. And my thesis is kind of to say that there is a big change in public safety and we're not based only on police now because at the time if you were calling 991 for anything you wanted they were gonna send the police. So I think things are changing and that's what I'm studying.*

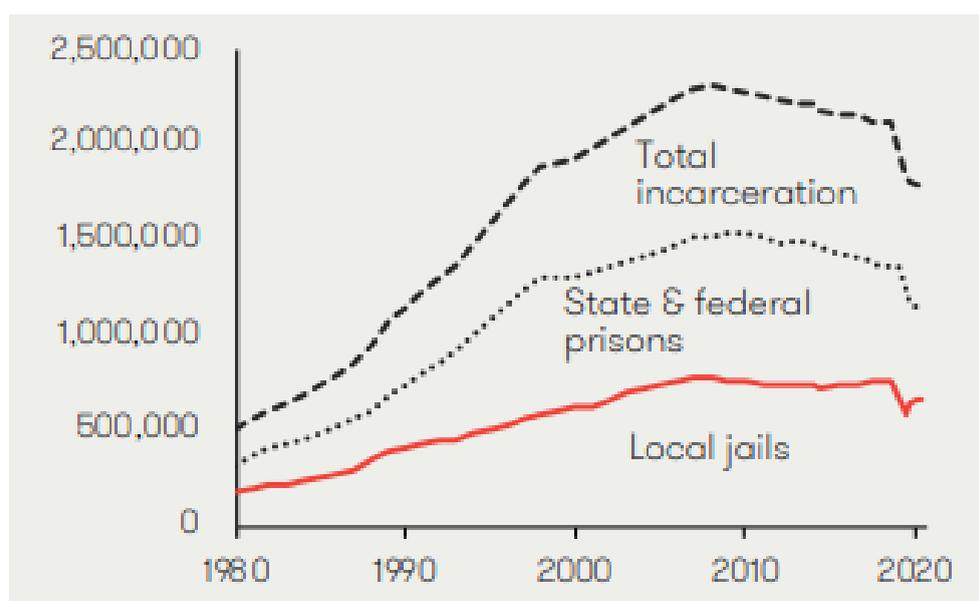
JM : Yeah, okay.

So I want to say, no matter, because of institutional culture, no matter how many good working relationships we have over time with the police, like I said here, or our outreach teams, every time we call, we still hold our breath a little bit. Because you don't know what the outcome is going to be. And there are probably people who are law enforcement or who are law enforcement advocates and defenders who would say, well that's the life of a police officer. They don't ever know what the outcome is going to be. I think that's a dead end conversation. But we do still hold our breath. If they show up, is it going to be worse than whenever we're trying to de-escalate right now? And I imagine families, family members in a health crisis or friends on the streets living in a town, I mean people on the streets do not call the cops. And we've had, you know, and I guess what I'm thinking about is what I was saying earlier about we always have this question of are people more or less safe in public space right now? Who's more or less safe? Is it shifting and changing for the better? Or do we think what we're doing is going to make it better but it hasn't and it's made it worse? Like my question here is, we've had staff before who said we have to have metal detectors in the doors. Most of those people don't work here for very long. And I said, why? He said, because we're not safe. Traditional workers are not safe when they enter the meeting. People coming in our medical clinic and they have weapons, because we say no weapons, but we don't know what's in someone's pack and we don't search packs. My mom was a psychiatric provider who ran a big behavioral health care system and I remember her telling me stories about if you search people and you take their weapons And you have all these weapons and then who are they and what are you going to do with them? Everything creates a different set of circumstances you have to know how to think about, how to address situations. So people have said what we need over the years just suggestions we need metal detectors and so okay will that keep you safe? I'll feel safe. If you feel safe That's important. I'm acknowledging feelings and perception but my job as the CEO is to make sure that there's evidence and documentation and I know that it will truly make you safer because what we train people here on is universal precautions and situational awareness. And one of our trainers, one of our managers who does the training will say, it can be at the Circle K when I come in to work and I stop to get my coffee before I come to my office. It's a good thing for everyone to have that. But if I put up something that says this is going to make you safer and it doesn't, you drop that. And then I'm putting you even more at risk and I couldn't live with something happening if I had made a decision to make you feel good but didn't make you safer. So I think it's similar with these bigger structures like with things loosening up and maybe it's not a law enforcement response is the first response. Are we trusting that so much before it's really been tested? Yes, in concept. But are we really there yet? And so are people more or less safe? When law enforcement does come in, does it come in stronger and harder? I don't know. And there's data and there's studies out there so you can figure it out for yourself.

MOI : *What do you think about Defunding the Police? Were you in favor of it?*

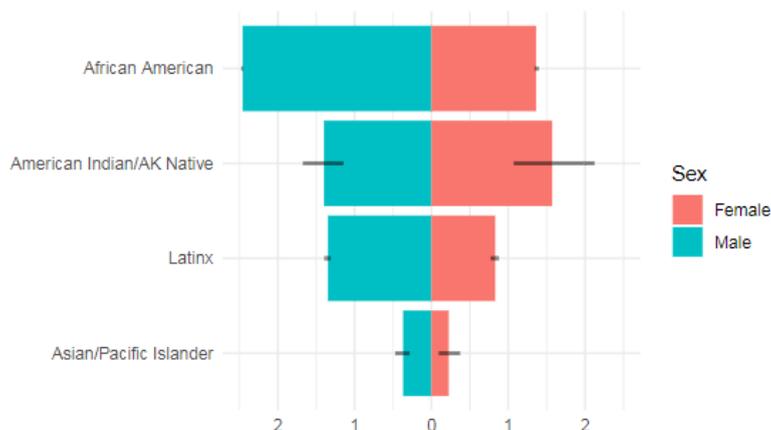
JM : As an organization, we didn't take a position because we wouldn't. I don't know if it's, you know, yeah, so this is just me personally. I don't think I have an answer. I've had very earnest conversations with people I really really respect who are abolitionists. And I've listened, they've said listen to this and listen to that podcast and you can hear this speech and read this book and I do because when someone, I will absolutely read anything anybody gives me. And I don't think that I, I don't think I'm there. How we allocate our resources represents our priorities. And everything we do should be monitored with data. And reflections of personal experiences of the people most affected. We do those two things. But I think, yeah, you know, how much money do we put into the military industrial complex in this country? And then we say it's too hard to build affordable housing.

Annexe n°3 : Évolution du nombre de personnes incarcérées aux États-Unis (1980-2021)



Source : Jacob Kang-Brown, Chase Montagnet, and Jasmine Heiss, “People in Jail and Prison in Spring 2021”, *VERA Institut*, Juin 2021.

Annexe n°4 : Risques d’être tué par la police en fonction de la race du genre, relativement aux Blancs

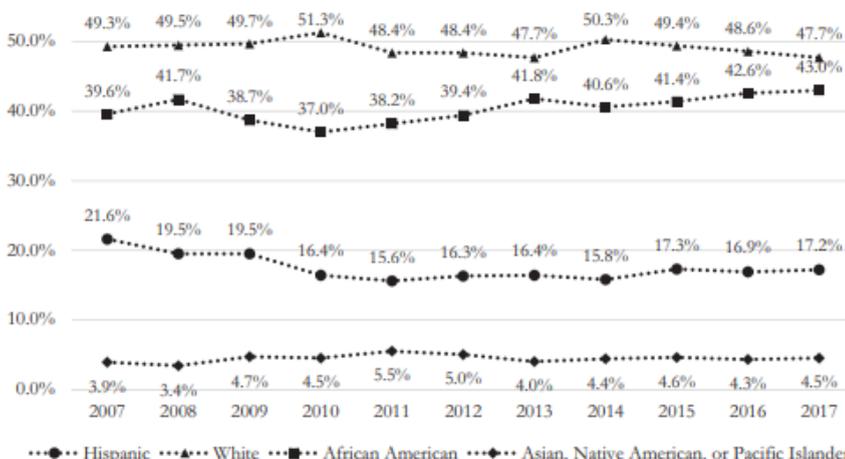


Source : Frank Edwards, Hedwig Leeb et Michael Esposito, “Risk of being killed by police use of force in the United States by age, race–ethnicity, and sex”, *Proc Natl Acad Sci U S A*, vol. 116, n°34, 20 Août 2019, p. 16793-16798.

Annexe n°5 : Disparité raciale dans la population sans-abri aux États-Unis

	Point-in-Time count* (2019)		U.S. Census Bureau (2018)		Representation ratio % ^A / _{%^B}
	% ^A	n	% ^B		
Non-Hispanic	78.0	443,100	81.9		1.0
Hispanic	22.0	124,615	18.1		1.2
White	47.7	270,607	76.5		0.6
Black/African American	39.8	225,635	13.4		3.0
Asian	1.3	7,228	5.8		0.2
Native American	3.2	17,966	1.3		2.5
Pacific Islander	1.6	9,311	0.2		8.0
Multiple races	6.5	36,868	2.7		2.4

*To compute homelessness by racial and ethnic group in PIT counts, data are extrapolated for all individuals based on a combination of additional surveys and individuals for whom race/ethnicity is identified. Volunteer enumerators in many regions do not collect any data on race and HUD does not allow “unknown” race to be reported.
 Source: The 2019 Annual Homeless Assessment Report (AHAR) to Congress: Part 1, point-in-time estimates of homelessness, p. 10, by Henry, M., Watt, R., Mahathay, A., Ouellette, J., Sitler, A, 2019, Washington, DC: The U.S. Department of Housing and Urban Development; QuickFacts: United States, p. 1, by United States Census Bureau, 2018, Washington, DC: U.S. Census Bureau.



Source : Matthew Z. Fowle, “Racialized Homelessness : A Review of Historical and Contemporary Causes of Racial Disparities in Homelessness”, *Housing Policy Debate*, vol. 32, n°6, 2022, p. 940–967.

CAMPAIGN ZERO

WE CAN LIVE IN A WORLD WHERE THE POLICE DON'T KILL PEOPLE
BY LIMITING POLICE INTERVENTIONS, IMPROVING COMMUNITY INTERACTIONS
AND ENSURING ACCOUNTABILITY.



WE CAN LIVE IN A WORLD WHERE SYSTEMS AND STRUCTURES DO GOOD, NOT HARM.

JOINCAMPAIGNZERO.ORG

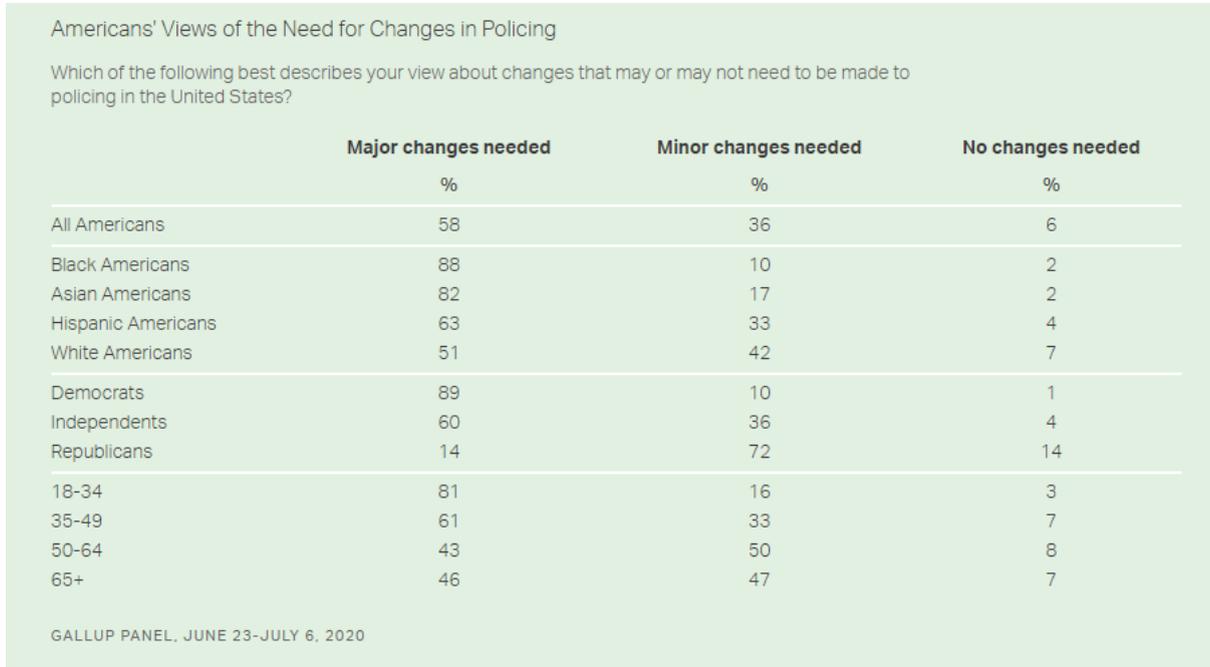
Source : Campaign Zero [en ligne]. <https://campaignzero.org/> (consulté le 23/07/2023)]

Annexe n°7 : Tract de 8Can'tWait



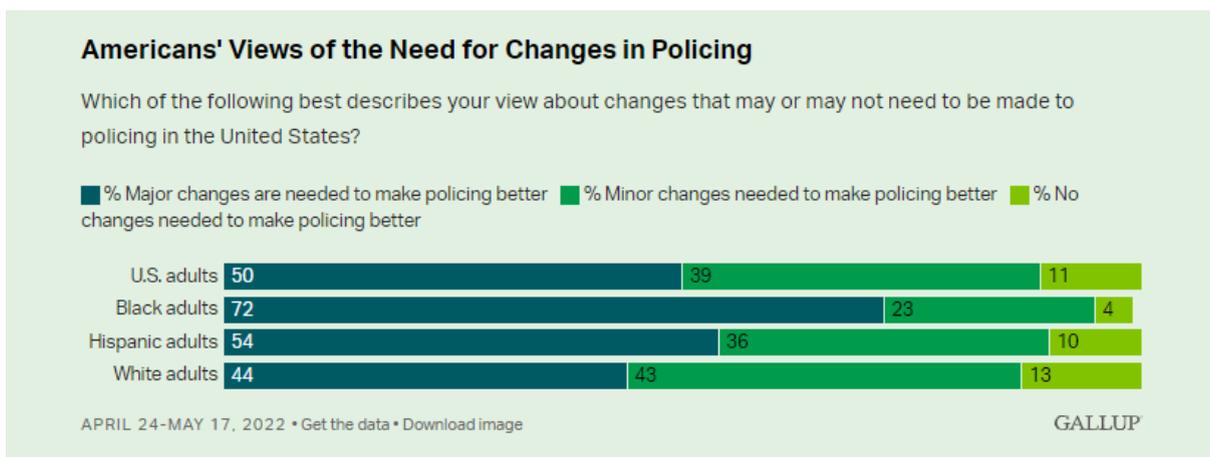
Source : #8can'twait [en ligne]. [<https://8cantwait.org/>] (consulté le 23/07/2023)]

Annexe n°8 : Perceptions de la population étatsunienne sur la nécessité de réforme policière (Juin-Juillet 2020)



Source : Steve Crabtree, “Most Americans Say Policing Needs 'Major Changes'”, *Gallup*, 22 Juil. 2020.

Annexe n°9 : Opinion des étatsuniens sur la nécessité de réforme



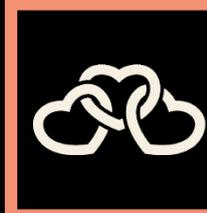
Source : Justin Mccarthy, “Americans Remain Steadfast on Policing Reform Needs in 2022”, *Gallup*, 24 Mai 2022.

Annexe n°10 : Tract de 8toAbolition

#8TOABOLITION
A WORLD WITHOUT PRISONS OR POLICE,
WHERE WE CAN ALL BE SAFE

DEFUND THE POLICE	DEMILITARIZE COMMUNITIES	REMOVE POLICE FROM SCHOOLS	FREE PEOPLE FROM PRISONS & JAILS
			

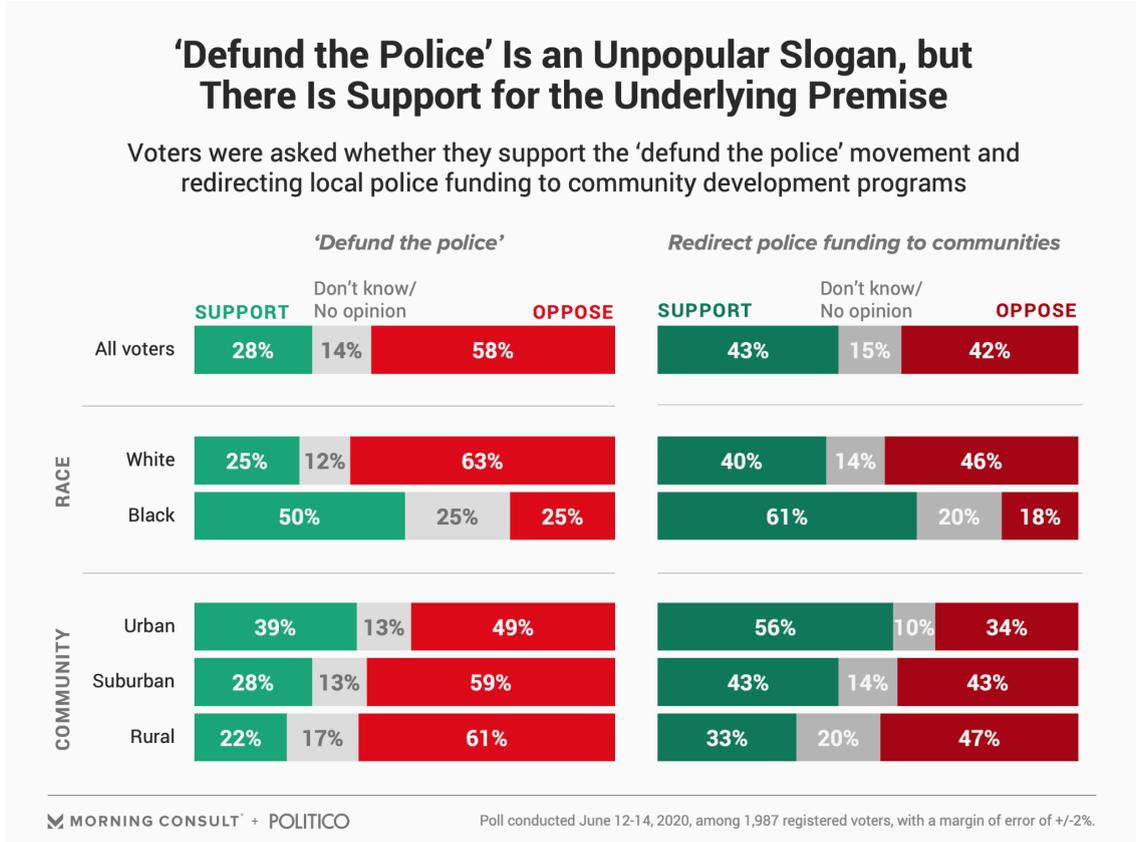
WE BELIEVE IN A WORLD WHERE THERE ARE ZERO POLICE MURDERS BECAUSE THERE ARE ZERO POLICE.

			
REPEAL LAWS CRIMINALIZING SURVIVAL	INVEST IN COMMUNITY SELF-GOVERNANCE	PROVIDE SAFE HOUSING FOR EVERYONE	INVEST IN CARE, NOT COPS

ABOLITION CAN'T WAIT.

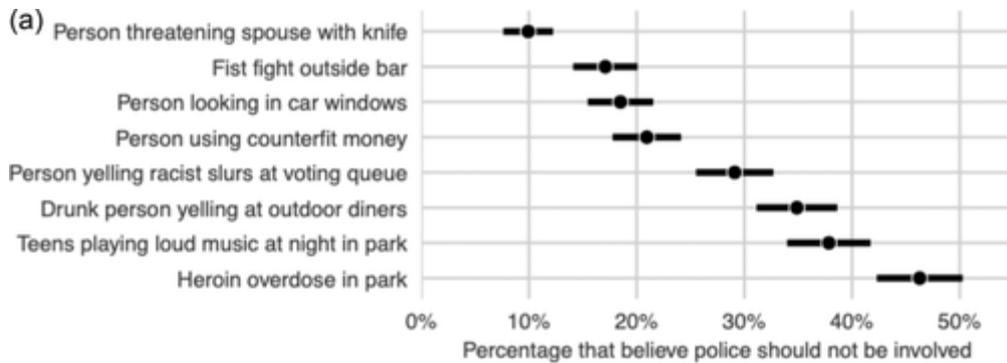
Source : #8toabolition [en ligne]. [<https://www.8toabolition.com/>] (consulté le 23/07/2023)

Annexe n°11 : Opinions des votants sur “Defund the Police” comparé à “rediriger des fonds de la police vers les communautés”



Source : Eli Yokley, Movement to ‘Defund The Police’ Isn’t Popular, but Voters Are More Open to Its Goal, Morning Consult, June 17, 2020.

Annexe n°12 : Soutien de la population à l’intervention policière pour différents scénarios



Source : Vaughn, Paige E., Peyton, Kyle. et Huber, Gregory A., “Mass support for proposals to reshape policing depends on the implications for crime and safety”, *Criminology Public Policy*, vol. 21, 20 Jan. 2022, p. 125–146.

Annexe n°13 : Soutien de la population aux réformes policières, par type de réforme et affiliation politique (Juin-Juillet 2020)

Americans' Support for Policing Reform Options, by Political Affiliation
Percentage who "strongly support" or "somewhat support" each reform idea

	Republicans	Democrats	Independents
	%	%	%
Changing management practices so officers with multiple incidents of abuse of power are not allowed to serve	95	99	98
Requiring officers to have good relations with the community	96	98	98
Changing management practices so officer abuses are punished	91	99	96
Promoting community-based alternatives such as violence intervention	62	97	81
Ending stop and frisk	44	94	76
Eliminating police unions	45	62	57
Eliminating officer enforcement of nonviolent crimes	16	75	49
Reducing the budgets of police departments and shifting the money to social programs	5	78	46
Abolishing police departments	1	27	12

GALLUP PANEL, JUNE 23-JULY 6, 2020

Source : Steve Crabtree, “Most Americans Say Policing Needs 'Major Changes'”, *Gallup*, 22 Juil. 2020.

Annexe n°14 : Soutien de la population aux réformes policières, par type de réforme et selon l'âge (Juin-Juillet 2020)

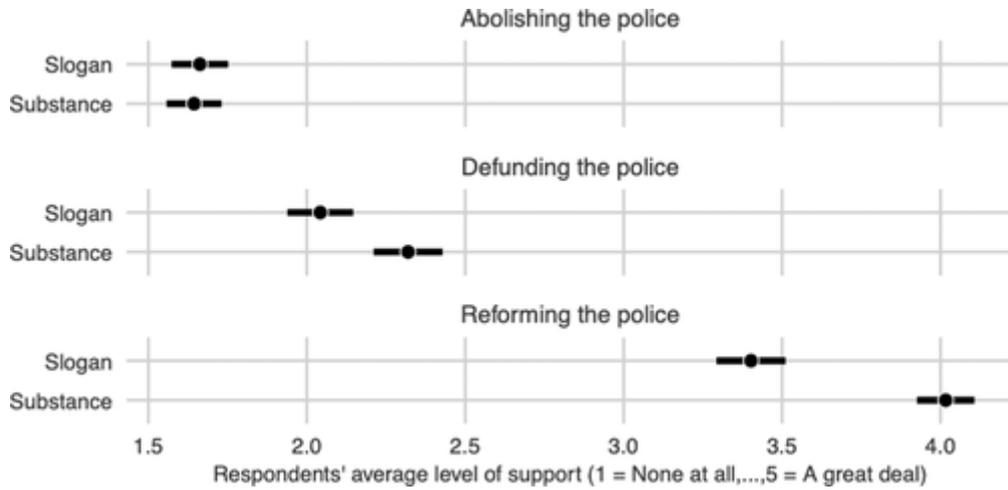
Americans' Support for Policing Reform Options, by Age Group
Percentage who "strongly support" or "somewhat support" each reform idea

	18-34	35-49	50-64	65+
	%	%	%	%
Changing management practices so officers with multiple incidents of abuse of power are not allowed to serve	98	97	97	98
Requiring officers to have good relations with the community	97	97	97	97
Changing management practices so officer abuses are punished	98	95	95	95
Promoting community-based alternatives such as violence intervention	88	83	77	79
Ending stop and frisk	88	78	63	65
Eliminating police unions	65	58	49	49
Eliminating officer enforcement of nonviolent crimes	68	52	37	40
Reducing the budgets of police departments and shifting the money to social programs	70	50	32	32
Abolishing police departments	33	16	4	4

GALLUP PANEL, JUNE 23-JULY 6, 2020

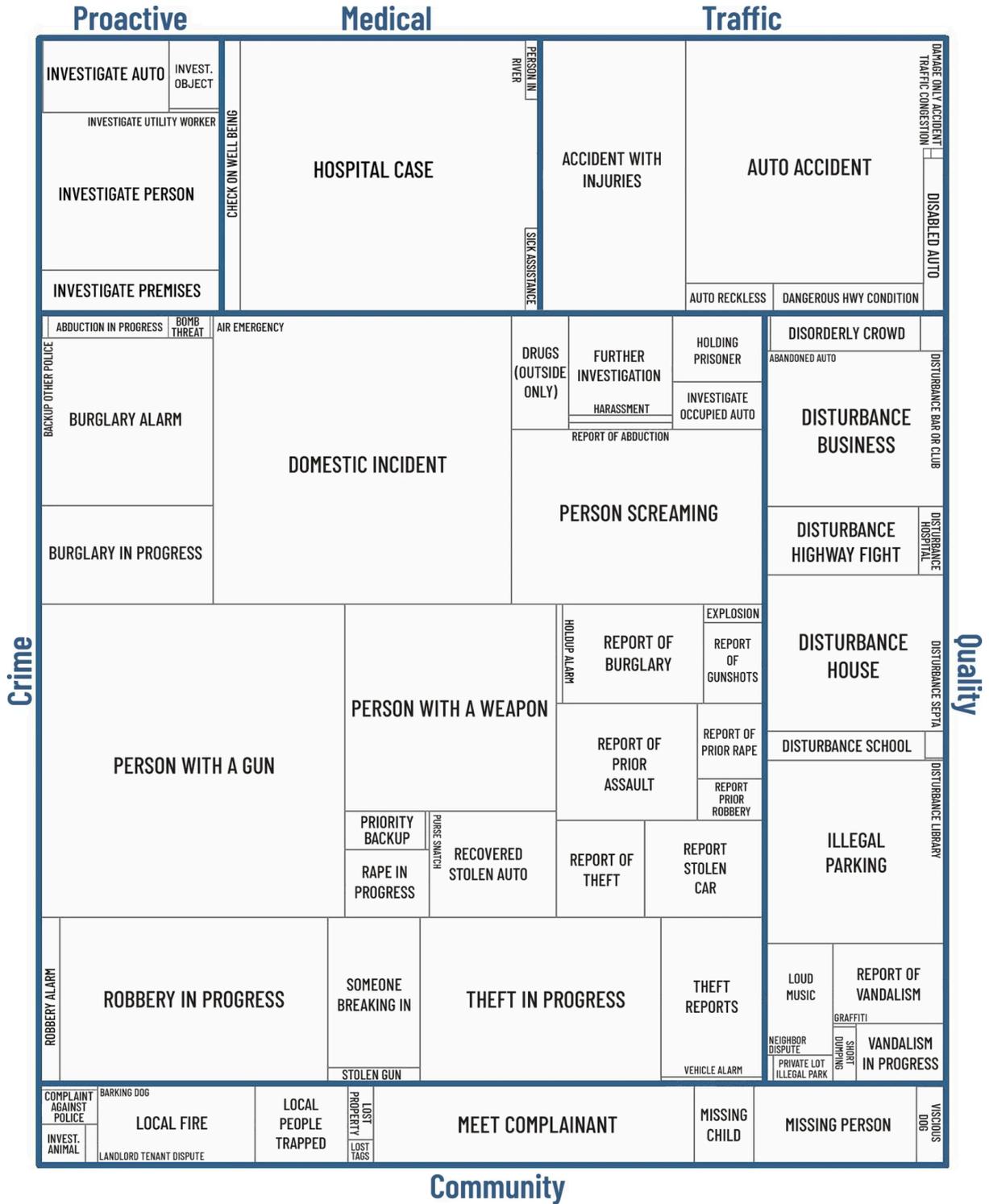
Source : Steve Crabtree, “Most Americans Say Policing Needs 'Major Changes'”, *Gallup*, 22 Juil. 2020.

Annexe n°15 : Différence entre soutien slogan et soutien proposition



Source : Vaughn, Paige. E., Peyton, Kyle., & Huber, Gregory A., “Mass support for proposals to reshape policing depends on the implications for crime and safety”, *Criminology Public Policy*, vol. 21, 20 Jan. 2022, p. 125–146.

Annexe n°16 : Missions accordées à la police en proportion (Ratcliff)



Source : Ratcliffe, Jerry. H., "Policing and public health calls for service in Philadelphia", *Crime Science*, vol. 10, n°1, 2021, p. 1-6.

Annexe n°17 : Missions accordées à la police en proportion (Lum)

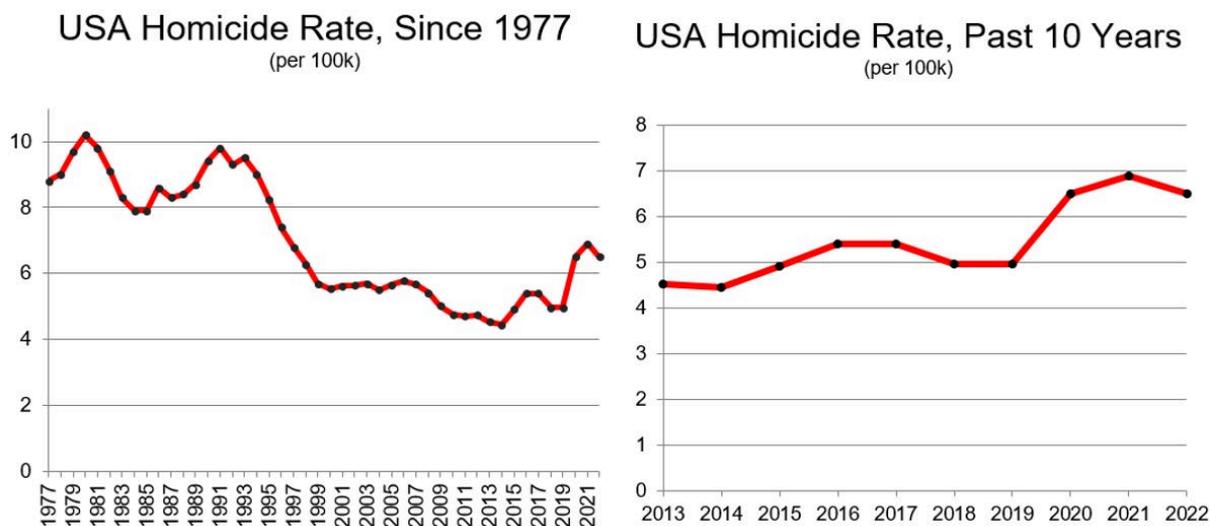
Table 2. Percentage of Total Calls by Call Types Responded to By Officers for Each Agency.

	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	Average
Admin, agency, non-crime	1.1	3.3	12.9	10.5	4.8	15.4	6.9	13.6	3.5	8.0
Alarms	7.0	10.8	9.0	5.2	0.4	9.8	10.0	4.0	5.7	6.9
Disorders	16.5	15.8	22.0	16.0	15.3	14.4	17.8	9.0	19.2	16.2
Vice	1.3	1.1	1.4	0.6	2.0	1.3	1.3	0.8	1.1	1.2
Domestic	4.0	1.6	4.7	8.0	9.7	8.1	8.4	3.8	3.9	5.8
Follow-ups and service request	6.6	10.5	12.2	9.1	8.7	8.4	10.0	27.4	8.0	11.2
Mental	1.8	0.1	1.2	0.3	2.7	0.1	1.4	0.1	3.9	1.3
Medical	1.0	0.4	1.3	1.6	2.6	0.9	2.7	1.8	0.7	1.4
Missing persons	1.2	1.0	0.8	0.6	1.2	1.1	1.2	0.6	0.8	0.9
Violence	1.9	21.0	3.6	3.9	11.0	6.2	3.3	2.1	4.6	6.4
Interpersonal-Other	0.7	1.7	0.6	0.2	1.0	0.4	0.2	0.7	1.4	0.8
Property	8.7	10.0	8.9	11.8	9.9	11.7	5.9	7.7	17.5	10.2
Suspicious	26.8	0.7	5.4	20.3	22.0	8.1	7.1	6.8	18.4	12.8
Traffic-related	21.6	22.0	16.0	12.0	8.7	14.1	23.9	21.7	11.4	16.8

Each agency's top three call types (not including administrative calls) are **bolded**.

Source : Lum, Cynthia, Christopher Koper S. et Xiaoyun Wu, "Can We Really Defund the Police? A Nine-Agency Study of Police Response to Calls for Service", *Police Quarterly*, vo. 25, n°3, 2022, p. 255-280.

Annexe n°18 : Évolution des homicides, depuis 1977 et depuis 10 ans



Source : Federal Bureau of Investigation [en ligne]. [<https://www.fbi.gov/>] (consulté le 23/07/2023)

Annexe n°19 : Évolution opinions des étatsuniens sur les dépenses de la police

Compared with 2020, higher share of Americans want to see ‘a lot’ more spending on police in their area

% saying spending on policing in their area should be ...

	Increased a lot	Increased a little	Stay about the same	Decreased a little	Decreased a lot
2021	21	26	37	9	6
2020	11	20	42	14	12

Note: Share of respondents who didn't offer an answer not shown.

Source: Surveys of U.S. adults conducted June 16-22, 2020, and Sept. 13-19, 2021.

PEW RESEARCH CENTER

Source : Kim Parker et Kiley Hurst, “Growing share of Americans say they want more spending on police in their area”, *Pew Research Center*, 26 Oct. 2021.

Annexe n°20 : Opinions de la population sur le budget de la police selon race, âge et affiliation politique

Black adults, Democrats now much less likely than in 2020 to prefer decreased spending on police in their area

% saying spending on policing in their area should be ...

	NET Increased	NET Decreased	Stay about the same
All adults			
Sept 2021	47	15	37
June 2020	31	25	42
White			
Sept 2021	49	13	37
June 2020	33	21	44
Black			
Sept 2021	38	23	38
June 2020	22	42	33
Hispanic			
Sept 2021	46	16	37
June 2020	37	24	39
Asian*			
Sept 2021	37	22	41
Ages 18-49			
Sept 2021	36	23	40
June 2020	26	34	38
Ages 50+			
Sept 2021	59	7	34
June 2020	37	15	46
Rep/Lean Rep			
Sept 2021	61	5	33
June 2020	45	8	46
Dem/Lean Dem			
Sept 2021	34	25	40
June 2020	19	41	38

*Asian adults were interviewed in English only.

Note: Share of respondents who didn't offer an answer not shown. White, Black and Asian adults include those who report being only one race and are not Hispanic. Hispanics are of any race. The sample of Asian adults in 2020 is too small to be shown separately. Source: Surveys of U.S. adults conducted June 16-22, 2020, and Sept. 13-19, 2021.

PEW RESEARCH CENTER

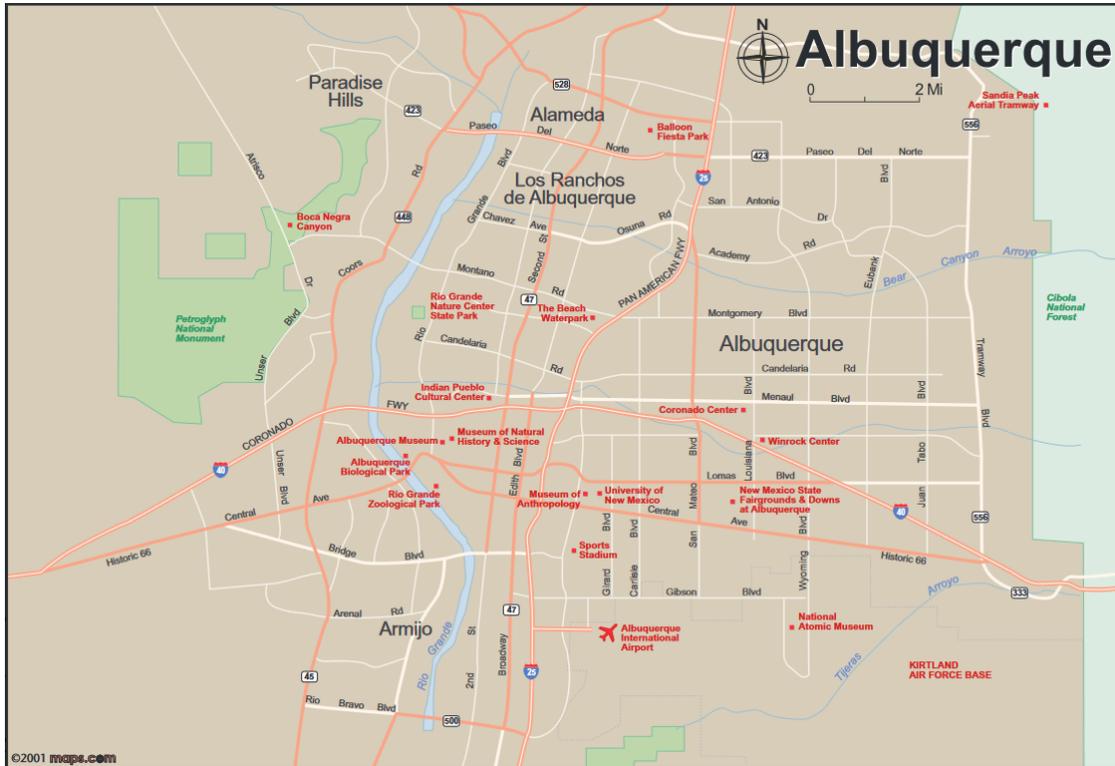
Source : Kim Parker et Kiley Hurst, "Growing share of Americans say they want more spending on police in their area", *Pew Research Center*, 26 Oct. 2021.

Annexe n°21 : Albuquerque sur la carte nationale des États-Unis



Source : Wikipedia, carte réalisée par Faigl.ladislav

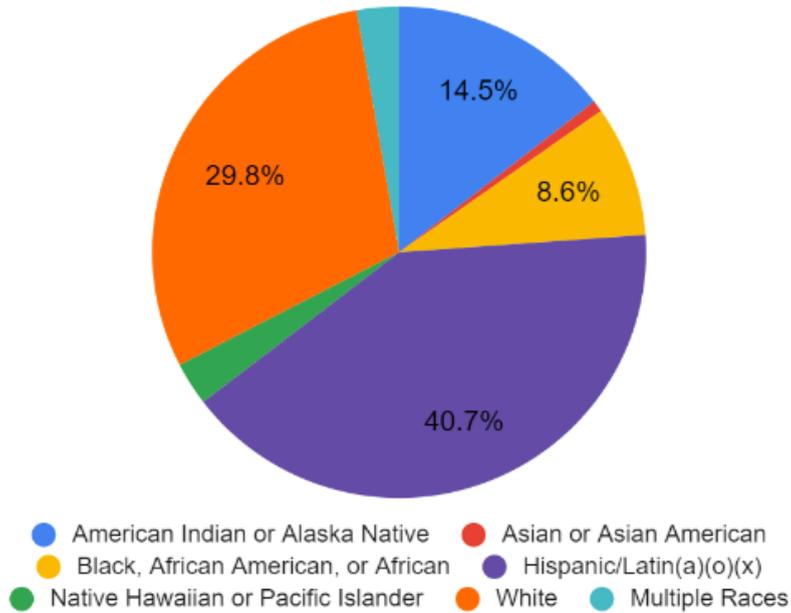
Annexe n°23 : Carte d'Albuquerque



Source : Map.com [en ligne]. [Map.com (consulté le 23/07/2023)]

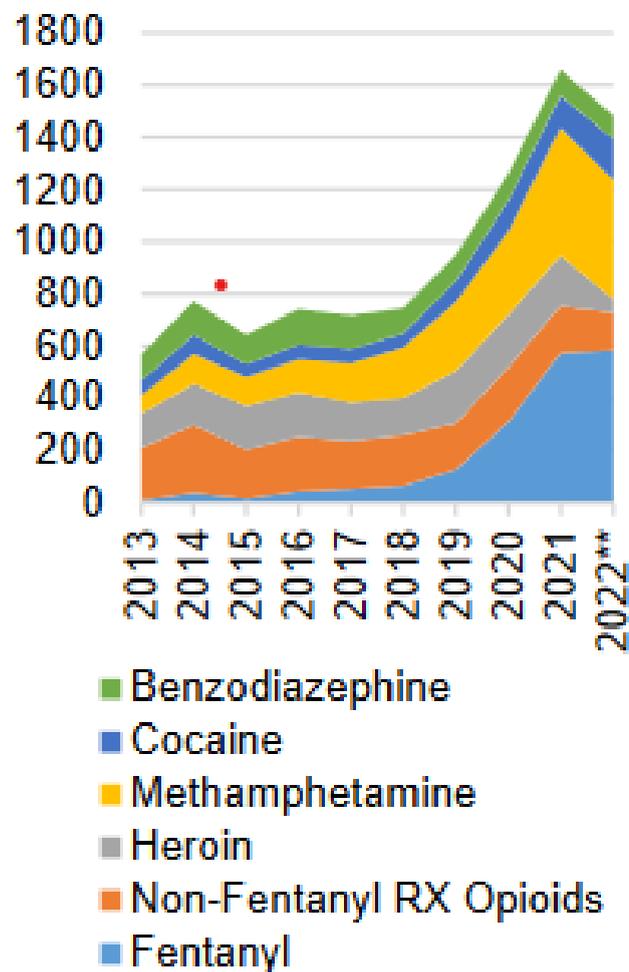
Annexe n°24 : Répartition raciale des personnes sans-abris au Nouveau-Mexique

Race (including Hispanic or Latina/o/x) - ABQ Unsheltered



Source : New Mexico Coalition to End Homelessness. 2023 Point-In-Time Count Albuquerque and Balance of State Report, 2021.

Annexe n°25 : Évolution des overdoses par type de substance au Nouveau-Mexique

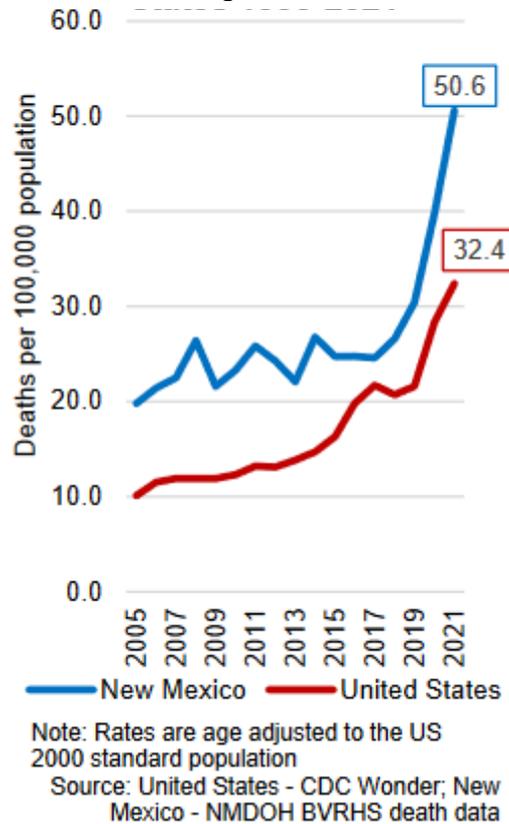


*Deaths by drug type are not mutually exclusive; polysubstance deaths are common
 ** 2022 is preliminary and subject to change

Source: NM DOH Bureau of Vital Records and Health Statistics death

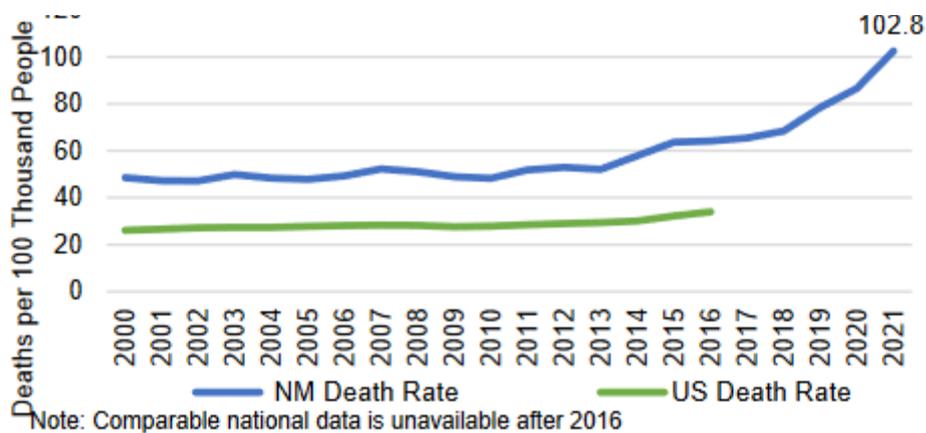
Source : New Mexico Legislative Finance Committee, Progress Report Program Evaluation Unit, Addressing Substance Abuse, Disorders, 24 Août 2023.

Annexe n°26 : Comparaison des évolutions de morts par overdose entre le Nouveau-Mexique et les États-Unis.



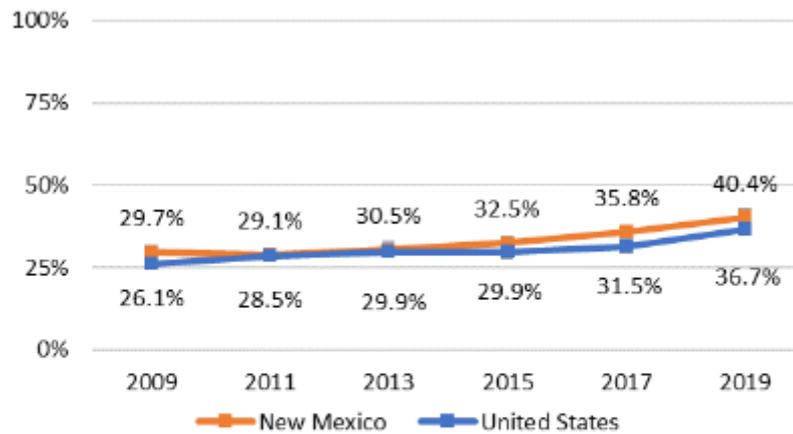
Source : New Mexico Legislative Finance Committee, Progress Report Program Evaluation Unit, Addressing Substance Abuse, Disorders, 24 Août 2023.

Annexe n°27 : Comparaison des évolutions de morts liées à l'alcool entre le Nouveau-Mexique et les États-Unis.



Source : New Mexico Legislative Finance Committee, Progress Report Program Evaluation Unit, Addressing Substance Abuse, Disorders, 24 Août 2023.

Annexe n°28 : Évolution pourcentage population s'étant sentie triste ou désespérée au Nouveau-Mexique en 2019

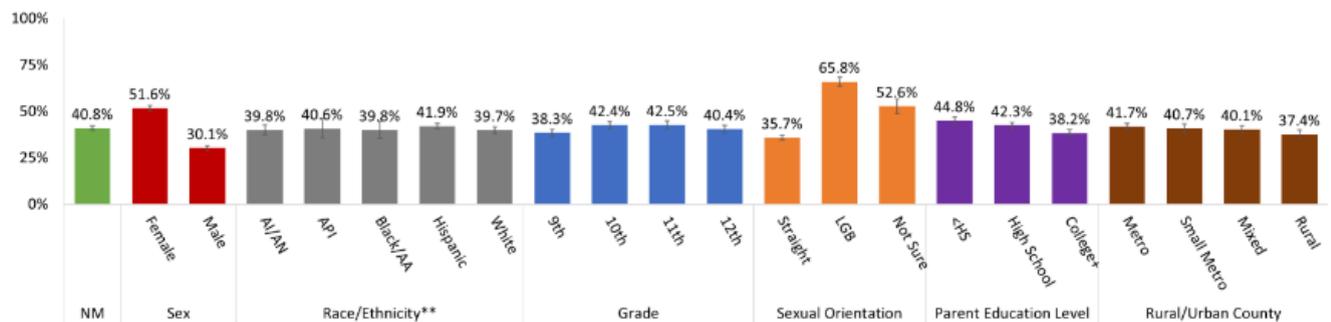


Error bars indicate 95% confidence interval

*The 2019 rate (40.4%) reflects a subset of the NM dataset that is reported to the CDC. It is used here for comparison purposes. See below chart, for 2019 rate with full NM dataset.

Source: 2009-2019 NM YRRS and 2009-2019 US YRBS

Annexe n°29 : Population s'étant sentie triste ou désespérée au Nouveau-Mexique en 2019 selon différentes caractéristiques.



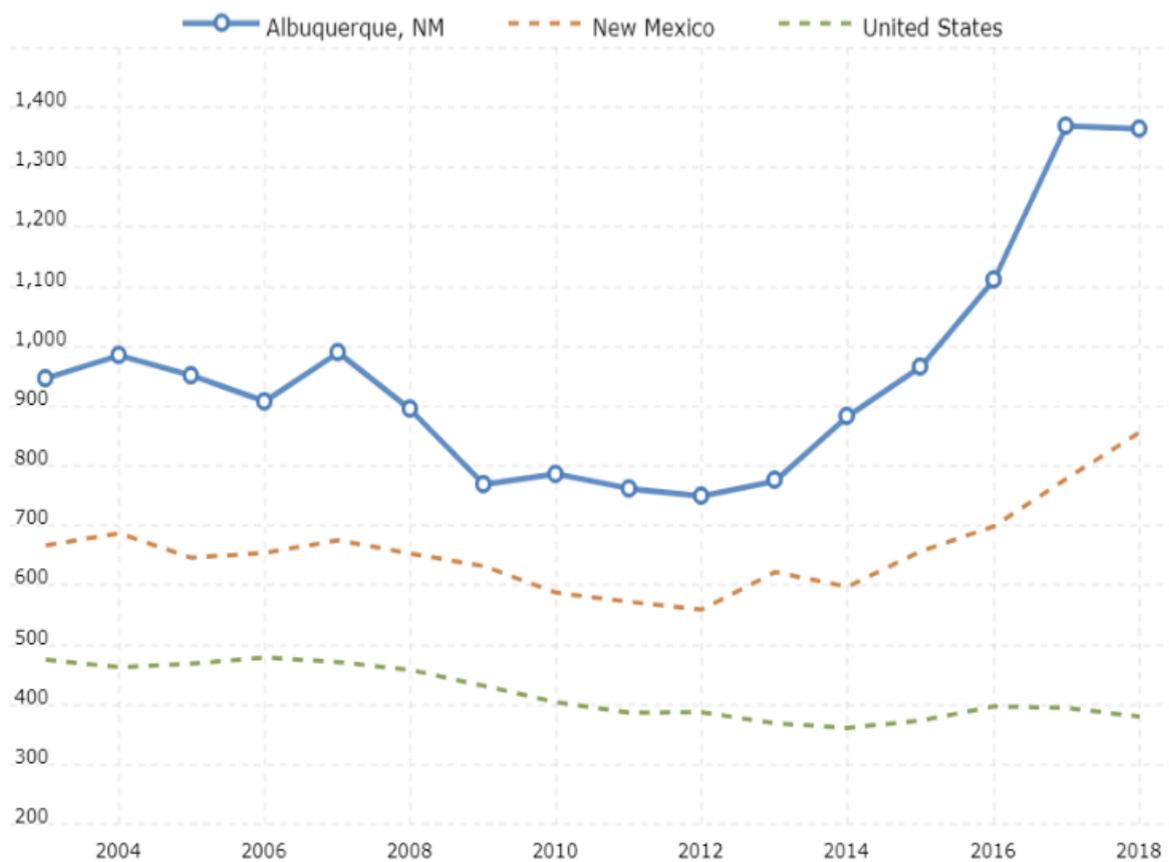
*Felt sad or hopeless in the past 12 months. So sad or hopeless almost every day for two weeks or more in a row that they stopped doing some usual activities, in the last 12 months.

**AI/AN = American Indian/Alaskan Native; API = Asian or Pacific Islander; AA = African American; LGB = Lesbian, Gay, or Bisexual

Error bars indicate 95% confidence interval

Source: 2019 NM YRRS

Annexe n°30 : Comparaison évolution du crime Albuquerque, Nouveau-Mexique et États-Unis



Source : Dustin Schiffer, *Recent Violent Crime Dynamics and Spatial Patterns in Albuquerque*. 2019, University of Arizona, Mémoire.

Table des matières

Sommaire	5
Table des figures	6
Introduction	8
Partie 1 : Contexte des débats autour de la police aux États-Unis : Black Lives Matter, Defund The Police et backlash	18
1.1 Cinquante ans d'idéologie punitive	18
1.1.1. Idéologie punitive et incarcération de masse	18
1.1.1.1. Une explosion du nombre de prisonniers	18
1.1.1.2. Une manifestation flagrante du racisme	21
1.1.2. Les évolutions récentes de la police	24
1.1.2.1. Le durcissement de la police	24
1.1.2.2. Une police omniprésente	27
1.1.2.3. Le problème des violences policières	31
1.1.3. Police, classe et race	34
1.1.3.1. Une guerre contre les pauvres	34
1.1.3.2. Une guerre contre les noirs	37
1.2. Black Lives Matter et la réponse au tout-punitif	40
1.2.1 Black Lives Matter et l'Été 2020	40
1.2.1.1 Le mouvement Black Lives Matter	40
1.2.1.2. Été 2020	44
1.2.2 Le camp réformiste	46
1.2.2.1. L'idéologie réformiste	46
1.2.2.2 Un grand mouvement de réformes	49
1.2.2.3. Un mouvement critiqué	52
1.2.3. Le camp abolitionniste	56
1.2.3.1. Origines et théories abolitionnistes	56
1.2.3.2. Les avancées abolitionnistes	61
1.2.3.3 Les oppositions réformistes et conservatrice à l'abolitionnisme	64
1.3. Defund The Police et de nouveaux débats sur la sécurité publique	67
1.3.1 Defund The Police	67
1.3.1.1 Définitions et réceptions de DTP	67
1.3.1.2. Doit-on définancer la police ?	75
1.3.1.3. Bilan de DTP : victoires et backlash	83
1.3.2. Le rôle du travail social	89
1.3.2.1. Le rôle des travailleurs sociaux et la collaboration avec la police	89
1.3.2.3 Critique abolitionniste du travail social	92
1.3.3. Les agences non-policieres de sécurité publique	95

1.3.3.1. Le développement des bureaux de prévention de la violence	95
1.3.3.2. Des exemples d'agences non-policières	96
Partie 2 : Étude de cas Albuquerque et Albuquerque Community Safety	100
2.1. Contexte Albuquerque, Nouveau-Mexique	100
2.1.1. Contexte historique et racial du Nouveau-Mexique	100
2.1.2. Contexte social du Nouveau-Mexique	102
2.1.3. La criminalité au Nouveau-Mexique	106
2.2. Police et contestation au Nouveau-Mexique et à Albuquerque	109
2.2.1. L'APD et les débats sur les violences policières à Albuquerque	109
2.2.2. Les forces politiques du débat à Albuquerque	111
2.2.2.1 Law and Order à Albuquerque	112
2.2.2.2 Un grand mouvement de réforme	113
2.2.2.3 Le mouvement abolitionniste à Albuquerque	113
2.2.3. Le débat Defund the Police à Albuquerque	115
2.3. Albuquerque Community Safety	118
2.3.1. Présentation de l'ACS	118
2.3.2. Le fonctionnement de l'ACS	119
2.3.3. Réception politique et interrogations	121
Partie 3 : Perception des travailleurs sociaux et des militants abolitionnistes à Albuquerque	124
3.1. Typologie des travailleurs sociaux	126
3.1.1. Travailleurs sociaux réformistes (TSR)	126
3.1.2. Travailleurs sociaux pro-police (TSPP)	129
3.1.3. Travailleurs sociaux abolitionnistes (TSA)	130
3.1.4. Des porosités entre les catégories	131
3.2. La perception des travailleurs sociaux de DTP et de l'ACS	133
3.2.1. Defund The Police	133
3.2.2. Albuquerque Community Safety	135
3.3. Discussion	139
Conclusion	144
Bibliographie	147
Ouvrages méthodiques	147
Ouvrages	147
Revue et ouvrages collectifs	150
Chapitres ou contributions à un ouvrage collectif	151
Articles de revues scientifiques	151
Articles de presse	165
Thèses et mémoires	171
Rapports scientifiques	171

Sources gouvernementales	172
Pages et articles de site internet	174
Sites internet	181
Sondages	182
Annexes	184
Table des matières	221

Déclaration sur l'honneur de non-plagiat

Je soussigné.e,

Nom, Prénom : Pellet, Victor

Régulièrement inscrit à l'Université de Toulouse – Jean Jaurès - Campus du Mirail

N° étudiant : 22001250

Année universitaire : 2022-2023

Certifie que le document joint à la présente déclaration est un travail original, que je n'ai ni recopié ni utilisé des idées ou des formulations tirées d'un ouvrage, article ou mémoire, en version imprimée ou électronique, sans mentionner précisément leur origine et que les citations intégrales sont signalées entre guillemets.

Conformément à la charte des examens de l'Université de Toulouse – Jean Jaurès Campus du Mirail, le non-respect de ces dispositions me rend passible de poursuites devant la commission disciplinaire.

Fait à Nice

Le : 01/09/2024

Signature : Victor Pellet

